

CONTR<sup>T</sup>EMPS

CONTR<sup>T</sup>EMPS

## 1968 : un monde en révoltes

### 1968 : un monde en révoltes

La célébration du quarantième anniversaire de mai 1968 laisse entendre quelques dissonances dans le concert unanime de condamnations et de repentances. Il devient de plus en plus difficile de restreindre la révolte à un monôme excessif d'une joyeuse bande d'étudiants français du Quartier Latin.

Il n'est pas davantage possible, et ce dossier de ContreTemps entend en fournir la preuve, d'oublier que Mai fut un événement international : dans de nombreux pays, les jeunes et les travailleurs ont fait entendre leur voix et mené la contestation.

Enfin, en comparant 1968 et 2008, la dénonciation des logiques impériales comme des rapports de domination arbitraires s'impose comme une récurrence aussi importante que nécessaire.

Avec les contributions de :

Tariq Ali, Arturo Anguiano, Ricardo Antunes, Antoine Artous, Jean Ducange, Max Elbaum, Fanny Gallot, Diego Giachetti, André Grimaldi, Jean-Marie Harribey, Nanako Inaba, Michaël Löwy, Lilian Mathieu, René Mouriaux, Jacques Rancière, Marcelo Ridenti, Miguel Romero, Pierre Rousset, Catherine Samary, Michaël Scott Christofferson, Aurélie Trouvé, Frieder Otto Wolf



9 782845 972933

ISBN : 978-2-84597-293-3

ISSN : 1633-597X

Numéro vingt-deux

mai 2008

19 euros

- └ Un panorama international de la contestation
- └ Un entretien avec Jacques Rancière

**Brésil**  
**États-Unis**  
**France**  
**Italie**  
**Japon**  
**Mexique**  
**Pakistan**  
**Tchécoslovaquie**  
**Vietnam**  
**Yougoslavie**

 textuel

 textuel

## **1968 : un monde en révoltes**

- ┣ Un panorama international de la contestation
- ┣ Un entretien avec Jacques Rancière



numéro

**un, mai 2001** — Le retour de la critique sociale Marx et les nouvelles sociologies  
**deux, septembre 2001** — Seattle, Porto Alegre, Gênes Mondialisation capitaliste et dominations impériales  
**trois, février 2002** — Logiques de guerre Dossier: Émancipation sociale et démocratie  
**quatre, mai 2002** — Critique de l'écologie politique Dossier: Pierre Bourdieu, le sociologue et l'engagement  
**cinq, septembre 2002** — Propriétés et pouvoirs Dossier: Le 11-Septembre, un an après  
**six, février 2003** — Changer le monde sans prendre le pouvoir? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes  
**sept, mai 2003** — Genre, classes, ethnies: identités, différences, égalités  
**huit, septembre 2003** — Nouveaux monstres et vieux démons: Déconstruire l'extrême droite  
**neuf, février 2004** — L'autre Europe: pour une refondation sociale et démocratique  
**dix, mai 2004** — L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial  
**onze, septembre 2004** — Penser radicalement à gauche  
**douze, février 2005** — À quels saints se vouer? Espaces publics et religions  
**treize, mai 2005** — Cité(s) en crise. Ségrégations et résistances dans les quartiers populaires  
**quatorze, septembre 2005** — Sciences, recherche, démocratie  
**quinze, février 2006** — Clercs et chiens de garde. L'engagement des intellectuels  
**seize, avril 2006** — Postcolonialisme et immigration  
**dix-sept, septembre 2006** — Lumières, actualité d'un esprit  
**dix-huit, février 2007** — Société de l'information. Faut-il avoir peur des médias?  
**dix-neuf, mai 2007** — L'engagement en questions. Regards sur les pratiques militantes  
**vingt, septembre 2007** — Marx hors limites  
**vingt et un, février 2008** — Capitalisme, crises et développement  
**vingt-deux, mai 2008** — 1968 Un monde en révoltes

## 1968: un monde en révoltes

- Un panorama international de la contestation
- Un entretien avec Jacques Rancière

**Directeur de publication :**

Daniel Bensaïd

**Comité de rédaction :**

Gilbert Achcar, Antoine Artous, Sophie Bérout, Emmanuel Barot, Sebastien Budgen, Véronique Champeil-Desplat, Vincent Charbonnier, Sébastien Chauvin, Philippe Corcuff, Jean Ducange, Jacques Fortin, Isabelle Garo, Fabien Granjon, Janette Habel, Michel Husson, Samuel Johsua, Razmig Keucheyan, Sadri Khiari, Stathis Kouvélakis, Thierry Labica, Sandra Laugier, Stéphane Lavignotte, Claire Le Strat, Michaël Löwy, Alain Maillard, Lilian Mathieu, Braulio Moro, Olivier Pascault, Sylvain Pattieu, Willy Pelletier, Philippe Pignarre, Nicolas Qualander, Violaine Roussel, Sabine Rozier, Ivan Sainsaulieu, Catherine Samary, Paul Sereni, Patrick Simon, Francis Sitel, André Tosel, Josette Trat, Enzo Traverso, Sophie Wahnich

**Conseil éditorial international**

Arturo Anguiano (Université autonome de Mexico),  
 Paulo Arantes (USP São Paulo, Brésil),  
 Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),  
 Attilio Boron (Buenos Aires),  
 Alex Callinicos (King's College, Londres),  
 Carine Clément (Moscou),  
 Roland Denis (Caracas),  
 Fabio Frosini (Université Urbino, Italie),  
 Claudio Katz (Buenos Aires),  
 Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),  
 Michaël Krätke (Université d'Amsterdam),  
 Francisco Louça (Lisbonne),  
 Warren Montag (philosophe, Los Angeles),  
 Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),  
 Spyros Sakelleropoulos (Université Panteion, Athènes),  
 Maria-Emilia Tijoux (sociologue, Santiago du Chili),  
 Stavros Tombazos (Université de Chypre)

**Visitez**Le site de *Contretemps* <<http://www.contretemps.ras.eu.org>>Le site partenaire Europe-solidaire <<http://www.europe-solidaire.org>>

numéro vingt-deux, mai 2008

**06 actuelles**06 Sept ans après. *Contretemps*, fin et suites**09 dossier : 1968 : Un monde en révoltes****10 Antoine Artous, Jean Ducange, Lilian Mathieu :**

1968 : un monde en révoltes

**12 Diego Giachetti :** Avant, pendant et après le 68 italien**25 Max Elbaum :** 1968 : explosion et transformation du courant radical aux États-Unis**37 Arturo Anguiano :** Mexique : le massacre du 2 octobre**40 Ricardo Antunes, Marcelo Ridenti :** 1968 au Brésil : ouvriers et étudiants contre la dictature**49 Pierre Rousset :** Un enjeu pour l'internationalisme : le Vietnam**51 Tariq Ali :** Les années 1968-1969 au Pakistan**63 Nanako Inaba :** 68 au Japon : sortir de l'enchantement**63 Karol Modzelewski :** Pologne 1968**82 Catherine Samary :** Le printemps de Prague**85 Catherine Samary :** Du juin 1968 yougoslave aux impasses du titisme**94 Michaël Löwy :** Le romantisme révolutionnaire de Mai 68**100 René Mouriaux :** Comment enterrer Mai 68 ?**108 Michaël Scott Christofferson :** L'invention du « totalitarisme »**115 ENTRETIEU****116 Jacques Rancière :** Politiques de la mésentente**127 INTERVENTIONS****128 Frieder Otto Wolf :** Alternatives au capitalisme**140 Miguel Romero :** L'énigme Andreu Nin**151 Lilian Mathieu :** Les raisons de la colère : retour sur le mouvement de décembre 1995**153 CONTROVERSES****160 André Grimaldi :** Économie et santé**168 Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey :**

Désarmer les marchés financiers : pour quoi faire ?

**175 LUS D'AILLEURS**

## Daniel Bensaid

### Sept ans après : *Contretemps*, fin et suites

**Ce numéro de *Contretemps* de mai 2008, le vingt-deuxième,** est le dernier d'une série commencée en mai 2001. Soit un cycle de sept années de bons et loyaux service, sinon de bonheur. Le projet est né d'une réunion de réflexion collective tenue au printemps 2000. Constatant, dans ce qu'il restait alors de gauche radicale, la tendance à se contenter des restes réchauffés des débats enflammés des années 1970, constatant que la pensée stratégique avait atteint à gauche son degré zéro, constatant enfin la tentation des recherches critiques de se tenir à distance de l'engagement politique, et redoutant de nous voir réduits à suivre l'agenda dicté par les modes médiatiques, nous avons entrepris de mettre en chantier un programme de travail indépendant, dont *Contretemps* serait le vecteur. Il s'agissait de soumettre à l'épreuve de l'actualité et des nouveaux apports de la pensée critique les questions théoriques et pratiques qui hantent les politiques d'émancipation depuis les grandes révolutions du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

L'article d'ouverture du premier numéro explicitait le projet : « On prétend qu'il faut vivre avec son temps. Il faut non moins savoir penser à contretemps, de manière intempestive ou inactuelle, à rebrousse-poil, aurait dit Walter Benjamin ». Sans cacher l'appartenance politique (à la Ligue communiste) de la plupart de ses initiateurs, nous nous proposons d'élargir ce noyau à un collectif pluraliste de radicalités sociales et intellectuelles pour en faire un point de rencontre :

- entre des pensées critiques de traditions différentes,
- entre des pratiques militantes et des recherches universitaires,
- entre des générations issues de périodes et formées dans des contextes différents,
- avec des travaux étrangers inconnus ou méconnus en France.

Sept ans après, nous pouvons estimer que ce programme a été fidèlement rempli. *Contretemps* a consacré quatre numéros aux questions de la mondialisation et de la guerre : *Mondialisation capitaliste et dominations impériales* (n° 2, sept 2001), *Logiques de guerre* (n° 3, fév. 2002), *L'autre Europe* (n° 9, fév. 2004), *L'Amérique latine rebelle* (n° 10, mai 2004). Trois numéros ont été consacrés aux questions de l'écologie sociale et des sciences : *Critique de l'écologie politique* (n° 4, mai 2002), *Sciences, recherche, et démocratie* (n° 14, sept 2005), *Décroissance et développement* (n° 21, fév. 2008). Quatre numéros ont traité des questions religieuses, des études postcoloniales et des études de genre : *Identités, différences égalités* (n° 7, mai 2003), *À quels saints se vouer ?* (n° 12, fév. 2005), *Postcolonialisme et immigra-*

*tion* (n° 16, mai 2006), *Lumières, actualité d'un esprit* (n° 17, sept 2006). Trois numéros ont traité de la question sociale et des rapports de classe : *Le retour de la critique sociale* (n° 1, mai 2001), *Propriétés et pouvoirs*, (n° 5, sept. 2002), *Cités en crise : ségrégations et résistances dans les quartiers populaires* (n° 13, mai 2005, soit cinq mois avant le soulèvement des banlieues de l'automne). Deux numéros ont abordé la question démocratique : *Émancipation sociale et démocratie* (n° 3, fév. 2002), *Société de l'information : faut-il avoir peur des médias ?* (n° 18, fév. 2007). Enfin, sept numéros ont été consacrés aux questions stratégiques, à l'engagement et aux pratiques militantes : *Changer le monde sans prendre le pouvoir ?* (n° 6, fév. 2003), *Déconstruire l'extrême-droite* (n° 8, sept. 2003), *Penser radicalement à gauche* (n° 11, sept 2004), *Clercs et chiens de garde* (n° 15, fév. 2006), *L'engagement en questions, regards sur les pratiques militantes* (n° 19, mai 2007), *Marx hors limites : une pensée devenue monde* (n° 20, sept 2007), *1968, événement global* (n° 22, mai 2008).

Nous avons noué le dialogue sous forme d'entretiens ou de recensions critiques avec Adorno, Alain Badiou, Étienne Balibar, Rony Brauman, Judith Butler, Robert Castel, Cornelius Castoriadis, Gilles Deleuze, Michel Henry, Armand Mattelart, Gérard Mauger, Pierre Naville, Gérard Noiriel, Jacques Rancière, Kristin Ross, Elisabeth Roudinesco, Elias Sanbar, Alan Sokal, Isabelle Stengers, Michel Surya, Jacques Testart. Nous avons créé un conseil éditorial international et contribué à la mise sur pied d'un réseau de revues européen, le *Projet K*. Dans la mesure de nos moyens de traduction militante, nous avons eu le souci de faire connaître de auteurs encore peu ou pas traduits en France : Fred Jameson, David Harvey, Vaisant Kaiwar, Alex Callinicos, Fabio Frosini, John Bellamy-Foster, John Holloway, Attilio Boron, Domenico Losurdo, Raul Zibechi, Chico de Oliveira, Peter Gowan, Nicola Garnham, Eqbal Ahmad, Ellen Wood... Soit plus de dix millions de signes, produits par plus de 200 auteurs et contributeurs. Un regret cependant : que les numéros envisagés sur le totalitarisme, sur le travail, sur la santé, ou sur la justice n'aient pas eu le temps de voir le jour. Malgré ce bilan encourageant, *Contretemps*, sous sa formule actuelle s'arrête donc avec le présent numéro. Pour des raisons éditoriales autant et plus que matérielles. Matériellement, la revue ne parvenait à un équilibre financier précaire que grâce à une modeste subvention annuelle du centre national des lettres et à la bienveillance des éditions Textuel. La subvention ayant été progressivement réduite, puis supprimée par la commission du CNL, et les difficultés du monde de l'édition n'épargnant pas notre éditeur, nous aurions dû parvenir à un autofinancement par les ventes et les abonnements. Or, si les ventes de *Contretemps* sont équivalentes et souvent supérieures aux revues comparables, elles présentent deux faiblesses structurelles. D'une part, elles fluctuent considérablement d'un numéro à l'autre : ce phénomène est sans doute en rapport avec le choix initial de numéros-dossiers, quasi unithématiques, qui fait varier le lectorat potentiel en fonction du thème. D'autre part, à la différence de la plupart des revues, la vente par abonnement est

de loin inférieure (et ridiculement basse) par rapport à la vente en librairie, ce en raison d'une gestion souvent chaotique des abonnements, mais aussi et surtout du manque d'effort militant pour élargir l'assise des abonnés dont, tout le monde le sait, dépend la viabilité d'une revue.

Ces difficultés matérielles n'ont cependant fait que précipiter un bilan éditorial nécessaire.

Si le principe de pluralisme a été scrupuleusement respecté sur les différents thèmes abordés, ce fut parfois au prix d'un certain éclectisme, et, à de rares exceptions près d'une présentation de points de vue sans engagement polémique de la rédaction susceptible de provoquer une controverse féconde. Ainsi, les réunions publiques organisées autour de la préparation ou de la parution des différents dossiers ont été l'exception plutôt que la règle.

Le souci d'une rencontre entre le champ de la recherche universitaire et celui de l'engagement militant a été sans aucun doute stimulant pour la pensée, mais il n'est pas parvenu à rapprocher deux lectorats potentiels : pour nombre de militants politiques et sociaux, la revue a gardé une image de publication académique, intellectuelle, difficile (et chère !). Pour les milieux universitaires, elle est apparue au contraire trop associée à une démarche militante.

Ces difficultés se sont reflétées au sein du comité éditorial. Malgré la somme des collaborations et des bonnes volontés, il n'est pas parvenu à constituer, au-delà d'un agrégat d'individus, un lieu d'élaboration collectif et une équipe dynamique. Sa faible féminisation en est certainement l'une des conséquences. Sans doute cet échec a-t-il à voir avec le choix initial de numéros thématiques dont la responsabilité était assumée par des équipes restreintes intéressées par la question, les autres membres restant alors en chômage technique. Le choix de numéros thématiques, s'il contribue à leur longévité, restreint en effet la possibilité d'accueillir des contributions spontanées, souvent de qualités, mais n'entrant pas dans la programmation de dossiers prévue un an et parfois deux à l'avance.

Enfin et surtout, le projet de la revue date de 2000, un an avant le 11 septembre 2001 et au moment où le mouvement altermondialiste émergeait à peine. Beaucoup de choses ont changé depuis dans le paysage politique et intellectuel, national et mondial, en fonction desquelles le profil d'une revue comme *Contretemps* doit être redéfini. Toutes les raisons sont donc conjuguées pour faire une pause et, non pas jeter l'éponge, mais prendre un nouveau départ. *Contretemps* renaîtra donc, dès l'automne 2008, et, nous allons nous y efforcer, sous une double forme : une revue électronique en ligne et une revue imprimée sur papier. Elles seront complémentaires, coordonnées, mais distinctes, ayant chacune leur rythme de réflexion, de conception, d'intervention. Nous donnons donc rendez-vous à nos lecteurs et éditrices aux mois d'octobre et novembre 2008 pour découvrir les nouveaux visages de *Contretemps* et s'embarquer avec nous pour de nouvelles aventures.

# 1968 : un monde en révoltes

Conçu et coordonné par  
Antoine Artous, Jean Ducange, Lilian Mathieu



## 1968 : un monde en révoltes

**Le mécanisme décennal est aujourd'hui bien huilé.** Tous les dix ans, un flot de célébrations vient marquer l'anniversaire de Mai 68. Avec la régularité des marées, de « grands témoins » emplissent colonnes des hebdomadaires et temps d'audience des télévisions pour raconter « leur » Mai 68, tandis que quelques intellectuels médiatiques (ce sont fréquemment les mêmes) viennent doctement dissenter sur le « sens » des « événements » et en diagnostiquer les conséquences – paradoxalement de plus en plus préoccupantes à mesure que le temps passe – sur la société française. Ces célébrations, de fait, en disent bien davantage sur les préoccupations politiques d'aujourd'hui que sur la France de Mai 68, comme si la surenchère de commentaires n'avait pour autre but que de dissimuler, tel un écran de fumée, ce qui était en jeu pendant ces quelques semaines de révolte. La conséquence en est qu'il est désormais possible de dire tout et n'importe quoi sur Mai 68, le plus souvent pour en faire un bouc émissaire multi-usages. Côté PS, on s'inquiétait il y a peu que le « relativisme culturel destructeur » des membres de la « génération de Mai » n'ait « pas eu que des effets entièrement positifs sur la structuration identitaire et psychologique de leurs enfants<sup>1</sup> », tandis que les concurrents d'en face appelaient à « solder », quand ce n'est pas à « liquider » (physiquement ?) un mois de mai (juin et ses 9 millions de grévistes sont généralement oubliés) qui aurait imposé l'idée qu'il n'existe « aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid ».

Il se pourrait cependant que la célébration du quarantième anniversaire laisse entendre quelque dissonance dans ce concert unanime de condamnations et de repentances. Comme ce fut le cas pour la période de Vichy ou la guerre d'Algérie, il a fallu quelque temps (celui, peut-être, nécessaire à l'effacement de certains des protagonistes), et aussi l'impulsion de chercheurs étrangers, pour que l'entreprise de révision de l'histoire de Mai connaisse enfin quelques ratés. Il devient de plus en plus difficile, avec la publication de nouveaux travaux informés et rigoureux, de restreindre la révolte à un monôme quelque peu excessif d'une joyeuse bande d'étudiants privilégiés du Quartier Latin, impatients d'occuper les positions dominantes des champs politique ou médiatique. Il apparaît un peu plus hasardeux de rapporter la contestation à

une exigence générale de libéralisation (des mœurs avant tout, mais aussi de l'économie), voire à l'avènement d'un individualisme hédoniste et dépolitisé. Il n'est plus possible d'occulter que si les affrontements du Quartier latin offrent toujours les images les plus spectaculaires aux hebdomadaires et aux télévisions, Mai 68 a été vécu dans toute la France, dans les universités et les lycées, mais aussi et surtout dans les entreprises occupées par leurs salariés en grève, et que c'est à la remise en cause de *l'ensemble* des rapports d'autorité (à l'usine, à l'université, au lycée, dans la vie politique, dans le syndicat, dans la famille, dans le couple, quand ce n'est pas dans l'église ou sur le stade) que l'on a assisté. Il n'est plus possible, enfin, d'oublier que Mai ne fut pas un événement exclusivement français, encore moins parisien : dans de nombreux pays, les jeunes et les travailleurs ont eux aussi fait entendre leur voix et mené la contestation. Surtout, la critique de l'impérialisme, et des guerres qu'il engendre, dont étaient porteuses les révoltes de 68 se doit d'être ravivée. Et, s'il est possible et nécessaire de tracer des points de comparaison entre 1968 et 2008, la prégnance des logiques impériales s'impose comme une des principales récurrences.

C'est dans ce contexte que ce dossier de *ContreTemps* entend apporter sa contribution propre à cette re-découverte de 68, et cela en développant deux axes de réflexion. Il s'agit d'abord, et contre les lectures strictement franco-françaises, d'opérer un panorama international (mais nécessairement limité) de la contestation en 68, et cela notamment en intégrant des mobilisations qui n'ont pas eu pour cadre des pays capitalistes occidentaux. Un des enjeux, plus qu'un catalogue de configurations nationales, est de pointer des points communs (l'irruption de la jeunesse et son articulation avec les luttes du monde du travail, la portée internationale...) tout en faisant ré-émerger ce qui a été occulté par l'histoire officielle. Il s'agit ensuite d'opérer un retour critique sur les catégories au travers desquelles il est loisible ou habituel de penser Mai. Certaines ont été occultées (la grève, victime d'une entreprise globale de disqualification), d'autres, issues de reconversions post-soixante-huitardes, méritent un examen critique (celle de « totalitarisme »), tandis que d'inédites (ainsi celle de romantisme) rafraîchissent l'éclairage sur l'événement et sa postérité. C'est en revenant sur ces notions, et en pointant leurs limites intellectuelles ou ce qu'elles doivent à leur contexte d'émergence et d'utilisation, qu'il est possible de signaler, pour mieux le combattre, ce qui a permis à un récit des événements caricatural et tronqué de s'imposer.

<sup>1</sup> Cité in Dominique Dammame *et al.* (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, p. 15.

## Diego Giachetti

Auteur de *Anni sessanta comincia la danza. Giovani, capelloni, studenti ed estremisti negli anni della contestazione* (BFS, 2002). *Nessuno ci può giudicare. Gli anni della rivolta al femminile*, (Derive Approdi, 2005), *Un '68 e tre conflitti. Generazione, genere, classe*, (à paraître aux éditions de la BFS, Pise)

## Avant, pendant et après le 68 italien

*1968 en Italie fut à la fois un événement et un processus de long terme. Les transformations socio-économiques à partir du début des années 1960 bouleversent le pays. La révolte étudiante va rencontrer la vague de luttes ouvrières en 1969, la naissance des conseils d'usine, de la gauche « extraparlamentaire » et d'autres mouvements sociaux prolongeant les effets de 68 à l'échelle d'une décennie. Dans la seconde moitié des années 1970, la décision du PCI de participer à la majorité gouvernementale contribue à l'échec des mouvements tout en révélant les difficultés de la gauche « extraparlamentaire », laissant le champ libre aux actions « spectaculaires » et sanglantes du terrorisme rouge.*

**Il y a dix ans, parmi tant de choses dites à l'occasion du trentième anniversaire** de 68, le débat le plus intéressant fut celui entre ceux qui voyaient 1968 comme le résultat d'un processus et ceux qui l'envisageaient avant tout comme un événement. Les uns mettaient plutôt l'accent sur la moyenne et longue période, la préparation, les causes, et les répercussions après 68 dans la société, tandis que les autres tendaient à insister sur l'instant de la rupture, représentée par l'événement. Dix ans après, dans un climat peut-être plus apaisé, un choix net entre ces deux thèses reviendrait à enlever quelque chose à la compréhension historique, puisque 68 fut à la fois un processus et un événement. Ce fut un processus parce que, si l'on regarde le monde dans les années précédentes, on voit mûrir des changements historiques et sociaux, des forces et subjectivités nouvelles qui ont favorisé des mouvements étudiants de protestation et les luttes des ouvriers dans la période 1968-1969. Un processus aussi pour des raisons spécifiques à l'Italie où 68 ne finit pas cette année, mais s'entremêle aux luttes ouvrières de 1969 puis investit la vie sociale et politique de la décennie 1970. Mais ce fut également un événement car ces contradictions et éléments nou-

veaux produisirent un « infarctus » simultané sur l'arène mondiale. Il est étonnant de voir encore aujourd'hui, lorsqu'on parcourt une chronologie des événements de 1968, la convergence synchronisée de mouvements de lutte et de contestation dans les trois parties de la planète que la géopolitique de l'époque divisait : le tiers-monde, le bloc occidental et le bloc oriental, comme si les mouvements s'étaient appelés l'un l'autre pour se donner rendez-vous cette année-là.

## Avant

Avant 68, pendant les années du boom économique, l'Italie avait connu de profondes transformations qui avaient changé la physionomie des classes sociales, de la société et de la culture. Selon le jugement de l'historien Guido Quazza, ces années représentèrent un « vrai tournant de l'histoire sociale italienne, qui fut non pas les vingt ans [fascistes] ou la lutte armée [partisane], mais la grande migration de peuples pendant le boom de l'économie du pays (1958-1963) du Sud au Nord, de la campagne à la ville »<sup>1</sup>. Cette vague migratoire mélangea cultures, modes de vie, coutumes et dialectes différents. Le développement économique changea la composition des classes. Les travailleurs de l'industrie, du bâtiment, du commerce, des services et des transports augmentèrent par rapport aux travailleurs agricoles.

La classe ouvrière, ainsi concernée par des processus de renouvellement et de recomposition, connut en particulier un changement générationnel avec l'imposant flux de travailleurs provenant de migrations internes. Ces nouveaux ouvriers présentèrent des comportements et attitudes qui les posèrent, en 1969, à la tête du mouvement de lutte dans les usines et au dehors. C'étaient les « ouvriers masse », selon le terme frappant de l'*operaismo* italien, plus ou moins des jeunes travailleurs, souvent immigrés, travaillant surtout à la chaîne, peu syndicalisés, sujets à la parcellisation des fonctions liée à la diffusion du taylorisme dans les usines. Sur cette condition ouvrière pesait la difficulté de s'insérer dans la vie urbaine. Un malaise social et existentiel avait surgi, qui se manifestait avec une tension accrue dans les quartiers de la ville envahis par les immigrés, où souvent des épisodes de rébellion violente et improvisée avaient lieu. Ces événements échappaient souvent à la compréhension des organisations syndicales et partis liés au mouvement ouvrier, comme le cas de la *Piazza Statuto* du juillet 1962 à Turin, lorsqu'en queue d'une manifestation syndicale se développèrent des échauffourées entre police et jeunes qui durèrent trois jours.

Parmi les effets provoqués par la modernisation du pays il y avait, comme dans les autres pays d'Europe, l'apparition massive d'une nouvelle jeunesse. Il s'agissait d'une « rébellion » fondée sur un conflit générationnel, des styles



de vie opposés à ceux des adultes, liés à la musique *beat*, à la façon de s'habiller, de porter les cheveux, de vivre les rapports interpersonnels. Ces conflits se manifestaient au sein des familles et dans les institutions, à l'école par exemple, avec des modalités et demandes qui n'étaient pas politiques, relevant de la sphère des libertés personnelles. Dans la société de ces années-là était en train de se constituer un tissu de jeunes qui, lorsqu'explosèrent les luttes étudiantes dans les universités, constitua un vaste arrière-plan décisif, même s'il ne se mua pas directement en participation directe. Lorsqu'en effet la protestation explosa sous la forme du mouvement étudiant, les 61 % d'un échantillon statistique représentatif des jeunes italiens déclarait approuver les manifestations et leurs buts.<sup>2</sup>

Toujours pendant cette décennie se formait en Italie une génération de jeunes marquée par les événements politiques internationaux : les révolutions algérienne et cubaine, les manifestations contre la guerre du Vietnam, la mort de Che Guevara en Bolivie en 1967, la révolution culturelle chinoise. Le désaccord et la critique de gauche se développait dans et hors du PCI et, en particulier, au sein des jeunes de la Fédération des Jeunes Communistes. La naissance du Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (PSIUP) en 1964, issu d'une scission du Parti Socialiste, contribua à animer le débat, pendant que les contrastes entre la Chine et l'URSS favorisaient la naissance d'une dissidence marxiste-léniniste. Il s'agissait de désaccords formulés par des cadres militants du PCI, de la FGCI, du PSIUP, de la Quatrième Internationale, des formations marxistes-léninistes et d'autres groupes de la gauche révolutionnaire, rassemblés autour de revues tel que *Falcemartello*, *La Sinistra*, *Quaderni Rossi* et *Classe Operaia*. Même le monde catholique, traversé de ferments critiques, apporta sa contribution aux contestations étudiantes dans le climat de renouvellement de l'Église inauguré par le pontificat de Jean XXIII lors du Concile Vatican II et par les luttes de libération dans les pays d'Amérique latine (avec des figures catholiques comme Camilo Torres et la publication de l'encyclique *Populorum Progressio* signée par Paul VI).

## Pendant

Les origines du mouvement étudiant sont à rechercher dans les réformes scolaires de cette décennie qui introduisirent l'école secondaire obligatoire jusqu'à 14 ans en 1962 et permirent à un nombre élevé de jeunes de poursuivre leurs études supérieures après le secondaire. Le nombre d'inscrits à l'université commença à croître. La proposition de réforme avancée par le gouvernement provoqua la protestation des universitaires déjà en 1966-1967. À ce motif de mécontentement s'ajoutèrent vite d'autres malaises déjà présents parmi les étudiants. La vieille structure de l'enseignement paraissait incapable de répon-

dre aux nouveaux besoins induits par la transformation néocapitaliste de la société ; les systèmes de sélection, les difficultés matérielles de diverse nature, l'oppression idéologique et le despotisme des « barons » universitaires, devenaient de plus en plus intolérables à la nouvelle masse des étudiants. Le choix de la répression policière pour faire face aux mouvements étudiants contribua à aiguïser les tensions. Pour la première fois depuis l'après-guerre, la police intervint pour évacuer l'université occupée à Pise et à Turin en février 1967 ainsi qu'à Trente en mars de la même année. L'autoritarisme n'était pas seulement celui des « barons », en déduisirent les étudiants : c'est la société entière, dans ses diverses institutions, qui était autoritaire et répressive.

Pendant l'année 1967-1968 l'agitation dans les universités prit des dimensions et des aspects jamais vus auparavant. De novembre 1967 à juin 1968 il y eut 102 occupations de sièges ou facultés universitaires ; 31 sièges universitaires sur 33 furent totalement ou partiellement occupés au moins une fois.

Les luttes étudiantes et la naissance du mouvement étudiant dépassèrent la traditionnelle demande de réforme démocratique de l'école et des moyens de représentation étudiante pour lui substituer la pratique de la démocratie directe basée sur l'assemblée générale et sur les groupes d'étude et de travail. Dans les années précédentes les différentes organisations de jeunesse universitaire s'étaient limitées à demander la modernisation et la réorganisation des études, la réalisation de la cogestion de l'Université, le droit à étudier, selon les principes sanctionnés par la Constitution. Pendant les occupations les étudiants prirent conscience du rapport existant entre système scolaire et monde de l'accumulation capitaliste. Ils en déduisirent que l'objectif de la réforme de l'école, à l'intérieur des marges permises par le système, n'aurait produit rien d'autre qu'un renforcement du système capitaliste dans son ensemble. La lutte investit donc le système de domination et de pouvoir.

Avec le printemps 68 et le mai français on arriva au sommet de la protestation étudiante. Après l'été se développa un débat pour déterminer les lignes d'une stratégie révolutionnaire avec une série de mesures d'organisation et d'initiatives de lutte à mener avec les autres couches sociales opprimées. La rencontre avec les luttes ouvrières de l'année suivante fit que le 68 italien ne mourut pas après l'été, mais ouvrit une longue phase de confrontations qui continua pendant toutes les années 1970.

À bien regarder, sans attendre le 69 ouvrier, en 68 s'étaient déjà développées des luttes ouvrières aux caractéristiques nouvelles et inquiétantes pour le patronat, mais aussi pour le syndicat et ce au cours de quelques importants différends, comme ceux de l'usine Marzotto à Valdarno, de Pirelli à Milan et ceux dans l'aire de Port Marghera. Dans ces deux derniers établissements avaient surgi des organismes autonomes de base en désaccord avec les syn-

dicats : il s'agissait des CUB (Comités Unitaires de base) et de l'assemblée d'ouvriers qui s'est nommé « *Potere operaio* ». En 1969 se réveilla le géant industriel, la Fiat. Déjà en mai-juin cette année s'étaient ouverts des différends dans les différentes branches de l'usine au cours desquels à plusieurs reprises les syndicats furent dépassés au niveau des revendications (augmentations des salaires, moins d'heures, passage automatique à la seconde catégorie) et dans les formes de luttes (interruptions et grèves sauvages). Peu après arriva un fait inattendu : le 3 juillet une manifestation ouvrière promue non pas par les syndicats, mais par une assemblée d'ouvriers et d'étudiants, trouva une adhésion considérable, s'organisa en cortège, lequel, attaqué par la police, donna vie à une longue série d'émeutes répétées. Après les vacances vint l'automne chaud, un cycle de luttes, le point le plus haut de la confrontation de classe par rapport aux années précédentes.

En Italie, lorsqu'éclata le mai français, le « gros » de la révolte avait déjà eu lieu et le mouvement étudiant discutait déjà de comment se relier à d'autres couches sociales où résidaient des symptômes de rébellion et de protestation, principalement les étudiants des lycées et des instituts professionnels ainsi que les travailleurs des grandes industries. Certes, la révolte étudiante n'atteignit jamais l'intensité du mai français, mais conduisit plutôt comme on disait à l'époque à une longue lutte, un « mai rampant » qui provoquait de nouveaux mouvements de protestation dans les institutions, dans les usines et dans les lycées. La protestation ouvrière italienne, comparée avec d'autres situations de confrontations dans des pays industrialisés, frappait par l'intensité de l'explosion conflictuelle qui se manifesta au sein de l'« automne chaud » de 1969, mais aussi par la continuité et l'étendue du phénomène. Les journées du mai-juin français sont beaucoup plus fortes que celles de l'automne chaud : il s'agit cependant d'un pic contingent, après lequel tous les indicateurs de conflit industriel reviennent à des niveaux même inférieurs à ceux du quinquennat précédent. Dans le cas italien la moyenne se maintient à un niveau nettement plus élevé : pas seulement la vague de 1973, qui donne lieu à une nouvelle forte vague de conflits, de peu inférieure à celle de l'automne chaud, mais les années intermédiaires témoignent d'une confrontation beaucoup plus intense que les années de la décennie précédente.<sup>3</sup>

Après 68, ce qui suivit, a écrit un historien de l'Italie républicaine, « fut une période extraordinaire au niveau social, la plus grande période d'action collective dans l'histoire de la République. Pendant ces années l'organisation de la société italienne fut mise en discussion presque à tous les niveaux. Certes, l'Italie n'égala pas, pour l'intensité et le potentiel révolutionnaire, les faits de Mai 68 en France, mais le mouvement de protestation italien fut le plus profond et le plus durable en Europe. »<sup>4</sup>

En Italie 68 entraîna le début de la crise des gouvernements de centre-gauche comme le démontrèrent les résultats électoraux des élections politiques de cette année. Ces élections mirent en évidence, outre la croissance du Parti Communiste et du PSIUP, la défaite du projet visant à construire une grande force social-démocrate autour de l'unification des deux partis socialistes advenue en 1966. La crise de direction politique en Italie se prolongea pendant des années et ne se précipita pas immédiatement comme en France en mai. Ces jours-là en France, un écroulement du régime politique, incarné par la figure de De Gaulle, paraissait imminent, et déplaça la confrontation sur le plan politique, en clouant la « révolution de mai dans le cercueil des résultats électoraux »<sup>5</sup>, défavorables aux partis de gauche avec des répercussions immédiatement négatives sur le mouvement et sur les syndicats. Pendant qu'en Italie se succédaient les crises de gouvernement et, pour la première fois, les élections politiques anticipées en 1972 ; en France la situation gouvernementale et institutionnelle redevint stable et le gouvernement fort.

## Après

Les luttes étudiantes et ouvrières de la période 1968-1969 amorcèrent une crise politique, sociale et culturelle pendant laquelle deux protagonistes nouveaux apparurent : la nouvelle subjectivité ouvrière et la gauche extraparlamentaire. Les luttes ouvrières modifièrent à l'avantage des travailleurs les rapports de force dans les usines. Des thèmes tels que l'organisation de la production, les rythmes et les temps, l'ambiance de travail – qui auparavant étaient objet de décisions assumées unilatéralement par la direction de l'entreprise – furent subordonnés à la négociation de délégués ouvriers élus par les assemblées. Pendant ces années un « pouvoir ouvrier » dans l'usine prit de l'importance, un « contrôle sur la production » impliquant un changement de la présence des syndicats sur les lieux de travail, de leur enracinement qui en Italie était assez limité. « Rien de tout ceci ne se produisit en France après le mai : une fois épuisée le mouvement collectif, l'autorité des directions d'entreprise dans l'usine régna à nouveau »<sup>6</sup>. À travers l'introduction des conseils d'usine et des délégués, acceptés par les syndicats en remplacement des vieilles commissions internes, les travailleurs trouvèrent une réponse à la question de leur représentation qui dans d'autres pays, à la syndicalisation plus ancienne et diffuse, avait déjà été satisfaite. En Italie la vague de luttes de l'automne chaud s'arrêta, provisoirement, avec la signature de contrats de travail qui marquaient un tournant dans les rapports de force en laissant ouverts des espaces pour les luttes et conflits à l'usine, comme cela arriva de fait dans les mois et les années suivantes. En France, après les accords de Grenelle de 1968 qui arrêtaient la bataille dans les usines et les grèves, les

résultats électoraux furent négatifs pour la gauche et pour les syndicats ; l'autorité du gouvernement fut vite rétablie. En Italie, par contre, les capacités insuffisantes d'initiative du gouvernement à proposer et à mener à terme des réformes adaptées laissa des espaces ouverts aux syndicats qui devinrent des sujets aptes à proposer des changements, interlocuteurs directs du gouvernement ; ils donnèrent vie à ce phénomène qui fut appelé *pansindacalismo* (« pansyndicalisme »).

Malgré les efforts d'une partie du PCI, avec pour secrétaire Luigi Longo, d'essayer en 1968 de récupérer le mouvement étudiant en proposant un front anti-capitaliste – en évitant ainsi les risques de revendications considérées par ce parti comme des dérives gauchistes – il ne réussit pas à éviter la formation, pendant la vague de luttes de la période 1968-1969, d'une minoritaire mais dynamique participation politique aux formations extraparlémentaires. Le PCI offrit même sa contribution à la naissance d'une de ces formations lorsque, en 1969, il expulsa les gens qui se regroupaient autour de la revue *Il Manifesto*, dont prit le nom l'organisation politique qui a pu compter, selon des sources du PCI, sur 6 000-7 000 adhérents, tandis qu'*Avanguardia Operaia* (AO), née en 1968, comptait entre 13 000 et 18 000 militants. *Lotta Continua*, qui prenait son nom du journal homonyme publié à partir de novembre 1969, en avait 13-14 000 et le *Partito d'Unità Proletaria* (PdUP), qui surgit après la dissolution du PSIUP, 14 000-15 000.

Il s'agissait, au moins au départ, de groupes véritables ; souvent ils prenaient le nom de leur organe de presse, sans cartes ni inscrits. Le cas le plus significatif de ces formations politiques, composées surtout de jeunes voire très jeunes, était représenté par *Lotta Continua*, organisation apparue « dans le vivant de la lutte », comme on disait alors. Une organisation originale, qui convoqua son premier congrès seulement en 1975, six ans après son existence, pour se dissoudre au moment de son second congrès, l'année suivante. Toutes ces organisations furent immédiatement confrontées à l'épreuve du « faire de la politique » dans un contexte qui prit des aspects troubles et obscurs, surtout à partir du massacre de *Piazza Fontana* à Milan le 12 décembre 1969, lorsqu'une bombe explosa dans une banque provoquant 17 morts et une centaine de blessés. C'était le début de la saison des massacres neofascistes et des complots, des groupes de droite et des secteurs des services secrets d'État. La première moitié des années 1970 fut dominée par le « terrorisme noir ». Du massacre de la *Piazza Fontana* jusqu'en 1974 se déroulèrent d'autres attaques de matrice fasciste, deux dans cette même année pour un total de 20 morts. De 1969 à 1974, on compta 92 morts pour des faits politiques, dont 63 à cause de violences et d'actes terroristes de droite, 10 morts dans des heurts avec les forces de l'ordre, 8 dans d'autres circonstances et 9 attribuables à des actions

de groupes de gauche. 1 706 attentats, dont 71 % sont attribuables à l'extrême droite et 5,5 % à l'extrême gauche. Sur 2 359 actes de violence recensés, 2 304 étaient attribuables à des organisations néofascistes et 152 à des organisations de gauche<sup>7</sup>.

Le but des massacres était de provoquer une réaction d'ordre et conservatrice au « désordre » suscité par les luttes ouvrières et étudiantes. La réaction de droite ne tarda pas à se manifester par une hausse de la répression contre la gauche extraparlémentaire et par un accroissement des votes pour le MSI jusqu'à la constitution, après les élections de 1972, d'un gouvernement de centre-droit. La réaction conservatrice était un danger réel, d'ailleurs l'Italie était la seule démocratie du sud de l'Europe occidentale, entourée par la Grèce des colonels, l'Espagne franquiste et le Portugal de Salazar. Dans cette situation fut redécouverte et reprise par les mouvements et groupes extraparlémentaires la thématique de la Résistance et de l'antifascisme. Naquit l'antifascisme militant, entendu comme pratique de lutte, et pas seulement comme célébration de la libération, contre un État et un patronat qui se situait encore, par beaucoup d'aspects, en continuité avec les appareils de pouvoir du régime fasciste. Sans doute ce nouvel antifascisme reconnaissait et pratiquait explicitement le recours à des formes de violence défensive, tels que la protection des cortèges et des espaces publics avec services d'ordre et heurts avec les fascistes. Toutefois, tout n'était pas réductible à la violence, « c'est-à-dire qu'à aucun moment on n'eut l'illusion de résoudre avec la violence le problème politique »<sup>8</sup>. En ce sens, malgré l'apparence de dérives multiples, existaient des profondes différences entre la pratique de l'antifascisme militant et celle du terrorisme rouge. Certes, les Brigades Rouges notamment, soignèrent beaucoup l'appel à la Résistance, mais de fait, comme a admis un des dirigeants de l'organisation, Mario Moretti, leurs choix marquèrent une rupture substantielle vis-à-vis de la conception traditionnelle de l'emploi de la violence qui reconnaissait « que la violence même armée pouvait être nécessaire, mais en la subordonnant à la stratégie de masse ; c'était une conception défensive qui considérait la violence comme une nécessité incommode », tandis que les Brigades Rouges, d'un certain point de vue, déployèrent une « violence offensive, [...] non plus la défense des garnisons politiques tels que les cortèges, les piquets ou autre, mais la conquête d'autres espaces. On attaquait avec les armes l'ennemi où il se trouvait, on ne se limitait pas à défendre avec les armes le terrain de la lutte de masse »<sup>9</sup>.

Dans ces circonstances la gauche extraparlémentaire dû réorienter sa tactique et sa stratégie, en commençant à raisonner sur des temps révolutionnaires beaucoup plus longs par rapport à ceux désirés, en apprenant à tisser des alliances politiques et à saisir les opportunités issues des luttes. 1973 fut une

année qui ouvrit une nouvelle période. La crise pétrolière fut l'alerte de la vague de récession qui atteignit les économies capitalistes en 1974, mettant fin à « l'âge de l'or » du développement économique. Entre temps il avait eu une effervescence de mouvements sociaux avec des prise de parole et de participation : des femmes, dans la magistrature, la psychiatrie, des soldats, des détenus, jusqu'aux étudiants des lycées. Ces mouvements appuyaient le mouvement ouvrier, actif et renouvelé dans sa composition, organisé dans le réseau des conseils d'usine.

Le putsch chilien du 11 septembre 1973 fut l'occasion pour le PCI, par la voix de son secrétaire Enrico Berlinguer, de lancer le « compromis historique », un appel à l'unité de tous les partis antifascistes pour gouverner le pays. Il s'agissait, au fond, de la proposition d'unité des partis antifascistes qui avaient caractérisé la ligne communiste dans les Comités de Libération Nationale pendant la seconde Guerre Mondiale, qui entraîna la participation communiste aux gouvernements de la reconstruction jusqu'en 1947. La nouvelle gauche, bien que divisée, essaya de contrer la stratégie communiste en travaillant pour l'unité de la gauche contre les forces fascistes et la DC, accusée d'être un parti de régime. La victoire électorale du référendum sur le divorce, convoqué par la DC qui voulait abroger la loi qui le permettait, fut une surprise et signala la maturité de la société italienne par rapport aux droits civils. Politiquement ce vote fut interprété comme une grande poussée vers le renouvellement et le changement. Mais tandis que la nouvelle gauche (qui publiait trois journaux quotidiens : *Il Manifesto*, *Lotta Continua* et *Il quotidiano dei lavoratori*) posait au centre du changement le sujet social représenté par les mouvements et la lutte ouvrière, qui aurait dû constituer la base d'un possible gouvernement de gauche, le PCI avait en tête une stratégie visant à amener les mouvements au gouvernement et les partis dans les institutions. La transformation fut perçue comme une opération tactique du parti visant à instaurer des alliances dans le monde politique pour constituer un gouvernement de grande coalition allant des communistes et socialistes aux catholiques et libéraux.

Les élections politiques du 20 juin 1976 représentèrent le tournant de la politique communiste et de la nouvelle gauche : grand succès de PCI (34 % des voix), baisse des socialistes, bonne tenue de la Démocratie chrétienne, éphémère et non satisfaisant résultat de la liste de Démocratie Proletarienne, soutenue cette fois même par *Lotta Continua*. Il n'y avait pas la possibilité d'une majorité gouvernementale de gauche, et le PCI n'allait de toute façon pas dans cette direction. On constitua un gouvernement de solidarité nationale avec l'abstention des communistes, qui entrèrent dans la majorité gouvernementale l'année suivante. La politique communiste se caractérisa dès le début par un sens de l'État, de la légalité et du respect du système. À la crise écono-

mique ils répondirent en demandant des sacrifices aux travailleurs ; avec ces sacrifices ils se montraient comme la « classe dirigeante nationale », permettant la reprise du système productif, de l'accumulation et des taux de profit. Les sacrifices consistaient à renoncer aux augmentations salariales, à augmenter la productivité du travail et à adopter un modèle de vie plus sobre, moins « consumériste », baptisé « l'austérité ». C'est seulement après cette première phase, que l'on pouvait envisager la seconde : celle des réformes qui pouvaient arriver, selon le secrétaire Enrico Berlinguer, à l'introduction de quelques « éléments de socialisme ». À cette phase, inutile de le rappeler, on n'arriva jamais. Cette tâche accomplie, le PCI aux élections de 1979 subit une perte de 4 % des voix et fut forcé de revenir à l'opposition.

## Conclusion

La déception des résultats électoraux du 20 juin 1976 se mua en crise pour les formations de la nouvelle gauche. *Lotta Continua* cessa pratiquement d'exister en tant qu'organisation en octobre 1976. Beaucoup de militants et sympathisants des formations de la nouvelle gauche abandonnèrent l'engagement politique direct, d'autres crurent trouver leur salut en se plongeant dans le mouvement des jeunes et étudiant de 1977, dans lequel l'autonomie ouvrière, en expansion et croissance après la crise des principaux groupes extraparlimentaires, joua un rôle important. Face au nouveau mouvement de protestation, la politique du PCI fut sévère et très dure. La plupart des participants furent jugés comme des provocateurs fascistes, des voyous, des marginaux, à combattre à tout prix. Contrairement à 68, aucun dialogue ne fut possible avec un parti qui se sentait force de gouvernement et non plus d'opposition. Même le syndicat, la CGIL en particulier, prit position en faveur de la politique communiste, et fut impliqué dans l'opposition au mouvement. Le point culminant fut l'expulsion du secrétaire Luciano Lama par les étudiants de l'université de Rome, venu pour un meeting, le 16 février 1977.

Dans la seconde moitié des années 1970, le terrorisme rouge prit de l'importance. Auparavant les groupes ultraminoritaires qui pratiquaient la clandestinité et la lutte armée pouvaient être rapprochés de l'expérience des GAP (qui reprenait dans le sigle celle des Groupes d'Action Patriotique de la Résistance). En 1972, après la mort d'un de ses fondateurs, l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, les GAP fusionnèrent en partie dans les Brigades Rouges et ensuite dans le NAP (Noyaux Armés Proletariens), apparus au milieu des années 1970. Sous-estimés ou hâtivement caractérisés par les forces de la gauche traditionnelle et nouvelle comme provocateurs fascistes, agent de la CIA ou issue d'un complot tramé par la classe dominante, leur stratégie changea lorsqu'ils passèrent des actions politiques démonstratives à la pratique

des séquestrations, des meurtres ou de la blessure de ceux qu'ils estimaient être les adversaires à frapper. De 1974 à 1980 on compta 293 morts et 171 blessés pour des raisons politiques. Parmi eux, 104 morts et 106 blessés étaient attribuables au terrorisme de gauche. 1787 attentats étaient attribuables à des organisations de gauche contre 1281 attribuées à la droite. À côté des Brigades Rouges, groupe rigide clandestin, structuré par cellules et colonnes, on trouve à partir des années 1976 une myriade d'autres sigles, qui pratiquaient une sorte de lutte armée spontanée, consistant dans l'organisation d'attentats contre des personnes ou des choses. Parmi ces groupes, le plus significatif fut Prima Linea, dont les membres pratiquèrent une double activité dans les mouvements et dans les groupes armés. Tout devint plus difficile et compliqué pour les mouvements qui, comme celui de 77, coïncés entre le terrorisme de gauche, la répression policière et l'opposition frontale du PCI, furent amenés dans une position défensive et ensuite battus.

Contre les histoires fourre-tout, aujourd'hui dominantes lorsque l'on parle des années 1970, il faut réaffirmer qu'il existait une différence profonde entre le mouvement et la plupart des groupes ou partis de la nouvelle gauche d'un côté, et ceux qui, de l'autre, choisirent la route de la clandestinité et de la lutte armée. Les mouvements et la nouvelle gauche continuèrent à penser : « que pour changer la société italienne il fallait agir en profondeur à l'intérieur de la société civile même, en cherchant à constituer un mouvement de masse pour changer les consciences. [...] Les terroristes, au contraire, choisirent la clandestinité et l'action violente, en se posant hors de la réalité et en s'isolant [...] ils restèrent incapables de mesurer les probables effets de leurs actions, d'évaluer le tragique bilan : non seulement ils tuèrent de sang-froid, mais ils contribuèrent grandement à la destruction du mouvement qui voulait modifier la société italienne. »<sup>10</sup>

Dans ce sens, le kidnapping du président de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro, œuvre des Brigades Rouges, le 16 mars 1978 et son meurtre le 9 mai, représenta la fin d'une période de lutte et de participation collective qui dura au moins depuis une décennie : il marqua le renforcement de l'unité des partis de gouvernement d'unité nationale, l'adoption de mesures répressives contre les mouvements de protestation, la condamnation de chaque position contrastant avec celle officielle du gouvernement et de l'État. Il représenta aussi le chant du cygne du terrorisme de gauche qui peu d'années plus tard fut vaincue militairement et politiquement, pas seulement par les mesures répressives, mais plutôt par une loi, dite des repentis, qui établissait des importantes réductions de peine pour ceux qui, capturés, avaient collaboré avec la police, en indiquant des noms, lieux et sièges. Opportunité dont ils profitèrent beaucoup, en devenant des ex-terroristes repentis et en contri-

buant, de cette manière à la défaite, même morale et idéologique, de ces formations. L'autre événement qui marqua la fin des années 1970 fut la bataille à la Fiat de 1980. Pour battre la résistance ouvrière et les conseils d'usine, comme la pression patronale et gouvernementale ne suffisait pas, la direction des syndicats confédéraux et une bonne partie de la direction communiste durent intervenir. Ils le firent à leur manière, en disant que l'accord obtenu, après 35 jours de lutte, était une « victoire ».

Bien que trois décennies depuis les années 1970 et quarante ans après 68 se soient écoulées, on manque encore de réflexions historiques capables d'insérer ces événements dans une histoire plus générale de l'Italie. Ainsi, si souvent 68 est encore présenté comme un bref météore passé en peu de mois, la décennie 1970 devient la période des « années de plomb » et passe dans la mémoire commune comme le temps du terrorisme et de la lutte armée. Au-delà de cette image réductrice, mais désormais ancrée, on doit constater que cette décennie semble ne pas appartenir à l'histoire d'Italie. Il apparaît plutôt comme une parenthèse dans laquelle prend forme un « pays manqué »<sup>11</sup>. À la lumière du présent, beaucoup des conquêtes obtenues à l'époque dans le domaine des droits civils et du travail, semblent appartenir à notre avenir, et non pas au passé : l'échelle mobile des salaires, le contrôle exercé par les travailleurs sur les lieux de travail, les contrats de travail à durée indéterminée, la forte lutte contre le chômage, le sous-emploi, l'obtention d'un système de retraite et d'une mutuelle dignes, l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, la valorisation d'un syndicalisme de base et participatif à travers les conseils, etc.

Dans un pays traversé par des changements historiques souvent subis par la population, comme dans le cas du *Risorgimento* qui amena à l'Unité d'Italie, 1968 et les années 1970 se distinguèrent par une grande implication de la population, une envie de participer et de ne pas déléguer : elles ressemblent, dans une dimension moindre mais significative, à l'expérience de la lutte partisane de 1943-1945. À côté de la démocratie formelle, celle qui se réduit à la participation de petites élites oligarchiques des partis, souvent lointaines et renfermées dans ses palais et ses centres décisionnels, émergea une nouvelle démocratie plus conséquente. Une participation qui n'est pas réductible au vote et à la délégation aux partis dans les institutions, mais construite sur la présence active dans les assemblées de quartier, d'école, dans les lieux de travail et dans les mouvements, qui transforma même les relations sociales et interpersonnelles. On doit repartir de ce substrat de relations et de rapports sociaux, d'effervescence qui anima la société civile, des mouvements et des conflits qu'il amorcèrent, de l'active et consciente participation de couches sociales auparavant exclues ou mal représentées, pour raconter les faits et

événements de « surface » de cette décennie et leur relation aux institutions, partis et syndicats. Dans ce cadre, les faits acquièrent une signification, une place, une perspective, qui peuvent être compris, expliqués et parfois jugés aberrants dans certains cas, car en décalage avec le contexte. L'historien seul ne peut naturellement pas faire tout ceci, car l'intérêt pour le passé, s'il ne se lève pas de questions du présent, reste ou devient érudition pure, exercice d'accumulation d'un savoir sans âme, incapable d'être vivant.

Traduit de l'italien par Chiara Bonfiglioli

- 1 G. Quazza, *La Resistenza al fascismo in Italia*, « Italia Contemporanea », n. 162, mars 1986, p. 11.
- 2 Enquête Shell n. 9, *Questi giovani*, Genova, Shell Italiana, 1970, pp. 15-16.
- 3 A. Gigliobianco, M. Salvati, *Il maggio francese e l'autunno caldo italiano : la risposta di due borghesie*, Il Mulino, Bologna, 1980, pp. 20-21.
- 4 P. Ginsborg, *Storia dell'Italia dal dopoguerra a oggi*, Torino, Einaudi, 1989, p. 404.
- 5 A. Gigliobianco, M. Salvati, *cit.*, p. 62.
- 6 *Ibid.*, p. 34.
- 7 Dati tratti da M. Galleni (a cura di) *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle 1969-1980*, Milano, Rizzoli, 1981, pp. 51-84-89.
- 8 A. Rapini, *Antifascismo e cittadinanza. Giovani, identità e memorie nell'Italia repubblicana*, Bologna, Bonomia University Press, 2005, p. 170.
- 9 M. Moretti, *Brigate Rosse. Una storia italiana*, Milano, Anabasi, 1994, p. 47.
- 10 P. Ginsborg, *op. cit.*, p. 488.
- 11 Cf., G. Crainz, *Il paese mancato. Dal miracolo economico agli anni ottanta*, Roma Donzelli, 2003.

## 1968 : un monde en révoltes

### Max Elbaum

Auteur de *Revolution in the Air: Sixties Radicals Turn to Lenin, Mao and Che* (Verso, 2002)

## 1968 : explosion et transformation du courant radical aux États-Unis

*L'année 1968 connut une explosion de protestation et de radicalisation aux U.S. comme dans de nombreux pays à travers le monde. Deux questions centrales – le racisme et la guerre du Vietnam – sont au cœur de cette année de mobilisation populaire. Les événements de 1968 étendirent les mouvements sociaux radicaux et changèrent le modèle idéologique de la gauche U.S. L'assassinat de Martin Luther King et la nomination de deux candidats pro-guerre par les deux grands partis convainquirent des millions de personnes que le système ne pouvait être réformé. Au sein des rangs radicaux, il y eut un tournant : on passa d'une « Nouvelle gauche », radicalement anti-idéologique, au marxisme, en particulier des variétés de marxisme anti-impérialistes et anti-racistes cherchant une source d'inspiration dans les partis communistes du tiers Monde.*

**Mis à mal par l'offensive du Têt au Viêtnam**, harcelé par les manifestants antiguerre, et confronté à une rébellion au sein de son propre parti, c'est un Président Lyndon Johnson assiégé qui s'adressa au pays le 31 mars 1968. Il causa un choc en annonçant qu'il renonçait à la campagne pour sa réélection d'un parti, et d'autre part, que les pourparlers de paix avec les forces de libération vietnamiennes étaient sur le point de s'ouvrir. En quelques minutes, une rumeur de fête monta dans tous les campus du pays. Pour des milliers de gens, c'est avec un réel enthousiasme que l'on pouvait se dire qu'un Président des États-Unis avait été mis à mal à coup de « Hey, Hey, LBJ, tu as tué combien de gosses aujourd'hui ? »

Quatre jours plus tard, Martin Luther King, Jr., principal représentant du mouvement de la liberté afro-américaine, était assassiné. King fut abattu à Memphis dans le Tennessee où il était allé apporter son soutien à des employés noirs des services de l'hygiène en grève. Dans les jours qui suivirent, des rébellions noires éclatèrent dans plus d'une centaine de villes. Les flammes n'étaient plus qu'à six pâtés de maisons de la Maison Blanche.

70 000 uniformes des troupes fédérales furent nécessaires au rétablissement de l'ordre public.

Les soulèvements noirs d'avril 1968 ne représentèrent que le tiers des 300 rébellions urbaines qui avaient eu lieu depuis l'été 1964. De l'avis même de la Commission de conseil national sur les désordres civils, près d'un résident sur cinq dans les secteurs affectés, (plus d'un million de personnes) y participèrent. Pour une majorité d'afro-américains, ces rébellions devaient avoir un effet positif sur la situation économique et sociale de la population noire.

Ces deux secousses politiques (en dépit du caractère singulier de leurs caractéristiques et de leur impact) furent bien plus que de simples événements isolés dès lors qu'elles reflétaient des forces sociales d'ampleur dont la conflictualité atteignit un seuil critique en 1968. Elles représentaient la partie émergée d'une double polarisation – sur les questions du racisme et du Vietnam – qui ébranla profondément la société états-unienne à la fin des années 1960.

La lutte sociale en – et autour de – 68 traversa et transforma toutes les institutions et les organisations populaires états-uniennes. Les batailles pour l'égalité des Noirs et contre la guerre du Vietnam ravivèrent les luttes d'émancipation dans toutes les minorités de couleur états-uniennes et insufflèrent une nouvelle dynamique au mouvement pour la libération des femmes. Dans leur lien avec cette année de soulèvement global, ces batailles furent le creuset de tout un nouvel esprit et d'une nouvelle pratique de l'internationalisme.

Des soulèvements de 68 sortit une nouvelle configuration de la gauche états-unienne. Le glissement le plus remarquable tint à l'augmentation spectaculaire des ses effectifs. Des dizaines de milliers de jeunes furent gagnés aux idées radicales. Les Étudiants pour une société démocratique (Students for a Democratic Society, SDS), par exemple, à la fin de l'année, avaient triplé leurs effectifs en atteignant les 100 000 membres

Plus significatifs encore furent les changements dans les orientations et la stratégie de la gauche. Les événements de 1968 contraignirent les militants les plus à initiative issus de la nouvelle gauche (New Left) des années 1960, dynamiques mais anti-idéologiques, à envisager des perspectives plus systématiques, le marxisme occupant une place centrale de ce point de vue. Plus particulièrement, les variantes du marxisme qui privilégiaient l'anti-impérialisme et l'antiracisme et qui se tournaient vers l'expérience des partis communistes du Tiers-monde gagnèrent très sensiblement en audience. Les partisans de ces perspectives commencèrent à former de nouvelles organisations marxistes-léninistes ou à rejoindre les groupes socialistes existants encore héritiers de la « vieille gauche ». Et pendant quelques années dans l'après 68, il apparut que les efforts de ces groupes pour s'implanter dans les milieux ouvriers, dans les populations en proie à l'oppression raciale et pour

construire un courant radical pérenne dans la classe ouvrière états-unienne, allaient porter leurs fruits.

Mais il n'en fut rien. Comme dans bien d'autres pays, la gauche états-unienne issue de 68 s'avéra incapable de comprendre les dynamiques économiques et sociales de la fin des années 1970 et des années 1980. Ses forces se dissipèrent alors même que le bloc arrivé au pouvoir réuni sous la bannière du réaganisme (ou du néolibéralisme) orienta la politique des États-Unis dans une tout autre direction.

Les suites de 1968 marquèrent un changement qualitatif dans la gauche états-unienne. Les tentatives de raviver une radicalité aujourd'hui n'arriveront à rien si elles ne partent pas des enseignements, si elles ne prolongent pas les succès et ne surmontent pas les faiblesses de la gauche qui sort du chaudron des soulèvements de masse d'il y a quarante ans.

### **Le cheminement de toute une décennie**

Les explosions et les transformations de 68 n'eurent rien de soudain. Elles étaient le résultat d'une décennie de manifestations de masse durant laquelle des dizaines de milliers de gens firent une expérience résolument nouvelle du rapport à la politique, au militantisme et au capitalisme.

L'élément moteur fut le mouvement des populations noires pour les droits civiques, qui fit sa première apparition marquante avec le boycott des bus de Montgomery<sup>1</sup> (Alabama, 1955-1956). La Conférence de direction des chrétiens des États du sud, implantée dans le clergé sous l'autorité de Martin Luther King, et le Comité non-violent de coordination des étudiants (SNCC), basé dans la jeunesse et les milieux populaires, furent à l'avant-poste des luttes. Le combat mené par le mouvement pour la fin de la ségrégation et le monopole blanc sur le pouvoir politique fut long et âpre. Son succès, dont l'expression législative fut la loi sur les droits civiques de 1964 et la loi sur le droit de vote de 1965, fut d'une importance capitale. Le mouvement des droits civiques joua un rôle décisif dans la réouverture d'un espace de contestation après l'hystérie anticommuniste de la chasse aux sorcières à la fin des années 1940 et au début des années 1950.

La victoire contre les lois dites Jim Crow<sup>2</sup> ouvrit la voie pour de nouveaux acquis à l'ensemble des mouvements démocratiques. En mettant fin à la ségrégation légale, des millions de gens durent reconnaître que l'inégalité raciale n'était pas seulement la conséquence de législations injustes et de préjugés individuels, mais qu'elle était liée à la structure socio-économique même du pays.

Sur un autre front, la victoire de la révolution cubaine, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, attira l'attention de la jeunesse contestataire sur les mouvements de libération nationale balayant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

C'est dans ce contexte que les Étudiants pour une société démocratique (SDS) apparurent comme la principale expression de radicalité chez les étudiants blancs. En 1964, le SNCC et le SDS s'étaient affirmés comme les deux premières organisations d'une nouvelle gauche en expansion. Aucun de ces deux groupes n'était explicitement anticapitaliste et la plupart de leurs membres ne voyaient pas dans la classe ouvrière un agent fondamental de transformation révolutionnaire. Mais l'un et l'autre se caractérisaient par leur adhésion au principe d'action directe, par leur sensibilité radicale et leur confrontation résolue à tous les rapports de pouvoir inégalitaires et oppressifs.

Lorsque la grande escalade de la guerre du Viêt Nam commença en 1964-5, le SNCC fut l'une des premières organisations à adopter une position antiguerre. Le SDS joua un rôle décisif dans le lancement de la contestation chez les étudiants blancs qui constituèrent la mouvance la plus nombreuse dans les manifestations antiguerre de la décennie suivante.

Entre 1964 et 1967, les mouvements contre le racisme et la guerre gagnèrent du terrain. Les militants firent les liens entre militarisme, racisme, pauvreté et enfin, capitalisme. Les trajectoires politiques de Malcolm X et de Martin Luther King, figures centrales dans l'évolution du radicalisme des années 1960, furent à la fois éléments moteurs et reflets des transformations idéologiques en cours.

En 1965, Malcolm décida de rompre avec Nation of Islam et lança l'Organisation de l'unité afro-américaine (Organization of Afro-American Unity) afin de fournir une expression organisationnelle à la perspective internationaliste révolutionnaire qui caractérisa la dernière année de sa vie. Après l'assassinat de Malcolm (le 21 février 1965) et la parution de son *Autobiographie*, ses analyses sur l'internationalisme, l'autodétermination et le Black Power eurent une influence profonde sur des milliers de jeunes militants.

Deux ans plus tard, Martin Luther King défia les pressions intenses émanant tant du gouvernement que des secteurs les plus institutionnels du mouvement des droits civiques et condamna publiquement la guerre au Viêt Nam. Dans son discours de rupture, « Rompre le silence », du mois d'avril de la même année, non seulement décrivit-il le gouvernement des États-Unis comme « le plus grand pourvoyeur de violence dans le monde aujourd'hui », mais il opposa en outre un refus général de la guerre, du racisme et de la pauvreté. Il écrivit que les États-Unis avaient besoin d'une « révolution des valeurs » en envisageant, dans le but de garantir la justice et la liberté pour tous, l'évolution nécessaire du pays vers le socialisme démocratique. Dans la dernière année de sa vie, King s'investit pleinement dans une organisation vigoureuse de la Poor People's Campaign, s'efforçant par là de prolonger son analyse de plus en plus radicale dans une puissante initiative de masse.

Nombre de jeunes militants influencés par Malcolm X et Dr King entreprirent d'aller même plus loin. Ils prirent conscience du fait que, bien que les étudiants furent les plus nombreux dans les manifestations antiguerre, les sondages faisaient apparaître un sentiment antiguerre particulièrement fort chez les ouvriers, les pauvres et les gens de couleur. L'implication dans les mouvements de libération en Afrique et en Amérique latine créa les conditions d'un intérêt accru pour le marxisme. À mesure que l'on se rapprochait de l'année 1968, les mouvements contestataires états-uniens se distinguaient non seulement par leur croissance rapide, mais aussi par ceux de leurs militants les plus activement à la recherche de nouvelles perspectives.

### 1968 : le tournant

Le premier choc majeur de l'année, l'offensive du Têt, fut d'autant plus grand qu'il était presque totalement inattendu. Le 30 janvier, le Front de libération nationale lança une attaque coordonnée à l'échelle de tout le pays, attaque qui constitua le principal tournant de la guerre. L'offensive révéla l'échec de la stratégie de Washington et brisa le consensus qui avait jusqu'alors prévalu au sein de l'élite états-unienne. La rébellion antiguerre se manifesta d'abord au sein même du parti de Johnson, notamment par le biais de la tentative d'Eugene McCarthy d'affronter le Président lors des primaires démocrates du printemps de la même année.

Avec l'épisode du Têt, Johnson fut contraint de constituer un groupe ad hoc de conseillers réunis parmi les grands acteurs de Washington (« les sages »). Ils expliquèrent à Johnson qu'il n'y avait aucune chance de victoire. Avec la montée en puissance de la contestation antiguerre, ce fut là l'origine du surprenant retrait de Johnson de la course présidentielle. Quatre ans plus tôt seulement, Johnson avait été porté par un raz de marée électoral pour être maintenant contraint de renoncer à un nouveau mandat. Grisés quelques jours durant, les mouvements d'opposition savourèrent ce moment et se préparèrent à de nouvelles victoires.

Advint alors l'assassinat de King. Outre la centaine de rébellions qui flamboyèrent en quelques heures, ce meurtre eut un profond impact idéologique. Par dizaines de milliers, ceux qui avaient participé ou soutenu les mouvements de contestation furent convaincus que « le système » ne pouvait être réformé par la voie électorale ou la contestation non-violente : il restait à le renverser par la force.

Ces sentiments se renforcèrent deux mois plus tard avec l'assassinat de Robert Kennedy, candidat à l'élection présidentielle. Le frère du Président assassiné, John Kennedy, s'était tardivement emparé de la bannière des anti-guerre et de la défense des plus modestes et des minorités opprimées. Après



l'assassinat de King, nombreux étaient ceux qui voyaient en Kennedy un « dernier espoir » de changement par les voies traditionnelles. Le processus de radicalisation s'accéléra encore deux mois plus tard lorsqu'Hubert Humphrey, artisan de la guerre et loyal vice-président de Johnson, fut désigné candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle tandis que des forces de police déchaînées matraquaient les manifestants dans les rues de Chicago.

Pour les jeunes militants dont les effectifs ne cessaient de croître, la radicalisation n'était pas seulement due à la colère contre un système inflexible et assassin. Elle correspondait au sentiment de plus en plus clair qu'il y avait une possibilité d'un changement révolutionnaire. Le Têt avait anéanti l'idée d'un empire états-unien invincible. Puis, en mai, un soulèvement d'un million de personnes en France sembla mettre la révolution à l'ordre du jour dans les bastions mêmes du capitalisme avancé. Le message enivrant venu de Paris prit tout son sens avec les récits de militants français ou états-unis allant d'un campus à l'autre après avoir participé aux événements, et témoignant des alliances entre étudiants et salariés et de l'expansion rapide des organisations révolutionnaires.

(Sur un plan plus personnel, je me souviens avoir été fasciné lorsqu'un membre de ma section SDS qui avait passé le printemps 1968 à Paris rendit compte de la célèbre « nuit des barricades ». Ce fut un facteur important dans ma décision de faire du militantisme radical le fil conducteur de mon existence. Merci aux étudiants et aux travailleurs français !)

### **Le réveil de toute une société**

L'année 1968 traça une ligne de partage pour d'autres mouvances et mouvements. Jusqu'à 68, aux États-Unis, les organisations de résidents chinois, japonais, coréens et plus généralement d'origine asiatique s'étaient constituées sur une base simplement nationale. Ce printemps-là, une nouvelle dynamique se mit en mouvement lorsque les groupes se définissant comme asiatiques-américains se formèrent dans nombre de campus de la côte ouest. L'été 68 vit la première conférence nationale des étudiants asiatiques-américains et avant la fin de l'année un nouveau mouvement radical asiatique-américain gagnait l'ensemble du pays.

Le 3 mars 1968, plus de mille étudiants mexicains-américains débrayèrent du collège Lincoln de Los Angeles, inaugurant ainsi toute une série de débrayages des collèges. Ceci fut à l'origine d'une renaissance à large échelle de l'histoire de résistance militante de la communauté mexicaine-américaine, avec notamment la formation du groupe militant des Brown Berets et de CASA-Hermanidad General de Trabajadores, une organisation socialiste implantée dans le milieu ouvrier mexicain.

Le 23 septembre 1968, on défila par dizaines de milliers à Porto Rico pour fêter le 100<sup>e</sup> anniversaire d'El Grito de Lares, l'insurrection de 1868 qui proclama pour la première fois la république indépendante de Porto Rico. Ce Renouveau (El Nuevo Despertar) ne tarda pas à gagner les communautés porto ricaines des États-Unis, avec des militants à leur tête.

L'American Indian Mouvement (AIM) vit aussi le jour en 1968 et raviva les anciennes luttes pour la souveraineté des Indigènes Américains.

À l'automne 68 eut lieu la première conférence nationale d'un nouveau Mouvement pour la libération des femmes. Au cours de la décennie suivante, le « féminisme de la deuxième vague » allait regrouper des millions de personnes et renverser nombre de vieilles barrières sexistes, marquant alors en profondeur le paysage culturel et politique.

La contestation couva dans les campus pendant toute l'année 1968, contestation souvent menée par des étudiants de couleur. La première occupation de locaux sur un campus états-unien eut lieu en mars 1968 à l'université de Howard (Washington) où les militants étudiants noirs obtinrent gain de cause sur quasiment toutes leurs revendications. En mai, à Columbia (New York), 1 000 étudiants occupèrent cinq bâtiments en signe de protestation contre le projet de l'université visant à déplacer les résidents de la communauté noire voisine et contre les liens de l'université avec l'Institut d'analyse militaire (Institute for Defense Analysis) associé à la guerre du Vietnam. À l'Université d'État de San Francisco, le Front de libération du Tiers-monde entreprit une grève de quatre mois et demi qui obligea l'administration à mettre en place l'un des premiers programmes d'études ethniques du pays.

La lutte afro-américaine continua d'occuper une place centrale. Dès 1968, dans toutes les grandes villes des États-Unis, des militants des Black Panthers (parti créé en 1966) défendaient leur programme d'auto-détermination noire, anticapitaliste et internationaliste. Les effectifs des Black Panthers approchèrent les 5 000. En septembre 1968, le chef du FBI, J. Edgar Hoover, dénonça publiquement les Black Panthers comme « la plus grande menace pour la sécurité intérieure du pays » et donna l'ordre d'intensifier les efforts visant à anéantir le parti par le biais du Programme de contrespionnage (COINTEL-PRO), de sinistre mémoire.

### **Un mouvement uni sur une base de classe ?**

Jusqu'à la fin des années 1960, il fallu déplorer le silence du mouvement ouvrier. Les directions se contentèrent principalement d'apporter un soutien formel aux initiatives autour des droits civiques mais (à quelques honorables exceptions près) continuèrent d'avoir régulièrement recours à des pratiques discriminatoires dans les rangs mêmes des organisations ouvrières. De la

même manière, les directions restaient largement prisonnières de l'anti-communisme de la guerre froide et soutenaient la guerre au Viêtnam. Seuls quelques syndicats tels que les West Coast Longshoremen (Dockers) ou les New York's Hospital Workers marquèrent leur désaccord, et il se trouva également certains groupes de travailleurs (le plus souvent des travailleurs noirs) pour diriger l'énergie des luttes antiracistes et antiguerre des années 1960 contre ce consensus.

Un tournant un lieu à Detroit, capitale de l'industrie automobile aux États-Unis. Le 2 mai 1968, un groupe de militants noirs organisés dans le Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) fut à l'origine de la première grève sauvage en 14 ans visant à bloquer le gigantesque site de Dodge Main. En quelques semaines, des centaines d'ouvriers se mirent à défier la direction du United Auto Workers en rejoignant le Revolutionary Union Movement récemment (RUM) formé sur d'autres sites. L'onde de choc fut ressentie jusqu'au cœur de l'Amérique du capital, à l'image de cette appréciation du *Wall Street Journal* selon laquelle « la révolution noire des années 1960 avait maintenant atteint l'un des points les plus vulnérables du système économique américain; le mécanisme de la production de masse, ou autrement dit, la chaîne de montage. »

DRUM était à l'avant-garde du nouvel activisme des jeunes travailleurs noirs à échelle nationale. La résistance noire commença à rencontrer, de manière certes partielle, les sentiments de révolte présents chez les jeunes travailleurs blancs parmi lesquels se trouvaient de nombreux vétérans du Viêtnam. Ce fut également le moment où le mouvement des ouvriers agricoles de Californie emmené par Cesar Chavez rassembla les travailleurs mexicains des États-Unis en une nouvelle et puissante force.

Cette agitation venue d'en bas contribua largement au fait que les syndicats se lancèrent dans des grèves plus dures en 1969-1970 qu'elles ne l'avaient jamais été depuis 1946. En outre, au sein même du mouvement ouvrier, des groupes militants qui émergèrent avec les batailles des années 1968-1972 poursuivirent le combat contre les discriminations au cours de la décennie suivante et parvinrent bientôt à mettre un terme à toute une série de pratiques racistes.

### **Transformation au sein de la gauche**

Au sein de la gauche, ce nouvel activisme ouvrier au niveau de la production eut un impact considérable. Malcolm X, Martin Luther King, la lutte vietnamienne, et les expériences propres à cette gauche avaient déjà mis au programme de la jeunesse militante les questions de l'internationalisme, de l'anti-impérialisme et les passerelles entre guerre, pauvreté, racisme et capitalisme. Le succès des Black Panthers, groupe de cadres discipliné, en amena

plus d'un à reconsidérer l'aversion de la nouvelle gauche pour l'organisation solidement structurée. L'activisme ouvrier visible en France en 1968 (où en 69 au cours de « l'automne chaud » en Italie) fit forte impression sur les jeunes radicaux aux États-Unis: la classe ouvrière des bastions de l'impérialisme n'était donc peut-être pas si embourgeoisée que cela. Et voilà maintenant que les travailleurs se réveillaient ici même, aux États-Unis! Cette prise de conscience s'accompagna d'un tournant accéléré vers le marxisme et l'on s'habitua bientôt à voir d'importants représentants de la nouvelle gauche, pour qui, en 1966, le marxisme n'était déjà plus que « le dogme archaïque de la gauche », se déclarer « communistes révolutionnaires ».

Déterminés mais relativement peu nombreux, ceux et celles qui se tournèrent vers le marxisme gravitèrent en direction du Parti communiste des États-Unis. En 1968, l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie discrédita le communisme prosoviétique au regard de toute une génération dont la radicalisation était directement liée à la question de l'autodétermination nationale. Diverses tendances trotskistes, avec leurs fines analyses critiques de la société soviétique (et leur participation très active au mouvement antiguerre), attirèrent un plus grand nombre de jeunes militants. Mais le secteur le plus dynamique fut celui des courants tournés vers les partis révolutionnaires du Tiers-Monde. La Révolution culturelle chinoise (présentée comme pratique du socialisme par la base) et l'internationalisme du Che qui appelait à la création de « deux, trois, plusieurs Viêtnam » eurent un écho retentissant. D'où le courant caractérisé de « marxiste tiers-mondiste », et pour cause (mais aussi connu parfois sous l'appellation de « nouveau mouvement communiste »), qui apparut au début de l'année 1968. Dès le début des années 1970, ce fut la tendance la plus dynamique et la plus multiraciale de la gauche socialiste états-unienne. Ce ne fut pas un hasard si la Ligue des travailleurs révolutionnaires noirs de Detroit (League of Revolutionary Black Workers) qui émana de DRUM, fut généralement identifiée à ce courant. Pour toutes sortes de radicaux venus de tous les milieux, en 1968, il était clair que la Ligue avait l'expérience de terrain la plus solide, de surcroît, à l'intersection des questions de l'exploitation de classe et de l'oppression raciale. Par conséquent, et pour beaucoup, leur réussite représentait la possibilité même de libérer le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière états-unienne toute entière.

Toutes ces tendances marxistes nourrissaient de grands espoirs. Des enquêtes d'opinion menées à l'automne 68 indiquèrent que l'on s'identifiait plus avec le Che, chez les étudiants (20 %), qu'avec n'importe lequel des candidats à la présidence des États-Unis. Plus d'un million d'étudiants se considéraient comme faisant partie de la gauche. Chez les afro-américains, les sentiments révolutionnaires ne relevaient pas tant de la simple influence que de l'hégé-

monie, chez les moins de trente ans en tout cas. Toutes les autres communautés de couleur étaient traversées par des courants radicaux. Et pour la première fois depuis les purges anticomunistes de la fin des années 1940, la radicalité avait le vent en poupe dans le mouvement syndical.

### **Une dynamique qui se poursuit dans les années 1970**

Pendant plusieurs années après 1968, le militantisme de masse resta vivace et la gauche poursuivit sa croissance.

Les mobilisations antiguerre des années 1969-1970 furent de plus grande ampleur que celles de l'année 1968. On atteignit un paroxysme avec l'invasion du Cambodge en mai 1970 qui révéla l'échec la politique nixonienne de « vietnamisation ». Des confrontations avec la police et la garde nationale eurent lieu d'un bout à l'autre du pays. Quatre étudiants blancs furent tués à l'Université d'État de Kent (Ohio) et deux étudiants noirs à l'Université d'État de Jackson (Mississippi). Les grèves et mobilisations dans 440 campus du pays, avec la participation de quatre millions d'étudiants et de 350 000 personnels, s'apparentaient à une grève générale de l'université.

Pour la première fois, une ligne de fracture traversa les directions syndicales sur la question de la guerre. Un appel antiguerre reçut la signature de 250 employés du Département d'État et l'on rapporta que selon le secrétaire d'État de l'époque, Henry Kissinger, « c'est le système de gouvernement même qui s'effondre ».

Nixon fut contraint à la marche arrière et dut promettre un retrait des troupes du Cambodge sous trente jours. Ce fut là le signe avant-coureur de la démission et de la disgrâce finale de Nixon avec la crise du Watergate.

Au Viêtnam, l'agitation gagna jusque dans les rangs de l'armée. Le refus de combattre d'un certain nombre de soldats trahissait un mouvement de contestation ouvrière et noire contre le racisme et la guerre. Les registres militaires révélèrent des milliers de cas de désobéissance et 551 agressions à armes déflagrantes contre des supérieurs en 1969 et juillet 1972. L'ampleur de la crise au sein de l'armée fut révélée par un colonel dans le *Armed Forces Journal* de juin 1971: « Au sud Viêtnam, la désorganisation des forces militaires états-unien est sur le point de devenir totale du fait d'individus et d'unités qui évitent ou refusent le combat, assassinent leurs officiers, se droguent régulièrement, et sombrent en pleine démoralisation... l'ardeur, la discipline et la vaillance des forces armées sont... en dessous de tout ce que l'on a pu connaître au cours de ce siècle et probablement dans toute l'histoire des États-Unis. »

À ce stade, le groupe des vétérans du Viêtnam contre la guerre comptait 11 000 membres, 26 coordinateurs régionaux sur le terrain, et comportait une aile gauche qui appelait à la victoire du Front de libération nationale.

Le mouvement radical dans l'après 68 se développa chez les détenus. On ne recensa pas moins de 16 rébellions de prisons en 1970, et en 1971, eut lieu la terrible confrontation de la prison d'Attica (État de New York) : 1 200 détenus prirent le contrôle de la moitié de la prison avec prise d'otages. En donnant l'assaut, les policiers firent 29 morts parmi les prisonniers et 10 otages périrent sous leurs balles. Selon une commission officielle, « à l'exception des massacres d'indiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'assaut de la police d'État fut, sur une seule journée, l'affrontement le plus meurtrier depuis la guerre civile. »

Le mouvement de libération des femmes, en prenant de l'ampleur, filtra dans la dynamique d'ensemble. La rébellion de Stonewall dans la ville de New York en juin 1969, durant laquelle des milliers de gays affrontèrent la police (pour qui, depuis longtemps, le harcèlement antihomos était affaire de routine) fut l'acte fondateur du mouvement de libération gays/lesbiennes.

Il revenait peut-être à ceux qui avaient été là les premiers d'être à l'origine du dernier épisode notable de ce que l'on appelle « les sixties ». Au début du mois de février 1973, les combattants indien-américains pour la liberté occupèrent le site de Wounded Knee dans la réserve de Pine Ridge dans le Dakota du sud. 71 jours durant, une alliance des aînés traditionnels indiens et de jeunes militants défia le siège que leur opposèrent le FBI, les escouades de béotiens locaux et les troupes fédérales.

À ce stade, les organisations marxistes qui s'étaient formées ou s'étaient développées depuis 1968 s'étaient pleinement investies dans le travail de masse ouvrier. Le parti communiste des États-Unis entraîna vers lui une vague de nouvelles recrues au cours de sa campagne (victorieuse) pour la libération d'une de ses figures emblématiques, Angela Davis, qui avait été accusée d'avoir assisté une évasion de détenus. Les effectifs du Socialist Worker Party trotskiste atteignirent leur maximum depuis la guerre grâce au rôle de celui-ci dans l'une des deux principales coalitions nationales contre la guerre au Viêtnam. Le milieu, plus restreint, des internationalistes du « troisième camp »<sup>3</sup>, avançait dans son travail d'implantation de militants dans l'industrie lourde. Des dizaines d'organisations et de collectifs « néocomunistes » inspirés des divers marxismes issus du Tiers-Monde, et notamment du maoïsme, semblèrent un temps converger pour former le pôle principal dans la gauche anticapitaliste.

Ces formations eurent leurs forces et leurs faiblesses, mais dans l'ensemble, l'envergure et la qualité de leur travail d'organisation dans la classe ouvrière dépassèrent largement tout ce qui avait existé depuis les années des purges et répressions anticomunistes, 1947-1953, qui avaient laissé la gauche dans un piètre état. Ces groupes se situèrent à l'intersection des questions de classe et de race sur le plan à la fois théorique et pratique et leur cohésion permit de mener des campagnes coordonnées et d'opérer sur la base d'une divi-

sion du travail sophistiquée. Dans tous ces domaines, ils représentaient un progrès notoire sur ce qu'avait proposé la nouvelle gauche. Mais un véritable bilan doit aussi prendre en compte le fait que ces nouvelles tendances marxistes négligèrent certains apports importants de la nouvelle gauche sans toutefois s'affranchir de problèmes lancinants : l'adaptabilité, la créativité et le souci démocratique furent bien trop souvent écartés au profit du dogmatisme, du sectarisme et de structures descendantes laissant peu de place aux initiatives de la base.

Ces problèmes paraissaient d'ordre secondaire au moment où la génération de 68, pleine d'enthousiasme, abordait la nouvelle décennie. Elle était optimiste quant aux possibilités d'étendre son implantation dans la classe ouvrière multiraciale et se sentait portée par le climat général de radicalité. Une enquête d'opinion de 1971 faisait apparaître que plus de trois millions de gens jugeaient qu'une révolution était nécessaire aux États-Unis.

Une décennie plus tard, la génération radicale de la fin des années 1960 dut affronter une situation d'échec (inattendue) plutôt que de croissance (escomptée). Mais leur expérience au cours des années 1970 et ultérieurement est riche de leçons pour la nouvelle génération. Rien de tout cela n'eût été possible sans les métamorphoses de l'année 1968.

1 Déclenché suite à l'arrestation d'une couturière (Rosa Parks) pour avoir refusé de céder sa place à un Blanc (ndt).

2 Du nom d'un personnage de chanson populaire (ndt).

3 Les deux premiers étant alors ceux de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne (ndt).

## 1968 : un monde en révoltes

### Arturo Anguiano

Professeur de sciences politiques,

Université nationale autonome de Mexico (UNAM)

## Mexique : le massacre du 2 octobre

**L'image qu'on a gardée de la révolte étudiante de 1968 au Mexique**, c'est le massacre du

2 octobre sur la place des Trois cultures de Tlatelolco. Plus de 10 000 soldats et policiers, sur ordre de la présidence de la République, ont encerclé la place, ouvert le feu et tué ou blessé à coup de baïonnettes des centaines de manifestants. Quelque 2 000 personnes sont arrêtées, parmi elles des dirigeants du Conseil national de grève, torturés et condamnés ensuite dans des procès fabriqués. Alors que le Mexique s'apprêtait à accueillir les jeux olympiques, le pouvoir a voulu écraser définitivement un mouvement de révolte né dans les écoles et les universités, qui avait mis en mouvement des centaines de milliers de personnes et gagné le soutien de l'opinion publique et la sympathie de nombreux secteurs sociaux dans l'ensemble du pays.

Le 26 juillet, les étudiants réunis à l'Université nationale autonome de Mexico protestent contre une intervention brutale de la police trois jours plus tôt à l'Institut polytechnique national et célèbrent l'anniversaire de la victoire de la révolution cubaine. Ils décident de partir en manifestation vers la place centrale du Zócalo et se heurtent à une répression brutale. Des milliers de policiers, secondés par l'armée, bouclent le quartier universitaire au centre de Mexico. Très vite, les étudiants ripostent en érigeant des barricades pour défendre les bâtiments universitaires. Dans la nuit du 29 juillet l'armée investit la plupart des établissements.

La violence de la répression révèle l'essence véritable du régime en place. Issu de la révolution mexicaine de 1910, le pouvoir absolu du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) s'est construit en enfermant les forces sociales dans un carcan corporatiste qui ne laissait aucune place à d'authentiques formes de démocratie. Porté par le développement économique et la consolidation du pouvoir d'État après la défaite des grandes grèves de 1958-1959, le gouvernement de Díaz Ordaz, au nationalisme exacerbé et à l'anticommunisme pathologique, n'a pas perçu la profondeur des transformations économiques et sociales de ces années de « miracle économique ». Toute la vie politique était

régie par le PRI. Il pouvait apparaître des dissidences, de nouveaux acteurs politiques ou sociaux, mais c'était immédiatement digéré ou définitivement éliminé par le pouvoir en place.

Le mouvement étudiant de 1968 est le signe annonciateur de la crise irrémédiable de ce mode de domination. Ses revendications de respect de la légalité, de justice et de liberté, ses pratiques démocratiques, l'explosion de créativité et la capacité d'entraînement communicatif, son autonomie, sa dynamique de politisation, tout cela constituait une attaque corrosive de la logique despotique du pouvoir présidentiel.

Alors que l'armée a pris possession de la ville de Mexico, une manifestation réunit le 1<sup>er</sup> août des dizaines de milliers de participants avec le soutien des autorités académiques. C'est le coup d'envoi d'une succession de manifestations, de meetings, d'initiatives de tous ordres qui culminent avec 150 000 manifestants le 13 août et plus de 250 000 le 27 août sur la place du Zócalo. Ils sont 200 000 encore dans une grande manifestation silencieuse le 13 septembre.

Le mouvement est dirigé par le CNH (*Consejo Nacional de Huelga* – Conseil national de grève), à l'autorité reconnue. A sa création, le 8 août, il regroupe des délégués de 59 établissements universitaires. Il adopte une plate-forme qui exige la libération des prisonniers politiques, la destitution des officiers qui dirigent la répression, la dissolution du corps des grenadiers et l'abrogation du délit de « dissolution sociale » qui tient lieu de base juridique à la répression. Son organisation repose sur les assemblées générales dans les établissements universitaires, les comités de lutte et les brigades chargées de populariser le mouvement dans les entreprises et les quartiers populaires.

Les enseignants ont constitué de leur côté la Coalition des enseignants du secondaire et du supérieur pour les libertés démocratiques, qui est représentée par des observateurs aux réunions du CNH. Quant à l'Assemblée des écrivains et des artistes, elle contribue, par ses multiples interventions, à donner au mouvement un caractère culturel et festif.

Les brigades étudiantes ont été le mécanisme essentiel de l'extension de la lutte, de la mobilisation et de l'organisation politique et sociale. Formées par des groupes de 3, 5 ou 10 étudiants, elles étaient extrêmement mobiles. Slogans peints sur les murs, distribution de tracts, popularisation du mouvement, collectes de soutien (argent, nourriture, papier, peinture...), barrages bloquant les rues et les avenues, rencontres dans les usines, les bureaux, sur les marchés, dans les quartiers populaires, fraternisation avec les bandes de jeunes qui les aident à se défendre contre les forces de l'ordre, les brigades sont au cœur du mouvement.

Pendant les six semaines où la mobilisation prend toute son ampleur, du 5 août au 13 septembre, le CNH joue un rôle d'animation des assemblées générales

étudiantes et de structuration de l'activité des brigades qui se déploie jusqu'aux confins de la capitale. Il s'affirme dans un discours anti-autoritaire et démocratique, avec l'exigence d'un « dialogue public » violemment rejeté par le pouvoir qui y voit à juste titre une profonde remise en cause de sa nature même.

Après le massacre du 2 octobre et l'arrestation des principaux dirigeants du CNH, la répression se poursuit, y compris pendant le déroulement des jeux olympiques. Le mouvement décline rapidement et perd toute capacité d'initiative. Le Parti communiste mexicain, cible de la répression gouvernementale, qui n'avait jusque là qu'une influence secondaire dans le mouvement principalement animé par des militants radicaux, se retrouve hégémonique dans le CNH. Le mouvement de grève prend fin début décembre et, quand il décide de s'auto-dissoudre, le CNH n'a plus rien à voir avec ce qu'il avait vraiment représenté.

Avec le recul historique, il est clair que le soulèvement étudiant et populaire de 1968, pourtant écrasé par une répression d'une brutalité exceptionnelle, est à l'origine de changements profonds de la société mexicaine et que son exigence de liberté et de démocratie est plus que jamais actuelle.

(Cet abstract est issu d'un article qui nous est parvenu trop tard par rapport aux contraintes de fabrication de *Contretemps*. Il sera publié en version intégrale dans la revue *Inprecor*).

## Ricardo Antunes, Marcelo Ridenti

Respectivement professeur de sociologie à l'université de Campinas, auteur de *Adieux au travail ?* (à paraître aux éditions Page 2), et auteur de *L'Intellectuel, l'État et la nation* (éd. L'Harmattan).

# 1968 au Brésil : ouvriers et étudiants contre la dictature

**En 1968 nous avons été témoins de multiples explosions et révoltes :** ouvrières, étudiantes, des féministes, des noirs, des mouvements écologistes, des homosexuels, parmi tant d'autres formes d'indignation et de mécontentement social et politique. C'était la « fin des années dorées ».

Si tant de mouvements de protestation sociale et de mobilisation politique ont agité le monde entier – le mai libertaire des étudiants et des travailleurs français, le « Printemps de Prague » contre le « socialisme réel » sous domination soviétique, le massacre d'étudiants au Mexique, les manifestations aux États-Unis contre la guerre du Vietnam, les actions révolutionnaires armées dans de divers pays, les mouvements de contre-culture – et parmi tant d'autres exemples, le Brésil a aussi tenu sa place dans cette année emblématique.

Outre l'influence des événements internationaux et l'identification avec les mouvements contestataires d'autres pays, le 68 brésilien a eu ses spécificités. Par exemple, notre mouvement étudiant, éclos dès le mois de mars, avant même le célèbre mai français, a suivi une dynamique de lutte spécifique et un calendrier politique propre. De même, les grèves métallurgiques d'Osasco (région industrielle à São Paulo), qui ont explosé en juillet et celles de Contagem (région industrielle à Belo Horizonte à Minas Gerais) en avril et octobre de la même année, trouvent leurs origines et racines très marquées par la particularité brésilienne, et par l'essor de la lutte contre la dictature militaire.

Cela ne veut pas dire que les Brésiliens se désintéressaient des manifestations qui ont eu lieu partout dans le monde cette année-là, d'autant plus qu'une série d'aspects communs, accentués par le « climat politique » propre du pays, existaient sur le scénario mondial. Nous pouvons relever ainsi quelques conditions *structurelles* répandues dans diverses sociétés, en particulier celles du centre de l'accumulation capitaliste, mais également présen-

tes dans les pays du dit « Tiers-monde », comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine... Dans différentes mesures, il y avait une similitude de conditions telles que l'industrialisation avancée, la croissante urbanisation et la consolidation des modes de vie et de la culture des métropoles, la massification de l'industrie culturelle, le développement du prolétariat et des classes moyennes salariées, l'importance des jeunes dans la pyramide démographique de la population, l'accès croissant à l'enseignement supérieur, et aussi l'incapacité du pouvoir en place à représenter des sociétés en plein renouvellement. Si ces conditions plus structurelles n'expliquent pas à elles seules les vagues de révolte et d'agitation, elles ont offert le terrain où ont fleuri les diverses actions politiques et culturelles qui caractérisent 1968 au Brésil. Et, pour le comprendre, il faut rappeler deux mouvements – relativement distincts dans leurs origines, mais assez articulés dans leur processus : le mouvement étudiant et les grèves ouvrières.

## 1968 et le mouvement étudiant

L'année 1968 au Brésil s'est ouverte avec plusieurs manifestations d'étudiants. Elles revendiquaient l'enseignement public et gratuit pour tous, la démocratisation de l'enseignement supérieur et l'amélioration de sa qualité, une participation plus importante des étudiants aux décisions, l'accroissement de fonds pour la recherche, orientée vers les problèmes économiques et sociaux du pays. En outre, les étudiants contestaient la dictature implantée par le coup d'État militaire de 1964 et la suppression des libertés démocratiques. La majorité des universitaires étudiait alors dans des écoles publiques et l'accès à l'enseignement supérieur était restreint car la demande était beaucoup plus importante que l'offre de places.

Depuis 1966, la police de la dictature militaire réprimait les manifestations étudiantes sporadiques, mais les rébellions d'envergure ont commencé à éclore seulement en 1968. Les étudiants qui obtenaient la moyenne au baccalauréat se trouvaient dans l'impossibilité d'entrer à l'Université car le nombre de vacances disponibles était inférieur à celui des reçus, qualifiés comme « excédents ». Ils réclamaient l'extension et l'amélioration de l'enseignement public. Ces revendications spécifiques s'associaient à la lutte plus générale contre la politique de l'éducation nationale et contre la dictature.

Le 28 mars 1968, la police a envahi le restaurant universitaire *Calabouço*, provoquant le premier grand affrontement de rue. Plusieurs étudiants furent blessés, le lycéen Edson Luís de Lima Souto tué, et son corps amené à l'Assemblée Législative de Rio de Janeiro. Des manifestations de protestation se sont alors étendues dans le reste du pays. À Goiânia, la répression policière tua un autre étudiant. Au cours des mois d'avril et de mai, de nouvelles manifestations

eurent lieu, mais en général, les étudiants cherchèrent à reprendre les forces en se rassemblant à l'intérieur des universités. En même temps, des mouvements de contestation se dessinaient dans le mouvement ouvrier et dans certains secteurs du syndicalisme brésilien.

Espérant obtenir l'approbation populaire pour son projet de candidature à la Présidente de la République, le gouverneur de São Paulo, Abreu Sodré, accepta l'invitation à participer du rassemblement du 1<sup>er</sup> mai Place de la Cathédrale lancée par le Mouvement Intersyndical Anti-compression salariale (Movimento Intersindical Anti-Arrocho – MIA), composé de communistes, de secteurs modérés, et aussi de « pelegos »<sup>1</sup>.

Le gouverneur et les dirigeants syndicaux les plus modérés se réfugient dans la cathédrale, après avoir été expulsés de la tribune par des ouvriers d'Osasco et de la région de l'ABC de São Paulo, soutenus par des étudiants et des militants à gauche du Parti Communiste Brésilien (PCB), de profil plus critique. Après avoir brûlé l'estrade, les rebelles sont repartis en manifestant sous le mot d'ordre : « Seule la lutte armée renverse la dictature ! ». En effet, plusieurs participants, appartenaient déjà ou allaient s'intégrer aux organisations qui allaient plus tard affronter la dictature militaire les armes à la main, en réalisant quelques actions armées en 1968 et qui ont été le prélude à l'escalade de guérillas urbaines au cours des années suivantes au Brésil.

Le mouvement étudiant devait encore descendre dans les rues en juin 1968, le mois où le mouvement a atteint son apogée partout dans le pays, avec la généralisation des manifestations, des grèves, des occupations d'universités. Les divergences au sommet d'un régime, hésitant entre une prétendue « ouverture » et un durcissement plus important de la scène politique nationale, furent exploitées par le mouvement étudiant. Rio de Janeiro était le théâtre principal où les étudiants gagnaient l'adhésion populaire à leurs manifestations. Le 19 juin plus de cent personnes furent arrêtées après sept heures de confrontation de rue. Les affrontements se sont répétés avec plus de violence encore le « *vendredi sanglant* » du 21, laissant quatre morts sur le terrain, faisant des dizaines de blessés, et provoquant des centaines d'arrestations.

La première d'une série d'occupations d'écoles s'est produite le 22 juin, dans la Faculté de Droit traditionnelle de São Paulo, rattachée à l'Université São Paulo (USP). Elle fut suivie par la Faculté de Philosophie. Des protestations, des manifestations diverses, des occupations se produisirent aussi à Belo Horizonte, Curitiba, Brasília, Salvador, Recife, Fortaleza, Porto Alegre, João Pessoa, Florianópolis, Natal, Belém, Vitória, São Luís et autres villes et centres universitaires.

Le fameuse *Manifestation des Cent Mille* eut lieu le 26 juin quand des étudiants, des intellectuels, des artistes, des religieux et de larges secteurs

populaires sont sortis dans les rues de Rio de Janeiro pour protester contre la dictature et la répression policière. Devant la pression de l'opinion publique, le gouvernement n'a pas osé réprimer la manifestation. Une Commission élargie fut mise en place pour entamer un dialogue avec le gouvernement, sans succès. Le mouvement étudiant se trouva devant une impasse : les autorités refusaient toute concession et intensifiaient la répression. Entre-temps, plusieurs attentats terroristes furent commis par une organisation paramilitaire d'extrême droite, le Commando de Chasse aux Communistes (CCC), composé d'étudiants et de policiers de droite, financé par de grands groupes capitalistes avec le soutien notoire de la dictature militaire.

La répression s'intensifia, touchant aussi les directions du mouvement étudiant. Vladimir Palmeira, le principal leader de Rio de Janeiro, fut arrêté le 3 août 1968. L'Université de Brasília envahie par la police le 29. À São Paulo, un étudiant de la Faculté de Philosophie fut assassiné le 3 octobre, suite aux attaques de paramilitaires et d'étudiants de droite retranchés dans l'Université Mackenzie, foyer des organisations d'étudiants conservateurs. Des manifestations et des affrontements avec la police se succédèrent les jours suivants, mais le nombre de manifestations et de manifestants diminuait de plus en plus.

Le 15 octobre, le Congrès de l'Union Nationale des Étudiants (UNE), fut dispersé à Ibiúna dans l'état de São Paulo. Tous les participants, environ 700 universitaires, furent emprisonnés, scellant ainsi la défaite du mouvement étudiant brésilien. Plusieurs de ses militants allaient dès lors se consacrer les années suivantes à l'activité militante clandestine contre la dictature, dans des organisations de gauche, parfois liées à la lutte armée.

La contestation radicale de l'ordre établi s'étendit socialement aussi dans le cinéma, dans le théâtre, dans la musique populaire, dans la littérature et dans les arts plastiques. Au cours des années 1960, diverses manifestations culturelles célébraient en vers et en prose la « révolution brésilienne », à partir de l'action des masses populaires, impatientement attendue par l'intellectualité qui prétendait y participer, voire la diriger.

Globalement, deux grandes tendances divisaient en 1968 les artistes contestataires : les avant-gardistes et les nationalistes. Ces derniers, plus proches de Parti communiste (PCB), cherchaient à développer une lutte *nationale-populaire*, ouvrant la voie à une action socialiste dans le futur. Les avant-gardistes, conduits par le mouvement tropicalista de Caetano Veloso et Gilberto Gil, critiquaient le national-populaire, en cherchant à se lier aux avant-gardes nord-américaines et européennes, en particulier à la contre-culture, pour les incorporer à la culture brésilienne. Malgré des divergences et des rivalités, les artistes engagés des deux sensibilités subirent les mêmes persécutions, connurent la censure, voire la prison et l'exil.

## 1968 et le mouvement ouvrier

Il y eut aussi une autre figure sociale présente dans ce cycle des rébellions mondiales en 1968 : l'*ouvrier-masse*, composante hégémonique du prolétariat au temps du taylorisme-fordisme dominant dans le capitalisme, sur la scène européenne et tant d'autres parties du monde, depuis les années 1920. Au Brésil les pratiques tayloristes et fordistes introduites ont impulsé le cycle d'industrialisation naissante depuis 1930, entraînant la prolétarianisation et la massification des travailleurs brésiliens.

Dans les pays centraux, d'industrialisation avancée, après la perte d'identité culturelle de l'époque artisanale et manufacturière, l'ouvrier se réorganisait de façon particulière, soit par la fragmentation de la production industrielle et des services, soit par la perte des qualifications antérieures, soit par la création de formes de sociabilité extérieures à l'espace des usines. Selon Alain Bihl, cette nouvelle forme de sociabilité ouvrière a jeté les bases de l'émergence d'une nouvelle identité et d'une nouvelle forme de conscience de classe.

Si l'ouvrier-masse fut la base sociale de l'expansion du « compromis » social-démocrate, il fut aussi clairement un élément de rupture et de confrontation avec l'ordre dominant, par la contestation des fondements de la sociabilité du capital, en particulier du *contrôle social de la production*, à travers des actions qui n'ont épargné aucune des formations capitalistes développées. Néanmoins, le boycott et la résistance au travail despotique prenaient des formes spécifiques différenciées selon les diverses réalités du pays : des formes individualisées d'absentéisme, l'évasion du travail, le turnover, jusqu'à l'exercice de formes d'action collective visant la conquête du pouvoir sur le processus de travail, par des grèves partielles, des opérations de grève du zèle (caractérisées par les « soins » spéciaux sur les machines visant à réduire le temps et la cadence du travail), la contestation de la division hiérarchique du travail et de la tyrannie manufacturière des cadres de direction, la formation de Conseils, des propositions d'autogestion, le combat contre le syndicalisme traditionnel, jusqu'à la lutte pour le contrôle social de la production et l'émergence du pouvoir ouvrier (Bihl, 1991).

Ces luttes sociales ajoutaient un élément explosif à la crise structurelle du système capitaliste dans l'espace productif, contribuant à empêcher le maintien du cycle expansionniste du capital, initié au lendemain de la IIe Guerre mondiale. Outre l'épuisement économique du cycle d'accumulation, les luttes de classes de 1968 minaient le domaine du capital à la base en faisant apparaître les possibilités d'une hégémonie (ou contre-hégémonie) issue du monde du travail. D'une certaine façon, elles exprimaient le mécontentement face à l'alternative social-démocrate majoritaire dans les syndicats et les partis qui revendiquaient la représentation des forces sociales et suivaient une

voie de négociation institutionnelle prioritairement contractuelle, dans le cadre d'un « compromis social-démocratique ».

Si cet aspect fut aussi présent dans les luttes ouvrières de 1968 en France et, l'année suivante, dans l'« Automne Chaud » italien, ou encore dans le *Cordobazo* (rébellion ouvrière de Córdoba) argentin de 1969, dans nombre de pays comme le Brésil, les grèves ouvrières qui explosèrent en 1968 avaient un sens clair et net de confrontation, tant avec la dictature militaire qui limitait la liberté et l'autonomie syndicales, qu'avec sa politique économique fondée sur la surexploitation du travail. En ce sens, elles constituaient les premières réponses des travailleurs au coup militaire de 1964, quand une forte répression s'était déchaînée, particulièrement sur le PCB, sur le syndicalisme sous son hégémonie, et sur la gauche en général. La répression du mouvement ouvrier et syndical était une condition nécessaire pour que le coup d'État militaire puisse réunir de nouvelles conditions propices à l'expansion capitaliste et une plus grande internationalisation du Brésil. Dans cette vague répressive contre le mouvement syndical, ouvrier et populaire, la dictature militaire brésilienne a décrété l'illégalité de tous les partis politiques, en créant deux nouveaux. Elle est intervenue dans divers syndicats, a interdit les grèves, a décrété l'illégalité de la Centrale générale des travailleurs (CGT), de l'Union nationale des étudiants (UNE), du Parti communiste brésilien (PCB), et d'autres partis de gauche, ouvrant ainsi une période difficile pour le mouvement ouvrier au Brésil.

Après quelques années de résistance, ce n'est qu'au début de 1968 que la lutte ouvrière est réapparue avec force et combativité. En avril, des secteurs syndicaux à la gauche du PCB ont mené une grève à Contagem, ville industrielle proche de Belo Horizonte avec un résultat positif. La dictature militaire, surprise par la résurgence d'un mouvement ouvrier réduit au silence et réprimé depuis 1964, finit par faire des concessions aux revendications des travailleurs. Ce fut alors, la première victoire d'une grève ouvrière depuis 1964. À Osasco et à Contagem, de nouveaux groupes, liés principalement au mouvement ouvrier catholique de gauche, des militants et sympathisants des organisations politiques plus radicalisées et critiques du PCB, commencèrent à s'organiser. Les secteurs plus modérés du syndicalisme s'organisaient aussi, par le biais du Mouvement intersyndical anti-compression salariale (Movimento Intersindical Anti-Arrocho – MIA). Mais c'est en juillet 1968, que les ouvriers ont déclenché une grève légendaire à Osasco, ville industrielle de l'agglomération de São Paulo. À cette époque, Osasco était considérée comme un pôle de référence des mouvements les plus radicaux, grâce à l'influence de l'opposition syndicale victorieuse aux élections à la direction du Syndicat des métallurgistes en 1967. Avec José Ibrahim élu à la tête du syndicat, la grève fut déclenchée. Le résultat fut cependant différent de celui de Contagem.



Préparée à la confrontation, décidée à ne plus faire aucune concession, la dictature militaire réprima durement le mouvement gréviste et les dirigeants syndicaux les plus combatifs durent s'exiler du pays ou commencèrent à agir dans la clandestinité. Ils adhèrent par la suite aux diverses organisations qui ont participé de la lutte armée contre la dictature militaire.

En faisant un bilan autocritique postérieur du mouvement, José Ibrahim, le principal dirigeant de la grève dit : nous partions de l'analyse selon laquelle « le Gouvernement était en crise, et n'avait pas d'issue ; il s'agissait donc d'approfondir le conflit, de transformer la crise politique en crise militaire ; d'où notre conception insurrectionnelle de grève. Notre objectif était d'amener les masses, par une radicalisation croissante, vers un conflit avec les forces de répression. C'est cette conception qui nous a guidés quand, en juillet 1968, nous avons décidé de déclencher la grève » (Ibrahim, 1980)

Par anticipation, la direction syndicale de Osasco prévoyait une grève générale pour octobre 1968, au moment des négociations dans la métallurgie, avec la possibilité de l'étendre à d'autres régions du pays. Initiée le 16 juillet par l'occupation ouvrière du Cobrasma, la grève s'étendit aux usines Barreto Keller, Braseixos, Grenade, Lona-flex et Brown Boveri. Le lendemain, le Ministère du Travail déclara la grève illégale et décida d'intervenir dans le syndicat. Les forces militaires se mirent à contrôler toutes les sorties de la ville d'Osasco, à encercler la ville, et à envahir les usines paralysées. À partir de ce moment-là, toute possibilité de poursuite et d'élargissement de la grève fut interdite. Au quatrième jour, les ouvriers sont retournés au travail et ont mis fin à la grève. C'était la défaite de la plus importante grève menée jusqu'à alors contre la dictature militaire.

Une autre grève fut déclenchée à Contagem au mois d'octobre, encouragée par la victoire de la grève précédente dans la même ville, pour de meilleures conditions de travail et contre la compression salariale. Mais la dictature était en voie de durcissement et l'intermède n'a duré que quelques jours. La répression contre les grévistes fut violente, les syndicats placés sous tutelle, et leurs directions destituées. Ce fut une grave défaite pour le mouvement ouvrier, qui mit des années à s'en remettre. La répression brutale des ouvriers et des étudiants par la dictature militaire mettait fin au 68 brésilien, mais la lutte pour la création de commissions d'usines, contre le despotisme d'usine, contre la surexploitation du travail, contre la structure syndicale intégrée à l'État, et la lutte contre la dictature avait laissé de solides racines qui ont porté leurs fruits, d'une manière ou d'une autre, dix ans plus tard.

### L'épilogue de la crise

Le 13 décembre 1968, la dictature militaire a accentué son cours répressif. Elle a promulgué l'Acte Institutionnel numéro 5 (AI-5), connu comme « *le coup dans*

*le coup* ». Le terrorisme d'État fut officialisé jusqu'au milieu des années 1970. Le Congrès National et le Parlement furent temporairement suspendus et le gouvernement a exercé le plein pouvoir, pour confisquer les droits politiques des citoyens, légiférer par décret, juger des crimes politiques devant des tribunaux militaires, annuler des mandats électifs, licencier ou mettre à la retraite des juges ou d'autres fonctionnaires publics. En même temps, se généralisaient l'arrestation des opposants, l'usage de la torture et de l'assassinat, au nom de la « sécurité nationale », considérée nécessaire au « développement » de l'économie. C'est là ce qu'on appellerait plus tard le « miracle brésilien » ! Après la promulgation de l'AI-5, nombre d'étudiants, d'ouvriers, d'intellectuels, d'hommes politiques et d'autres personnalités d'opposition de différentes tendances furent emprisonnés, déchus de leurs droits civiques, torturés, tués ou forcés à l'exil. Une censure stricte fut imposée aux moyens de communication et aux manifestations artistiques. Le régime militaire mettait fin à la lutte politique et culturelle de la période en écrasant toute forme d'opposition. Des « Années de plomb » allaient succéder à l'« année rebelle » de 1968.

C'est ainsi que le 68 brésilien a participé à la vague de révoltes mondiales, mais il doit être compris dans son contexte, spécifiquement national, de lutte contre la dictature. Il a été dit à juste titre que les événements historiques de 1968 ne doivent pas être mythifiés, mais leur importance ne saurait non plus être minimisée. L'extension et la profondeur des marques laissées dans l'Histoire par les contestations de cette année emblématique font encore l'objet de controverses, sans conclusions univoques. Les mouvements de 1968 promettaient de construire un nouveau monde, mais les chaînes du passé s'avèreraient beaucoup plus fortes que ce que supposaient les militants en 1968, au point de faire passer plusieurs militants dans le camp conservateur, jusqu'à occuper des positions importantes dans des gouvernements qui ont soutenu des mesures néolibérales dans différentes parties du monde, mais aussi au Brésil.

En conclusion, nous dirions que les deux principaux exemples caractéristiques de l'année de 1968 au Brésil ont beaucoup de similitudes. Tous deux étaient à la gauche des mouvements plus traditionnels et ils cherchaient (à juste titre) une alternative au Parti communiste et à sa politique modérée, prédominante dans le mouvement étudiant et dans le mouvement ouvrier avant le coup d'État. Cependant, les luttes étudiantes et ouvrières de 1968 n'ont pas réussi à faire naître une alternative de masses, s'épuisant dans leur avant-gardisme. Défait, le mouvement étudiant a alimenté les rangs de la lutte armée contre la dictature militaire. Après les défaites d'Osasco et de Contagem, le mouvement ouvrier connut lui aussi un fort reflux et certains de ses cadres ont aussi rejoint la lutte armée. Tous deux ont mis à nu la logique profondément dictatoriale et terroriste de l'État brésilien et c'est pourquoi ils ont été si violem-

ment réprimés. Même si leurs raisonnements logiques avaient des causalités distinctes et particulières, les deux ont eu la prédominance des forces d'extrême gauche qui refusaient la politique de *modération, du front large et de collaboration de classes* défendue surtout par PCB.

Alors, ce n'est pas par hasard si, à Osasco et Contagem, nous avons pu témoigner d'une action ouvrière avec la participation significative d'étudiants et de militants d'organisations de gauche qui entraient dans les rangs de l'avant-garde ouvrière pour influencer les actions des travailleurs. C'est probablement là le trait marquant de l'année 1968 au Brésil, très différent du mouvement qui se produira dix ans plus tard, avec les grèves métallurgiques de l'ABC de São Paulo, dirigées par Luiz Inácio Lula da Silva, et les luttes du mouvement étudiant qui a réoccupé les rues de plusieurs villes dans la deuxième moitié des années 1970, pour s'opposer, une fois encore, à la dictature militaire. Mais c'est déjà une autre histoire.

### Bibliographie

- Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil. Quelques défis passés et présents », *L'Amérique Latine en Lutte : hier & aujourd'hui*, *Actuel Marx*, n. 42, PUF, 2007.
- Bihr, Alain, *Du « grand soir » à l'alternative (le mouvement ouvrier européen en crise)*, Les Éditions Ouvrières, Paris, 1991.
- Gorender, Jacob, *Combate nas trevas – a esquerda brasileira : das ilusões perdidas à luta armada*. São Paulo, Ática, 1987.
- Ibrahim, José, *Movimento operário : novas e velhas lutas (debate)*, Revista Escrita/Ensaio, São Paulo, Ed. Escrita, 1980.
- Martins Filho, João Roberto, *Movimento estudantil e ditadura militar, 1964-1968*. Campinas, Papirus, 1987.
- Reis, Daniel Aarão e Moraes, Pedro de (org.), *1968, a paixão de uma utopia*. Rio de Janeiro, Espaço e Tempo, 1988.
- Ridenti, Marcelo, *Em busca do povo brasileiro – artistas da revolução*. Rio de Janeiro, Record, 2000.
- Schwarz, Roberto, « Remarques sur la culture et la politique au Brésil, 1964-1969 », *Les Temps Modernes*, n° 288, Paris, 1970.

Traduit du brésilien par Béatrice Whitaker

1 Littéralement, il s'agit du tapis de selle placé entre le dos du cheval et la selle pour atténuer les frictions. Désigne traditionnellement les directions syndicales subordonnées au ministère du travail.

## 1968 : un monde en révoltes

### Pierre Rousset

Fondateur en 1971 du Front solidarité Indochine, il est l'auteur de plusieurs livres sur les mouvements sociaux et nationaux en Asie et anime le site d'Europe solidaire sans frontières ([www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org))

## Un enjeu pour l'internationalisme : le Vietnam<sup>1</sup>

**La solidarité internationale et l'action diplomatique** ont joué, pour la révolution vietnamienne, un rôle qui était alors sans précédent. Les révolutions russe, yougoslave et chinoise l'avaient emporté durant ou aux lendemains d'une guerre mondiale. Sans être une question négligeable avant, c'est surtout après la fondation des nouveaux États que le développement de mouvements de solidarité a pris de l'importance. Il en va bien différemment dans le cas du Vietnam, engagé trois décennies durant dans une succession de conflits toujours plus dévastateurs : confronté dans la durée à la violence des interventions impérialistes, le champ international est devenu pour le Parti communiste vietnamien l'un des terrains sur lequel se sont joués les rapports de forces et le succès ou l'échec de son combat. Ainsi, le Parti communiste vietnamien a dû progressivement gagner son indépendance sur le terrain diplomatique face des alliés (URSS et Chine) soucieux de défendre leurs intérêts propres. En 1954, les termes de l'accord de Genève, préparés entre « grandes puissances », lui avaient encore largement été imposés par Moscou et Pékin – or, le compromis de l'époque était pourri : il permettait certes la création au Nord de la République démocratique (RDVN), mais il donnait aussi aux États-Unis le temps de prendre complètement la relève des Français pour préparer une contre-offensive générale. Une quinzaine d'années plus tard, quand s'amorcent en 1968 les pourparlers de Paris, le PCV a négocié cette fois en tête-à-tête avec Washington. Il était devenu maître de ses décisions diplomatiques.

Vu la place nodale du Vietnam dans le monde des années 1960, l'extraordinaire opiniâtreté du combat poursuivi dans ce pays et la variété des liens tissés par le PCV sur le plan international (*via* notamment le canal du FLN puis du

GRP), la révolution vietnamienne a suscité de nombreux espoirs parmi les générations militantes de l'époque, et une très forte identification. La déception n'en a été que plus profonde quand la crise « post-victoire » a éclaté au Vietnam, débouchant sur l'exode des « boat people » et la troisième guerre d'Indochine. Après avoir incarné le renouveau internationaliste de la décennie 1965-1975, le Vietnam a annoncé la crise de l'internationalisme de la période suivante.

Faut-il, rétrospectivement, conclure de l'échec du communisme vietnamien que l'internationalisme des années 1968 n'était qu'illusoire ou mensonger ? La dure leçon de chose est plutôt inverse. Dans le cadre de la radicalisation de la fin des années 1960, le mouvement et le sentiment antiguerres aux États-Unis et la solidarité internationale se sont nourris l'un l'autre et ont effectivement contribué à mettre un terme à l'escalade militaire US. C'est bien pour cela que l'offensive du Têt de 68<sup>2</sup> au Vietnam, malgré son coût militaire et organisationnel, a représenté un point tournant dans la guerre : par son impact mondial, elle a rejeté politiquement Washington sur la défensive, forçant l'ouverture des négociations.

1 Ce texte reprend des éléments de l'article de l'auteur consacré au Vietnam publié dans Antoine Artous, Didier Epszajn et Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008.

2 Le 31 janvier 1968, à l'occasion de la fête du Têt, le Front national de libération, avec l'appui de l'armée régulière de la République démocratique, a lancé une offensive militaire simultanée sur des dizaines de centres urbains au Sud-Vietnam, y compris Saïgon et Hué. Le FNL ne pourra pas tenir les positions conquises, mais les combats durent

des mois. Washington doit jeter tous ses moyens dans la bataille, l'armée saïgonaise étant incapable de faire face. Démontrant la vacuité de la propagande US, cette offensive a ouvert une crise politique majeure aux États-Unis et a donné un coup de fouet aux mobilisations de solidarité dans le monde (ce qui était son objectif politico-diplomatique). Elle a représenté un tournant dans la seconde guerre d'Indochine et un « point fort » de l'année 1968 sur le plan international.

## 1968 : un monde en révoltes

### Tariq Ali

Écrivain, réalisateur et historien. Son nouveau livre sur le Pakistan *The Duel: Pakistan on the Flight Path of American Power* sera publié aux États-Unis en juillet 2008.

## Les années 1968-1969 au Pakistan

*Après une introduction inédite évoquant l'image de 68 et son impact dans le monde, l'article de Tariq Ali constitue une reprise des passages essentiels de l'introduction à son livre sur le Pakistan écrit quelques mois après les événements de 1968-1969, Pakistan : dictature militaire ou pouvoir populaire ? publié en 1971 chez Maspéro. Il y décrit les spécificités, notamment par rapport à la France, du soulèvement pakistanais, ses forces, ses faiblesses et les espoirs dont il était alors porteur.*

### Introduction (2008)

Après les décennies superficielles de la fin de la guerre froide – la période intermédiaire – du siècle dernier, une fébrilité revigorante s'empara du monde. Son effet fut si puissant que même aujourd'hui, quarante années plus tard, on organise encore des conférences et on rédige des essais, des livres, on produit des documentaires pour marquer l'événement.

L'histoire a été narrée à maintes reprises et dans de nombreuses langues, mais elle ne s'épuise pas. Pourquoi ? Une raison banale pourrait être d'ordre biologique : la génération des années 1960 a désormais atteint la soixantaine et certains ont des postes importants dans l'édition, à la télévision ou dans le cinéma, surtout en Occident. Et cet anniversaire pourrait représenter leur dernière chance de se souvenir, car dans dix ans la plupart seront morts. Mais il y a une autre raison. Les années 1968-1975 furent des années d'espoir et même ceux qui se sont réconciliés avec le système ne peuvent oublier l'esprit de cette époque et son internationalisme.

« L'internationalisme des imbéciles » (Auguste Bebel) se manifestait parfois sous la forme étrange de l'antisémitisme. En 1969, à Lahore un magazine de droite et militariste publia une attaque de trois pages contre ma personne, avec des révélations du genre : « Tariq Ali a participé à des orgies dans une résidence secondaire en France organisées par son ami le juif Cohn-Bendit.

Les cinquante femmes dans la piscine étaient toutes juives. » Hélas, tout cela était faux (c'était Krivine qui avait organisé l'orgie...), mais mes parents furent surpris du nombre de personnes qui les congratulèrent sur ma virilité.

Les rêves et les espoirs de 1968, n'étaient-ils que vaines lubies ? Ou alors l'Histoire, dans sa cruauté, a-t-elle interrompu quelque chose qui était sur le point de naître ?

Les révolutionnaires – anarchistes utopistes, partisans de Fidel, les trotskystes de toute obédience, les maïistes de toutes tendances, etc – voulaient la forêt tout entière, alors que les « libéraux » et les sociaux-démocrates ne s'intéressaient qu'aux arbres individuels. D'après eux, la forêt était un leurre, bien trop vaste et impossible à définir, alors qu'un arbre était une masse de bois que l'on pouvait identifier, faire grandir, améliorer et transformer en chaise, table ou lit. Quelque chose d'immédiatement utile.

« Vous êtes comme ces poissons qui ne voient que l'appât, jamais l'hameçon », leur rétorquions-nous. En effet, de notre côté, on croyait – et certains d'entre nous continuent de croire – qu'il ne faudrait pas juger les gens à l'aune de possessions matérielles mais à celle de leur capacité à transformer la vie d'autrui, les pauvres et les défavorisés ; qu'il fallait réguler l'économie et la réorganiser dans l'intérêt du plus grand nombre, non de la minorité, et que le socialisme sans démocratie ne marcherait jamais.

Par-dessus tout, nous étions partisans de la liberté d'expression, surtout mais pas seulement, dans les pays avec des régimes dictatoriaux. Les événements de 1968 furent, mis à part tout le reste, un hymne à la révolution de l'imprimerie.

Un bulletin libertaire publié par des étudiants français en 1968 paraît bien démodé aujourd'hui quand tant de gens surfent sur la toile mais à l'époque, c'était un hymne au mot imprimé. Des tracts similaires furent distribués au Pakistan, rédigés en ourdou ou bengali :

« Tracts, affiches, bulletins, les mots de la rue ou les mots à résonance infinie, ils ne sont pas imposés pour leur efficacité... Ils appartiennent à la décision du moment présent. Ils apparaissent, ils disparaissent. Ils ne disent pas tout ; au contraire, ils détruisent tout, ils sont en dehors de tout. Ils agissent, ce sont des pensées en fragments. Ils ne laissent pas de traces... tels des mots sur des murs, ils sont rédigés dans l'insécurité, communiqués sous la menace, ils portent le danger en eux, puis ils passent comme s'éloignent les passants, qui les colportent, les perdent ou même les oublient... »

Tout ceci paraît utopique maintenant aux hommes et aux femmes dont l'esprit s'est mué en un marché dominé par un avenir enfoui dans le passé et qui, tels des membres d'anciennes sectes qui passaient aisément de la débauche rituelle à la chasteté, considèrent toute forme de socialisme comme le serpent qui tenta Ève au paradis.

Le monde occidental paraissait tranquille après la seconde guerre mondiale. Les élites d'Europe occidentale, imbues d'elles-mêmes et pleines de suffisance, firent du surplace pendant la Guerre Froide : leur sort n'avait jamais été aussi enviable. L'Europe de l'Est était moins calme : un soulèvement à Berlin-Est en 1953, une insurrection à Budapest en 1956 et des troubles à Poznan et Prague quelques années plus tard avaient secoué la gérontocratie moscovite. La crise des anciens empires se caractérisait par des guerres en Algérie, au Vietnam, en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Les Français et les Portugais refusèrent de se retirer sans combat. Il en résulta une série de guerres brutales, puis de défaites entraînant de graves crises dans les métropoles, amenant la chute de la Quatrième République en France en 1958 et une situation de plus en plus intenable pour la dictature sénile de type bonapartiste au Portugal.

La guerre du Vietnam entra dans sa troisième et ultime phase. Occupés par la France, puis le Japon, brièvement par la Grande-Bretagne, et à nouveau la France, les Vietnamiens avaient perfectionné les techniques de résistance populaire au point d'en faire un art, qui n'avait rien de beau ni de décoratif. Et en 1957 les dirigeants des États-Unis, convaincus de la supériorité de la race blanche et déterminés à empêcher les communistes vietnamiens de réunifier le pays, remplacèrent la France comme puissance coloniale et commencèrent à envoyer des troupes afin de soutenir leurs marionnettes locales.

La chose remarquable à propos de 1968 était l'ampleur géographique de cette révolte globale. C'était comme si une seule étincelle avait mis le feu au champ tout entier.

Les événements de cette année-là remirent en question les structures de pouvoir au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest. Chaque continent fut saisi du désir de changement. C'était le règne de l'espoir.

Ce fut la guerre qui focalisa l'attention du monde. En dépit d'un demi-million de soldats et de la technologie militaire la plus sophistiquée jamais vue, les États-Unis ne parvinrent pas à vaincre les Vietnamiens. Cela donna naissance à un mouvement contre la guerre au sein même du pays, jusque dans les rangs de l'armée. « Les GI contre la guerre » devint un slogan courant sur les banderoles. Je me souviens d'un jour où j'étais assis sur une estrade à Berlin avec d'anciens combattants noirs. « Non, j'irai pas au Vietnam, parce que le Vietnam, c'est là où je suis », scanda l'un d'eux, sous une pluie d'applaudissements. Leurs héritiers directs aujourd'hui sont « les Familles de Militaires contre la Guerre » en Irak.

En 1966-1967, j'ai passé six semaines en Indochine au moment le plus intense des bombardements et j'ai vu le pays dévasté et la mort quotidienne de civils sans défense. Ces images sont restées gravées dans ma mémoire. Comment oublier ? Militer pour un monde différent et pour la solidarité avec le peuple

vietnamien semblaient l'attitude la plus logique pour de nombreux membres de cette génération.

Et alors, à notre grand étonnement, la France explosa en mai/juin de cette année-là, et ce fut un été merveilleux et particulièrement mémorable. Dix millions d'ouvriers dans la grève la plus massive de l'histoire du capitalisme ; des occupations d'usines qui démontrèrent la capacité des ouvriers à faire fonctionner les usines bien mieux que les patrons.

L'exemple de la France commença à se répandre dans le monde entier et à inquiéter les bureaucrates à Moscou tout autant que les cercles dirigeants en Occident. Tous convenaient qu'il fallait rappeler à l'ordre ces gens rebelles et indisciplinés. Le 23 juillet 1968, Robert Escarpit, correspondant du *Monde* bien connu, a trouvé les mots justes pour exprimer l'humeur du moment :

« Un français qui voyage à l'étranger se voit traité un peu comme un convalescent après une fièvre maligne. Comment donc cette épidémie de barricades a-t-elle commencé ? Quelle était la température à cinq heures du soir le 29 mai ? Le traitement gaulliste va-t-il à la racine du mal ? Y a-t-il un risque de rechute ?... Mais il reste une question qui est rarement posée, peut-être par peur de la réponse. Au fond, tous voudraient savoir – source d'espoir ou de crainte – si la maladie est contagieuse. »

Et elle l'était assurément. Un « mai rampant » s'empara de l'Italie et de grandes manifestations contre la guerre furent réprimées par les gouvernements sociaux-démocrates en Grande-Bretagne et en Allemagne, pratiquement comme s'il s'était agi d'insurrections. La Suède fit exception : le ministre des affaires étrangères, Olof Palme, prit la tête d'une retraite aux flambeaux contre la guerre en direction de l'ambassade des États-Unis. On ne lui pardonnera jamais.

À Prague, plus tôt cette année-là, des réformateurs communistes (souvent des héros de la résistance antifasciste au cours de la deuxième guerre mondiale) avaient proclamé le « socialisme à visage humain ».

Il s'ensuivit une prolifération de débats et de discussions dans la presse d'État et à la télévision qui enfièvreèrent le pays. Le but d'Alexander Dubcek et de ses partisans était de démocratiser la vie politique du pays. C'était le premier pas vers une démocratie socialiste, et perçu comme tel à Moscou et à Washington. Le 21 août, les Russes envoyèrent les chars et écrasèrent le mouvement de réformes. Alexander Soljénitsyne fit remarquer plus tard que cette invasion soviétique en Tchécoslovaquie avait été pour lui la goutte qui fit déborder le vase. Il comprenait à présent que le système ne pourrait jamais être réformé de l'intérieur mais qu'il faudrait le renverser. Il n'était pas le seul. Les bureaucrates moscovites avaient scellé leur destin.

Plus tard la même année, des étudiants mexicains qui exigeaient la fin de l'oppression et du parti unique furent massacrés juste avant les Jeux Olympiques.

Puis, en novembre, le Pakistan explosa. Les étudiants s'en prirent à l'appareil d'état d'une dictature militaire corrompue et fragilisée, soutenue par les États-Unis (ça vous rappelle quelque chose ?). Ils furent rejoints par les ouvriers, les juristes, les employés de bureau, les prostituées et d'autres catégories de la population et, en dépit de la brutale répression (des centaines de morts), la lutte s'intensifia et finit par renverser le maréchal Ayub Khan en mars 1969.

L'excitation était à son comble dans le pays. L'humeur était joyeuse. La victoire entraîna les premières élections générales dans l'histoire du pays. Les nationalistes Bengali au Pakistan occidental remportèrent une victoire dans les urnes que les cercles dirigeants et les politiciens influents refusèrent d'accepter. Une sanglante guerre civile entraîna l'intervention militaire de l'Inde et sonna le glas de l'ancien Pakistan. Le Bangladesh naquit d'une césarienne sanglante. Le Parti du Peuple Pakistanais formé par Zulfikar Ali Bhutto recruta 90 % de ses membres initiaux parmi les étudiants et les employés qui avaient participé à l'insurrection. La confiscation de cette organisation par la famille Bhutto est un fait tragique et répugnant.

La chute du « communisme » créa les fondements d'un nouveau modèle social, le Consensus de Washington : la dérégulation et l'entrée de capitaux privés dans des domaines jusque-là sacro-saints du domaine public allaient devenir la norme partout, rendant la social-démocratie traditionnelle superflue et menaçant le processus démocratique lui-même.

Le plein-emploi est aujourd'hui perçu comme utopique. Le fait qu'aucun parti de centre gauche ne peut de nos jours proposer un impôt sur le revenu fondé sur la redistribution est un signe de l'ampleur de la mutation forcée de ces partis. Ils sont déboussolés. Leur modèle est le style bonnet blanc/blanc bonnet de la politique américaine.

L'espoir renaît en Amérique du Sud, où des mouvements sociaux venus de la base ont amené des victoires électorales dans plusieurs pays, le Venezuela en tête.

Dans les pays occidentaux eux-mêmes, une crise économique s'annonce : des sociétés ne peuvent pas vivre perpétuellement à crédit. La transformation la plus significative dont nous avons été témoins a été un changement structurel du marché mondial : l'Extrême Orient est à présent au cœur de l'avenir du capitalisme. Aujourd'hui, c'est la Chine, comme la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, qui est « l'atelier du monde ». Il faut encore attendre pour voir les effets de tout ceci sur la politique mondiale. Le géant à demi assoupi pourrait bien se réveiller un jour avec des conséquences inattendues.

Nombreux sont ceux qui rêvaient d'un meilleur avenir qui ont baissé les bras. Le dur principe auquel ils adhèrent aujourd'hui est « pas de paie sans recyclage permanent », et, ô ironie, c'est l'intelligentsia française qui est une des pires du moment et qui règne sur le déclin culturel du pays.

Des renégats font partie de tous les gouvernements en Europe. Ils nous remettent en mémoire ce gentil reproche de Shelley à Wordsworth qui, après avoir accueilli la Révolution Française avec enthousiasme, opta pour un conservatisme pastoral :

Dans une honorable pauvreté, ta voix composait  
Des chants consacrés à la vérité et à la liberté,  
Mais, les délaissant, tu me laisses regretter  
Ce que tu fus jadis et que tu as cessé d'être.

Je pense aussi à un autre poète, le socialiste américain Thomas McGrath, qui, au milieu du siècle dernier, défendait le radicalisme des années 1930. Son poème « Lettre à un Ami Imaginaire » pourrait tout aussi bien s'appliquer au années 1960 :

Paroles en l'air, il est facile de rire.  
L'essentiel n'est pas là, ne l'a jamais été.  
La réalité, c'était la générosité, l'espoir, l'attente,  
Le désir franc et vrai de créer le bien.  
À présent, dans cet autre automne, cette nouvelle saison  
D'une ancienne obscurité, qui fait froid aux hommes,  
Le gel s'étend sur le naufrage de mon jardin étoilé.  
Sur mon espoir.  
Sur  
Ces morts généreux de mes années.  
À présent dans les rues froides  
J'entends la rumeur de la chasse et le long  
Grondement de l'argent...

Traduit de l'anglais par Robert Fischer

\*

### **Les années 1968-1969 au Pakistan (juin 1970)**

Extrait de Tariq Ali, *Pakistan : dictature militaire ou pouvoir populaire ?*, Paris, Maspero, 1971, pp. 7-15.

(...)

Vers la fin d'octobre [1968] on put croire que le soulèvement mondial de la jeunesse avait perdu de son élan, et que le mouvement était entré dans une phase de déclin. Les travailleurs et étudiants mexicains venaient de subir une défaite temporaire. Les manifestations de rue en Italie et en Allemagne de l'Ouest n'a-

vaient pas réussi à provoquer un soulèvement général, et les autorités étaient parvenues à isoler les affrontements. En Tchécoslovaquie, malgré la résistance courageuse et parfois héroïque des travailleurs et étudiants tchèques, la bureaucratie soviétique était arrivée à détruire tout espoir immédiat en une révolution politique antibureaucratique qui mûrissait avant l'invasion.

C'est alors que, dans la seconde semaine de novembre, des informations à propos de manifestations massives d'étudiants au Pakistan occidental commencèrent à filtrer dans la presse étrangère. Il semblait que les étudiants pakistanais avaient fixé la date de leur soulèvement de façon à dissiper le sentiment croissant de démoralisation qui se répandait en Europe occidentale. Le mouvement, qui avait débuté dans le Pakistan occidental, s'étendit à la partie orientale du pays, à un millier de miles de là. Après un mois de combats résolus et prolongés contre la police et l'armée, les étudiants furent rejoints par le prolétariat urbain, l'énorme masse des chômeurs et quelques secteurs de la petite bourgeoisie des professions libérales.

La force du mouvement était telle que, bien que le gouvernement ait essayé son « truc » favori – fermer toutes les universités et les écoles –, les étudiants continuèrent à se mobiliser et à se battre dans les rues. La lutte se poursuivit jusqu'à ce que son principal but – renverser le dictateur – ait été atteint.

Le 21 février 1969, le président Ayub Khan annonça son retrait de la scène politique. Les étudiants et travailleurs pakistanais avaient réussi au-delà de leurs plus folles espérances, et avaient accompli en peu de temps ce que, partout ailleurs dans le monde, leurs homologues n'avaient pas réussi à effectuer. Bien sûr, la chute d'Ayub ne marquait pas la fin du système qu'il représentait, mais elle n'en restait pas moins une importante victoire politique, et elle eut un effet psychologique très précieux sur la conscience des étudiants et des travailleurs. De plus, ce succès limité, remporté grâce à des actions de masse dans les rues des villes pakistanaises, dans des conditions de désorganisation et de non-coordination complètes, montre ce que pourrait une force organisée; la leçon n'a pas été perdue, tant par la réaction que par les forces progressistes du Pakistan.

En Asie, les étudiants ont toujours eu un rôle politique actif. Un rapide regard révèle en effet le pouvoir qu'ont exercé les étudiants en Chine, au Japon, en Corée, au Vietnam, en Indonésie, pour ne nommer que quelques pays, au cours des dernières décennies. Dans les pays du monde « libre » dominés par des oligarchies *compradores* aux ordres de l'impérialisme américain, la force politique des étudiants a été reconnue, et l'on s'occupe d'eux en conséquence : arrestations massives, tortures abominables, meurtres purs et simples de dirigeants étudiants sont choses courantes dans les zones non libérées de l'Asie.

Les dirigeants fantoches d'Asie peuvent se permettre un sourire condescendant devant les « troubles » auxquels font face leurs maîtres capitalistes en Europe et aux États-Unis, et leur incapacité à traiter les étudiants comme on les traite en Asie ou en Amérique latine. Les contradictions des vieilles sociétés capitalistes empêchent la classe dominante d'employer les méthodes que peuvent utiliser leurs valets dans les parties du monde exploitées par l'impérialisme. Le dictateur pakistanais Ayub montra beaucoup de compassion pour les difficultés auxquelles faisaient face de Gaulle, et il est vraisemblable que des messages furent échangés entre eux peu après Mai 68. A coup sûr, la classe dirigeante pakistanaise avança l'idée selon laquelle le mouvement de mai en France n'était que le résultat d'une « conspiration juive », destinée à « punir » de Gaulle pour ses sympathies « proarabes ». C'est un mauvais point pour le niveau de conscience politique de nombreux étudiants du Pakistan occidental que d'avoir pris cette fable pour argent comptant ; j'ai moi-même été interrogé à ce sujet en privé par de nombreux militants étudiants.

Il y eut certaines ressemblances entre le mouvement de mai en France et le soulèvement de novembre au Pakistan. Dans les deux pays, un homme fort détenait le pouvoir depuis dix ans avec le soutien de l'armée, et le système politique était tel qu'une défaite électorale était quasi improbable. Le climat politique dans les deux pays était étouffant et rigoureux (quoique évidemment à des degrés différents), et tant de Gaulle qu'Ayub avaient, dans leurs attitudes, par rapport au Viêt-Nam et à la Chine, une façade de « gauche ». De même, l'amitié de de Gaulle avec l'Union soviétique avait encore diminué la capacité d'opposition du Parti communiste français et de ses partisans, et l'« amitié » d'Ayub avec la Chine avait réussi à paralyser les éléments « pro-chinois » au Pakistan. Aussi bien en France qu'au Pakistan, les partis d'opposition traditionnels n'avaient pas réussi à faire preuve d'une attitude militante face aux régimes autoritaires à l'intérieur des limites fixées par l'État. Une opposition extraparlamentaire était par conséquent la seule issue ; mais dans les deux pays, on pensait que la structure politique était telle qu'une révolte prolongée était presque impossible.

Mais, en dépit des similitudes politiques entre les deux pays, il y avait, dans d'autres domaines, des différences considérables, la plus importante étant le développement respectif des forces productives. La France est un pays capitaliste avancé où le prolétariat est la classe sociale la plus nombreuse et la plus puissante, et la presque totalité de la population sait lire et écrire. Le Pakistan, au contraire, est une société semi-coloniale, féodale, avec une bourgeoisie compradore montante ; sur une population de 120 millions d'habitants, moins de quarante pour cent savent lire et écrire, et ce sont en majorité des étudiants, d'anciens étudiants sans travail, des hommes de loi, des employés, des doc-

teurs et des professeurs. La couche sociale la plus nombreuse du pays est la paysannerie. En France, la révolte étudiante était liée aux contradictions économiques propres à une société capitaliste avancée ; elle reflétait la crise générale de l'idéologie bourgeoise ainsi que le conflit entre les besoins de l'économie capitaliste par rapport à l'université et les institutions bourgeoises à l'intérieur du système universitaire. Dans de nombreux pays capitalistes avancés, les universités commencent à exprimer et à refléter les contradictions de l'économie capitaliste, bien que les étudiants n'aient pas d'autonomie et de pouvoir politique ou organisationnel réel en comparaison, par exemple, du pouvoir de la classe ouvrière. Il est vrai que cela change rapidement avec l'augmentation du nombre des étudiants et le développement général de la technologie.

(...)

Au Pakistan, le mouvement étudiant se trouve dans une situation tout à fait différente. Les étudiants se considèrent consciemment comme une force d'opposition politique, étant donné que de nouveaux partis politiques n'ont pu se développer librement et que les partis existants ont irrémédiablement échoué, même dans leur lutte pour les libertés publiques. Et, naturellement, dans les périodes où les partis politiques étaient interdits, le mouvement était la seule force organisée de tout le pays. Le bas niveau d'alphabétisation est également un facteur important et force presque les étudiants à jouer un rôle politique. Même lorsque les étudiants décidaient de ne pas avancer de revendications politiques pour des raisons tactiques, leurs actions ont toujours été reliées à la vie politique du pays, et eux-mêmes ont lié la lutte contre l'oppression à l'université à la lutte contre le régime d'Ayub.

Le problème d'avancer des revendications n'ayant trait qu'à l'université ne s'est jamais posé, étant donné que les étudiants ont souvent été forcés d'avancer des revendications au nom de la petite bourgeoisie et du prolétariat urbain et rural, tant dans le Pakistan occidental que dans le Pakistan oriental. Tout programme pour le mouvement étudiant au Pakistan devrait par conséquent faire partie d'un programme général pour les masses pakistanaises. (...) Les liens entre le mouvement étudiant pakistanais et les travailleurs sont extrêmement solides car ils se sont tissés au cours d'actions communes et non par des distributions de tracts à la porte des usines (ce qui ne serait pas possible au Pakistan à cause de la législation, même si les ouvriers savaient lire).

L'absence d'une forte emprise social-démocrate ou semi-fasciste sur les ouvriers facilite les actions communes entre eux et les étudiants. La plupart des bureaucrates syndicaux droitiers sont si profondément discrédités en raison des subsides qu'ils reçoivent des capitalistes et du gouvernement, qu'ils ne représentent absolument aucune menace. En fait, les ouvriers pakistanais accueillent généralement bien les étudiants qui viennent leur expliquer les dé-

veloppements politiques, les aident à organiser des grèves et collectent de l'argent pour les grévistes. Le simple fait qu'une personne « instruite » prenne la peine de leur parler, bien plus, de discuter des moyens de les aider, provoque l'enthousiasme des ouvriers.

Pendant dix ans, Ayub gouverna le Pakistan avec le soutien de l'armée et de la bureaucratie, et l'appui des intérêts féodaux et capitalistes pakistanais. Les mouvements d'opposition, qu'ils fussent dirigés par les étudiants ou lancés par les ouvriers sous la forme de grèves, avaient été sévèrement réprimés, et même une forme plus modérée d'opposition de la part des partis politiques bourgeois n'avait pas été tolérée. La presse avait été efficacement étouffée, et la radio était contrôlée par le ministre de l'Information et de la Radiodiffusion. La propagande du régime était si grossière et si criante qu'elle dégoûtait le peuple, et l'une des dernières trouvailles d'Ayub, la création de « gardes verts » et la publication d'un « petit livre vert » renfermant ses « pensées », n'avaient même pas réussi à amuser les étudiants, elle n'avait fait que les écœurer. L'absence d'opposition solide associée à la « popularité » artificiellement provoquée d'Ayub, avait rendu la classe dirigeante du Pakistan suffisante et satisfaite d'elle-même. Rien, pensait-elle, n'était assez fort pour détruire sa sécurité, et elle commençait à croire à demi les mythes qu'elle avait elle-même construits autour d'elle.

Lorsque les étudiants de Rawalpindi sortirent dans les rues de la capitale politico-militaire du pays, en novembre 1968, pour manifester contre une injustice, manifestation non politique, on n'y prêta pas grande attention. La première réaction du régime montrait clairement qu'il pensait pouvoir écraser la manifestation comme il l'entendrait. Il était difficile d'imaginer que ce petit commencement pourrait conduire à un affrontement majeur entre le peuple et l'État. Mais lorsque les conditions objectives sont mûres, une petite étincelle elle-même peut allumer un feu difficile à éteindre. Dans le cas présent, la répression eut l'effet inverse de celui souhaité, et, combinée à d'autres facteurs, elle créa une situation conduisant, de fait, à une insurrection étudiante. Les flammes de la révolte avaient été allumées et la seule façon que trouva l'oligarchie pour les éteindre fut de sacrifier le dirigeant qui avait été à sa tête pendant les dix dernières années. Ces dix années avaient été surnommées la « décennie du développement » et, en ce qui concerne les capitalistes, elles furent certainement des années durant lesquelles les biens s'agrandirent, les fortunes s'amassèrent et qui permirent à la famille Ayub de devenir l'une des vingt plus riches familles du pays. Pour le peuple pakistanais, ce furent dix années de ténèbres, d'oppression et de misère physique croissante ; dix années de misère intellectuelle aussi, due à la sévère censure politique et culturelle imposée par le régime.

Malheureusement pour la clique au pouvoir, son dirigeant n'était qu'un médiocre, à tous points de vue (il suffit d'un coup d'œil à son autobiographie, qu'il

n'a d'ailleurs pas écrite lui-même, pour s'en assurer). Il manquait complètement d'imagination politique, et même du gros bon sens de corps de garde qu'il était supposé avoir, et qui le rendait cher aux lecteurs du *Daily Telegraph*. Le peu de bon sens qu'il avait pu avoir autrefois avait disparu au long d'années d'abjecte flagornerie de la part de ses courtisans, qui avaient réussi à le couper des réalités politiques du Pakistan. À la fin, l'armée ne pouvait faire autrement que de le renverser. Un petit nombre de bureaucrates loyaux tentèrent de lui conseiller les moyens d'un sauvetage politique, mais ils échouèrent et ne furent pas soutenus par l'armée. Les trente-trois jours qui s'écoulèrent entre le discours d'Ayub où il annonçait son retrait de la politique et la prise militaire du pouvoir par le général Yahya Khan, virent se dérouler à fond les opérations politiques habituelles au Pakistan. Les forces politiques de la droite et les groupements prosoviétique se constituèrent à la hâte en un front uni pour négocier avec Ayub, au cours de deux conférences successives. (...)

Au cours de ces trente-trois jours fiévreux, les représentants civils des propriétaires fonciers et de la petite bourgeoisie supérieure plaidèrent avec acharnement pour qu'on les laisse participer à la marche de l'État mais leurs propres divergences et la décision bien arrêtée de l'armée de reprendre le pouvoir après Ayub les firent échouer. L'armée s'inquiétait de ce qu'un gouvernement civil arrivant dans le sillage d'un soulèvement populaire de masse serait obligé de faire des concessions radicales ; par ailleurs, celui-ci serait une menace pour l'autonomie financière de l'armée, qui était devenue une chasse jalousement gardée. C'est pourquoi elle ne pouvait tolérer la venue d'un gouvernement civil immédiatement après Ayub. (...)

Bien qu'Ayub ait déjà prononcé le discours annonçant son départ, le prolétariat urbain continuait ses grèves contre les bas salaires et les mauvaises conditions de vie et de travail, montrant ainsi clairement que c'était le système social dans son ensemble qui était mauvais et devait être détruit, et non pas simplement un individu puissant. Le climat était extrêmement encourageant et optimiste. De grands meetings d'ouvriers s'attaquaient ouvertement à la structure capitaliste et pro-impérialiste du Pakistan, et toute attaque contre les propriétaires fonciers était saluée par des applaudissements à tout rompre. Les poèmes de Habib Jalib (le poète de la révolution), qui avait été emprisonné à plusieurs reprises par la dictature, furent beaucoup demandés. Ils reflétaient l'esprit et les aspirations des masses en lutte, et bien que des critiques dépassés aient mis en doute la qualité littéraire de ses poèmes, eux-mêmes se tinrent à l'écart du combat.

Le fait que les masses aient senti qu'elles, et elles seules, avaient renversé Ayub, leur fit croire qu'elles pourraient faire de même avec tout autre régime qui chercherait à les opprimer. Mais elles manquaient d'organisation, et cela



fit que la prise du pouvoir par les militaires le 26 mars 1969 se déroula somme toute aisément. Après trois mois d'un combat historique des étudiants, ouvriers et paysans pakistanais, on n'avait abouti qu'à changer de dictateur et à faire apparaître clairement et sans erreur possible l'armée pakistanaise comme le principal défenseur de la loi bourgeoise et de l'ordre féodal au Pakistan. (...)

La loi martiale fut violée dans le Pakistan oriental, en 1969, dès le lendemain du jour où elle a été décrétée : les travailleurs de Chitwtong se mirent en grève, et, dans toute la ville, le travail s'arrêta. Bien sûr l'armée arrêta quelques dirigeants syndicaux et les laissa sur la chaussée après les avoir fouettés mais dans certains cas, des foules d'ouvriers entourèrent les camions militaires et délivrèrent ceux qui venaient d'être arrêtés. Des slogans inscrits sur de nombreux murs au Pakistan oriental disaient : « Nous refusons la seconde occupation Pendjabi du Bengale. »

Dans le Bengale du Nord, un grand nombre de paysans défièrent la loi martiale en manifestant et en attaquant des postes de police. Dans certains cas, des armes et des munitions furent prises par les paysans. Bien qu'aucun parti politique n'ait indiqué ce qu'il fallait faire, les ouvriers tant du Pakistan oriental que du Pakistan occidental, exprimèrent leur opposition au nouveau régime en ignorant ses règlements et ses codes. À Karachi, les ouvriers se mirent en grève et défièrent l'armée d'ouvrir le feu et de les tuer, mais, dans ce cas-là, l'année trahit. À Quetta (Baloutchistan), la grève des mineurs se termina par une effusion de sang : deux mineurs au moins furent touchés mortellement par des unités de l'armée et beaucoup d'autres blessés. Ils avaient refusé de décommander leur grève après que la loi martiale fut décrétée. Les militants étudiants du Pakistan oriental défièrent eux aussi le nouveau régime en tenant des meetings semi-publics dans leurs collèges universitaires. (...)

Le régime de Yahya s'est vu obligé à certaines concessions sur divers points constitutionnels de première importance. La structure centralisée du Pakistan occidental a été démembrée, et les provinces rendues à leur statut d'origine. La revendication du suffrage universel (« *one man, one vote* ») a été acceptée, et des élections générales doivent avoir lieu sur cette base en octobre 1970. La tenue de ces élections dépend du développement de la situation, mais si elles ont lieu, bien qu'elles représentent un important pas en avant, elles ne résoudront aucun des problèmes fondamentaux auxquels font face les masses pakistanaïses. (...)

## 68 au Japon : sortir de l'enchantement

*Si le Japon n'a pas échappé à la vague contestataire internationale de 1968, la révolte y a pris des traits singuliers du fait de son statut de pays impérialiste sorti défait de la seconde guerre mondiale, et de sa proximité géographique avec ces territoires emblématiques de la guerre froide que sont la Corée et le Viêt-nam. L'article opère une généalogie de la contestation au Japon, et dresse un bilan contrasté des suites et conséquences de la révolte de 68 pour toute une génération militante.*

### **Quel héritage des mouvements de 68 au Japon ?**

Les mouvements des années 1968 ont largement transformé les sociétés occidentales. La contestation de l'autorité, la libération des mœurs, par exemple, ont exprimé le refus de « la colonisation du monde de la vie par l'État »<sup>1</sup>. Les mouvements de 68 ont pris une ampleur internationale et le Japon en a, lui aussi, subi l'influence. Nous voudrions montrer dans cet article quelles transformations de la société japonaise ont été impulsées par les mouvements qui se sont développés dans ce pays autour de 1968, et quel est leur impact sur les mouvements d'aujourd'hui. Il s'agit de situer les mouvements d'aujourd'hui dans la continuité historique de ceux qui les ont précédés.

Des années 1980 à aujourd'hui, le Japon n'a pas connu de véritable mouvement social. Certes, il y a au Japon des mouvements institutionnalisés et inscrits dans la société comme, par exemple, les mouvements féministes ou écologistes qui sont nés des mouvements de 68. Certes, depuis les années 1990, le mouvement associatif est florissant ; selon les statistiques officielles, on compte environ 33 000 associations à but non lucratif au Japon, et les animateurs de ces associations sont souvent d'anciens soixante-huitards. Pour autant, il n'y a pas eu pendant les années 1980 de mouvement social comparable aux mouvements de contestation des années 1960. Dans les pays occidentaux qui ont eux aussi connu un affaiblissement des mouvements contestataires sur la même période, les mouvements opposés au néolibéralisme ont pris un essor depuis la fin des années 1990. Tel n'est pas le cas au

Japon où, pourtant, le néolibéralisme a produit les mêmes effets d'exclusion sociale qu'en Europe. Il convient de se demander pourquoi ce mouvement contre le néolibéralisme ne se développe pas au Japon.

### La logique de la contestation au Japon<sup>2</sup>

Les mouvements sociaux japonais de l'après 1945 sont dominés par les mouvements pacifistes. L'identité du Japon est celle d'un pays victime de deux bombes atomiques mais qui a également été colonisateur des pays asiatiques voisins. C'est pour ces deux raisons que l'article 9 de la Constitution, qui interdit au Japon de disposer d'une armée, est devenu le symbole du mouvement de la paix. Aux termes du Traité de San Francisco de 1951, le Japon a été placé sous la protection militaire des États-Unis, qui impose que des bases militaires américaines continuent d'occuper le territoire japonais même après la fin de l'occupation officielle par les troupes alliées.

Le traité de San Francisco a été modifié en 1960, date à laquelle il a été instauré qu'il serait prorogé de dix ans en dix ans avec, à chaque échéance, la possibilité pour le Japon de le dénoncer<sup>3</sup>. Chaque renouvellement du traité a généré de fortes inquiétudes parmi les citoyens, et, à deux reprises, en 1959-1960 et 1970, entraîné les mouvements sociaux les plus acharnés du pays, lesquels ont marqué l'histoire de la contestation japonaise jusqu'à aujourd'hui. À ces deux dates, une redéfinition du traité aurait pu entraîner le Japon dans la guerre lancée par les États-Unis en Corée tout d'abord, puis au Vietnam, et c'est pour dénoncer l'impérialisme américain que les mobilisations ont émergé en ces deux occasions. Dès le début de 1967, les étudiants ont mené des actions violentes contre les compagnies de sécurité pour empêcher les opérations militaires de l'armée américaine et pour dénoncer la complicité du gouvernement japonais avec ces opérations. C'est ce que montre, par exemple, la revendication dite de « récupération d'Okinawa », l'île étant alors toujours sous occupation des États-Unis.

C'est principalement en milieu étudiant que le mouvement de 1959-1960 s'est développé, et plus précisément au sein du Bund (*Bund der Kommunisten = Ligue des Communistes*) qui regroupait les étudiants exclus du Parti Communiste suite à leur critique du stalinisme. Malgré les antagonismes entre tendances politiques, les mouvements contre le renouvellement du traité ont mené une lutte conjointe avec les partis politiques de gauche comme le Parti communiste et le Parti socialiste, car à l'époque, le sentiment général de l'opinion publique contre le militarisme était encore très fort. Le fait que le Bund ait vivement critiqué le PC, qualifié de stalinien, n'a ainsi pas empêché la lutte unitaire.

Finalement, les mouvements n'ont pu empêcher le renouvellement du traité, mais ils ont pu aussi afficher une victoire car le gouvernement a été contraint

à la démission. En outre, la mobilisation ne s'est pas affaiblie par la suite, du fait de la poursuite et de l'intensification de la guerre du Vietnam. Les mouvements se sont développés tout en mettant au-devant de la scène la thématique de la paix et la dénonciation de la guerre impérialiste des États-Unis. De fait, les mobilisations que le Japon a connu en 1968 étaient axées sur la lutte contre l'impérialisme des États-Unis tant en ce qui concerne son déploiement militaire qu'au niveau de sa domination économique.

Par ailleurs, l'impérialisme du Japon pendant la deuxième guerre mondiale reste une question encore non résolue. La responsabilité de l'empereur Hirohito, qui était le dirigeant suprême de l'armée pendant la guerre, a suscité les débats passionnés. L'imputation au *Fils du Ciel* des crimes qui ont alors été commis n'a jamais été officiellement évoquée, malgré les revendications de la Chine et la Corée du Sud. L'analyse marxiste de l'histoire offrait aux contestataires une grille de lecture pertinente de cette réalité politique : le capitalisme est à l'origine de la colonisation qui, elle-même, s'est prolongée par une guerre impérialiste. Le règlement officiel de la seconde guerre mondiale étant un enjeu politique majeur, le raisonnement marxiste restait pertinent. Pourtant, le retour d'Okinawa au Japon en 1972 a fait perdre de leur opiniâtreté aux mouvements sociaux, qui ont alors vu disparaître un de leurs enjeux de lutte majeurs. Durant les années 1970, les mouvements gauchistes se sont fragmentés sous l'effet de leurs conflits internes, et se sont radicalisés. Pendant les années 1970 et 1980, des luttes armées ont été engagées par des groupes gauchistes comme l'Armée rouge japonaise, *Chukaku-ha* (allié de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon) et *Kakumaru-ha* (dissidents de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon) : série d'attentats à la bombe et d'attaques contre les symboles de l'impérialisme japonais<sup>4</sup>, lutte avec les paysans de Sanrizuka contre la construction de l'aéroport de Narita, symbole du militarisme japonais. Du fait de leur radicalisation, et la revendication du retour d'Okinawa étant satisfaite, les mouvements politiques gauchistes ont rapidement perdu le soutien de l'opinion publique<sup>5</sup>.

### Diversification des thèmes pendant les années 1970-1980

Mais ce ne sont pas toutes les composantes des mouvements de 1968 au Japon qui ont été fragilisées à la suite de leur radicalisation et de la perte de pertinence de leurs revendications. Les enjeux politiques qui caractérisaient les mouvements sociaux d'après-guerre existent toujours. Le Japon n'a toujours pas résolu les problèmes générés par son colonialisme avant et pendant la deuxième guerre mondiale, et ceux-ci sous-tendent les mouvements depuis 68 jusqu'à aujourd'hui. S'y ajoute que le gouvernement japonais est, économiquement et militairement, un allié des États-Unis, ce qui reste un enjeu de contestation essentiel pour les acteurs des mouvements sociaux japonais.

C'est spécialement le cas pour les mouvements qui sont organisés autour des thèmes apparus dans l'après-68. Tout d'abord, le mouvement de solidarité avec les pays sous-développés dénonce les nouvelles formes de colonisation. Ce mouvement s'est développé au cours des années 1980 sous l'effet du développement économique du Japon et de l'amplification de la délocalisation des entreprises multinationales japonaises dans les pays d'Asie du sud-est, un phénomène que les mouvements tiers-mondistes déchiffrent et dénoncent au moyen de la grille de lecture de la colonisation<sup>6</sup>.

Un deuxième mouvement est celui qui conteste le nationalisme japonais. La réalité politique japonaise n'a en effet pas fait perdre leur pertinence aux mouvements dont la grille de lecture, datée des années 1970, dénonce le colonialisme et l'impérialisme. À la différence des pays européens qui sont sortis de la guerre froide après la chute du mur de Berlin, le Japon s'y trouve toujours exposé, si l'on en croit son gouvernement, du fait de la « menace » que fait peser la Corée du Nord. Le gouvernement japonais est sous la protection militaire des États-Unis contre la Chine et la Corée du Nord suite au Traité d'alliance et de sécurité de 1970<sup>7</sup>. Sous la pression des États-Unis, le gouvernement japonais a proclamé la nécessité de la participation du pays à la guerre lancée en Irak, et la transformation en 2007 en ministère de la Défense de ce qui n'était jusqu'alors qu'un secrétariat d'État, témoigne du militarisme du gouvernement japonais. Pourtant, l'article 9 de sa Constitution interdit au Japon d'avoir une armée. Pour contester ce gouvernement de plus en plus militariste, le mouvement contre l'abrogation de l'article 9 de la Constitution a été lancé par les mêmes acteurs que ceux qui avaient lutté contre la guerre du Vietnam dans les années 1970.

Cette militarisation du pays va de pair avec la montée du nationalisme. Les discours négationnistes des crimes de guerre tenus à plusieurs reprises par les membres de gouvernement ont renforcé la détermination des mouvements. Ainsi, parmi les mouvements anticolonialistes, ceux qui revendiquent la reconnaissance officielle de la responsabilité du gouvernement japonais dans le système des « femmes de réconfort » se sont développés au niveau national tout en organisant la « cour civile internationale des femmes de réconfort »<sup>8</sup>. Mais même si les mouvements pacifistes contemporains abordent de nouvelles problématiques, la grille de lecture n'a pas été renouvelée car le Japon n'est pas encore sorti du schéma politique qui a été construit après la guerre.

### Les thèmes du nouveau mouvement social

Comme nous l'avons montré, les mouvements sociaux au Japon sont marqués par la lutte contre l'impérialisme. Mais si dans les pays européens les mouvements de 68 ont aussi contesté l'intervention de l'État bureaucratique dans la

vie personnelle, au Japon l'État est apparu plutôt en tant qu'incarnation du capitalisme. On l'a signalé, c'est une lecture marxiste de l'État qui prédomine : la colonisation suivie par la guerre impérialiste s'inscrit dans la logique du développement de l'État capitaliste. Par ce raisonnement, l'empereur qui symbolise l'impérialisme japonais et l'État capitaliste constitue l'adversaire principal de la lutte. C'est dans ce contexte que le slogan dominant des mouvements de 68 au Japon était « Batta l'Empire Japonais ».

Les thématiques du nouveau mouvement social, comme l'écologie et le féminisme, ne se trouvaient pas au cœur de mouvements de 68 au Japon. Ce sont plutôt des thématiques développées a posteriori et, comme dans bien d'autres pays sous l'effet de la sortie de la société industrielle<sup>9</sup>. Le développement économique rapide de l'après-guerre a engendré d'importants problèmes écologiques et le développement de mouvements qui contestent la destruction environnementale. Les effets négatifs du développement économique et des nouvelles technologies ont suscité à partir des années 1960 des mobilisations d'opposition à la construction d'autoroutes ou d'aéroports, ainsi qu'aux pollutions générées par le gigantisme des zones industrielles. Ces mouvements, le plus souvent initiés par les habitants des quartiers directement concernés, contestaient les investissements des institutions qui ont causé les problèmes écologiques tels que la pollution de l'air et de l'eau ; ils ont été relayés et animés par des militants de la génération de 68.

La contribution des mouvements de 68 au féminisme s'est surtout focalisée sur les pratiques militantes. Tanaka<sup>10</sup>, qui militait dans les années 1968 au sein d'organisations mixtes, a avancé que l'affirmation positive de son existence, c'est-à-dire l'appropriation et la valorisation de son propre corps aliéné jusqu'alors dans le militantisme, constitue le point de départ du mouvement des femmes. La pratique de l'autocritique des militants, qu'elle considère comme une négation de son existence, a ainsi été la cible des critiques féministes. Une des précurseurs de la recherche féministe au Japon, Ueno<sup>11</sup>, qui faisait elle aussi partie des militants de 68, a souligné combien les militantes étaient cantonnées à des positions de second plan. Elles s'occupaient du côté reproductif de la vie des militants hommes : préparation des repas, soutien moral ou confort sexuel... Une femme ne pouvait être à la fois femme et militante, et devait assimiler une logique militante typiquement masculine. Dans les mouvements gauchistes radicaux, des leaders pouvaient aller jusqu'à interdire à leurs camarades féminines de porter des bijoux et d'être enceintes. Tous les signes de féminité étaient niés au profit d'une lutte pure et dure<sup>12</sup>. De fait, l'engagement révolutionnaire proclamé ne changeait rien aux formes de la domination masculine. Devant ce constat, les féministes se sont après 68 engagées sur les thèmes relatifs au corps en contestant l'intervention de l'État sur le

corps des femmes; la contestation de l'interdiction de la contraception et de l'IVG ont ainsi constitué des enjeux majeurs pour le féminisme japonais.

### **De nouvelles problématiques depuis des années 1980**

À la différence des mouvements en Europe de l'Ouest, les mouvements de 68 au Japon ne pouvaient aborder les enjeux spécifiques aux sociétés postindustrielles. Pour autant, l'évolution de la réalité sociale a fait naître de nouveaux thèmes tels que les droits des travailleurs migrants ou ceux des travailleurs précaires.

Au Japon, les travailleurs migrants ne sont arrivés qu'après la seconde moitié des années 1980, sans qu'il existe de mouvements à même de prendre en charge leurs problèmes spécifiques. Ce sont des acteurs nouveaux comme les églises, les syndicats indépendants de quartiers ou des associations spécialement créées pour cela qui se sont engagés.

Les travailleurs précaires se sont eux aussi trouvés confrontés à des problèmes étrangers à la problématique portée par les mouvements de 68. Si l'on se réfère aux théories de la société postindustrielle, il s'agit de travailleurs qui ne sont pas exploités au sens classique du terme, mais qui sont davantage mis hors de la relation sociale de la société industrielle<sup>13</sup>. Dès 1980, la politique néolibérale de Reagan aux États-Unis et Thatcher en Grande-Bretagne a été poursuivie par le gouvernement Nakasone; la déréglementation de la politique de l'emploi a entraîné le développement de la sous-traitance et la délocalisation. Les années 1980 ont été marquées par la flexibilisation et la précarisation du travail. C'est à cette époque que le mot *freeter* a été inventé pour désigner les jeunes qui préfèrent les emplois en CDD, et passer d'un petit boulot à l'autre. Dans les années 1980, cette attitude pouvait relever d'un vrai choix car l'économie japonaise était alors en plein essor. Après 1993, à la suite de l'éclatement de la bulle spéculative et de la crise économique qui l'a suivie, les jeunes ont été obligés d'accepter les emplois précaires: ils étaient 52 000 en 1982, 135 000 en 1997 et 2 millions en 2001. Parmi les jeunes appauvris et qui ont perdu leur domicile, certains passent la nuit dans un « manga café » ou un cybercafé ouvert 24 heures sur 24 dont le coût est 1 500 yens (10 euros) pour 5 heures d'utilisation pendant la nuit. Les jeunes qui n'ont pas les moyens d'aller dans un manga café vont chez McDonald's ouvert toute la nuit en payant 100 yens (0,60 euro) pour un café.

Parmi ces travailleurs précaires, les travailleurs journaliers qui avaient été embauchés dans l'industrie du bâtiment se sont trouvés massivement au chômage depuis le début des années 1990. Étant logés sur les chantiers, pour ces travailleurs journaliers le chômage signifie la perte de l'hébergement. Aujourd'hui, ils se rassemblent dans les parcs publics sous des tentes qu'ils

construisent avec des bâches. Ce sont surtout des hommes de plus de 50 ans, qui ont contribué au développement économique japonais de l'après-guerre, et qui ayant moins de 65 ans sont exclus de l'aide sociale. La revendication du droit des pauvres à l'aide sociale est organisée principalement par les syndicats des travailleurs sans abri<sup>14</sup>. Les syndicats qui s'adressent à eux sont le plus souvent organisés sur la base du quartier, à destination des travailleurs des petites entreprises où les grandes organisations syndicales sont absentes. Le centre national (*Rengo*) structuré selon les secteurs industriels ne s'est intéressé à ces travailleurs que récemment. Les syndicats indépendants sont nés après les années 1980 à l'initiative, très souvent, d'anciens militants de 68. Les emplois précaires ont été créés massivement pendant les années 1980 sous le régime néolibéral de Parti libéral-démocrate. Aujourd'hui, on compte environ 70 syndicats indépendants regroupés dans un réseau<sup>15</sup>.

Ces nouvelles problématiques dépassent largement les enjeux portés par les mouvements qui les ont précédés. Pour autant, les acteurs de cette génération militante se sont investis dans ces nouvelles problématiques en mobilisant leurs références des années 1970. Tous les problèmes de précarisation de l'emploi ou plus généralement d'exclusion sociale sont analysés comme le résultat de la mondialisation néolibérale, et cela d'autant plus que les mouvements de lutte contre l'exclusion se développent un peu partout dans le monde. Pourtant, la lutte des classes ou la contestation de l'État impérialiste et capitaliste ne correspondent plus à l'expérience vécue par les personnes concernées, et ce n'est plus la lecture adéquate de la réalité pour la majorité de l'opinion publique japonaise. De ce fait, les mouvements basés sur les mêmes références que dans les années 1960-1970 ne peuvent plus rencontrer un écho dans la société japonaise, et ont très peu de retentissement. Tout au contraire, il apparaît qu'avec la montée du sentiment d'insécurité l'opinion japonaise accepte de plus en plus la logique nationaliste et militariste de l'État.

De leur côté, les personnes directement concernées par l'exclusion sociale semblent avoir intériorisé la pensée libérale et acceptent sans révolte leur situation, de manière comparable à ce que montre, pour la France, François Dubet dans son analyse de l'inégalité<sup>16</sup>. La logique des mouvements de 68 japonais, comme la lutte contre l'impérialisme au sens marxiste, domine les mouvements sociaux contemporains. Cette logique a toujours une certaine pertinence, et cela d'autant plus que la société japonaise n'est toujours pas sortie de la guerre froide. Cependant, au niveau des acteurs, cette logique ne s'inscrit plus dans une critique de la société où l'inégalité et la responsabilité sociale sont individualisées, et les situations individuelles ne sont plus perçues au moyen de grilles de lecture structurelles. La logique des mouvements de 68 est peut-être déjà dépassée alors pourtant que leurs anciens rêves perdurent.

- 1 Jürgen Habermas, *The Theory of Communicative Action*, traduit par Thomas McCarthy, 2 vols, Cambridge, Polity, 1984-1987. (= *Theorie des kommunikativen Handelns*, 2 vols, Frankfurt am Main: Suhrkamp, 1981).
- 2 Michiba a établi un bilan complet des mouvements pour la paix d'après-guerre (Michiba Chikanobu, *Senryo to Heiwa: « Sengo » toiu Keiken*, Tokyo, Seidosha, 2005).
- 3 Le Japon ne l'ayant toujours pas dénoncé, cet accord est toujours effectif.
- 4 Les cibles ont notamment été de grandes entreprises comme Mitsubishi ou Mitsui, dont les fondateurs sont des familles bourgeoises parties prenantes du complexe militaro-industriel qui fabriquait des équipements militaires pendant la guerre sous le régime impérialiste de l'empereur Hirohito.
- 5 Ce qui va dans le sens de la théorie des nouveaux mouvements sociaux, qui postule que la logique de la lutte des classes s'estompe dans la société postindustrielle.
- 6 PARC (Pacific Asia Resorce Center) qui est l'un des précurseurs des mouvements de solidarité avec les pays en développement est issu de mouvements contre le Traité de San Francisco. Une fraction de PARC, Peoples' Plan Study Group partage les mêmes positions. (<http://www.ppjaponesia.org/>; <http://www.jca.apc.org/ppsg/en/>)
- 7 Par le traité de sécurité entre le Japon et les États-Unis, les forces armées américaines sont présentes sur le territoire japonais, à 75 % sous forme de camps, bases et institutions se trouvant à Okinawa qui ne représente que 0,6 % de la surface nationale.
- 8 Violence against women in war-Network Japan (<http://www1.jca.apc.org/vaww-net-japan/english/index.html>) et Asia womens' resource center (<http://www.ajwrc.org/english/index.html>) ont joué le rôle principal dans cette mobilisation.
- 9 Alain Touraine, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- 10 Tanaka Mitsuru, *Kakegaeno nai taishitakoto no nai watashi*, Tokyo, Impact shuppankai, 2005.
- 11 Tanaka Mitsuru & Ueno Chizuko, *Chizuko to Mitsuru no Kontontonkarari*, Tokyo, Mokuseisha, 2003.
- 12 Tanaka, *op. cit.*
- 13 Michel Wieviorka, « Un autre monde est possible » in Michel Wieviorka (dir.), *Un autre monde... Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, 2003 ; Sous-commandant Marcos et Ignacio Ramonet, *Marcos, la dignité rebelle*, Paris, Galilée, 2001.
- 14 <http://www.jca.apc.org/nojukusha/nojiren/e-home/index.html>
- 15 Labor Net Japan (<http://www.labornetjp.org/fj>) regroupe les mouvements sociaux et syndicaux autour de la précarisation de l'emploi. Solidarity Network with Migrants Japan (<http://www.jca.apc.org/migrant-net/English/English.html>) est un réseau national qui regroupe une centaine d'organisations solidaires avec les travailleurs migrants.
- 16 François Dubet, *Les inégalités multipliées*, Paris, L'Aube, 2000.

## Karol Modzelewski

Co-auteur avec Jacek Kuron, en 1966, d'une *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*, véritable manifeste de la dissidence étudiante antibureaucratique.

## Pologne 1968

propos de Karol Modzelewski

recueillis par Przemyslaw Wielgosz<sup>1</sup>

**Przemyslaw Wielgosz: Vous êtes considéré comme un des « pères spirituels » du mars 1968 polonais. La diffusion de la *Lettre ouverte au Parti*<sup>2</sup>, que vous aviez rédigée avec Jacek Kuron, a ouvert le cycle des événements qui ont culminé dans la révolte étudiante. Quels étaient les buts du mouvement étudiant polonais en mars 1968 ? Et quels furent les liens de ce mouvement avec les propositions de la *Lettre ouverte* ?**

**Karol Modzelewski :** Les buts que nous nous fixions avec Jacek Kuron en écrivant la *Lettre ouverte au Parti* différaient de ceux des participants au mouvement étudiant en 1968. Il est vrai que nous avons été accusés d'avoir provoqué ces événements. Le Parquet nous accusait d'en avoir été les deux principaux instigateurs et nous avons été arrêtés dès le premier jour de la mobilisation. Nous étions tous les deux comme des leaders spirituels pour un groupe de jeunes relativement réduit qui a commencé à agir à l'Université de Varsovie. Mais ils furent presque tous arrêtés au cours des premiers jours du mouvement, nombre d'entre eux le premier jour. Dans cette situation les événements ont suivi leur propre voie. Leurs véritables auteurs, ce fut le collectif, l'ensemble des étudiants.

Le mouvement de mars a mobilisé de larges secteurs de l'intelligentsia universitaire, des intellectuels, les gens de la culture et aussi toute la génération de la jeunesse étudiante. Il était dirigé par des leaders apparus au cours des événements, par les comités successifs de délégués des départements des diverses écoles supérieures. Ces comités étaient emprisonnés l'un après l'autre, mais à leur place immédiatement de nouveaux comités étaient créés. Il me semble donc que ce que je pouvais avoir alors à l'esprit peut différer de ce qu'avaient alors à l'esprit tous ceux qui se sont révoltés.

Ils l'ont fait contre des choses très concrètes. Je le percevais d'ailleurs de la même manière et j'étais d'accord avec eux. Nous devons garder à l'esprit qu'il

s'agissait d'une lutte en défense des acquis très concrets obtenus après octobre 1956<sup>3</sup>.

Lors du recul qui a suivi octobre, dès le début des années 1960, beaucoup de ces acquis ont été repris, mais il a été possible d'en sauvegarder quelques-uns, des îlots de liberté. Cela concernait en particulier la liberté d'expression et de parole, dans la recherche scientifique et la didactique universitaire, qui ont été garantis dans la loi sur l'enseignement supérieur de 1958. C'était sans doute l'unique loi dans tout le bloc communiste qui garantissait l'autogestion dans l'enseignement supérieur, c'est-à-dire l'élection des recteurs par les professeurs, l'élection des doyens par le conseil du département, l'interdiction d'exclure les étudiants pour des raisons politiques sans une décision de la commission disciplinaire. Et cette dernière était un tribunal composé de travailleurs universitaires, agissant publiquement, avec des défenseurs choisis parmi les universitaires. Les autorités politiques ont voulu par deux fois exclure de l'enseignement Adam Michnik<sup>4</sup> et ses collègues, et les deux fois la mobilisation de l'opinion universitaire est parvenue à l'empêcher.

Le parti avait traité auparavant ces îlots de liberté relative comme une soupape de sécurité, un moyen pour préserver des relations relativement pacifiques avec les milieux intellectuels, relativement diversifiés du point de vue idéologique et pas du tout monolithiques. Lorsque la tension sociale s'est accrue, ces soupapes de sécurité se sont avérées être des fissures par lesquelles la protestation s'échappait, et les autorités sont arrivées à la conclusion qu'il fallait les colmater. Les professeurs d'université savaient que les autorités préparaient une nouvelle loi pour l'enseignement supérieur, visant à liquider l'autogestion académique. Bien sûr ils s'y opposaient, par leurs propres moyens, sans inciter nullement les étudiants à la mobilisation. Mais comme en même temps des petits groupes d'étudiants actifs politiquement et relativement radicaux agissaient, cela a pris un tournant beaucoup plus dramatique.

Parmi ces groupes le plus important était celui que le parti nommait « les commandos ». Ce n'était pas une organisation, mais plusieurs groupes d'amis qui avaient plus ou moins de rapports entre eux, surtout à l'Université, mais aussi par exemple à la Grande École Théâtrale et à la Polytechnique de Varsovie. Au cours de cette année les événements se succédaient rapidement, on peut dire qu'ils nous mordaient la nuque. J'ai tenté de les freiner un peu. Car j'avais un contact quotidien avec « les commandos », ces jeunes gens très actifs, et je savais qu'il s'agissait d'un milieu que le pouvoir ne tolérait qu'en serrant les dents et en préparant la matraque. Je ne voulais vraiment pas qu'ils se retrouvent en prison ou que leur vie soit brisée par l'interdiction d'étudier. Tant que c'était possible, je m'opposais à la convocation d'assemblées générales. Je pensais qu'une telle manifestation publique, une action

relativement massive par la force des choses, ferait franchir la barrière de tolérance ouvrant la voie à la répression. Ce n'est que lorsque les autorités ont franchi cette frontière non dite que j'ai changé d'avis.

L'exclusion de l'Université de deux leaders des « commandos », Adam Michnik et Henryk Szlajfer, fut le point tournant. Ils ont été exclus par la décision du ministre à la demande du recteur, c'est-à-dire d'une manière contradictoire avec la loi. Le recteur Rybicki a dit qu'il le faisait à titre exceptionnel mais que, si nécessaire, il le considérerait comme un précédent justifiant une nouvelle règle. C'était une déclaration très claire et il était impossible de ne pas y répondre. Il fallait des moyens de protestation plus puissants que ceux dont nous disposions et c'est alors que la première assemblée eut lieu.

L'autre étincelle, qu'il faut mentionner, fut la décision d'arrêter la présentation de la pièce de théâtre d'Adam Mickiewicz, *Les Aïeux*, mise en scène par Kazimierz Dejmek.

Car l'autre sphère, où le plus des acquis d'octobre 1956 étaient préservés dans les années 1960, fut celle de la vie culturelle. Là aussi les autorités voyaient l'efficacité des soupapes de sécurité et là aussi ces soupapes sont devenues des fissures par lesquelles la protestation sociale a atteint la lumière du jour, pour une large part à la suite de « la demande » du pouvoir lui-même. La proclamation de l'interdiction de la présentation des *Aïeux* a été un exemple classique de la bêtise et de la crainte que dans une situation de montée des tensions, même la scène théâtrale et une pièce du XIX<sup>e</sup> siècle peuvent ouvrir cette brèche par laquelle vont apparaître des aspirations à la protestation. Au cours de l'instruction j'ai vu une note de service élaborée par le Service de sécurité qui devrait se trouver dans les annales de l'histoire de la littérature romantique et de sa perception en Pologne. On y indiquait les passages des *Aïeux* applaudis par les spectateurs. Le parti a estimé ces applaudissements suffisamment dangereux pour interdire la représentation. Je ne crois pas qu'ils voulaient provoquer un conflit. Mais dans les conditions du moment le conflit était inévitable.

Un des moments de ces applaudissements me semble mériter particulièrement que l'on s'en souvienne. Il s'agit d'une scène de bal chez un sénateur, au cours de laquelle un des jeunes patriotes varsoviens dit à son ami, futur décabriste et Russe, au sujet du commissaire russe Novosiltsov : « Tu permettras que je lui plante le canif dans le ventre ou bien que je lui casse la gueule ». Ce à quoi ce Russe lui répond : « A quoi cela sert de tuer ou de massacrer un salopard, c'est sans intérêt. Ils trouveront le moyen de liquider les universités, vont crier que les étudiants sont des jacobins et boufferont votre jeunesse. » C'était applaudi, car ces mots étaient considérés – à juste titre – comme prophétiques et non comme un fragment d'une vieille pièce de théâtre du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il ne sert à rien d'y mêler l'idéologie, la lutte contre le système. Bien sûr, l'effet ce furent des mobilisations massives qui ont atteint la stabilité du système, ses fondements, mais le renversement du système social n'était nullement le but de la jeunesse révoltée. Personne ne le percevait de cette manière. Nous ne pensions pas que c'est la révolution qui se prépare.

**Przemyslaw Wielgosz :** Pourtant dans la *Lettre ouverte* il était question de bien plus que de la défense des îlots de liberté en danger.

**Karol Modzelewski :** Là il était effectivement question de renverser le système. Mais nous avons emballé ce programme dans la phraséologie idéologique qui a donné naissance au communisme. C'était une sorte de cordon ombilical idéologique qui nous liait au système. Dans ce sens la *Lettre ouverte* fut le plus extrême et le dernier cri du révisionnisme<sup>5</sup> radical. Ce révisionnisme était une révolte contre le régime, contre le système, motivé par le fait qu'en pratique il piétinait les idéaux qu'il proclamait lui-même dans sa théorie et qu'il nous a de plus inculqués.

**Przemyslaw Wielgosz :** Mais subjectivement, quelle était alors votre perspective, à quoi pensiez-vous ? Était-ce réellement une reconstruction du socialisme, un renversement du communisme pour aller vers un autre socialisme ?

**Karol Modzelewski :** Ceux qui ont de la patience peuvent lire cette Lettre. Aujourd'hui je ne l'ai plus pour la relire encore une fois, mais je crois m'en souvenir plus ou moins. Certainement la *Lettre ouverte* n'était pas un appel à la restauration du capitalisme, si c'est ce que vous avez à l'esprit.

Pourtant, parmi les postulats programmatiques on trouvait des choses qui étaient incompatibles avec le communisme : la liberté d'organiser les partis politiques, les oppositions politiques, la liquidation de la censure, des syndicats indépendants avec le droit de grève. Pour nous c'était un idéal du système social fondé sur l'autogestion des travailleurs. Autrement dit, nous voulions aller du communisme non vers la privatisation, mais vers les conseils ouvriers, qui devaient gouverner non seulement les entreprises mais aussi constituer l'ossature du pouvoir de l'État, au travers d'un système pyramidal des conseils. En réalité il s'agissait du programme d'un État ouvrier idéal, ce qui nous a été reproché, non sans raisons, comme un retour aux sources des utopies révolutionnaires, des diverses utopies libératrices dont le communisme est issu. Notre argumentation était marxiste. C'est-à-dire que le marxisme y a été employé pour démasquer le système, le critiquer et appeler à son renversement.

La *Lettre ouverte* n'a qu'un rapport indirect avec les événements de mars 1968. Elle avait été importante pour ces étudiants de Varsovie qui, plus tard, ont été les principaux initiateurs du mouvement. Le fait que quelqu'un ait écrit une

telle chose, que les auteurs furent arrêtés et condamnés, qu'il était possible de protester de cette manière, les a d'une certaine façon inspirés et conduits à agir. Ils se sont regroupés justement en défense des auteurs de la *Lettre ouverte*, sans être forcément convaincus que son contenu correspondait à leur credo idéologique. La jeunesse était révisionniste, bien sûr. Elle partageait un ensemble de valeurs – que nous partagions également – et son attitude politique découlait de ces valeurs de gauche.

Une de mes amis de cette époque, Jaga Dziegiel, m'a raconté qu'un jour, en mars 1988, elle s'est trouvée dans la cour de l'Université de Varsovie pendant que le NZS<sup>6</sup> y organisait une manifestation commémorative. Un jeune homme y agitait le drapeau blanc et rouge<sup>7</sup> et criait « À bas la commune ! ». Quelqu'un s'est attendri et a dit que c'est tout à fait comme vingt ans auparavant. Et Jaga a éclaté de rire. Car si vingt ans plus tôt quelqu'un avait crié « À bas la commune ! » il aurait été pris pour un fou ou un provocateur.

**Przemyslaw Wielgosz :** Quelle a été la cause de l'évolution qui a conduit du révisionnisme vers des slogans du genre « À bas la commune ! » ? Qu'est ce qui explique que 13 ans après mars 1968 nous avons Solidarnosc, qui en 1981 revendique le projet de la République auto-gérée, et puis nous voyons l'abandon des projets autogestionnaires au profit de la restauration capitaliste et ce, dans sa forme brutale, néolibérale, symbolisée par la réforme de Balcerowicz<sup>8</sup> de 1990. Comment jugeriez-vous aujourd'hui cette évolution ?

**Karol Modzelewski :** Que puis-je juger, moi ? Demandez plutôt à Balcerowicz, pourquoi il a changé d'avis et au lieu de lutter pour une réforme fondée sur l'autogestion des travailleurs il a commencé une réforme fondée sur la privatisation. Balcerowicz a été un des inspireurs des conceptions autogestionnaires de Solidarnosc en 1980-1981. Les revendications d'une véritable autogestion des travailleurs et d'un régime étatique fondé sur le principe de l'auto-organisation démocratique de la société furent parmi les décisions du Premier congrès des délégués du syndicat en automne 1981. C'était le point culminant de la lutte pour l'autogestion des travailleurs, qui avait commencé dès août 1980.

L'adoption par les autorités des lois sur l'autogestion des salariés et sur l'entreprise étatique en fut la conséquence. Ces deux actes juridiques essentiels ont été imposés aux autorités par la pression de Solidarnosc. Elles n'ont pas été annulées après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 et ont survécu. Dans ces conseils des travailleurs, dont les possibilités avaient alors été très limitées, plus d'un militant de Solidarnosc a pu trouver un abri et la possibilité d'agir dans l'entreprise alors que le syndicat était poursuivi, interdit et réprimé. Plus tard, au milieu de la décennie 1980, il y a eu le tournant néolibéral d'une partie des militants de Solidarnosc qui a conduit jusqu'à la thérapie de choc de Balcerowicz. Mais ce tournant est le résultat et non la

cause de l'évolution qu'a subie l'ancien Solidarnosc. Le principal responsable de cette évolution fut le général Jaruzelski.

À mon avis, en introduisant l'état de guerre, il a détruit le mouvement de masse Solidarnosc de 1980-1981. En ce sens l'état de guerre a été efficace. Il a réussi à atomiser les foules actives qui composaient le mouvement entre août 1980 et décembre 1981. La pacification s'est avérée suffisamment efficace pour que cette force imposante, qui se comptait en millions, ne revienne plus sur la scène politique et sociale polonaise sous cette forme.

Ainsi lorsqu'à la fin des années 1980 le système s'effondrait et que se décidait l'orientation des changements, il n'y avait plus cet élément essentiel qui donnait le ton en 1980-1981. Il n'y avait plus la pression des milieux clairement égalitaires et collectivistes, comme le fut le premier Solidarnosc, qui était largement un enfant du socialisme. Lorsque le communisme s'effondrait, il ne restait plus que le mythe de Solidarnosc. Il continuait à avoir une grande influence sur les gens, mais il ne poussait pas à l'action, il était adopté passivement. C'est justement au nom de ce mythe que le premier gouvernement non communiste pouvait assez efficacement appeler à la patience et à se serrer les ceintures face aux « réformes nécessaires ».

Reste bien sûr la question de savoir si le projet du socialisme démocratique était alors dans les conditions mondiales et polonaises réalisable, si ce n'était pas plutôt l'objet d'une sorte de langueur utopique. En tout cas on n'a réussi nulle part à réaliser ce projet.

**Przemyslaw Wielgosz : Revenons encore à l'année 1968. Comment envisagiez-vous alors le contexte international des événements polonais ? Est-ce qu'en 1968 vous regardiez ce qui se passait en Pologne en mars en tant qu'élément du mouvement qui avait eu lieu et aux États-Unis, et au Mexique, et en France, et en Italie ?...**

**Karol Modzelewski :** Tout cela a eu lieu après. Nous étions avant. Et les Tchèques nous avaient précédés.

Je ne me préoccupais pas alors du contexte international. Pour nous le plus important était ce qui se passait de l'autre côté de la frontière méridionale, en Tchécoslovaquie. On peut dire que tout a commencé là-bas par une grande manifestation étudiante en automne 1967. Puis il y a eu le changement de la direction du Parti communiste et l'ouverture d'un processus de démocratisation, qui pouvait nourrir nos espoirs. D'ailleurs au cours des événements de mars 1968 – pas de mon fait ni du fait de Jacek Kuron ou de ceux qui étaient appelés les « commandos » – il y a eu des pancartes et des slogans : « Toute la Pologne attend son Dubcek ! ». La société tchécoslovaque était dans une situation qui était comparable à la nôtre et nous ressentions son « effet exemplaire ». Si c'était possible en Tchécoslovaquie, alors ça pouvait l'être aussi en Pologne.

Je n'ai été informé que plus tard du Mai parisien et des événements en Europe, à Berkeley et plus généralement aux États-Unis et dans le monde entier. La question qui reste pour moi non résolue, jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'est-ce que tout cela avait de commun ? C'est-à-dire à quel point un certain climat intellectuel, idéologique de la fin des années 1960 en Europe avait une influence et se conditionnait mutuellement avec les événements de Tchécoslovaquie et de Pologne. Dans le passé j'avais tendance à souligner les différences. Aujourd'hui je crois qu'il s'est passé quelque chose d'essentiel dans la culture européenne, qui mérite d'être analysé de près par les historiens et les sociologues. Il faudrait tenter de comprendre les fondements qui font que dans des contextes systématiques si différents, des révoltes semblables de la jeunesse explosent simultanément. Il ne peut s'agir d'un simple concours de circonstances. Car les slogans c'est une chose et les fondements culturels qu'on peut trouver sous ces slogans, une autre. Ces fondements pouvaient être beaucoup plus cohérents que nous ne le pensions alors, à première vue.

**Przemyslaw Wielgosz : Et comment l'appréciez-vous en perspective ?**

**Karol Modzelewski :** J'ai été en taule immédiatement, alors ce que je savais, je le savais de *Trybuna Ludu*<sup>9</sup> et éventuellement des remarques acides de l'officier instructeur. Lorsque je suis sorti de prison, c'était après décembre 1970, la situation avait changé complètement.

J'ai été libéré en septembre 1971 et c'était une autre Pologne, celle de Gierek, très différente de celle de Gomulka. Ceux qui sont restés en liberté avaient vécu la fin des années 1960 comme une nuit noire qui a embrassé la Pologne, mais même s'ils dramatisaient la situation excessivement, car ce n'était pas non plus la clarté qui avait précédé cette période, l'arrivée de Gierek au pouvoir, son attitude envers les protestations ouvrières, annonçait un changement important. Ce fut vraiment le début du cycle qui a conduit jusqu'aux mobilisations de l'été 1980. À mon avis, une voie menait directement au chantier naval de Gdansk de 1980, voie qui commençait par le voyage du premier secrétaire du POUP, Edward Gierek, et du premier ministre, Piotr Jaroszewicz, au chantier naval Warski de Szczecin en janvier 1971, juste après les émeutes de décembre 1970. Car un précédent avait été réalisé et il persistait dans les consciences : il est possible d'imposer le dialogue au pouvoir par une grève ouvrière bien organisée.

**Przemyslaw Wielgosz : Il y a là un paradoxe : d'une part le rôle de la classe ouvrière s'accroît, en tant que force capable d'exercer une pression sur le pouvoir au nom de ce que le pouvoir proclame, et, en même temps, au niveau idéologique, à ce niveau où l'intelligentsia fonctionne, il y a eu un recul de la conviction qu'il est possible encore de réviser l'idéo-**



**logie officielle et d'élaborer une alternative au stalinisme et au post-stalinisme en se fondant sur le marxisme et en employant ses outils.**

**Karol Modzelewski** : Je crois qu'après 1968, surtout après la Tchécoslovaquie, cet espoir révisionniste a été brisé. Les illusions se sont évaporées après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées des cinq pays du Pacte de Varsovie. À mon avis, les professeurs révisionnistes n'avaient pas de projet politique. Ils ne pensaient même pas que c'est leur rôle. S'ils s'engageaient dans les activités publiques, politiques, ils le faisaient surtout en défense de l'autonomie universitaire. Cela concerne aussi ceux qui étaient les créateurs d'un certain climat intellectuel et idéologique, fondé sur le fait que l'on examinait les slogans et les promesses du communisme et qu'on l'accusait de falsification. Le plus radical alors parmi les professeurs était Leszek Kolakowski<sup>10</sup>. Les autres étaient plus modérés. Mais Kolakowski estimait aussi qu'il faut défendre la substance, que nous ne sommes pas dans la situation de ceux qui n'ont rien à perdre, que si l'on assiste à une remise en cause d'Octobre (ce dont il a parlé assez ouvertement lors de la célèbre réunion du département d'histoire de l'Université de Varsovie en 1966, ce qui lui a valu l'exclusion du parti), cette régression n'est pas totale et que nous avons l'obligation de défendre la substance de la culture nationale car les circonstances historiques nous l'ont confiée, à nous universitaires. Nous ne pouvions permettre au pouvoir de détruire cela. Et c'est tout. Aucun projet d'activités offensives. Au contraire, ils étaient prêts à nous calmer, tant que c'était possible.

**Przemyslaw Wielgosz : Est-ce que l'année 1968 fut également une rupture dans la vie intellectuelle ? Est-ce alors que l'intelligentsia se distance d'une vision du monde social qui reste dans le cadre d'une tradition marxiste au sens large, d'un ethos de gauche ?**

**Karol Modzelewski** : Cela a lieu surtout après août 1968, mais aussi après mars. Comme je l'ai mentionné, les révisionnistes n'étaient pas dans leur majorité aussi radicaux que Kuron et moi. Ils ne pensaient pas qu'il faille renverser le système. Ils voulaient le démocratiser par des pressions et une forme de dialogue avec ceux qui le dirigeaient. Dans cette situation la perte de l'espoir qu'un tel dialogue est possible a conduit à l'abandon, ou a contribué à l'abandon, des points de références que fournissait la tentative révisionniste de lecture du marxisme.

Par ailleurs un grand nombre d'entre eux a émigré et en tant qu'émigrés ils se sont retrouvés dans un tout autre contexte. Il faut se poser la question de savoir si les révisionnistes expulsés de Pologne avaient pu trouver un langage commun avec la gauche occidentale ? Il m'est difficile d'y répondre.

Pour moi, mars a été l'événement pour lequel je fut le plus longtemps emprisonné, plus longtemps même que pour Solidarnosc. Si je dois le mesurer

ainsi, ce fut bien sûr une date importante. Mais si je devais considérer que quelque chose dépendait de moi, j'indiquerais plutôt les événements des années 1980-1981. D'abord, parce que j'y ai pris une part très active. Ensuite, parce que je le faisais en étant convaincu à 100 % et en même temps avec une terrible peur que cela finisse mal. En écrivant la *Lettre ouverte* je n'avais pas ressenti une telle peur. J'avais peur qu'ils ne nous arrêtent avant que nous ne puissions la terminer. Après j'avais peur que les jeunes gens, qui nous étaient les plus proches, au lieu de faire une conspiration révolutionnaire allaient se présenter en opposants publics et légaux. Je leur ai même adressé un tel message de la prison de Barczewo, disant que nous ne voulions pas constituer une opposition de salon et que, au lieu de prendre publiquement des risques, ils devraient aller silencieusement vers les ouvriers avec « la parole divine », c'est-à-dire avec notre manifeste, et construire les structures du parti clandestin, du parti révolutionnaire. J'étais très fier de ce message, mais eux s'en sont publiquement moqués. Je l'ai passé à ma mère lors de sa visite dans un local séparé, à table, surveillé par le chef de la sécurité de la prison de Barczewo lui-même. Ma mère était une femme soviétique donc elle a immédiatement compris de quoi il s'agissait, mais lui n'a rien vu. Et lorsque mes jeunes amis ont commencé à rigoler de ce message devant toutes les écoutes possibles, ce chef s'est certainement fait engueuler... En tout cas lors de la visite suivante, et bien que je n'avais pas reçu de nouveau message, ce chef, très gêné, a commencé à retourner les manches du manteau de ma mère. Et ma mère le regardait avec ses yeux bleus et lui a dit qu'elle est une femme honnête. J'ai alors réussi à ne pas éclater de rire. Mais ce fut le seul résultat de mes rêveries révolutionnaires.

Plus tard, en 1981, j'avais conscience que nous sommes devant un processus révolutionnaire et j'avais très peur alors que son point culminant ne finisse tragiquement. Mais je savais que ma place est dans ce mouvement et que ma tâche consiste à tenter de le mener à cette variante peu probable qui permettrait de réaliser ses buts sans le conduire en même temps à une confrontation directe.

**Przemyslaw Wielgosz : Peut-on dire que ce n'est que dans Solidarnosc que vous avez entrevu cette force qui pourrait réaliser le projet du socialisme autogestionnaire dont vous parliez dans la *Lettre ouverte* ?**

**Karol Modzelewski** : Alors je me préoccupais peu du socialisme. Je pensais à ce qu'il est possible de faire. Je savais que c'était un mouvement révolutionnaire. Et les milieux ouvriers étaient toujours, sur le plan moral, mon point de référence. Je pensais que ce sont justement eux, les ouvriers, qui sont capables de mettre ce système le dos au mur, qu'ils ont des raisons pour cela, des motivations, et qu'indépendamment du rapport de forces international, cela les

met en danger, met en danger le pays et nous tous. Dans ce sens je ne suis pas un intellectuel très typique. De plus, je pensais que pour éviter ce danger d'une confrontation directe il ne fallait pas manipuler ce mouvement de masse pour l'affaiblir et qu'il soit en conséquence étouffé par les seules forces des communistes polonais. Au contraire, je voulais maintenir aussi longtemps que possible cet état d'équilibre instable, d'équilibre de la peur, pour que les changements provoqués par ce mouvement deviennent irréversibles. C'était une illusion. Mais du fait des fonctions que j'y exerçais je crois que j'avais l'obligation d'avoir cette illusion. Lorsque l'on conduit un train ou tout autre véhicule et que la probabilité de la catastrophe est de 99 % on ne peut se comporter comme s'il n'y avait pas de chances d'éviter la catastrophe.

**Przemyslaw Wielgosz : Pensez-vous qu'entre les étudiants de 1968 et les ouvriers de 1981 on peut parler d'une continuité ou bien faut-il parler d'une rupture ?**

**Karol Modzelewski :** Les ouvriers n'étaient pas les seuls qui ont pris part aux événements de 1980-1981. Ce fut un mouvement plus large. Solidarnosc était un mouvement avant tout ouvrier, mais pas seulement. Un de ces éléments essentiels ce fut la coopération de l'intelligentsia et des ouvriers. Je parle de l'intelligentsia au sens large, y compris l'intelligentsia technique. Pour l'intelligentsia d'une certaine génération, celle qui a vécu l'année 1968, mars a été une expérience forte. Plus tard, au moment de Solidarnosc et de l'état de guerre, les intellos ont pu jouer des rôles très différents. Comme vous le savez, lorsque des événements reflètent le passé historique, ses participants, les activistes, les leaders se trouvent dans tous les coins de la scène politique. Mais revenons à 1980-1981. Au sein de l'intelligentsia qui participait à ce mouvement on sentait alors le signe d'une commune expérience de la génération de mars 1968. Mais je ne chercherais pas là une continuité idéologique. Même en moi-même je n'arrive pas à la trouver, car je crois qu'en 1980-1981 je ne pensais plus avec des catégories idéologiques, bien que j'avais mon système de valeurs et que c'était toujours un système de valeurs dont les ouvriers étaient le point de référence. Je ne pensais pas qu'on doive utiliser les ouvriers et leur révolte en tant que force destructive et ensuite gérer ce qu'on pourra éventuellement obtenir de manière différente de ce que cette force pourrait vouloir. En ce qui me concerne je voulais être loyal envers les ouvriers et c'est pour cela que j'ai eu du mal lors du tournant néolibéral de la majorité de mes collègues en 1989, mais c'est une autre histoire.

Traduit du polonais par Jan Malewski

- 1 Przemyslaw Wielgosz, rédacteur en chef de l'édition polonaise du *Monde Diplomatique*, est l'auteur de *Opium globalizacji* (« L'opium de la mondialisation »), éd. Wydawnictwo Akademickie Dialog, Warszawa 2004.
- 2 Jacek Kuron et Karol Modzelewski, Lettre ouverte au parti ouvrier polonais, *Cahiers « rouge »*, documents de formation communiste n° 4, François Maspero éditeur, Paris 1969. Cette note comme les suivantes sont du traducteur.
- 3 En 1956 un processus révolutionnaire a culminé en Pologne en octobre, lorsque la mobilisation de masse a imposé un changement à la tête du Parti ouvrier unifié polonais au pouvoir. Wladyslaw Gomułka, ancien dirigeant écarté sous le stalinisme, devint alors premier secrétaire. Il normalisera le pays après 1956 et sera remplacé en décembre 1970 par Edward Gierek, après avoir fait tirer sur les ouvriers des ports de la Baltique en grève. En 1956 un mouvement de conseils ouvriers imposa les premières lois autogestionnaires (rapidement « normalisées » dans les usines) et les milieux universitaires obtinrent une assez large libéralisation, dont la remise en cause fut plus longue.
- 4 Adam Michnik était alors l'un des principaux animateurs des groupes des étudiants de Varsovie que les autorités nommèrent « les commandos », terme finalement repris avec fierté par eux-mêmes. Il avait animé à l'Université de Varsovie le « club de chercheurs des contradictions », rapidement interdit. Il dirige aujourd'hui *Gazeta Wyborcza*, le principal quotidien polonais, néolibéral.
- 5 En 1956 un courant de gauche – la « Gauche d'Octobre » – apparut. Il a été accusé d'être constitué de « révisionnistes » du marxisme (à l'image de Bernstein) par les conservateurs staliniens et ce terme a fini par coller à ceux qui employaient la méthode marxiste d'analyse critique de la société sous domination bureaucratique et par être revendiqué par eux.
- 6 L'Association indépendante des étudiants, NZS, était une organisation largement influencée par les courants se revendiquant des traditions de la droite polonaise.
- 7 L'étendard national polonais.
- 8 Leszek Balcerowicz, économiste, a été expert de Solidarnosc en 1980-1981. En septembre 1989 il devint ministre de l'économie et imposa une « thérapie de choc » dictée par le FMI, connue sous le nom de « plan Balcerowicz ».
- 9 « Tribune du peuple », organe central du POUP, quotidien.
- 10 Leszek Kolakowski, philosophe, membre du POUP jusqu'à son exclusion en 1966, a émigré en 1968. Après un court séjour chez Ernest Mandel à Bruxelles, il a obtenu un poste de professeur d'université en Grande-Bretagne. En publiant au cours des années 1970 les principaux courants du marxisme il a signalé sa rupture avec le marxisme sous toutes ses formes (paru en français sous le titre *Histoire du marxisme*, éd. Fayard, Paris 1987).

**Catherine Samary**

Economiste, Université de Paris IX-Dauphine

Le printemps de Prague<sup>1</sup>

**Le Printemps de Prague, avec son rayonnement international**, symbolise la dynamique des années 1968 à l'Est. La lutte pour une « Tchécoslovaquie libre et socialiste » – comme l'exprimait un des comités nés à l'Ouest, contre l'intervention des tanks soviétiques – s'engouffrait dans une des nombreuses failles qui ébranlaient alors le carcan du monde bi-polaire de la Guerre froide : les alignements « campistes » que voulaient imposer les PC staliniens (soutenir le « camp soviétique » sans critique, sous peine d'être taxé d'agent de l'autre camp, impérialiste) volaient en éclat.

*Ailleurs et avant*, il s'était passé depuis la seconde guerre mondiale bien d'autres crises dans les pays dits socialistes. L'ensemble révélait le grand écart entre idéaux socialistes proclamés par ces régimes et la réalité. L'explosion démocratique du Printemps de Prague comme le juin 1968 de Belgrade, moins « visible », ne respectait pas les bornes du parti unique, même réformateur, régnant au nom des travailleurs et des populations, sur leur dos. Ce « moment » de bifurcation historique condensait toute une accumulation de tensions qui, de la seconde guerre mondiale à l'après XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) avaient remis en cause la domination stalinienne sans être en mesure d'établir une alternative socialiste cohérente. Le Parti communiste de Tchécoslovaquie était un des plus importants de la région, fort de plusieurs centaines de milliers de membres. Il n'avait guère connu que de timides changements dans les équipes stalinienne au pouvoir – notamment la nomination d'Alexandre Dubcek comme premier secrétaire du parti slovaque en 1963. La Tchécoslovaquie initialement plus développée que les autres pays du glacis avait connu dès le milieu des années 1960 un ralentissement fort de sa croissance, signe des limites d'une croissance extensive sur la base d'une planification hypercentralisée sur le mode soviétique. En outre cette structure au bénéfice des pouvoirs de Prague était perçue en Slovaquie comme brimant la diversité nationale – un sentiment dénoncé comme « nationaliste bourgeois » par le dirigeant conservateur Antonin Novotny. Dans la littérature (avec Milan Kundera ou Vaclav Havel), le cinéma

ou encore le journalisme (avec le nouveau directeur de la télévision Jiri Pelikan), de nombreux intellectuels militaient contre la censure.

Au plan économique, les réformes préconisées notamment par l'économiste Ota Sik, étaient comparables au « nouveau mécanisme économique » (NEM) alors impulsé en Hongrie par le régime Kadar : il recherchait une responsabilisation et des stimulants monétaires axés sur les directeurs d'entreprise. L'introduction de certains mécanismes de marché visant à améliorer la qualité et la diversité des productions ainsi que la productivité du travail signifiait notamment des augmentations de prix pour les biens de consommation, davantage d'inégalités en fonction des résultats et une plus grande insécurité d'emploi. La libéralisation politique et culturelle alors prônée par l'aile réformatrice visait à « faire passer » les mesures économiques dont l'impopularité était exploitée par l'aile conservatrice. Les réformes prônées ne remettaient pas en cause le parti unique mais elles séparaient les organes du parti et de l'Etat, assouplissaient la planification, introduisaient des libertés culturelles et religieuses. Stimulée par ces réformes, l'explosion des mouvements (politiques, sociaux et culturels) d'en bas que l'on appela Printemps de Prague ouvrait une dynamique que les partis frères inquiets et le Kremlin en premier lieu, allaient juger incontrôlable...

L'impact du mouvement était sans précédent, marqué par son époque. Les rencontres internationales de jeunes communistes dans les festivals organisés à Moscou au cours des années 1960 et de premiers voyages à l'Occident avaient permis bien des ouvertures intellectuelles et culturelles et de nouer des contacts... Andreï Gratchev alors âgé de 27 ans, représentait l'URSS en 1968 à la direction de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique, basée à Budapest. Il rappela lors du trentième anniversaire de cet événement dans un entretien au *Nouvel Observateur* (semaine du 20 août 1998) : « Je suis allé à Prague en mai. C'était, dit-il, Woodstock en territoire socialiste : les beatniks sur la place de l'hôtel de ville, le soleil, des délégations venues de tous les coins du monde, un bouillonnement de pensée permanent. Nous étions dans un pays frère, mais ce pays était une île de liberté. Nous n'avions jamais vécu cela et tout cela, pourtant, se passait en territoire socialiste : nous étions ivres du Printemps ». Les premiers liens noués nourrissaient bien des débats...

Liens diffus avec les luttes d'Amérique latine, avec le Mai 68 français, avec le juin 1968 de Belgrade, avec la « lettre ouverte au Parti ouvrier polonais » de Kuron et Modzelevski [1969, Paris] qui leur avait valu de premières années de prison, sans les empêcher de participer, à nouveau en 1968, aux luttes étudiantes de Varsovie réprimées sur des bases antisémites. Cette même année 1968, en Hongrie, Miklos Haraszti avait été renvoyé de la faculté de sociologie pour « gauchisme ». Cette année-là, encore, l'ex-général de l'Armée rouge Piotr

Grigorenko incitait les Tatars à se mobiliser de façon indépendante du pouvoir pour reconquérir la République autonome socialiste de Crimée, et les funérailles du vieux bolchevik Alexis Kosterine se transformaient en un meeting de l'opposition de gauche dont les textes sont publiés en *Samizdat*. On y entendit notamment pour slogans : « Bas les pattes devant la Tchécoslovaquie ! liberté aux détenus politiques ! Léninisme oui ! Stalinisme, non ! »...

Dans le contexte de « cette époque » l'ivresse du Printemps de Prague risquait fort d'être contagieuse. C'est pourquoi elle fut intolérable à Moscou. L'intervention des troupes du Pacte de Varsovie, sous le pouvoir de Brejnev, avait les mêmes motifs qu'en 1956. Mais le contexte et les effets étaient différents, au plan interne et international. La tentative de normalisation politique se traduisit d'abord par des centaines de milliers de militants communistes expulsés du parti – dont une partie choisirent de se réfugier auprès du Parti « eurocommuniste » italien, d'autres en France où pour la première fois le PCF dénonça l'intervention soviétique. Aucun des grands partis communistes occidentaux ne soutint cette fois la façon dont le Kremlin prétendait « défendre le socialisme »...

Et en Tchécoslovaquie même, l'occupation soviétique radicalisa un Automne marqué par l'écllosion de comités de grèves dans les entreprises et les universités, et le début de jonction entre eux. Un Mouvement de la jeunesse révolutionnaire tchécoslovaque fut lancé dont le Manifeste exprimait l'exigence d'une « société socialiste débarrassée de la bureaucratie et fondée sur les conseils ouvriers ». La répression tomba interdisant toute organisation autonome et emprisonnant une première fois Petr Uhl soutenant ce mouvement, pour soi-disant « complot trotskiste ».

En 1977 résistant à la « normalisation » soviétique, des intellectuels de diverses sensibilités politiques, la plupart d'entre eux licenciés pour raison politique, lancèrent à Prague la Charte 77 agissant au grand jour en défense des libertés, puis le VONS – Comité de défense des personnes injustement poursuivies –, impulsé notamment par Petr Uhl... ce qui lui valut de nouvelles années d'emprisonnement...

1 Ce texte reprend des éléments de l'article de l'auteur consacré aux pays de l'Est publié dans Antoine Artous, Didier Epsztajn et Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008.

## Du Juin 1968 yougoslave aux impasses du titisme

*On connaît peu l'effervescence sociale et politique de 1968 en Yougoslavie. Et pourtant, ce fut l'apogée de l'impact stimulant produit dans les consciences par la double rupture (avec le capitalisme puis avec le Kremlin stalinisé)... La crise du « socialisme autogestionnaire », manifeste au long des années 1980 avant la décomposition dramatique du système, est incompréhensible sans un retour sur cette bifurcation des années 1960-1970 : le régime titiste, tout en dénonçant l'intervention soviétique à Prague et en accordant des droits sociaux et nationaux étendus, brisa l'autonomie de tout mouvement d'en bas...*

**Nulle part ailleurs, dans les régimes se réclamant du socialisme**, le Mai 68 français et les luttes anti-impérialistes des années 1960 n'ont été, comme en Yougoslavie, en phase avec les aspirations de la jeunesse. Ceux qui avaient 20 ans en 1968 baignaient encore dans l'histoire vivante des parents qui avaient fait ou connu la révolution ; et ils étaient capables de tempérer les versions roses et les cultes de l'histoire officielle, en alimentant leur propre radicalisation des vents contestataires mondiaux...

Il faut rappeler ce que fut la différence spécifique du régime titiste pour mesurer l'importance de ces années-là.

### **Du schisme Tito-Staline à une réconciliation ambiguë<sup>1</sup>**

Le schisme avait éclaté en 1948 apparemment dans un ciel serein : Tito ne s'était-il pas proclamé « premier stalinien » ? Et les dirigeants du Parti communiste yougoslave avaient dénoncé voire réprimé, jusque dans les ultimes tentatives de conciliation avec Moscou en 1948, toute critique « trotskiste » de l'URSS. Ils avaient recherché ce faisant l'aide matérielle du grand arrière soviétique, tout en résistant à ses orientations avant, pendant et après la guerre, et avaient pris le pouvoir sur la base d'une révolution rompant avec l'ordre de Yalta. Tito n'était pas un « homme du Kremlin ». Ayant organisé les Brigades internationales en Espagne et constaté la disparition d'anciens brigadistes dans

les geôles de Moscou, il s'en défiait. Par ailleurs, bien des cadres du PCY, dont lui-même, avaient connu les prisons de la dictature sous la première Yougoslavie (née après la première guerre mondiale) dominée par la royauté serbe : après les premières élections où il avait acquis un grand nombre d'élus, le Parti communiste yougoslave (PCY) avait été interdit. Il aurait été suicidaire pour lui de s'allier, comme le préconisaient les Alliés, avec les Tchétzniks résistants anti-fascistes à dominante nationaliste serbe et anti-communistes, prônant le retour au pouvoir de cette monarchie. Le Kremlin cherchait, quant à lui, à élargir sa sphère d'influence en soumettant les luttes anti-fascistes aux logiques de sa diplomatie. Il s'inscrivit en grande puissance dans le partage du monde décidé à Yalta, où la Yougoslavie « devait » rester une monarchie « occidentale », avec des strapontins pour le PC, de même que la Grèce « devait » rester dans cette « sphère » d'influence.

Les communistes yougoslaves n'obéirent pas à cette ligne, ni sur le terrain, ni dans leurs liens avec les autres forces de résistance dans les Balkans.

Les Partisans et l'Armée populaire de libération forte de quelque 500 000 combattants dont l'état-major était communiste, organisèrent des organes de pouvoir sur tous les territoires libérés, sur des bases préfigurant la future fédération. Ces Comités de libération nationale distribuaient la terre aux paysans et annulaient les dettes des populations paupérisées. Les délégués de ces Comités, réunis en 1943 lors de la conférence du Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (AVNOI) proclamèrent la nouvelle Yougoslavie sur des bases fédératives, en rejetant explicitement la monarchie, contre les choix des Alliés. Dans la course de vitesse entre l'Armée Rouge et l'Armée populaire yougoslave pour entrer le premier dans Belgrade libérée, le Kremlin fut battu.

Parallèlement, les rencontres des dirigeants communistes de toute la région (de la Bulgarie à la Hongrie en passant par la Roumanie, l'Albanie et la Grèce) avec ceux du PCY, préparaient des projets de confédération balkanique non subordonnés aux vues et au contrôle du Kremlin.

Les objectifs de « l'excommunication » par Staline de la Yougoslavie titiste étaient donc d'isoler un régime dont l'indépendance risquait de faire tache d'huile, capable de contester l'hégémonie soviétique sur le mouvement communiste mondial parce qu'il avait une réelle base de masse portée par une révolution.

L'excommunication signifia l'arrêt de toute aide des pays frères contre un régime taxé d'espion « pro-impérialiste ». Elle s'accompagna d'une vague de procès staliniens assortis de purges et pendaisons ou emprisonnements impulsés par le Kremlin contre tous les « titistes » réels ou présumés des PC d'Europe de l'Est et au-delà entre 1948 et 1954 notamment en Pologne

(W. Gomulka), Hongrie (L. Rajk) et Tchécoslovaquie (A. London et R. Slansky). Les PC occidentaux s'alignèrent sur les thèses de Moscou.

Milovan Djilas, dirigeant du PCY en 1948, sans citer les analyses trotskistes, fournit après la rupture avec Staline une interprétation du comportement du Kremlin, reprenant substantiellement la thèse de la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe. Il soulignait comment la situation de « forteresse assiégée » et d'isolement de la révolution d'Octobre avait favorisé l'étatisation du régime et sa transformation en grande puissance essayant d'imposer son hégémonie aux partis frères.

Mais les pratiques répressives du parti unique yougoslave persistèrent, cette fois-ci retournées notamment contre les... partisans du Kremlin (comme l'illustre le film d'Emir Kusturica *Papa est en voyage d'affaires*) et bientôt contre Milovan Djilas quand celui-ci développa sa thèse de la « nouvelle classe » bureaucratique en l'appliquant au titisme.

La mort de Staline ouvrit une nouvelle phase, où le Kremlin chercha à régner autrement. En 1955, Khrouchtchev vint à Belgrade s'excuser aux yeux du monde entier des calomnies, à la veille du XXe congrès du PCUS qui dénonça les crimes staliniens<sup>2</sup>. Une déclaration de respect mutuel fut signée. Mais, quelques mois plus tard, Moscou envoya ses tanks contre les « débordements » de la révolution hongroise de 1956, en ayant obtenu l'assentiment des PC de la région, y inclus yougoslave : comme en 1948, les dirigeants titistes espéraient conserver l'aide soviétique en évitant une critique frontale. Mais le PCY, tirant les conséquences d'un interventionnisme soviétique désormais perçu comme un danger permanent, avec ou sans Staline, s'efforça de consolider son autonomie et sa légitimité internationale et intérieure. L'organe de l'agence yougoslave d'information, *Les Nouvelles yougoslaves* n° 222 du 10 juillet 1958 protesta contre l'exécution du dirigeant hongrois Imre Nagy et dénonça le non respect des accords de 1955 soviéto-yougoslaves de collaboration et respect mutuel. Entre 1956 et 1961, Tito prit la tête du Mouvement des non-alignés résistant au monde bi-polaire, alors que s'élargissaient au plan intérieur des marges de libéralisme réformiste. Le nouveau programme du PCY proclama comme universelle la « voie autogestionnaire au socialisme » ; et le premier congrès de l'autogestion fut convoqué pour 1957. Rien de tout cela n'était tolérable par le Kremlin qui lança une nouvelle campagne calomniatrice sans avoir les moyens d'une intervention contre un régime très populaire.

### **Impact et limites intérieures d'une rupture...**

L'introduction de l'autogestion après la rupture avec Staline dès 1950, avait aboli le statut de salarié en donnant aux travailleurs un droit de gestion de leurs entreprises. Le but des dirigeants communistes yougoslaves avait été de

consolider les soutiens ouvriers et intellectuels du régime au plan intérieur et international en se différenciant de l'étatisme soviétique dénoncé. Ce faisant ils s'étaient réclamé de Marx et de la Commune de Paris contre Staline, ouvrant des marges importantes de participation des travailleurs et intellectuels à des responsabilités, au moins dans le cadre de leur unité de travail. Ceci allait aussi élargir la réflexion critique sur le « modèle soviétique ».

Lors du premier congrès de l'autogestion organisé en 1957 pour résister au nouvel interventionnisme soviétique, sur quelque 1700 délégués, plus de 60 % étaient des ouvriers en poste – et 80 % étaient peu qualifiés. Et dans les années 1960, l'autogestion était désormais perçue comme un droit et un idéal à atteindre pour réaliser la pleine responsabilité des individus dans toutes les sphères de la société. Le maintien d'une planification, même assouplie, sous contrôle d'instances fédérales était source de conflits à la fois avec les organes d'autogestion et entre les républiques.

Le « socialisme de marché » introduit en 1965 démantela le plan en augmentant les droits de gestion reconnus aux travailleurs (droits d'embauche et de licenciement, droit de gestion de divers fonds) au sein des entreprises. La réforme avait également reflété les pressions émanant des républiques riches en faveur d'une décentralisation économique et politique croissante.

L'extension du marché fut dénoncée par la gauche marxiste comme une réponse illusoire et piégée à l'étouffement réel de l'autogestion par le système de planification en vigueur, au lieu d'œuvrer à sa démocratisation réelle. Mais la légitimation idéologique et légale des mesures introduites restait la propriété sociale autogérée. Et cela-même allait en faciliter la contestation.

Tout au long des années 1960, des rencontres internationales impulsées régulièrement par la revue marxiste *Praxis* avaient réuni les intellectuels de la « nouvelle gauche » internationale, en marge des PC – notamment Tariq Ali, Livio Maitan, Ernest Mandel... La Yougoslavie était un pays ouvert à tous les vents. Et dans les années 1960, soufflait dans le monde un vent de résistance à tous les rapports de domination. La facilité de voyager sans visa vers l'Europe occidentale (réciproque vers la Yougoslavie) avait certes été pour le régime un moyen d'éponger la montée du chômage associée à l'extension des réformes de marché depuis le milieu des années 1960. Mais elle signifiait aussi une liberté précieuse d'information et de pensée. On pouvait acheter les oeuvres d'Ernest Mandel ou de Trotsky dans les librairies car les éditions autogérées avaient résisté aux tentatives de censure. Et sur les stands des assemblées générales étudiantes en juin 1968 à Belgrade, on trouvait les brochures « Rouge » (du nom de l'hebdomadaire de la Ligue communiste, en France) publiées par Maspero.

### Les contestations d'en bas...

Les réformes du « socialisme de marché » depuis le milieu de la décennie produisaient des débats et polarisations (avec davantage d'ouverture au marché dans les républiques riches, Slovénie et Croatie, bénéficiant de la décentralisation). La gauche marxiste dénonçait la perte de substance des droits d'autogestion dans l'horizon étroit des entreprises mises en concurrence par le marché. Elle critiquait la pression de critères de rentabilité contraires au principe de revenus selon le travail, ainsi que l'autonomisation rampante des directions d'entreprises et des banques depuis la dissolution des fonds planifiés. La montée des grèves illustrait ces processus.

C'est donc sous l'influence des résistances sociales et analyses de la gauche marxiste que le mouvement étudiant revendiquait en 1968 l'« Autogestion de bas en haut ! », une planification autogestionnaire et la représentation politique des organes d'autogestion à l'échelle fédérale dans des chambres *ad hoc*. Les « privatisations frauduleuses » étaient dénoncées, derrière les « entreprises de groupes de citoyens », l'accroissement des inégalités et l'autonomisation des instances de gestion technocratique et financière<sup>3</sup>.

Le bureaucratisme et le parti unique, y inclus le culte de Tito, suscitaient des réactions critiques et caustiques chez les jeunes – dont témoignaient les journaux, notamment en Slovénie. Mais les idéaux socialistes n'étaient pas discrédités et la solidarité avec les peuples en lutte contre l'impérialisme était réelle, notamment dans la jeunesse. Les jeunes Yougoslaves radicalisés baignaient dans la contre-culture, brandissaient les posters de Che Guevara et les campus de Serbie étaient badigeonnés de slogans solidaires avec les guérillas d'Amérique latine ; certains demandaient même l'envoi de brigades internationales pour soutenir la résistance des Vietnamiens contre l'impérialisme américain.

Contre la bureaucratisation du parti unique et des organisations de masse qui lui étaient subordonnées, les dirigeants du mouvement étudiant impulsèrent une organisation autonome... Relayant les grèves ouvrières, les jeunes dénonçaient les inégalités sociales et la « bourgeoisie rouge ! ». Les syndicats commençaient à s'autonomiser – et le syndicaliste Neca Jovanov entreprenait une enquête officielle pour les syndicats sur les grèves ouvrières depuis 1958<sup>4</sup>. Parallèlement, au Kosovo, province de Serbie, les Albanais qui représentaient 80 % de sa population, s'emparaient des premières marges de décentralisation économique et institutionnelle du système introduites en 1965 pour revendiquer en 1968 l'égalité en droit avec les peuples slaves constituant la fédération, assortie d'un statut de république pour la province.

Ces mouvements trouvaient peu de relais internationaux car ils exprimaient une contestation au sein d'un régime titiste « à part » dans le monde communiste : beaucoup de ceux qui critiquaient l'URSS tout en se disant

socialistes se tournaient vers le régime yougoslave idéalisé, se défiant de ses contestataires...

Le mouvement en cours en Tchécoslovaquie avait au contraire un impact mondial parce qu'il surgissait en plein têt du « camp soviétique », d'une part ; mais d'autre part, étant impulsé par une aile réformatrice du parti dirigeant il avait une tout autre ampleur au plan national.

L'intervention soviétique contre le Printemps de Prague occulta ce qui se passait en Yougoslavie, de par son importance ; mais aussi parce que, dans un pays qui avait déjà subi les agressions staliniennes, le régime titiste s'en empara pour opérer, à sa façon, une discrète reprise en main.

### **L'instrumentalisation du « danger soviétique » par la direction titiste**

Le régime titiste choisit cette fois, contrairement à 1956, de dénoncer l'intervention impulsée par le Kremlin. Mais confronté aux grèves qui tendaient à converger avec les frondes de l'intelligentsia et des jeunes, il se servit en fait de l'interventionnisme soviétique, sur deux plans.

D'une part, il appela la population à resserrer les rangs contre un pseudo risque externe – plaçant ses opposants en porte-à-faux, ce qui lui permit de les différencier et réprimer sélectivement. C'est à cette époque que fut introduit un système de « défense populaire » doublant l'armée officielle. Le régime proclama de façon grandiloquente le droit et devoir de résistance populaire armée contre une agression extérieure, assorti d'exercices de mobilisations pratiques. Tous les habitants adultes, hommes et femmes, furent associés à des casernes où « leurs » armes étaient en dépôt, dans chaque république. Les dirigeants des mouvements contestataires furent écartés de ces exercices de mobilisation, stigmatisés en quelque sorte comme des individus irresponsables sur lesquels on ne pouvait s'appuyer pour défendre le pays et ses acquis...

Tito fit l'éloge des aspirations socialistes exprimées par les jeunes... Mais les leaders furent emprisonnés. Les enseignants de *Praxis*, tenus pour responsables des débordements des jeunes furent interdits de tout enseignement (après une résistance des structures d'autogestion universitaires pendant plusieurs années). Ils conservèrent leurs emplois de chercheurs, mais la revue *Praxis* et les conférences de Korcula furent interdites.

Parallèlement, le régime titiste s'empara de la dénonciation de l'intervention soviétique faite également par l'Albanie d'Enver Hodja pour établir des liens culturels avec ce voisin et tenter de calmer le jeu avec les Albanais du Kosovo : les amendements constitutionnels allaient modifier le statut de la province pendant que l'université de Pristina s'ouvrait à l'enseignement en albanais, faisant appel à des enseignants d'Albanie.

Globalement : en reprenant les thèmes des contestataires, Tito lança une mini « révolution culturelle » anti-bureaucratique au début des années 1970, donnant en quelque sorte raison aux dénonciations contre la « bourgeoisie rouge » tout en ayant désamorcé tout mouvement autonome, et en excluant les contestataires.

Des amendements constitutionnels substantiels introduisirent des réformes qui concédaient en grande partie des droits revendiqués, tout en ayant réprimé les mouvements qui les avaient exprimés.

Comme la gauche marxiste l'avait proposé, le système bancaire fut resocialisé, subordonné aux entreprises autogérées. Contre les pouvoirs technocratiques, les grandes entreprises étaient divisées en « organes de base du travail associé » aux pouvoirs consolidés. Contre les mécanismes et critères marchands, une planification contractuelle autogestionnaire fut introduite ainsi qu'un système de délégations dans des Chambres de l'autogestion – mais au seul plan des républiques et provinces. Des « Communautés d'intérêt autogestionnaires » associèrent les usagers et travailleurs des services.

La nouvelle Constitution de 1974, œuvre d'Edouard Kardelj le théoricien slovène du régime, entérina tous ces changements, désarmant doublement la gauche marxiste : par la répression sélective et par l'institutionnalisation d'une partie de ses critiques confortant l'image internationale innovante du régime. De façon similaire, des concessions répondirent au mouvement croate qui en 1971 revendiquait au contraire plus de décentralisation marchande du commerce extérieur et le droit de garder les devises du commerce extérieur. Ces droits furent institutionnalisés après avoir réprimé les dirigeants du « printemps croate ».

Enfin, la nouvelle Constitution accentua l'aspect confédératif du système et donna au Kosovo un statut de quasi-république se rapprochant de ce que réclamaient les manifestations albanaises... réprimées en 1968 : le Kosovo était représenté comme les républiques et avec les mêmes droits dans les instances fédérales. La « clé ethnique » instituant une rotation annuelle de la présidence à chaque nation fut étendue aux Albanais. Mais ceux-ci ne devenaient pas pour autant un « peuple constituant » doté du droit d'autodétermination. Et le Kosovo restait formellement province de Serbie, bien que Belgrade n'ait un droit de regard sur sa gestion. Slobodan Milosevic « tranchera » ces ambiguïtés en 1989 en réintroduisant la subordination de la province à Belgrade, avec le soutien des instances fédérales.

Mais dans l'immédiat des années 1970, l'albanisation de la province se renforça et le taux de scolarisation universitaire des jeunes albanais fut un des plus élevés. Pour contrebalancer un tout éminemment conflictuel et fragile la Constitution consolida le rôle dirigeant du parti... Mais celui-ci s'était vidé de sa substance la

plus militante et critique – et il perdra au tournant des années 1980 les cadres issus de la révolution qui avaient joué des rôles d'arbitres des conflits, notamment Kardelj et Tito. Rongé par la corruption, le parti se différençia de plus en plus sur des bases nationalistes<sup>5</sup> puisque la confédéralisation du système élargissait les privilèges de pouvoir et de gestion économique de chaque république et province. Il n'y avait pas non plus de cadre fédéral donnant du poids à ce qui rapprochait les travailleurs autogestionnaires – puisque les Chambres *ad hoc* n'existaient qu'au plan communal et républicain/provincial – pas national.

La combinaison de droits décentralisés accrus et de répression favorisa donc la montée du chacun pour soi. La décennie 1970 fut donc marquée par un endettement généralisé et un creusement des écarts entre républiques accompagné de la multiplication des grèves atomisées.

Les chocs pétroliers puis, au tournant de 1980, la montée des taux d'intérêt sur les crédits externes, ajoutèrent des facteurs extérieurs d'endettement aux causes internes d'inefficacité se traduisant par une hyperinflation, les pressions du Fond monétaire international (FMI) et une paralysie institutionnelle. Le titisme ne fut donc pas le seul responsable de l'échec : les pressions soviétiques récurrentes puis celles du FMI et du nouvel ordre mondial dans les années 1980 ont pesé lourdement<sup>6</sup>. Mais en 1956 comme à la fin des années 1960, une résistance réelle du régime yougoslave à l'interventionnisme et au « modèle » soviétiques, soutenant et cherchant à étendre de façon internationaliste les aspirations socialistes autogestionnaires, aurait été populaire chez les pays frères et ailleurs dans le monde<sup>7</sup>. Les dirigeants yougoslaves n'ont pas fait ce choix-là. Ils avaient, dans la révolution puis dans les réformes autogestionnaires, pris appui sur (et stimulé) des aspirations populaires à une démocratie sociale et économique, reconnu la diversité nationale et accordé la dignité d'un statut rompant avec le salariat étatiste. Et ils n'auraient pas vaincu le fascisme et les politiques prônant des haines interethniques ni acquis la popularité qui remonte aujourd'hui dans la « yougosnostalgie », sans ces acquis et une élévation réelle de statut social et de niveau de vie, générale et continue jusqu'à la fin des années 1970. La capacité d'innovation réformiste notamment du dirigeant marxiste slovène Edouard Kardelj, en réponse aux tensions sociales et nationales endogènes, fut sans égale chez les pays frères. Mais elle fut marquée par une limite : la crainte du pluralisme politique. Or, dans le sens large de choix alternatifs, ce pluralisme et l'élaboration de critères et mécanismes de gestion des conflits explicitement débattus et acceptés, étaient essentiels pour donner aux choix autogestionnaires un horizon et une cohérence d'ensemble.

La bureaucratisation et le repli du chacun pour soi furent au contraire fatalement associés à la répression de tous les mouvements autonomes. Les réformes,

introduites et supprimées par en haut sans bilan par les intéressé-e-s, étaient de moins en moins « lisibles » et cohérentes, marquées par la répression préalable et la marginalisation des acteurs qui en avaient pourtant revendiqué le besoin... Alors qu'une certaine « communauté de destin », yougoslave, émergeait dans les années 1980, elle n'avait aucun moyen politique, syndical et institutionnel de se cristalliser et de trouver, de façon adéquate à ses valeurs, des solutions solidaires et internationalistes à ses conflits et contradictions. De cet échec il y a beaucoup à apprendre. A la condition de s'ouvrir à ses apports...

- 1 Lire notamment Milovan Djilas, *Une guerre dans la guerre*, Robert Laffont, 1979 et *Conversations avec Staline*, Gallimard 1962 ; Vladimir Dedijer *Le défi de Tito*, Gallimard, 1970 ; François Fejtö, *L' Histoire des démocraties populaires*, Le Seuil, 1952, 1992.
- 2 Cf. *La réconciliation soviéto-yougoslave 1954-1958 – Illusions et désillusions de Tito*, Pierre Maurer, DelVal, 1991.
- 3 J'analyse les diverses phases et mécanismes des réformes yougoslaves dans *Le marché contre l'autogestion, l'expérience yougoslave*, Ed. Publisud/LaBrèche, 1988 ; cf. également le *Cahier de l'IIRE* de 1992, « plan, marché et démocratie ».
- 4 Cette enquête portant sur les grèves ouvrières en RFSY entre 1958 et 1969 fut publiée à Belgrade en 1979 aux éditions Zapis.
- 5 Cf. *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves*, Olivier Ladislav Kubli, L'Harmattan, 1998
- 6 Pour l'analyse de la crise et de la décomposition du système et de la fédération depuis 1990, cf. le recueil *Yougoslavie : de la décomposition à l'Europe*, Edition du Cygne, 2008.
- 7 Cf. le chapitre consacré à l'Europe de l'Est dans Antoine Artois, Didier Epsztaïn et Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008.



## Michaël Löwy

Sociologue, CNRS

### Le romantisme révolutionnaire de Mai 68

*L'esprit de 68 est un cocktail explosif composé de divers ingrédients. Une de ses composantes – et pas la moindre – est le romantisme révolutionnaire, c'est-à-dire une protestation culturelle contre les fondements de la civilisation industrielle/capitaliste moderne, son productivisme et son consumérisme, et une association singulière, unique en son genre, entre subjectivité, désir et utopie – le « triangle conceptuel » qui définit, selon Luisa Passerini, 1968. Le Grand Refus de la modernisation capitaliste et de l'autoritarisme définit bien l'ethos politique et culturel de Mai 68 ainsi que, probablement, ses équivalents aux USA, Mexique, Italie, Allemagne, Brésil et ailleurs.*

**L'esprit de 68 est un puissant breuvage, un mélange épicé et enivrant**, un cocktail explosif composé de divers ingrédients. Une de ses composantes – et pas la moindre – est le *romantisme révolutionnaire*, c'est-à-dire une protestation culturelle contre les fondements de la civilisation industrielle/capitaliste moderne, son productivisme et son consumérisme, et une association singulière, unique en son genre, entre subjectivité, désir et utopie – le « triangle conceptuel » qui définit, selon Luisa Passerini, 1968.<sup>1</sup>

Le romantisme n'est pas seulement une école littéraire du début du XIX<sup>e</sup> siècle – comme on peut encore lire dans nombre de manuels – mais une des principales formes de la culture moderne. En tant que structure sensible et vision du monde, il se manifeste dans toutes les sphères de la vie culturelle – littérature, poésie, art, musique, religion, philosophie, idées politiques, anthropologie, historiographie et les autres sciences sociales. Il surgit vers la moitié du XVIII<sup>e</sup> – on peut considérer Jean-Jacques Rousseau comme « le premier des romantiques » –, court à travers la *Frühromantik* allemande, Hölderlin, Chateaubriand, Hugo, les préraphaélites anglais, William Morris, le symbolisme, le surréalisme et le situationnisme, et il est encore avec nous au début du XXI<sup>e</sup>. On peut le définir comme une révolte contre la société capitaliste moderne, au nom de valeurs sociales et culturelles du passé, pré-modernes, et une protestation contre le désenchantement moderne du monde, la dissolution individualiste/compétitive des communautés humaines, et le triomphe de la mécanisation, mercantilisation, réification et quantification. Déchiré entre sa nostalgie du passé et ses rêves d'avenir, il peut prendre des formes régressives et réactionnaires, proposant un retour aux

formes de vie pré-capitalistes, ou une forme révolutionnaire/utopique, qui ne prône pas un *retour* mais un *détour* par le passé vers le futur ; dans ce cas, la nostalgie du paradis perdu est investie dans l'espérance d'une nouvelle société.<sup>2</sup>

Parmi les auteurs les plus admirés par la génération rebelle des années 1960 on peut trouver quatre penseurs qui appartiennent, sans aucun doute, à la tradition romantique révolutionnaire, et qui ont tenté, comme les surréalistes une génération plus tôt, de combiner – chacun à sa façon, individuelle et singulière – la critique marxiste et la critique romantique de la civilisation : Henri Lefebvre, Guy Debord, Herbert Marcuse et Ernst Bloch. Tandis que les deux premiers avaient la sympathie des rebelles français, le troisième était mieux connu aux USA, et le dernier surtout en Allemagne. Bien entendu, la plupart des jeunes qui ont pris les rues à Berkeley, Berlin, Milan, Paris ou Mexico n'ont jamais lu ces philosophes, mais leurs idées étaient diffusées, de mille et une manières, dans les tracts et les mots d'ordre du mouvement. Cela vaut notamment, en France, pour Debord et ses amis situationnistes, auxquels l'imaginaire de Mai 68 doit quelques uns de ses rêves le plus audacieux, et quelques-unes de ses formules les plus frappantes (« L'imagination au pouvoir »). Cependant, ce n'est pas « l'influence » de ces penseurs qui explique l'esprit de 68, mais plutôt le contraire : la jeunesse rebelle cherchait des auteurs qui pourraient fournir des idées et des arguments pour leur protestation et pour leurs désirs. Entre eux et le mouvement il y a eu, au cours des années 1960 et 1970, une sorte d'« affinité élective » culturelle : ils se sont découverts l'un l'autre, et se sont influencés mutuellement, dans un processus de reconnaissance réciproque.<sup>3</sup>

Dans son remarquable livre sur Mai 68, Daniel Singer a parfaitement capturé la signification des « événements » : « Ce fut une rébellion totale, mettant en question non pas tel ou tel aspect de la société existante, mais ses buts et ses moyens. Il s'agissait d'une révolte mentale contre l'état industriel existant, aussi bien contre sa structure capitaliste que contre le type de société de consommation qu'il a créé. Cela allait de pair avec une répugnance frappante envers tout ce qui venait d'en haut, contre le centralisme, l'autorité, l'«ordre hiérarchique» ».<sup>4</sup> Le *Grand Refus* – expression que Marcuse a emprunté à Maurice Blanchot – de la modernisation capitaliste et de l'autoritarisme, définit bien l'ethos politique et culturel de Mai 68 ainsi que, probablement, de ses équivalents aux USA, Mexique, Italie, Allemagne, Brésil, et ailleurs.

Il faut souligner que ces mouvements *n'ont pas* été motivés par une quelconque crise de l'économie capitaliste : au contraire, c'était l'époque dite des « trente glorieuses » (1945-1975), des années de croissance et prospérité capitaliste. Ceci est important pour éviter le piège d'attendre des révoltes anti-capitalistes seulement – ou surtout – comme résultat d'une récession ou d'une crise plus ou moins catastrophique de l'économie : il n'y a pas de corrélation

directe entre les hauts et les bas de la Bourse et la montée ou le déclin des luttes – ou des révolutions – anticapitalistes! Croire le contraire serait une régression vers le type de « marxisme » économiciste qui prédominait dans les Deuxième et Troisième Internationales.

Je limiterai mes commentaires au cas français, que je connais mieux. Si vous prenez, par exemple, le célèbre tract distribué, en Mars 68, par Daniel Cohn-Bendit et ses amis, « Pourquoi des sociologues ? », on trouve le rejet le plus explicite de tout ce qui se présente sous le label de « modernisation » ; celle-ci est identifiée comme n'étant pas autre chose que la planification, rationalisation et production de biens de consommation selon les besoins du capitalisme organisé. Des diatribes analogues contre la techno-bureaucratie industrielle, l'idéologie du progrès et de la rentabilité, les impératifs économiques et les « lois de la science » sont présentes dans beaucoup de documents de l'époque. Le sociologue Alain Touraine, un observateur distancé du mouvement, rend compte, en utilisant des concepts de Marcuse, de cet aspect de Mai 68 : « La révolte contre "l'unidimensionalité" de la société industrielle gérée par les appareils économiques et politiques ne peut pas éclater sans comporter des aspects "négatifs", c'est-à-dire sans opposer l'expression immédiate des désirs aux contraintes, qui se donnaient pour naturelles, de la croissance et de la modernisation ».<sup>5</sup> A cela il faut ajouter la protestation contre les guerres impérialistes et/ou coloniales, et une puissante vague de sympathie – non sans illusions « romantiques » – envers les mouvements de libération des pays opprimés du Tiers-monde. Enfin, *last but not least*, chez beaucoup de ces jeunes militants, une profonde méfiance envers le modèle soviétique, considéré comme un système autoritaire/bureaucratique, et, pour certains, comme une variante du même paradigme de production et consommation de l'Occident capitaliste.

L'esprit romantique de Mai 68 n'est pas composé seulement de « négativité », de révolte contre un système économique, social et politique, considéré comme inhumain, intolérable, oppresseur et philistin, ou d'actes de protestation tels que l'incendie des voitures, ces symboles méprisés de la mercantilisation capitaliste et de l'individualisme possessif.<sup>6</sup> Il est aussi chargé d'espairs utopiques, de rêves libertaires et surréalistes, d'« explosions de subjectivité » (Luisa Passerini), bref, de ce que Ernst Bloch appelait *Wunschbilder*, « images-désir », qui sont non seulement projetées dans un avenir possible, une société émancipée, sans aliénation, réification ou oppression (sociale ou de genre), mais aussi immédiatement expérimentées dans différentes formes de pratique sociale : le mouvement révolutionnaire comme fête collective et comme création collective de nouvelles formes d'organisation ; la tentative d'inventer des communautés humaines libres et égalitaires, l'affirmation partagée de sa subjectivité (surtout parmi les féministes) ; la découverte de nouvelles méthodes

de création artistique, depuis les posters subversifs et irrévérents, jusqu'aux inscriptions poétiques et ironiques sur les murs.

La revendication du droit à la subjectivité était inséparablement liée à l'impulsion anticapitaliste radicale qui traversait, d'un bout à l'autre, l'esprit de Mai 68. Cette dimension ne doit pas être sous-estimée : elle a permis la – fragile – alliance entre les étudiants, les divers *groupuscules* marxistes ou libertaires et les syndicalistes qui ont organisé – malgré leurs directions bureaucratiques – la plus grande grève générale de l'histoire de France.

Dans leur important ouvrage sur « le nouvel esprit du capitalisme », Luc Boltanski et Eve Chiapello distinguent deux types – au sens wébérien du terme – de critique anticapitaliste – chacune avec sa combinatoire complexe d'émotions, de sentiments subjectifs, d'indignations et d'analyses théoriques – qui d'une façon ou d'une autre ont convergé en Mai 68 : I) la *critique sociale*, développée par le mouvement ouvrier traditionnel, qui dénonce l'exploitation des travailleurs, la misère des classes dominées, et l'égoïsme de l'oligarchie bourgeoise qui confisque les fruits du progrès ; II) la *critique artiste*, qui porte sur des valeurs et des options de base du capitalisme, et qui dénonce, au nom de la liberté, un système qui produit aliénation et oppression.<sup>7</sup>

Examinons de plus près ce que Boltanski et Chiapello comprennent sous le concept de *critique artiste* du capitalisme : une critique du désenchantement, de l'inauthenticité et de la misère de la vie quotidienne, de la déshumanisation du monde par la technocratie, de la perte d'autonomie, enfin, de l'autoritarisme oppressif des pouvoirs hiérarchiques. Plutôt que de libérer les potentialités humaines pour l'autonomie, l'auto-organisation et la créativité, le capitalisme soumet les individus à la « cage d'acier » de la rationalité instrumentale, et de la marchandisation du monde. Les formes d'expression de cette critique sont empruntées au répertoire de la fête, du jeu, de la poésie, de la libération de la parole, tandis que son langage est inspiré par Marx, Freud, Nietzsche et le surréalisme. Elle est anti-moderne dans la mesure où elle insiste sur le désenchantement, et moderniste quand elle met l'accent sur la libération. On peut trouver ses idées déjà dans les années 1950 dans des petits « groupes d'avant-garde » artistique et politique – comme « Socialisme ou Barbarie » (Cornélius Castoriadis, Claude Lefort) ou le situationnisme (Guy Debord, Raoul Vaneigem) – avant qu'elles n'explorent au grand jour dans la révolte étudiante en 68.<sup>8</sup>

En fait, ce que Boltanski et Chiapello appellent « critique artiste » est fondamentalement le même phénomène que je désigne comme critique *romantique* du capitalisme. La principale différence c'est que les deux sociologues tentent de l'expliquer par « un mode de vie bohème », par les sentiments d'artistes et de dandys, formulés de façon exemplaire dans les écrits de Baudelaire.<sup>9</sup> Cela me semble une approche bien trop étroite : ce que j'appelle romantisme anti-

capitaliste est non seulement plus ancien, mais a une base sociale beaucoup plus ample. Il est implanté non seulement chez les artistes, mais entre intellectuels, étudiants, femmes, et toutes sortes de groupes sociaux dont le style de vie et la culture sont négativement affectés par la processus destructeur de la modernisation capitaliste.

L'autre aspect problématique de l'essai, par ailleurs remarquable par la richesse de ses propositions, de Boltanski et Chiapello, est leur tentative de démontrer que, au cours des dernières décennies, la *critique artiste*, en se séparant de la critique sociale, a été intégrée et récupérée par le nouvel esprit du capitalisme, par son nouveau style de management, fondé sur les principes de flexibilité et liberté, qui propose une plus grande autonomie dans le travail, plus de créativité, moins de discipline, et moins d'autoritarisme. Une nouvelle élite sociale, souvent active au cours des années 1960 et attirée par la *critique artiste*, a rompu avec la critique sociale du capitalisme – considérée comme « archaïque » et associée à la vieille gauche communiste – et a adhéré au système, en occupant des places dirigeantes.<sup>10</sup>

Bien sûr, il y a beaucoup de vrai dans ce tableau, mais plutôt qu'une continuité lisse et sans heurts entre les rebelles de 68 et les nouveaux managers, ou entre les désirs et les utopies de Mai et la dernière idéologie capitaliste, je vois une profonde rupture éthique et politique – parfois dans la vie du même individu. Ce qui a été perdu dans ce processus, cette métamorphose, ce n'est pas un détail, mais l'essentiel : l'*anti-capitalisme*... Une fois dépouillée de son contenu anticapitaliste propre – différent de celui de la critique sociale –, la critique *artiste* ou romantique cesse d'exister en tant que telle, perd toute signification et devient un simple ornement. Bien entendu, l'idéologie capitaliste peut intégrer des éléments « artistes » ou « romantiques » dans son discours, mais ils ont été préalablement vidés de tout contenu social significatif pour devenir une forme de publicité. Il y a peu en commun entre la nouvelle « flexibilité » industrielle et les rêves utopiques libertaires de 68. Parler, comme le font Boltanski et Chiapello, d'un « capitalisme gauchiste »<sup>11</sup>, me semble un pur contresens, une *contradictio in adjecto*.

Quel est donc l'héritage de 68 aujourd'hui ? On peut être d'accord avec Perry Anderson que le mouvement a été durablement vaincu, que plusieurs de ses participants et dirigeants sont devenus conformistes, et que le capitalisme – dans sa forme néo-libérale – est devenu au cours des années 1980 et 1990 non seulement triomphant, mais comme le seul horizon du possible.<sup>12</sup> Mais il me semble que nous assistons, au cours des dernières années, à l'essor, à l'échelle planétaire, d'un nouveau et vaste mouvement social, avec une forte composante anticapitaliste. Bien sûr, l'histoire ne se répète jamais, et il serait aussi vain qu'absurde d'attendre un « nouveau Mai 68 » à Paris ou ailleurs : chaque nouvelle génération rebelle invente sa propre et singulière combinatoire de désirs, utopies et subjectivités.

La mobilisation internationale contre la globalisation néo-libérale, inspirée par le principe que « le monde n'est pas une marchandise », qui a pris les rues à Seattle, Prague, Porto Alegre, Gênes est – inévitablement – très différente des mouvements des années 1960. Elle est loin d'être homogène : tandis que ses participants les plus modérés ou pragmatiques croient encore dans la possibilité de réguler le système, une large section du « mouvement des mouvements » est ouvertement anticapitaliste, et dans ses protestations on peut trouver, comme en 68, une fusion unique entre les critique romantique et marxiste de l'ordre capitaliste, de ses injustices sociales et de son avidité mercantile. On peut certes percevoir certaines analogies avec les années 1960 – la puissante tendance anti-autoritaire, ou libertaire – mais aussi des différences importantes : l'écologie et le féminisme, qui étaient encore naissants en Mai 68, sont maintenant des composantes centrales de la nouvelle culture radicale, tandis que les illusions sur le « socialisme réellement existant » – qu'il soit soviétique ou chinois – ont pratiquement disparu.

Ce mouvement ne fait que commencer, et il est impossible de prévoir comment il se développera, mais il a déjà changé le climat intellectuel et politique dans certains pays. Il est réaliste, c'est-à-dire qu'il demande l'impossible<sup>13</sup>...

- 1 L. Passerini, « "Utopia" and Desire », *Thesis Eleven*, n° 68, February 2002, pp. 12-22.
- 2 Voir à ce sujet mon livre, avec Robert Sayre, *Révolte et Mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*, Paris, Payot, 1992.
- 3 Je renvoie à l'analyse du concept d'affinité élective dans mon livre *Rédemption et Utopie. Le Judaïsme libertaire en Europe centrale, une étude d'affinité élective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986.
- 4 Daniel Singer, *Prelude to Revolution. France in May 1968*, New York, Hill and Wang, 1970, p. 21.
- 5 Alain Touraine, *Le Mouvement de Mai ou le Communisme utopique*, Paris, Seuil, 1969, p. 224. Voir aussi l'intéressant article de Andrew Feenberg, « Remembering the May events », *Theory and Society*, n° 6, 1978.
- 6 Voici ce qu'écrivait Henri Lefebvre dans un livre publié en 1967 : « Dans cette société où la chose a plus d'importance que l'homme, il y a un objet roi, un objet-pilote : l'automobile. Notre société, dite

- industrielle, ou technicienne, possède ce symbole, chose dotée de prestige et de pouvoir. (...) la bagnole est un instrument incomparable et peut-être irrémédiable, dans les pays néo-capitalistes, de déculuration, de destruction par le dedans du monde civilisé » ; H. Lefebvre, *Contre les technocrates*, 1967, réédité en 1971 sous le titre *Vers le cyberanthrope*, Paris, Denoël, p. 14.
- 7 Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 244-245.
  - 8 *Ibid.*, pp. 245-246, 86.
  - 9 *Ibid.*, pp. 83-84.
  - 10 *Ibid.*, pp. 283-287.
  - 11 *Ibid.*, p. 290.
  - 12 Je me réfère aux interventions orales de P. Anderson lors de débats à l'occasion d'un séminaire sur Mai 68 à Florence, qui a donné lieu à la publication d'un numéro de la revue *Thesis Eleven*.
  - 13 Article d'abord paru en anglais dans *Thesis Eleven*, n° sur 68, février 2002.

## René Mouriaux

Politologue

### Comment enterrer Mai 68 ?

*Le patronat et ses défenseurs sont entrés en guerre contre la principale arme collective des travailleurs, la grève. Sa disqualification contemporaine réclame la dévalorisation des grèves antérieures, de leur héroïsme, de leur dynamisme, de leurs résultats. René Mouriaux revient sur le travail d'illégitimation et d'invisibilisation de la gigantesque vague de grèves de mai et juin 68, entrepris dès après les événements et jamais interrompu depuis. Contre la caricature comme l'héroïsation, il est temps pour une relecture critique de Mai.*

« **Qu'est-ce que ce ringardisme ? Je déplore le goût masochiste** des Français pour le conflit, la lutte. On joue à celui qui a le plus de biceps ». Le mouvement des cheminots commencé le 13 novembre est commenté le 14 mars sur les ondes d'Europe 1 par la présidente du Medef, Laurence Parisot, avec la même finesse qu'elle utilisait pour justifier la précarité de l'emploi, conséquence de la saine concurrence des marchés. La jeune dirigeante du patronat français retrouvait les accents de ses anciens pour dénoncer le 21 novembre sur RTL « un séisme extraordinairement dommageable ». Le directeur de l'Institut d'Études économiques du patronat, Rexecode, renchérit. Michel Didier proclame dans *Le Monde* (22 novembre 2007) que « les dégâts d'une grève sont exponentiels ». Le fil noir de la dénonciation, voire de la répression de l'action collective, des coalitions, qui se déroule de la loi Le Chapelier et du Code pénal de 1810 à la loi sur le service minimum dans les transports publics, des diatribes contre le luddisme aux vitupérations de Laurence Parisot, comporte des variations de qualité, d'épaisseur, de texture, il témoigne tout autant d'une continuité impressionnante. L'arrêt de travail collectif est stigmatisé pour quatre raisons. Premièrement, il provoque une perte de production appauvrissant employeurs et employés. En second lieu, la grève en un lieu perturbe l'ensemble du système économique. Troisièmement, elle est une remise en cause unilatérale du contrat de travail. Enfin, elle sape la logique du marché du travail par une coalition de forces contraires au libre accord entre le salariant et le salarié. Comment une pratique aussi nocive et irrationnelle est-elle possible ? La thèse

du complot est avancée. Inspirés par la concurrence étrangère, par des idéologies mortifères comme le marxisme ou par des visées personnelles de carrière politique, les meneurs manipulent les masses et les entraînent dans des catastrophes.

La disqualification de la grève contemporaine réclame la dévalorisation des grèves antérieures, de leur héroïsme, de leur dynamisme, de leurs résultats. La charge menée contre les luttes de décembre 1995 par Alain Touraine et la CFDT revient à lui dénier le caractère de mouvement social pour deux raisons principales. Seul le secteur public participe à l'action et pour des visées corporatistes. Pour exact qu'il soit, le premier argument repose sur un postulat erroné. L'universalité explicite d'une mobilisation ne lui confère pas de manière sélective le caractère de mouvement social. En 1936, seul le secteur privé recourt à l'arrêt de travail. La conception de la société est bien mise en cause comme en 1995 et dans ce dernier épisode de la lutte des classes, cheminots et enseignants permettent au privé de pratiquer la grève par procuration.

Grève générale d'une ampleur inégalée, Mai-Juin 1968 a d'emblée subi le feu des critiques : action anti-gaulliste téléguidée en sous-main par les États-Unis et Israël, œuvre des gauchistes et/ou des moscoutaires, happening selon Raymond Aron, chienlit aux yeux du général. L'évènement n'a pas eu de commémoration officielle en 1978, 1988, 1998. Les trois anniversaires ont donné lieu à des célébrations où points de vue favorables et condamnations se sont affrontés. 2008 n'échappera pas à cet antagonisme. Si les signataires de l'appel « Mai 68. Ce n'est pas qu'un début » ont exprimé les raisons de revenir sur le joli mois de 1968, les tenants de l'ordre libéral vont s'évertuer à la démonétiser par trois procédures, la dévitalisation, la dénaturation, la caricature.

#### Caducité de Mai 68

Devenu ministre de l'Éducation nationale au lendemain de l'échec de la loi Savary, Jean-Pierre Chevènement incarne le retour à l'ordre. « La récré est finie », l'école est conviée à revenir aux fondamentaux qu'elle aurait abandonnés, « lire, écrire, compter ». Cette première mise au tombeau de Mai 68 a été précédée par une attaque plus large et plus fondamentale de Mai 68, le recentrage de la CFDT. La centrale qui a contribué à l'avènement de la grève générale par l'accord du 10 janvier 1966 a pris une part active à son déploiement par son alliance avec l'UNEF et le lancement de la revendication de l'autogestion le 16 mai 1968. À partir de 1977, année d'élaboration du rapport Jacques Moreau adopté l'année suivante et consacré par le Congrès de Brest en 1979, la centrale dirigée par Edmond Maire abandonne la ligne radicale qui se construisait de 1966 à 1977, du rapprochement avec la CGT à l'adoption de la plateforme revendicative la plus ambitieuse au moment de la rupture entre le PCF et le PS.

Tourner le dos à un engagement effervescent qui a permis à la CFDT d'élargir son audience et de prétendre au rôle de force régénératrice du syndicalisme et de la lutte des classes réclame un argumentaire puissant. Il comporte trois volets. Le premier porte sur les responsabilités de l'union de la gauche. C'est le PCF qui est désigné comme l'unique coupable. En multipliant les exigences lors du débat sur la réactualisation du Programme commun de gouvernement, en campant sur le tout ou rien, la formation de Georges Marchais a tué l'espoir qui était né de l'accord de 1972. L'acte d'accusation n'est que trop facilement étayé. La CGT a emboîté le pas au PCF. D'où l'émancipation de la CFDT à l'égard de l'unité d'action syndicale qu'il convient désormais d'envisager « à plusieurs vitesses », « quand le "partenaire privilégié" fait défaut »<sup>1</sup>. Le propos ne manque toutefois pas de sel. Sous la pression du courant rocardien, la CFDT n'a apporté au PCG qu'un « soutien critique » et la déploration de sa mise à mort n'a été accompagnée d'aucun geste pour tenter de le sauver. En revanche, la rupture avec la première gauche signifie identiquement la distanciation avec son histoire et Mai 68. Le second temps a consisté à prendre appui sur les modifications intervenues avec la crise économique et les réformes adoptées par le gouvernement Mauroy pour tourner la page de la contestation soixante-huitarde. La crise économique a mis à mal la croissance des Trente Glorieuses. Faute de grain à moudre, les contraintes internationales jouent à plein. Le qualitatif, le partage sont à l'ordre du jour. Les lois Auroux fournissent les outils pour transformer paisiblement les réalités sociales. Jacques le Goff propose en 1985 la lecture intelligente de ce processus : *Du silence à la parole*<sup>2</sup> tel est le parcours historique de la classe ouvrière, de son mouvement et de son droit. Dans la post-face, Edmond Maire commente : « Nous sommes passés d'une situation de non parole, de silence dans l'entreprise, à un droit à la parole (...). Le mouvement est lancé. Il faut continuer car la transformation progressive des rapports sociaux dans l'entreprise par le droit à la parole des travailleurs et par le droit à la négociation du syndicat est une œuvre de longue haleine » (p. 356). La grève est déclarée une arme obsolète en octobre 1985. « La vieille mythologie syndicale a vécu ».

La voie de la réforme est adoptée selon cette thématique non par abandon de l'option formatrice, non par reniement, terme qui hérisse les dirigeants cédétistes et qu'ils reprochent d'utiliser à ceux qui ne l'emploient pas tout en relevant un changement de cap, mais par adaptation au réel. Le slogan du recentrage se présente comme une évidence : « Le monde change, changeons le syndicalisme ». Le raisonnement est ancien puisqu'il a déjà été utilisé, notamment en 1848 : « Le monde change, nous changeons avec lui »<sup>3</sup>. Avec la modification du rapport de forces, les bourgeois de Cologne abandonnent leurs discours radicaux puisque « tout a changé ».

Enfin, la CFDT restructure son histoire. Une dérive l'a entraînée au cours des années 1968-1977 mais une présentation thématique permet d'établir la continuité. Le Que Sais-je de Michel Branciard inaugure en 1986 le procédé. Malgré une embarde temporelle, de tout temps la CFDT a cherché à construire un syndicalisme indépendant des partis, centré sur la souveraineté des syndiqués, consacré à l'égalité hommes/femmes, la qualité du travail, le droit d'expression à l'entreprise, la formation des travailleurs. L'exposition organisée Boulevard de Belleville pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation reprend la formule. Une série d'affiches regroupées par thèmes montre la constance du projet cédétiste identifié au recentrage. Mai 68 passe à la trappe – sans avoir à le déclarer puisque l'autogestion a été abandonnée avec le socialisme au Congrès de 1984. Lors d'un colloque tenu rue Mahler en 2001 sur le thème « l'autogestion, dernière utopie ? », les intellectuels proches de la CFDT ont plaidé pour la caducité du mot d'ordre et Antoine Prost, ancien dirigeant du SGEN a conclu en la réduisant à un rôle pédagogique<sup>5</sup>.

L'aseptisation de l'histoire cédétiste, la justification par « l'adaptation » de la réduction des visées formatrices aboutissent à la condamnation des mobilisations, en 1986 lors de l'action des cheminots, en 1995, face au plan Juppé. Nicole Notat, au 45<sup>e</sup> congrès de Nantes (2002), tente pour établir définitivement la ligne de procéder à un coup d'état sémantique, comme elle a pris le pouvoir en 1992 : « ce que vous avez créé, ce que vous avez réalisé, cela s'appelle un mouvement social. Il est d'usage de réserver cette "appellation déposée" aux grandes heures lyriques de l'histoire sociale, à ces grands mouvements de protestation, de grèves et manifestations, ces mouvements hautement fusionnels et symboliques. Mais le vrai mouvement social, ce sont bien ces mouvements d'en bas qui convergent en objectifs partagés et porteurs de transformation sociale »<sup>6</sup>. Il est enterré le temps où Edmond Maire alertait : « Il ne faut pas oublier Mai 68 »<sup>7</sup>.

### Libéraliser Mai 68

Une seconde manière de proclamer Mai 68 « archaïque » consiste à distinguer les oripeaux sous lesquels se joue un scénario nouveau. Curieusement, ceux qui procèdent à la dissociation entre fond et forme recourent à Karl Marx qu'ils enterrent dans la même opération. « Hegel note quelque part que tous les grands événements et personnages historiques surviennent pour ainsi dire deux fois. Il avait oublié d'ajouter : une fois comme grande tragédie et la fois d'après comme nuisible farce ». L'ouverture du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*<sup>8</sup> a visiblement inspiré Jacques Julliard lorsqu'il a composé « Mai 68, une ruse de l'histoire » (*Le Monde*, 29 mai 1998). Celui qui signe « historien, directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur* », commence par

s'interroger sur les raisons qui poussent à commémorer l'évènement trente ans après. Il y perçoit un phénomène de génération, d'usure du temps. « L'histoire est passée par là. Il n'y a plus désormais ni fidèles, ni renégats, ni naïfs, ni cyniques : il n'y a que des témoins ! » Mai 68 a réapparu lors du référendum sur Maastricht (1992), lors des grèves de 1995, avec pour contenu la peur de la mondialisation et l'hostilité aux élites.

La fausse ou la malencontreuse hérédité de Mai 68 s'explique par l'équivoque du fameux mouvement. Il était qualitatif, individualiste et il s'est exprimé à travers le vocabulaire bolchevik. « En 1968, le marxisme léninisme était déjà moribond mais le mur de Berlin était encore debout pour vingt ans ». Alors le rêve de la révolution occulte la réalité. « Sous les pavés, la plage. Oui, mais sous le communisme utopique, le néo-capitalisme, sous l'idéologie libertaire, le libéralisme, sous le mot d'ordre de solidarité, l'avènement d'un individualisme tyrannique ». Les faiblesses de la démonstration de Jacques Julliard ressortent assez évidemment, le dualisme éculé qualitatif/quantitatif, la négligence de l'opposition au stalinisme qui rendait possible le renouveau du marxisme que la suite de l'histoire a d'ailleurs connu. La question que l'article de l'éditorialiste-historien laisse entière porte sur la nature du phénomène qu'il décrit : retournement ou dévoilement ? Jean-Pierre Le Goff a présenté la décomposition de Mai 68 comme le recul de l'intelligence critique<sup>9</sup> et Antoine Prost lui en sait gré. « Cette histoire de retournement de la passion révolutionnaire en individualisme sentimental plein de bonnes intentions est avant tout celle d'une défaite de l'intelligence »<sup>10</sup>. François Cusset met bien en évidence les luttes idéologico-politiques qui ont abouti au triomphe d'une lecture de Mai<sup>11</sup>. D'une certaine manière, Daniel Cohn-Bendit l'incarne puisqu'en admettant des corrections de position comme celle concernant l'Université, instrument de formation et non d'assujettissement au capital<sup>12</sup>, il admet d'être défini comme « libéral-libertaire » ce qui prouve l'unité de sa trajectoire, du Mouvement du 22 mars aux Verts<sup>13</sup>.

Ces différentes analyses sur Mai 68 sont possibles parce que la grève ouvrière est occultée, la révolte contre l'exploitation, aliénante, dominante, exprimée par l'ouvrière de Wonder qui ne veut pas rentrer « parce que c'est trop dégueulasse »<sup>14</sup>.

### **Caricaturer Mai 68**

Archaïser Mai 68 comme dernière grève générale ou placer l'évènement aux fonds baptismaux de la modernité individualiste, les deux démarches se rejoignent. Dévitaliser ou dénaturer le mouvement revient à ignorer le formidable soulèvement des producteurs pour un autre ordre économique et en dépit d'oppositions catastrophiques, un premier rapprochement entre le monde des Universités et celui du travail. Néanmoins, cette double occultation

ne suffit pas à la droite dure qui a eu peur de ce mouvement. Elle entend attaquer frontalement un évènement qu'elle mythifie, qu'elle érige comme un mal absolu à l'origine des difficultés présentes de la France. Le procès instruit contre Mai 68 vise son matérialisme, son indiscipline, son dérèglement social. Luc Ferry a très tôt porté le fer contre la pensée 68<sup>15</sup>. En collaboration avec le spécialiste de Kant Alain Renaut, le futur ministre de l'Éducation dénonce le déploiement de l'antihumanisme dont les sources sont situées chez Karl Marx, Frédéric Nietzsche, Martin Heidegger. Le lien entre ces trois censeurs rappelle celui du Syllabus. Les quatre cibles principales s'appellent Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Michel Foucault, Jacques Lacan, tous coupables de travestir la reconnaissance de la dignité de l'homme en idéologie petite bourgeoise. L'acte d'accusation n'est pas dressé avec une rigueur exemplaire. Le déterminisme de Bourdieu est attribué à l'influence du marxisme. Double imprécision. Bourdieu ne relève pas du courant marxiste même si des rapprochements sont possibles. Il puise chez Emile Durkheim et Max Weber. Il revendique l'héritage de Pascal. D'autre part, la relation de Marx à Hegel interdit de lui attribuer une problématique aussi sommaire. Quoi qu'il en soit de la valeur scientifique de l'ouvrage, sa portée réside dans l'accusation de matérialisme plat, de mépris à l'égard de la pensée, de la conscience, de la spiritualité de l'homme. Lucien Sève a raison de rappeler que ce travail s'inscrit à plein dans la tradition de la philosophie spiritualiste française initiée au XIX<sup>e</sup> siècle par Pierre-Paul Royer-Collard et Victor Cousin<sup>16</sup>. La philosophie de la liberté pourfend ceux qui osent rappeler les conditions matérielles de l'existence humaine. Un pas de plus et vous allez parler salaires !

Le second reproche adressé à Mai 68 porte sur son anarchisme foncier : insubordination ouvrière, rébellion lycéenne et étudiante. Sur TF1, le 23 avril 2007, Alain Juppé martèle : « Il faut en finir avec l'esprit de 68. Il est interdit d'interdire ». Le message vaut d'abord pour l'école et Gilles de Robien revient aux vieilles méthodes. La méthode globale pour l'apprentissage de la lecture est condamné – personne ne la pratiquait à l'état pur ! Résumant diverses interventions du candidat UMP, un journaliste résume : « Monsieur Sarkozy veut une école débarrassée de l'héritage de 68 »<sup>17</sup>. Un linguiste du CNRS a décortiqué le discours du 23 février 2007. Le mot « autorité » est utilisé 24 fois. Les formules négatives pullulent : « nous n'avons pas le droit de... » (39 fois). « Je rêve d'une France où parler de l'identité nationale, condamner la fraude ou vouloir lutter contre l'immigration clandestine ne serait plus considéré comme le signe d'une droite extrême (...). Je rêve d'une France où l'immigration serait maîtrisée (...). Je rêve d'une France qui aurait tourné la page de Mai 68 (...). Je rêve d'une France où l'on pourrait appeler voyou un voyou, où l'autorité de l'État serait respectée ». Cette dernière litanie a été prononcée à Marseille le

19 avril 2007<sup>18</sup>. Le dernier grand réquisitoire contre Mai 68 a été prononcé à Paris-Bercy le 29 avril 2007, « pour en finir » avec son esprit.

À la grève générale est imputée non seulement la bestialité du matérialisme, le laxisme scolaire mais plus généralement le dérèglement social. Les ouvriers prétendent sortir de leur condition en utilisant les armes dont ils disposent, la suspension de leur contrat de travail, l'arrêt de leur contribution à la société. Non seulement ils croisent les bras, mais ils réclament le paiement de leur incivilité. À plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy dénonce le scandale des grévistes payés pour rien alors que le phénomène, lorsqu'il se produit, signifie que le mouvement victorieux était légitime. La loi sur le service minimum dans les transports publics comporte un article stipulant que les arrêts de travail ne sauraient être rémunérés.

Si Nicolas Sarkozy recourt surtout à la symbolique à propos de la famille (ses enfants, Cécilia avant la rupture, sa mère), s'il évite le terme de patrie au bénéfice de nation, de République et de France<sup>19</sup>, il accorde une place extrêmement importante au travail. Travailler plus pour gagner plus, le slogan le plus frappant de la campagne présidentielle est lié au projet d'une France de propriétaires. Les gens bien sont ceux qui ont du bien. Les courageux obtiennent la récompense de l'épargne. Le discours sarkozien développe l'équation « travail égale capital » qui gomme la division des classes et la lutte contre l'exploitation. L'anti-Mai 68 trouve là sa source la plus nourrie et la plus claire<sup>20</sup>.

### Début, moment, événement fondateur

L'appel « Mai 68. Ce n'est pas qu'un début<sup>21</sup> » possède un titre polysémique. Il peut signifier qu'il ne faut pas couper le joli printemps des luttes antérieures, 1936, la Résistance, 1953, 1963 mais aussi de celles qui suivirent, 1986, 1995, 2003, 2007. Moment dans une chaîne, la mobilisation exceptionnelle des ouvriers et des étudiants représente aussi pour une génération un événement fondateur. Si elle suscite une telle hargne chez ceux qui ont dû subir son emprise comme chez les « repentis » ou chez ceux qui ont tremblé devant l'énormité de la secousse et confié leur argent à la Suisse, c'est en raison de son ampleur et de son exemplarité. La meilleure façon de répondre aux offensives anti-Mai, ce n'est pas la nostalgie idéalisante, l'exaltation instrumentalisante du passé mais comme le dit justement l'Appel déjà cité, une relecture critique. « Ce qui est advenu n'était pas le seul possible ».

- 1 Branciard (Michel), *La CFDT*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1986, p. 70.
- 2 Le Goff (Jacques), *Du silence à la parole Droit du travail, société, État (1830-1985)*, Quimperlé, Calligrammes-la Digitale, 1985, 374 p. Le droit à la négociation est impulsé par la thèse de Marie-Laure Morin (LGD), 1994).
- 3 Marx (Karl), Engels (Friedrich), « Question de vie ou de mort », 3 juin 1848 in *La nouvelle Gazette rhénane*, Paris, Éditions sociales, t. I, 1972, p. 52.
- 4 Branciard (Michel). *Histoire de la CFDT*, Paris, la Découverte, 1990, pp. 338-340.
- 5 Georgi (Franck), *Autogestion. La dernière utopie*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp. 607-612.
- 6 Cité in Denis (Jean-Michel) dir, *Le conflit en grève*, Paris, la Dispute, 2005, p. 138.
- 7 Maire (Edmond) et al. *Lip 73*, Paris, Seuil, 1973, p. 114.
- 8 Il en existe trois éditions de poche, Gallimard Folio (1994), Livre de poche (2007), GF Flammarion (2007).
- 9 Le Goff (Jean-Pierre), *Mai 68, l'impossible héritage*. Paris, la Découverte, 2e ed. 1991, 476 p.
- 10 Prost (Antoine), « L'héritage de Mai 68 ou l'histoire d'un retournement », *Le Monde des livres*, 2 mai 1998.
- 11 Cusset (François). *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*. Paris, La Découverte, 2006, 371 p.
- 12 Cohn-Bendit (Daniel). « Au début était l'action exemplaire ». Propos recueillis par Jean-Paul Monferran. *L'Humanité*, 21 mars 1998.
- 13 Lemire (Laurent). *Cohn-Bendit*. Paris, Ed. Curriculum, 1998, 118 p.
- 14 *Reprise* d'Hervé le Roux (1997). Faute de place, nous n'analysons pas le discours anti-CGT, souvent réducteur et qui menace de dévaluer la grève. Il est difficile d'ignorer le rôle des cheminots dans l'extension du conflit décidée par la CGT.
- 15 Ferry (Luc), Renaut (Alain). *La pensée 68. Essai sur l'antihumanisme contemporain*. Paris, Gallimard, 1985, 293 p.
- 16 Seve (Lucien). *Penser avec Marx aujourd'hui*. T. 1. *Marx et nous*. Paris, la Dispute, 2004, pp. 71-75.
- 17 Philippe Ridet, *Le Monde*, 5 septembre 2006.
- 18 Mayaffre (Danon). « Langue de bois et discours de fer ». *L'Humanité*, 26 juin 2007.
- 19 Sarkozy (Nicolas). « Ma France ». *Le Monde*, 16 janvier 2007.
- 20 Nous n'avons pas présenté toutes les relativisations de Mai 68. Henri Weber a mis en cause son « messianisme » dans *Que reste-t-il de Mai 68 ?*, (1988 et 1998). Jean-Marie Le Pen détourne l'analyse : Mai 68 est l'œuvre d'une « élite juive d'étudiants », *Le Monde*, 9 juin 1988.
- 21 À lire sur [www.mai-68.org](http://www.mai-68.org)

## Michaël Scott Christofferson

Professeur d'histoire à la Pennsylvania State University, auteur de *French Intellectuals Against the Left* (Berghahn Books, 2004, traduction à paraître aux éditions Agone) et, en collaboration avec Thomas Christofferson, de *France During World War II* (Fordham University Press, 2006).

### L'invention du « totalitarisme »

*Dans cet entretien M.S. Christofferson expose les traits essentiels de son livre French Intellectuals Against the Left. Celui-ci constitue une analyse du phénomène antitotalitaire qui marque le champ intellectuel français à la fin des années 1970, de ses développements et ses connexions profondes avec le contexte politique de l'époque. Il apporte ainsi un regard inédit, qui tranche avec l'absence d'analyse réelle en France, sur un des concepts qui a le plus marqué les intellectuels et politiques français ces trente dernières années.*

**ContreTemps :** Comment comprendre le retard ou plutôt l'incapacité à analyser ce rôle de l'antitotalitarisme, à en faire l'histoire politique ? Vous avez travaillé avec Paxton : feriez-vous une parenté dans ce décalage avec l'historiographie de Vichy ?

Il n'est jamais facile de faire l'histoire immédiate des événements controversés, surtout dans un pays comme la France où la vie intellectuelle est très centralisée. En ce qui concerne l'antitotalitarisme, les obstacles à la compréhension de son histoire sont encore plus grands. Beaucoup d'intellectuels médiatiques et beaucoup d'universitaires en France sont antitotalitaires. Ils sont souvent au pouvoir précisément parce qu'ils sont antitotalitaires. Les enjeux du pouvoir intellectuel sont trop grands pour que l'on puisse écrire une thèse d'histoire sur l'antitotalitarisme qui conteste les lieux communs. Pour un doctorant français ambitieux c'est un sujet à éviter. Même à Columbia University un professeur bienveillant (pas Paxton) m'a dit qu'il fallait mieux éviter un sujet aussi récent et controversé si l'on voulait faire une brillante carrière universitaire.

Je crois qu'il n'est pas sans intérêt que *La France de Vichy* de Paxton a paru en anglais en 1972, 27 ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale et mon livre en 2004, 27 ans après le point culminant de l'antitotalitarisme (1977). Ceci dit, le livre de Paxton est infiniment plus important que le mien. L'histoire de Vichy importe à toute la société française. L'histoire du moment antitotalitaire est essentiellement une affaire d'intellectuels.

**Quelles sont les origines du concept « d'antitotalitarisme » ? Quels sont les acteurs « antitotalitaires » ?**

Il est curieux que les mots « antitotalitaire » et « antitotalitarisme » ne soient pas souvent utilisés hors de la France. Aux États-Unis on parle du totalitarisme, et il est bien compris que tout le monde est contre. L'accent placé sur « l'anti » indique que les origines du concept en France se trouvent dans un refus, notamment du communisme. En Allemagne et aux États-Unis, le concept de totalitarisme englobe le nazisme aussi bien que le communisme soviétique, mais en France le discours antitotalitaire des années 1970 ne se réfère presque jamais au nazisme. Il faut dire aussi, parce que vous parlez de Paxton, que le régime de Vichy n'entre pas dans le débat français sur le totalitarisme. Bernard-Henri Lévy a essayé d'assimiler le débat sur Vichy à la critique du totalitarisme dans *L'Idéologie française* de 1981, mais ce livre – contrairement à son *La Barbarie à visage humain* de 1977 – a été très mal vu. Enfin, même si l'on peut dire qu'il y avait des antitotalitaires avant les années 1970, c'est au cours de ces années que les intellectuels gauchistes ou proche du gauchisme fondent un mouvement anti-totalitaire en réaction contre la montée vers le pouvoir de l'Union de la gauche et surtout du Parti communiste.

**En quoi son émergence est-il étroitement lié au contexte politique, en particulier à la question de l'Union de la gauche ?**

Avec cette question nous entrons dans le cœur de mon livre. Normalement on trouve l'origine de la critique du totalitarisme dans le prétendu choc de *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne. Mais la documentation ne justifie pas cette conclusion. *L'Archipel du Goulag* n'était pas une révélation. Ce qui a donné lieu à une controverse n'était pas le contenu du livre, mais la critique au vitriol de Soljenitsyne et de ses défenseurs par le Parti communiste. Ceci a soulevé des questions sur le sort de la liberté et de la démocratie au cas où les communistes viendraient au pouvoir. Donc, les deux grands livres antitotalitaires sur Soljenitsyne, *La Cuisinière et le mangeur d'hommes* d'André Glucksmann et *Un Homme en trop* de Claude Lefort, sont basés sur des articles écrits en réaction à la réception communiste du livre et ultérieurement étoffés. L'Affaire Soljenitsyne de 1974 était, en effet, le premier conflit idéologique au sein de la gauche qui alimentait la critique du totalitarisme.

Pour comprendre la critique du totalitarisme, il faut savoir que la politique des intellectuels de gauche et celle des partis de la gauche se sont séparées plus que jamais pendant les années 1970. Le début de cette séparation date des années 1950 quand la Révolution hongroise et la guerre d'Algérie ont conduit des intellectuels à critiquer le léninisme et les traditions étatiques de la



gauche. Après 1968 cette critique est devenue dominante parmi les intellectuels de gauche et a souvent pris la forme d'un plaidoyer pour la démocratie directe. Même après que la marée révolutionnaire ait reflué, beaucoup d'intellectuels sont restés fidèles à des utopies plus ou moins autogestionnaires et des critiques de toutes formes de pouvoir. C'est bien le cas de Jean-Paul Sartre et de Michel Foucault ainsi que des intellectuels moins connus tels que Glucksmann et Lefort. Ces courants sont très bien représentés dans les pages de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, et de la revue *Esprit*. En même temps, les partis politiques de gauche avançaient vers le pouvoir dans le cadre de l'Union de la gauche et de son Programme commun de gouvernement qui prônait des nationalisations et d'autres réformes étatiques qui allaient à l'encontre de la politique plus ou moins autogestionnaire des intellectuels. C'est bien l'incompatibilité de ces deux idées de la politique qui a donné lieu à la critique du totalitarisme. L'affrontement entre la politique des intellectuels et celle des partis politiques explique la chronologie de la critique aussi bien que son contenu.

Ainsi, la critique du totalitarisme n'a pas commencé en 1974 avec la lecture de *L'Archipel du Goulag*, mais plutôt en 1975, après que des développements bien précis dans la politique de l'Union de la gauche ont abouti à une crise des relations entre des intellectuels de gauche et les partis socialistes et communistes. D'abord, les élections partielles d'octobre 1974 ont démontré la montée électorale de l'Union de la gauche et la domination grandissante de la gauche par le Parti socialiste. Par conséquent, les communistes ont attaqué les socialistes très durement. Les socialistes, qui voulaient que la dynamique de l'Union continue ont répondu avec modération. Beaucoup d'intellectuels tels que ceux associés à la revue *Esprit* étaient très déçus par la réponse des socialistes, surtout parce que les Assises du socialisme d'octobre (qui ont fait entrer au Parti socialiste la deuxième gauche) leur donnaient l'impression que le Parti socialiste évoluait dans une direction qui leur plaisait. Ils ont commencé à dire que si les socialistes ne répondaient pas énergiquement aux calomnies des communistes, c'est que les communistes les dominaient idéologiquement.

Le deuxième développement qui a donné naissance à la critique du totalitarisme était la crise de la Révolution portugaise de l'été 1975 – ou plutôt les réactions françaises à cette crise. Sans entrer dans les détails, on peut dire que le soutien appuyé par le Parti communiste français à son homologue léniniste portugais et sa réponse ambiguë aux atteintes à la liberté de l'expression au nom de la Révolution portugaise faisaient problème. En plus, le Parti socialiste et *Le Monde* ont déçu les intellectuels parce qu'ils n'ont pas pris le Parti communiste français à parti à cause de ses positions. Par conséquent, de

nombreux intellectuels qui écrivaient dans les revues *Esprit* et *Faire* ainsi que *Le Nouvel Observateur* et *Libération* ont commencé à affirmer que le Parti communiste dominait la gauche idéologiquement et que le Parti socialiste était effectivement le fantôme des communistes, même si les socialistes étaient prédominants au niveau électoral. Il y avait, comme Jean-François Revel l'a dit, « une tentation totalitaire » qu'il fallait affronter par une critique du totalitarisme de gauche.

### **Ce concept d'antitotalitarisme a-t-il changé de sens pendant la période que vous avez étudiée ?**

Je ne crois pas que le concept ait beaucoup changé entre le milieu des années 1970 et le début des années 1980, sauf pour devenir plus radical et intransigeant. Selon l'antitotalitarisme de ces années-là, tous projets révolutionnaires, marxistes, ou communistes menaient inéluctablement au totalitarisme à cause de leur idéologie manichéenne. En plus, cette idéologie aveuglait tous les « compagnons de route » de ces mouvements, ce qui explique pourquoi le Parti communiste pouvait représenter un danger grave en même temps qu'il subissait une chute importante de son poids électoral par rapport aux socialistes. Ceci dit, il faut absolument distinguer les versions différentes de l'antitotalitarisme. Même s'ils sont plus ou moins d'accord sur le danger totalitaire dans l'Union de la gauche, André Glucksmann, Jean-François Revel, et Claude Lefort – pour ne prendre que ces trois exemples – ont des interprétations très différentes de ce qu'est le totalitarisme et de ce que devrait être une politique antitotalitaire.

### **En quoi l'antitotalitarisme est-il au cœur des changements intellectuels de la fin des années 1970 ?**

Les années 1970 sont une période fascinante dans l'histoire de la France contemporaine. C'est à cette époque que naissent l'écologie politique et le mouvement féministe. Au niveau culturel et social nous sommes au cœur de ce que Henri Mendras a appelé « la deuxième révolution française ». Mon livre se concentre sur la politique et les idées politiques, mais cette critique du totalitarisme fait sûrement partie d'un bouleversement plus général des idées et de la culture française dont l'histoire reste largement à écrire. Pour commencer, il y a deux livres qui jettent beaucoup de lumière : *Mai 68 : l'héritage impossible* de Jean-Pierre Le Goff et *From Revolution to Ethics: May 68 and Contemporary French Thought* de Julian Bourg. Comme Le Goff l'indique, cette période se caractérise en partie au niveau des idées politiques par une démocratie directe intégrale qui peut paraître absurde avec le recul. La critique du totalitarisme faisait partie de ce mouvement plus général de critique radicale de la politique représentative. C'était un de ses excès.

Au niveau de la politique des intellectuels, on peut dire que la critique du totalitarisme a favorisé pendant les années 1980 la renaissance du libéralisme aussi bien que l'avènement du postmodernisme. La critique a mis une fin au moins provisoire à l'intellectuel prophétique en faveur de l'intellectuel expert. Je ne dirais pas que l'intellectuel révolutionnaire ne peut pas refaire surface parce que l'avenir est trop imprévisible, mais il est évident que la France de 2008 est fondamentalement différente de celle de 1968 ou bien celle de 1977.

### **Quelle est la place de la relecture de la Révolution française et du modèle jacobin voire d'une relecture plus globale de l'universalisme français dans ce cadre ?**

La relecture de la Révolution française est absolument fondamentale dans cette histoire, et François Furet y joue un rôle central. En mettant l'accent sur les origines du totalitarisme dans la Révolution française, il maintenait que la culture jacobine de la Révolution française explique l'attrait du communisme en France au xx<sup>e</sup> siècle. Il faut dire que Furet n'est pas arrivé seul à cette conclusion. Beaucoup d'autres, tels que Pierre Rosanvallon et Edgar Morin, sont arrivés en même temps à la même conclusion. Mais Furet, avec *Penser la Révolution française* de 1978, a donné de la respectabilité et de la cohérence à cet argument que la France était susceptible d'une tentation totalitaire. En grande partie à cause de sa relecture de la Révolution française, la critique du totalitarisme avait des suites importantes dans la pensée politique française. Cette relecture de la tradition révolutionnaire française était liée à une critique plus générale de l'universalisme français. Mais je crois que cette critique était beaucoup plus poussée par la décolonisation et la revendication du droit à la différence par les divers mouvements sociaux des années 1970.

### **Qu'en est-il du présent et de l'avenir de l'antitotalitarisme dans le contexte politique d'aujourd'hui ?**

Je n'ai pas suivi de très près l'emploi récent du discours antitotalitaire dans la politique française, mais je ne crois pas que cette pensée ait un très grand retentissement de nos jours. L'Union soviétique n'existe plus, et le communisme français n'est plus que l'ombre du communisme des années 1970. Il y a bien sûr une mobilisation du concept de totalitarisme pour justifier la guerre en Iraq et la lutte contre l'islamisme, mais cet antitotalitarisme-là n'a pas beaucoup de résonance hors quelques anciens combattants du mouvement antitotalitaire des années 1970. Le totalitarisme n'a jamais été un concept très élaboré, et c'est encore plus vrai en France. Il ne nous aide pas beaucoup à comprendre le monde, même s'il fonctionne comme une matraque formidable en politique. Donc, l'antitotalitarisme aura un avenir, mais comme le communisme semble bien mort, cet avenir ne sera pas très important.

**Est-ce que vous avez une explication de pourquoi, malgré leur succès en France, les penseurs antitotalitaires (BHL, Glucksmann etc.) n'ont jamais vraiment « percé » dans le monde anglophone, et c'est plutôt des gens rétifs à cette pensée (Badiou, Rancière etc.) qui sont populaires aux États-Unis ?**

Je ne suis pas sûr que Rancière et Badiou aient vraiment « percé », ailleurs que chez quelques universitaires. Et il faut dire qu'il y a des intellectuels, tel Paul Berman, un « faucon de gauche », qui admirent Glucksmann. Claude Lefort et Pierre Rosanvallon ont aussi des admirateurs aux États-Unis. Mais, en général, il est vrai que la pensée antitotalitaire française n'a pas séduit les Américains, et ceci pour une raison fondamentale : la pensée française sur le communisme était en décalage chronologique avec les États-Unis et beaucoup d'autres pays du monde occidental entre 1945 et 1989. Pour simplifier un peu, on peut dire que la vie intellectuelle américaine pendant les années 1950 était sous l'empire d'un antitotalitarisme de guerre froide tandis que les intellectuels français étaient plutôt favorable au communisme soviétique pendant ces mêmes années. Les grands ébranlements des années 1960 aux États-Unis ont mis en cause cet antitotalitarisme qui justifiait la guerre du Vietnam et qui faisait partie de l'ordre moral de l'après-guerre. En même temps les pères fondateurs de l'antitotalitarisme de guerre froide, Hannah Arendt, Zbigniew Brzezinski, et Carl Friedrich, ont modifié leurs idées pour minimiser la portée du concept. Arendt et Brzezinski ont affirmé notamment que l'Union soviétique n'était plus totalitaire après la mort de Staline. Par contraste, en France les contestataires de 1968 ont plutôt visé le communisme léniniste comme un faux mouvement de libération. Et quand l'antitotalitarisme est né en France au milieu des années 1970, le débat français a fonctionné sans référence aux débats antérieurs sur le concept aux États-Unis ou ailleurs. Par conséquent, il y avait pendant les années 1970 un grand malentendu entre les intellectuels américains, tel Noam Chomsky, pour qui le totalitarisme était un concept de guerre froide totalement instrumentalisé par le gouvernement américain, et les antitotalitaires français, pour qui l'antitotalitarisme était un combat nécessaire contre le communisme chez eux. Puisque le concept de totalitarisme reste un concept douteux pour beaucoup d'intellectuels américains, l'antitotalitarisme français n'a pas un grand intérêt Outre-Atlantique.

**Que pensez-vous de la tentative d'Enzo Traverso dans son introduction à l'anthologie du Seuil sur le totalitarisme de tracer une tradition « de gauche », même révolutionnaire, de la pensée antitotalitaire ?**

Je crois qu'il est vrai que la pensée antitotalitaire a souvent des racines à gauche. La plupart des antitotalitaires des années 1970 venaient de la gauche, et beaucoup d'entre eux ont commencé par préconiser un antitotalitarisme révolutionnaire. C'est notamment le cas de Claude Lefort. On peut même dire que les

antitotalitaires historiques de droite, tel Raymond Aron, n'ont pas beaucoup influencé les antitotalitaires des années 1970. Si mon livre s'appelle *French Intellectuals Against the Left (Les Intellectuels français contre la gauche)*, cela ne signifie pas que la plupart des intellectuels antitotalitaires n'étaient pas à leur manière à gauche. Ils étaient plutôt contre les partis de gauche, la gauche historique, la seule gauche qui pouvait arriver au pouvoir et faire de la France un pays d'alternance démocratique. Par ailleurs, ces intellectuels ont souvent viré à droite, et presque tous ont fini – à cause de l'intransigeance de leur antitotalitarisme – par abandonner la révolution comme moyen légitime en politique. Un antitotalitarisme révolutionnaire est-il possible? Je crois que oui, mais il n'y avait peut-être qu'un seul adepte d'une telle politique pendant les années antitotalitaires en France : Cornelius Castoriadis.

Entretien réalisé par Jean Ducange

## Entretien



## Jacques Rancière

Philosophe

### Politiques de la mécontente

**Contretemps.** – Ce numéro de *Contretemps* est consacré à Mai 68, événement qui, entre autres, dans *La Mécontente* occupe une place significative. La déclaration « Nous sommes tous des juifs allemands » faisait exemple d'une affirmation politique singulière<sup>1</sup>. Au-delà de cette proposition politique, neuve, comment caractériser la politique de/en Mai 68 ? Ce que les événements ont ajouté ou perturbé à la catégorie « politique » ?

**Jacques Rancière.** – Il y a en Mai 68 un mélange de deux choses. D'une part, Mai s'inscrit dans l'histoire des années 1960, celle de la mise en place, conflictuelle, de la 5<sup>e</sup> République, et celle des combats anti-impérialistes. D'autre part, Mai surgit sous le mode de l'imprévisible, comme une remise en question du modèle stratégique de la politique mais aussi, peut-être, du modèle identitaire de la lutte des classes. Car ce qui est en jeu en Mai 68, c'est ce que signifie lutte des classes : elle est là exemplaire avec la grève générale, les « drapeaux rouges », mais aussi, entre les usines, la rue, les facs, les organisations, ce sont plusieurs idées et pratiques de la lutte des classes qui se confrontent les unes aux autres.

Mai 68 propose la réappropriation d'une idée forte de la politique, la création d'un espace propre irréductible au jeu institutionnel mais aussi à la simple manifestation de conflits sociaux sous-jacents. Dans l'analyse de ce qu'a pu signifier 1968, j'ai mis l'accent sur le « nous sommes tous des juifs allemands », parce qu'il me semblait voir là un modèle de subjectivation politique : la création d'un espace à partir d'une déclaration de sujets, un espace non identitaire, puisque ce qui caractérise cette déclaration c'est que ceux qui se déclaraient tels n'étaient ni allemands ni, dans leur grande majorité, juifs. Et la formule était elle-même une transformation de la célèbre invective de Georges Marchais contre les anarchistes allemands. La création d'un sujet ne suppose pas la venue à la parole d'une force sociale sous-jacente mais au contraire la rupture avec ce qui serait un tableau des classes et des identités. C'est cet aspect destructeur de Mai 68 qui m'intéresse : destructeur d'un certain type d'évidence des rapports de l'économique au social, du social au politique et des identités aux sujets.

**La « liquidation de l'esprit de 68 », ce mot d'ordre sarkozyste, prendrait alors pour cible la création politique de Mai ?**

Effectivement, je pense que le projet de liquidation de l'esprit de 68 veut tirer un trait sur cette mise en lumière de ce que la politique signifie. On peut le penser sur un double plan : tout l'effort des élites gouvernementales et expertes depuis au moins vingt-cinq ans a été de reconstituer la politique – ce qu'ils appellent la politique – comme un jeu de rapports entre des groupes et des intérêts bien définis. Il faut alors, pour elles, détruire la politique comme dés-identification, comme rupture du système des identifications sociales. Et, deuxième point, par ailleurs, elles se sont attachées à gommer ce que j'appellerai le fondement anarchique de la politique révélé par Mai, c'est-à-dire la manifestation de la politique comme effondrement de tout un ordre de légitimité des dominations. Ce qui est pensé et vécu aujourd'hui comme l'intolérable à liquider est cette manifestation de l'absence dernière de légitimité de tout ordre de domination quel qu'il soit.

**Tu avances l'idée que la démocratie n'est pas une forme de l'Etat, ni un principe de représentation (tu affirmes même que démocratie représentative est un oxymore), mais qu'elle est plutôt la condition de la politique, son « mode de subjectivation ». Et dans l'introduction à *La Haine de la démocratie*, tu affirmes que « La nouvelle haine de la démocratie peut [...] se résumer en une thèse simple : il n'y a qu'une seule bonne démocratie, celle qui réprime la catastrophe de la civilisation démocratique<sup>2</sup> ». Cette remarque, en quelque sorte, anticipait la rhétorique sarkozyste.**

C'est une anticipation mais c'est aussi une vieille affaire : la nécessité dans les sphères dominantes de défendre « la démocratie » pour autant que celle-ci réprime l'anarchie dernière signifiée par la démocratie. Il s'agit là d'une constante qui a été un peu occultée par la vision consensuelle de la démocratie comme harmonie entre un mode de vie, un système économique et un régime constitutionnel. Le sarkozysme, il faut le voir comme le résultat d'une nouvelle hégémonie idéologique qui s'est mise en place depuis 20-30 ans, qui a remis en cause la version molle, consensuelle de la démocratie en opposant franchement une logique du bon gouvernement à la démocratie pensée comme le désordre des opinions.

Il y a deux aspects dans l'antidémocratie sarkozyste : la tendance lourde des gouvernements à penser le bon gouvernement comme celui qui maîtrise la démocratie, c'est-à-dire la politique comme activité dissensuelle. Ce modèle du « bon gouvernement » est basé sur une identification croissante entre gouvernance politique et gouvernance économique. Mais il y a aussi la critique de la démocratie pensée comme défection du « lien social », critique que l'on a vu se développer chez les intellectuels, notamment en France,

depuis les années 1980 et qui a donné une assise au discours intellectuel hégémonique constitué autour du noyau dur de la bonne gouvernance.

**Cette hégémonie intellectuelle s'appuie par ailleurs sur tout un discours identitaire. Comment peut-on expliquer ou analyser cette crispation et, par là, la fonction de cette crispation ?**

La conception identitaire de la politique peut prendre des formes extrêmement variables. En France, l'identitarisme, si l'on entend par là une vision de la politique comme affaire de groupes pourvus de leurs identités ethnologique, culturelle, sexuelle, religieuse, etc., n'est pas très fort. Plus forte est l'identification de la démocratie à un certain mode de vie sociale, et sur celle-ci s'est greffé un retour de la vieille idéologie contre-révolutionnaire : la critique de la démocratie comme ce qui défait les identités constitutives d'une société, les formes de culture enracinées dans le temps. Ce discours de la sociologie traditionaliste, remis au goût du jour par Furet, on en voit l'effet dans le livre de Milner sur les crimes de la démocratie, dans les déclarations de Finkelkraut ou de Gauchet ou la reprise par Debray de la vision sociologique de la religion comme structuration du lien social : une nostalgie des entités sociales stables, régulatrices. Sa fonction est certainement de légitimation idéologique. Il est en effet difficile de ne légitimer le pouvoir qu'à partir de la domination nue du capital et de l'argent. C'est un élément de la scène idéologique destinée à orner le pouvoir direct du capital, comme les dénonciations du règne de la consommation et du spectacle assimilés à l'individualisme démocratique. Mais tout cela est assez superficiel. Je ne crois pas que les pensées de l'enracinement possèdent un enracinement fort...

**Pour conclure sur le sarkozysme et la scène idéologique qui l'accompagne, celui-ci a réinscrit la polémique dans le champ politique. Là où, hier, les discours feignaient d'être consensuels, celui-ci a adopté un ton offensif et belliqueux. N'est-il pas alors en rupture du mode marqué par la consensualité, qui organisait l'espace politique ?**

Je ne définis pas le consensus par l'absence de positions polémiques, je le définis comme l'affirmation du caractère non-contestable des données sensibles, comme le monopole de la description des situations. Sarkozy de ce point de vue-là n'apporte pas une rupture. S'il y a une rupture, elle est dans le fait que l'imposition d'une réalité comme incontournable s'accompagne désormais d'une démarche polémique. Sarkozy pousse au bout la criminalisation des résistances aux consensus : la liquidation de 68, l'emprunt aux formes les plus débridées des idéologies de droite et d'extrême droite. Comme une manière de muscler le consensus, de lui donner un visage conquérant. Le problème du consensus, pour la classe dominante, c'est qu'il n'avait pas su se donner la figure de la reconquête. Sarkozy l'a fait. Mais il maintient ce qui est

le cœur même du consensus : l'affirmation du monopole de la description des situations et du dénombrement des acteurs.

**Dans *La Mésestante*, publiée en 1995, tu écrivais que « La politique, dans sa spécificité, est rare<sup>3</sup> ». Ou encore qu'il « y en a peu, et rarement », et qu'elle est « toujours locale et occasionnelle ». La politique ne s'est-elle pas depuis, au-delà de sa rareté, raréfiée au point qu'on voit mal ce qui peut rester ou ce qui peut reconstituer de la politique au sens où elle est définie dans *La Mésestante* ?**

Aujourd'hui, je reviendrais certainement sur ces formules sur la rareté politique, notion qui convient peut-être mieux à la pensée de la politique d'Alain Badiou. Je voulais dire par là qu'il n'y a pas toujours de la politique : il ne suffit pas d'un gouvernement et des lois pour qu'il y ait de la politique, il peut y avoir de longues séquences historiques sans politique. Il y a de la politique, de mon point de vue, dans toutes les formes de lutte, d'action, d'intervention qui réaffirment la décision sur les affaires communes comme étant l'affaire de n'importe qui, et comme la démonstration de l'égalité de capacité de n'importe qui. Bien sûr, aujourd'hui, la scène est occupée par une machine à supprimer la politique. Cela n'empêche pas, toutefois, qu'il existe de la politique investie dans toute une série d'actions, comme une masse de petites formes de subjectivations politiques qui connaissent, par ailleurs, cette réelle difficulté à constituer des formes de subjectivation transversales et fortes.

Il y a dans ce que j'ai écrit deux choses que j'essaie de toujours tenir ensemble : la première, est la radicale extériorité du concept de politique par rapport au concept de la police, ce qui nécessite de dés-intriquer dans ce que l'on appelle le politique, l'espace politique, la scène politique, ce qui relève du concept de la politique et ce qui relève du concept de la police. La deuxième chose est que la politique n'existe jamais dans un espace à elle qu'elle se serait construit, elle existe toujours comme une polémique sur le commun, une polémique qui porte sur les objets, sur les formes d'existence qui sont prescrites par la police. La politique existe toujours comme une re-division de l'espace policier, comme une remise en cause de la structuration de l'espace de la communauté (soit l'addition de groupes, la composition des intérêts, la gestion des multitudes). Il faut séparer les concepts, pour penser les formes de l'intrication des logiques.

**Dans le recueil du colloque de Cerisy qui t'a été consacré, tu réponds dans la conclusion aux intervenants qui t'avaient interpellé sur l'absence de réponses pratiques aux questions stratégiques d'organisation et de parti que tu n'as « jamais éprouvé d'intérêt pour la question des formes d'organisation des collectifs politiques », car il est « plus important de penser d'abord la politique comme production d'un certain effet », comme « affirmation d'une capacité », et comme « reconfiguration du territoire du visible, du pensable, et du**

**possible ». Comment peut-on penser ces restructurations sans aller jusqu'aux pratiques militantes? Cela ne conduit-il pas à l'idée que les brèches pour une pratique politique tendent à se confondre avec sa manifestation esthétique?**

Tout dépend ce que l'on entend par esthétique. J'entends par « esthétique de la politique » la fracture du système des identités constituées, l'ouverture d'espaces nouveaux. Il ne s'agit pas de discréditer le principe de l'organisation au profit d'une valorisation exclusive de scènes explosives. Mon propos se situe en dehors de toute polémique, toute opposition du type « organisation contre spontanéité ». J'essaie d'aider à repenser ce que « politique » veut dire : la politique non pas comme l'expression d'une dynamique sociale qui lui serait sous-jacente, mais la politique pensée dans son écart avec le jeu institutionnel et dans ce qu'elle veut dire par rapport au modèle stratégique. À cet égard, le problème est : définit-on la politique à partir de son point de départ ou à partir de sa fin? C'est tout le problème de Jacotot<sup>4</sup> : l'égalité est-elle une fin ou un principe? Si l'égalité est un principe, la définition de la politique, comme science qui adapte un certain nombre de moyens à des fins, est alors remise en question. Et nous assistons du côté de la gauche radicale, du radicalisme politique, à un effondrement des évidences du modèle stratégique, du modèle qui penserait la politique comme définition d'une fin et détermination supposée scientifique et objective des moyens qui conduisent à cette fin.

**Alain Badiou dans son *Abrégé de métapolitique* opposait à ce propos que « la figure subjective centrale de la politique, c'est le militant politique, figure totalement absente du dispositif de Rancière<sup>5</sup> ». Qu'en est-il effectivement du militant?**

La figure du militant, pour moi, se construit par rapport aux reconfigurations du paysage du possible. Ce qui me pose question chez Badiou, puisque vous en parlez, est sa définition « en intériorité » de la figure du militant, comme le sujet fidèle à une décision collective qui œuvre comme membre d'une sorte d'intériorité collective. Pour moi le militantisme se définit par rapport aux effets qui sont produits en termes de reconfiguration des formes de communauté. Par conséquent, je ne nie pas l'importance du militant, je constate que la figure d'intériorité du militant dans son rapport au collectif dont il fait partie prend souvent le pas sur la figure du militant en tant qu'agent d'un certain type de reconstruction de l'espace commun.

**Ces deux figures (le militant en intériorité du collectif et celui de l'ouverture ou de la construction d'une reconfiguration du possible) sont-elles vraiment incompatibles? N'est-ce pas précisément dans cette tension que se joue la pratique politique?**

Cette tension-là s'articule à une autre : celle entre la dynamique des actes égalitaires, de la reconstruction du commun, et la dynamique de soumission à

un rapport préconstitué des fins et des moyens. Le problème à travers ce que l'on peut appeler la crise du radicalisme, la crise de l'idée révolutionnaire, c'est que ce qu'on peut et doit vouloir en dernière instance. Il me semble que plus personne ne le sait trop bien. Dès lors, il y a le risque que la fidélité au sens badiouiste n'apparaisse comme ce qui structure seul l'identité militante. Ceci dit, je n'ai rien contre les organisations militantes. Mes problèmes concernent tout à la fois leur prétention à savoir où va la dynamique égalitaire et le risque permanent d'une priorité accordée à l'intériorité collective sur l'attention au présent même des actes politiques et à ce qu'ils peuvent porter d'avenir. La question peut se dire ainsi : est-ce que l'avenir est connu ou est-ce qu'il est à inventer?

**Tes derniers mots de conclusion lors du colloque de Cerisy<sup>6</sup> sont pour diagnostiquer deux péchés contre l'émancipation : dire « je ne peux pas », et dire « je sais ». Quel rapport cela induit-il entre savoirs et pouvoirs?**

En termes jacotistes, la volonté ne se définit pas par l'obstination mais par l'engagement dans les processus de vérification de ce qui fonde la politique, à savoir l'égalité. La question n'est donc pas de coupler la volonté avec le non savoir, mais de déterminer comment de nouveaux savoirs peuvent se construire, comment des formes effectives d'affirmation de l'égalité, de refus de l'ordre policier peuvent reconstruire une idée des possibilités de nouveaux rapports entre causes et effets. La décomposition du marxisme militant met au jour quelque chose de plus profond et de plus lointain. Je suis frappé par le fait que le même siècle ait produit à la fois Schopenhauer et Marx : le siècle (non pas au sens de période de temps mais de configuration épistémologique) qui pense l'histoire, ses fins, la possibilité d'être adéquat au mouvement de l'histoire, est le même siècle qui conteste, comme dans un mouvement inverse, nihiliste, de négation, que l'histoire et la vie aient un sens. Le scientisme, qui a joué un grand rôle dans le développement des perversions du marxisme, est tout autant l'effet de cette intrusion du nihilisme au sein du procès d'émancipation qu'une manière de mener à bien ce procès lui-même. Nous vivons toujours sur ce modèle supposé des Lumières, « le savoir produit de la capacité ». Mais le marxisme, les mouvements modernes d'émancipation ont été dès le début marqués par le contraire : le savoir produit du renoncement ou de l'impossibilité (c'est ce que cache la pensée des étapes : « ce n'est pas encore mûr », « il faut encore attendre », « il faut des stratégies »). Il existe ainsi une tension originaire entre les raisons de l'émancipation et les raisons du savoir stratégique sur l'évolution de la société.

**Ces dernières années, quelles déclarations politiques, quels nouveaux « tracés de frontières sensibles », au sens proposé dans *La Mésentente*, pourraient retenir l'attention ?**

Il y a de nombreuses formes de subjectivation partielles, des subjectivations qui sont des ruptures avec les systèmes des identités. Ainsi, tout ce qui s'est joué autour des « sans », des « sans logements », des « sans papiers ». Il y a une contradiction entre le développement de mouvements qui touchent à des points d'effectuation de la politique (par exemple les Réseaux Éducation sans frontière), et leur volonté de se mettre en réserve par rapport à une déclaration politique. Je pense à tout ce qui s'est joué autour du mouvement contre le CPE, du mouvement étudiant au sens où ce mouvement a essayé, avec mille difficultés, de reconstituer des formes de subjectivation qui brisent les catégories : un mouvement étudiant s'est déclaré sur une affaire de contrat de travail, il s'est essayé à reconstituer à partir de là des formes de subjectivation dans l'esprit de 68 brisant la séparation entre les revendications des étudiants et celles des ouvriers. Je pense qu'il y a là quelque chose d'important comme éléments d'actions : des points de séparation du politique et du policier, qui touchent à des formes de dés-identification.

Mais, en même temps, on voit la difficulté à constituer des formes de subjectivation fortes. Certaines fois les difficultés sont internes (je pense à tous les débats et problèmes autour de la question : « qu'est ce que c'est une démocratie ? » avec toutes les questions autour des AG : qui doit voter ? qui fait partie de la décision ? les étudiants ? les étudiants en lutte ?). Parfois, plus souvent, elles relèvent d'une sorte d'hésitation devant la politique, je pense là à tous ces mouvements d'intervention (sans-papiers, sans logement). Certes, tous les mouvements de subjectivation politique forts se sont déployés autour de questions dites sociales. Et, très souvent, la conduite du mouvement n'en fait pas seulement un moyen d'atteindre tel objectif dit social mais plutôt l'espace d'affirmation d'une capacité alternative à la capacité gouvernementale et experte. Mais cela veut dire aussi que le risque de clôture est toujours là.

**Tu dis, dans *Le Philosophe et ses pauvres*, que « le retour de la philosophie politique et sa fin sociologique sont une seule et même chose ». À l'illusion d'une pureté de la politique institutionnelle, tenue à distance des impuretés de la question sociale, répond en effet celle d'une réduction de la question politique à la question sociale. Comment tenir la tension entre une politique qui ne peut pas être rabattue sur l'immédiateté du social et qui ne peut pas non plus être institution ou représentation ?**

Si la politique a un sens, c'est qu'elle signifie la constitution de la scène collective des manifestations et des déclarations de l'égalité. De ce point de vue, il n'y a de dépassement de la réponse à l'adversaire que par un effort des mouvements et des organisations qui prétendent à l'universalité politique pour fon-

der cette universalité comme telle. Il n'y a pas d'alternative politique au fractionnement des conflits, des scènes spécifiques tant que ces organisations elles-mêmes se placent dans la logique de l'acceptation des institutions telles qu'elles fonctionnent, la logique d'une vie politique centrée sur les élections présidentielles. Le défaut de politique reproché à ces groupements locaux, provisoires, ponctuels, il faudrait que les organisations qui se prétendent politiques le voient d'abord chez elles.

La perspective stratégique a occulté une réflexion sur les institutions qui obligent à s'inscrire dans le jeu que l'ordre policier déclare comme étant la politique. Ce que la logique dominante appelle la politique est soit l'ordre des institutions tel qu'il est donné, soit la prise du pouvoir à venir dans tel ou tel type de stratégie de conquête d'une nouvelle forme de pouvoir. Il faut y opposer une réflexion sur le type de puissance qui peut être exercé ici et maintenant. Tout avenir d'un pouvoir collectif est la conséquence de la réalité des formes d'affirmation collectives du principe égalitaire et du poids qu'elles peuvent prendre sur la scène commune. Cela ne signifie pas récuser la question du pouvoir, mais la découpler de sa réduction classique à la place que l'on peut réclamer dans les institutions du pouvoir d'État existant où à la perspective de l'autre pouvoir à venir.

Ainsi, l'idée que la nouvelle gauche serait une gauche antilibérale ne me plaît pas. L'expression « antilibérale » est ambiguë et restrictive. On ne peut pas simplement définir une politique alternative comme la poursuite d'un autre type de règles économiques. Une action politique devrait prendre pour cible de ses attaques la scène étatique, son renforcement sous couleur d'internationalisation, la soustraction constante des formes de pouvoir, d'exercice et de participation, qui était plus ou moins reconnue à l'entité citoyenne, la personnalisation croissante du pouvoir, le glissement vers des institutions irresponsables de ce qui était contrôlé par les peuples. L'action politique devrait demander : dans quelle forme de gestion de la communauté fonctionnons-nous actuellement ? C'est pour cela qu'au moment des élections présidentielles, j'avais proposé que l'on se demande pourquoi un régime présidentiel qui était largement condamné par les traditions de gauche, d'extrême gauche, il y a quarante ans, est accepté maintenant par à peu près tout le monde. Il y a un fort déficit du côté des organisations qui se disent politiques sur les questions du renforcement de l'État, des élites dirigeantes. Elles ont délaissé la question des institutions. Mettre en avant la question du pouvoir a souvent été une manière de ne pas poser la question des formes réelles du pouvoir tel qu'il fonctionne et de ce que l'on peut essayer de faire pour les remettre en question.

Dans *La Mésestante*, tu écris que la thématique humanitaire présuppose une identité immédiate entre l'exemplaire quelconque et la plénitude du sujet de l'humanité. Il en résulte que, « dans la transformation de la scène démocratique en scène humanitaire », il y a une police mondiale, mais pas de politique mondiale...

Ce qui se joue sous le terme de mondialisation, globalisation est possible car il n'existe aucune Internationale. Et peut-être que, pour le dire sous forme de plaisanterie, les choses changeront le jour où les ouvriers chinois feront la révolution, abattront le capitalisme : nous en sommes à attendre en quelque sorte le mouvement anticapitaliste des ouvriers chinois ! Le destin d'un autre monde, d'une autre possibilité de monde, se joue entre les mains de ceux vers où s'est déplacée la classe ouvrière...

La clef du problème est donc internationale. Mais, on sait aussi que la clef du problème est dans le refus de voir les scènes politiques constituées par rapport à des États nationaux diluées dans une sorte de fausse scène internationale. C'était l'enjeu clair du référendum sur l'Europe, enjeu complètement caricaturé (« est-ce que l'on veut se recroqueviller ou s'ouvrir au large monde ? »). Il ne s'agissait pas du tout d'un choix entre nationalisme et fédéralisme, mais de la décision d'adhérer (ou non) à ce nouveau type d'État prenant ses consignes d'un super-État sans peuple.

Tu sembles tenir fermement sur les notions de peuples et de classes comme constitutives de la politique par rapport à une rhétorique de la plèbe ou de la multitude, tout en soulignant – dans *La Nuit des prolétaires*<sup>8</sup> – que le caractère permanent de la classe est « d'être toujours un lieu de transition, d'être toujours en formation ». Tu affirmes également que « l'institution de la politique est identique à la lutte des classes ». Tu récuses par ailleurs l'identification par les sondages du peuple à la population statistique. Le peuple, c'est pour toi « la classe du tort ». La substitution de la plèbe à ces catégories politiques est-elle le signe d'une moralisation dépolitisée de la politique ? Dans un texte déjà ancien, peut-être à l'époque de la publication de *La Cuisinière et le mangeur d'homme*, tu reprochais à Glucksmann son opposition binaire entre le discours (étatique) du maître et le non-pouvoir de la plèbe : « Nulle part ne se joue cette scène du pouvoir et du non-pouvoir », qui relèverait selon tes mots d'alors « des rêveries pastorales d'un non-pouvoir plébéien ».

Il est évident que la notion marxiste de classe s'est greffée sur une certaine idée de la plèbe, définie comme ceux auxquels n'est pas reconnue une existence dans la communauté. L'idée de la « classe qui n'est pas une classe » chez Marx vient assez directement de la plèbe qui elle-même renouvelait l'idée antique de la plèbe. Mais ce concept est susceptible de prendre des significations extrêmement différentes. Tel qu'il était employé chez Glucksmann, il renvoyait à une essence de la collectivité, aux vertus supposées natives d'une entité populaire comme telle. Pour moi, l'important dans l'idée de peuple et,

paradoxalement, dans celle de classe, c'est l'idée de dé-classification : penser celle-ci comme la rupture avec un système constitué des identités. La plèbe chez Glucksmann fonctionne à l'inverse. Elle suppose des pouvoirs attachés à une identité collective enracinée dans une vie. Tout cela était bien sûr influencé par Soljenitsyne : la plèbe contre le pouvoir. Or il n'y a nulle part de plèbe contre le pouvoir. Ce que j'essaie de définir comme « peuple politique » est une manière de constituer une figure non identitaire. J'ai souvent été accusé de populisme (on sait la faveur dont jouit cette notion). Or j'ai toujours fait effort pour définir le peuple ou la classe ouvrière comme sujets politiques, séparés de toute identification à un groupe social, ethnique, culturel ou autres.

**Ces mouvements apparus ces dernières années, aussi riches, neufs et essentiels soient-ils, butent sur le fractionnement des revendications. Ils se côtoient, s'additionnent parfois, mais ces dernières années ont illustré la difficulté à sortir d'une logique du particulier. Comment peut-on appréhender cette difficulté – et peut-être sa résolution ?**

La condition pour sortir du particulier est de fédérer toutes ces scènes conflictuelles et ces minorités militantes à partir de leur pouvoir commun d'universalisation et non du côté de l'addition de leurs petites scènes. Ce qui est important, dans tous ces mouvements, Act-up, sans papiers, sans logement, ce sont les manières dont se sont constituées des formes d'universalisation singulière. L'enjeu est qu'il y ait un espace réel d'affirmation politique de ces formes d'universalisation singulière. Le phénomène d'addition est strictement corollaire de l'identification de la scène politique collective à la scène officielle. Ce n'est bien sûr pas en disant « venez à l'universel » que la scène de l'universel se constituera. Ce que l'on peut toutefois au moins faire dans cette situation, c'est faire valoir ce que l'on pourrait appeler l'universalité formelle de l'affirmation de capacité qui est commune à tous ces mouvements. Les grandes subjectivités telles que les prolétaires relevaient de cela aussi. Les prolétaires étaient des gens qui faisaient ce qu'ils n'étaient pas censés faire, qui exerçaient des capacités qu'ils n'étaient pas censés exercer. Cela s'est historiquement noué avec un certain état des forces sociales, des rapports sociaux. Nous ne sommes plus dans cette logique-là. Et c'est pour cela qu'en un sens, il faut arriver à libérer les signifiants communs de leur poids sociologico-historique. Je n'ai rien contre le fait qu'on appelle à l'union des prolétaires, je suis tout à fait pour défendre la revalorisation de la notion de prolétaires. Mais cela ne donne pas la solution pour opérer cette revalorisation. L'avenir de la politique (ou de l'égalité) passe, actuellement, par plusieurs scènes dont aucune n'a de puissance considérable et qui sont séparées les unes des autres. Il existe des embryons d'un internationalisme nouveau, toutes les scènes locales constituées par toutes les brèches à la construction des



nouvelles frontières ou de communautés nationales entièrement soumises à la loi du marché. Il existe aussi des efforts pour maintenir les signifiants mêmes de la politique et pour moi d'abord le signifiant égalitaire. Je ne nous considère pas du tout comme dans un moment de fin. Nous sommes dans un moment de transition, d'incertitude, un moment où il est important d'être à l'écoute de tout ce qui est une forme effective d'affirmation d'une capacité collective et qui, par là, maintient une certaine idée de la politique.

Propos recueillis par Daniel Bensaïd et Olivier Neveux

- 1 Une « identification impossible qui retournait une appellation stigmatisante pour en faire le principe d'une subjectivation ouverte des incompétents, sans confusion possible avec toute représentation d'un groupe social identifiable ». J. Rancière, *La Méésentente*, Paris, Galilée, 1995, p. 157.
- 2 J. Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 10.
- 3 J. Rancière, *La Méésentente*, *op. cit.*, p. 188.
- 4 Voir J. Rancière, *Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Librairie Arthème Fayard (« 10/18 », coll. « Fait et cause »), 1987.
- 5 A. Badiou, *Abrégé de métapolitique*, Paris, Seuil (« L'Ordre philosophique »), 1998, p. 137.
- 6 L. Cornu, P. Vermeren (textes réunis par), *La Philosophie déplacée : autour de Jacques Rancière. Colloque de Cerisy [20 au 24 mai 2005]*, Horlieu, 2006.
- 7 J. Rancière, *Le Philosophe et ses pauvres* (1983), Paris, Flammarion (« Champs »), 2007.
- 8 J. Rancière, *La Nuit des prolétaires : archives du rêve ouvrier* (1997), Paris, Hachette Littératures, 2005.

# Interventions



## Frieder Otto Wolf

Ancien député européen. Enseignant en philosophie à l'université libre de Berlin, auteur de *Radikale Philosophie* (2002)

# Alternatives au capitalisme À la recherche d'une problématique renouvelée

**Comme Kurt Vonnegut, le romancier nord américain,** je dois commencer par dire que ma tentative de fournir des réponses aux très grandes questions soulevées par ce colloque a donné des résultats comparables à ceux du roman de Hemingway sur le « vieil homme et la mer ». Je me suis aventuré dans le grand large de la théorie des sociétés ou de l'histoire, pour y « pêcher » un si grand poisson que les requins l'auraient bouffé pendant mon voyage de retour, si je n'avais pas suivi le sage conseil de Vonnegut, cet autre grand écrivain radical : dépecer le poisson, et mettre les bons morceaux de sa chair dans le frigo du vaisseau. Je ne peux donc vous montrer maintenant que les arêtes de mon poisson, et autant de « bons morceaux » que possible. Je dois encore ajouter tout de suite que je ne sais même pas très bien à quel titre je m'exprime, en tant que philosophe, en tant que politicien, en tant que vieux bricoleur dans la théorie comme dans le mouvement social. Bref, et certainement, en tant que quelqu'un qui n'est pas dans son rôle.

Et, en un sens, je dois avouer que je ne sais même pas de quoi je parle. Je ne peux pas faire semblant de posséder un savoir supérieur. Je ne suis que trop conscient de mes lacunes. Et, pour terminer cet avant-propos paradoxal, je tiens à dire quand même une fois pour toutes que ce qui suivra est ce que je crois aujourd'hui, après 40 ans passés dans le mouvement, et dans ses débats. Ceci pourra changer dans une demi-heure, après avoir écouté de nouveaux arguments percutants. Mais c'est peu probable, je vous le dis d'expérience, de la part de quelqu'un de têtu. Je vous présente, donc, des opinions à examiner, et non des vérités acquises, en tant que politicien/philosophe/citoyen/militant. Mais je précise aussi que c'est du sérieux – que ce sont les vérités que je crois devoir défendre dans la grande « palabre » de l'humanité.

### 1. Le capitalisme

On parle encore du capitalisme au singulier. J'en prends acte non pour plaider pour une simple prise en considération des « capitalismes » au pluriel, mais

pour commencer à cerner toute la profondeur de la problématique, dont nous cherchons à débattre.

Le « capitalisme » n'est pas un concept théorique marxien. Il me semble venir plutôt de la tradition du « socialisme de chaire » (*Kathedersozialismus*), popularisé plus tard dans le « contre-feu théorique » par des auteurs antimarxistes classiques, comme Schumpeter ou Max Weber. Marx lui-même a plutôt parlé, pour désigner l'objet de sa recherche sur le « capital », de la « société civile-bourgeoise moderne sur la base du mode de production capitaliste », donc de quelque chose de beaucoup plus complexe. Mais faudrait-il assurer un statut théorique marxiste à une nouvelle élaboration de ce concept de « capitalisme » ? Ceci n'est pas clair du tout. Il n'y a même pas un véritable débat sur cette question.

En termes moins philologiques, pour essayer vraiment de construire la problématique d'un tel débat, nous aurons à débattre des relations, des rapports à définir entre au moins trois catégories, qui sont autant de conceptions théoriques différentes dans le marxisme du xx<sup>e</sup> siècle : « mode de production » (*Produktionsweise*), « rapport de production » (*Produktionsverhältnis*), « formation sociale historique » (*historische Gesellschaftsformation*). Et il faut chercher des réponses à des questions de structure inévitables :

Est-ce que « le capitalisme » est « un système » ou une « configuration » ou plutôt un « ensemble de structures surdéterminées » ?

Est-ce que les sociétés contemporaines sont des processus labiles, résultant toujours déjà, de la surdétermination d'une multiplicité complexe de structures de domination, capitalistes, patriarcales, productivistes, impériales ? Ou sont-elles à penser d'abord et surtout sous la catégorie de la totalité, du tout articulé ?

Ceci implique, entre autres, des conceptions profondément divergentes sur la « révolution », et sur la « transition socialiste ». C'est donc très loin d'être un débat scolastique.

Sans doute, avons-nous ici de quoi débattre longtemps encore sur le plan de l'analyse, de la théorie. Sans y faire des progrès réels et solides, nous ne pourrions même pas définir les grandes lignes d'une stratégie politique pratique, échappant à la pure affirmation/énonciation idéologique. Avant même de discuter des modèles de développement rivaux et antagonistes, nous devrions admettre la pluralité interne complexe de ce qui est trop sommairement désigné comme « capitalisme ». Avant de discuter des perspectives et des limites des « capitalismes » au pluriel – par exemple le néotaylorisme, le kalmarisme, ou le toyotisme, au commencement des années 1990 – nous devrions nous efforcer de mieux comprendre cette complexité, très probablement non-systémique et irréductible à des infrastructures simples.

Ceci ne signifie pas que nous devrions rester sans orientations, pendant que nous essayons de réactualiser nos capacités théoriques. Il peut y avoir des repères politiques rationnels, au moins provisoires. Je propose donc le recours provisoire, mais principal, de s'en tenir à « l'impératif catégorique » à concrétiser, applicable à et contre toutes les formes historiques de domination, formulé par Marx: « *Alle Verhältnisse umzuwerfen, in denen der Mensch ein unterdrücktes, erniedrigtes und verachtetes Wesen ist!* ». Mais nous aurions encore à déterminer comment le salariat, le rapport capital/travail du capital, s'insère concrètement dans les autres rapports de domination qui concourent à sa stabilisation – et donc de concevoir plus clairement qu'est-ce que cela veut dire de le surmonter. Ceci nous conduit, y compris, à historiciser nos idées, et à nous intéresser aux « métamorphoses du salariat » qui en concrétisent les configurations historiques.

Avec cette boussole à la main, il nous sera possible de nous aventurer un peu plus sur des mers inconnues.

## 2. Alternatives

Il semble que Rosa Luxemburg ait été la première à évoquer quelque chose qui justifierait de parler d'alternatives aux capitalismes au pluriel. À la fin de son analyse de l'accumulation du capital, elle avance l'alternative historique entre « socialisme » et « catastrophe » (*Untergang*). Dans ses Lettres de Junius, elle pose une alternative entre « socialisme » et « barbarie », en réinterprétant la perspective historique du *Manifeste communiste* – très linéaire dans sa relation au futur – comme une décision historique qui reste à prendre (ce que Marx avait seulement envisagé pour les sociétés prébourgeoises, pour la transition capitaliste). Ce n'est pas encore tout à fait la même chose que de parler « d'alternatives » aux capitalismes au pluriel, mais c'est déjà une condition première pour penser en ce sens : sans « alternatives entre », par exemple dans une vision strictement linéaire de l'histoire, comme dans le *Manifeste communiste*, il ne peut pas y avoir d'« alternatives au ».

Je voudrais souligner que cette pensée de Luxemburg doit elle-même être « pluralisée » en fonction de l'expérience du « court xx<sup>e</sup> siècle » (Hobsbawm). Il n'y a pas une seule sorte de « barbarie », il y en a plusieurs – non seulement en fonction des phases historiques différentes, comme le fascisme de l'entre-deux-guerres, les dictatures périphériques depuis les années 1950, le modèle dominant « exterministe » des années 1980, ainsi que les mouvements néo-chauvinistes et néoautoritaires apparus depuis les années 1990. Dans chaque phase de l'histoire, il y a aussi une pluralité d'options historiques barbares en compétition serrée et mutuellement exclusives, comme, dans les années 1930 et 1940 le fascisme de Mussolini, le nazisme de Hitler, l'idéologie chauvine du

Tenno au Japon. Le plus grand dénominateur commun à ces différentes formes de barbarie sera qu'elles constituent peut-être, en réalité, des « formes de transition vers l'extinction de l'espèce humaine », de différentes manières il est vrai (autoaffirmative, désinvolté, incompétente, ou même involontaire).

Force est de constater, encore, que l'unicité a été perdue aussi du côté de l'alternative « socialiste ». Le mouvement socialiste a depuis très longtemps perdu son caractère unitaire, depuis la scission des communistes et des socialistes de gauche pendant et après la Première Guerre mondiale. Le mouvement communiste est irréversiblement divisé depuis la scission trotskiste (ou depuis la mainmise du stalinisme sur le Komintern) en théorie et dans ses pratiques, de masse ou groupusculaires, et depuis la scission maoïste, dans la pratique des États et des masses.

Aujourd'hui nous ne pourrions plus nier la pluralité irréductible des conceptions socialistes, dont le dénominateur commun pourrait être de nous présenter des « formes de transition vers un contrôle démocratique commun et conscient du développement de l'espèce humaine ». On parle, effectivement, et à juste titre, de socialismes productiviste, étatiste, écologique, libertaire, féministe, anticolonial – et de leurs combinaisons ou plutôt de leurs synthèses, si tant est qu'elles soient possibles. Ceci nous présente toute une autre complexité à bien mesurer et à évaluer dans ses potentialités de transition vers un modèle de développement vraiment « soutenable dans la longue durée ».

## 3. Rapports de domination

Je propose de se placer du point de vue d'une pluralité élémentaire de relations/rapports constitutifs de nos « sociétés », qui sont en même temps des relations/rapports de domination à analyser dans leur différence primordiale, et non pas à déduire les uns des autres. Très schématiquement, il faudra distinguer au moins :

- le rapport capitaliste proprement dit, c'est-à-dire le rapport salarial ;
- le rapport patriarcal entre sexes et générations, organisé sous forme d'un rapport familial ;
- le rapport productiviste entre l'humanité et la nature extra-humaine, défini par les formes et processus de la mise en valeur de la nature par les pratiques économiques humaines ;
- les rapports de domination/dépendance transnationales, qui incluent les formes existantes de supranationalité ou d'internationalisation ;
- les rapports d'hégémonie ou subalternité en tant que tels, abstraction faite de leur « substance » spécifique.

Ces distinctions, qui peuvent sembler à certains un peu scolastiques parce qu'elles s'éloignent du consensus dominant, permettent de formuler une

thèse stratégique. Celle de préconiser une inversion de la pensée en termes de contradictions principales ou secondaires. Au lieu de concentrer tous nos efforts sur la lutte au niveau du rapport capitaliste à proprement parler, le salariat, demandant à tous les autres sujets sociaux d'attendre « leur tour », après la transition socialiste promise – ce qui tend à priver la gauche du contact franc et direct avec un grand potentiel de mouvements sociaux, qui n'accepteraient plus cette subordination, nous pourrions prôner une stratégie de libération plurielle et permanente. Utilisant tout élément libérateur à l'œuvre dans un des rapport de domination qui nous oppriment, augmentant ainsi les « degrés de liberté » subjectifs et objectifs des dominés, par conséquent leur capacités d'agir, et même leur possibilité effective d'une solidarité à travers leurs différences profondes.

#### 4. Chemins et bifurcations

Nous pourrions déjà trouver dans les analyses historico-politiques de Marx un élément que les communistes et les socialistes traditionnels n'ont pas dûment mis en valeur. La distinction entre une révolution passive, qui reproduit la forme de domination antérieure sous une forme plus efficace, et une révolution active qui commence un processus de négation constructive (*Aufhebung*) de cette forme de domination et de la configuration de rapports de domination. Cette distinction nous renvoie à l'opposition historique entre les deux camps opposés au XIX<sup>e</sup> siècle, celui de la révolution et celui de la contre-révolution (pensées sur le mode de la « réforme » et la « contre-réforme » des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles). La révolution passive sera la stratégie par excellence d'une contre-révolution intelligente, tandis qu'il va de soi que les révolutionnaires, du côté de la révolution, seront toujours des révolutionnaires actifs.

Il est important de souligner que, dans l'histoire, ce ne sont pas les bifurcations qui rompent la continuité. On pourra constater au contraire un certain excès dans la formule de Luxemburg. Très souvent ce ne sera ni le socialisme, ni la barbarie, mais une continuation du même, renouvelé par une révolution passive. Ceci semble avoir été perçu, en premier, par Walter Benjamin, qui écrivait : « *Dass es so bleibt, das ist die Katastrophe!* » (« Qu'il continue comme ça, c'est ça la catastrophe ! »)

Dans des crises profondes, dites structurelles, s'ouvrent ainsi toujours des alternatives concrètes qui « excluent » d'autres alternatives qui semblaient encore possibles à l'ouverture de la crise. Ceci me conduit à proposer de considérer les crises historiques comme un processus itératif, mais irréversible d'une sélection d'alternatives données. Ces « alternatives entre », qui sont nécessairement d'abord des alternatives à l'intérieur de la situation donnée, avec les « alternatives au » statu quo de société qu'elles nous offrent,

sont donc toujours déjà historiquement datées, à prendre ou à laisser, sans aucune chance de nous être offertes une deuxième fois.

Il en résulte que nous sommes devant une double tâche stratégique :

celle d'influencer la sélection d'alternatives réellement possibles (en fonction de leur cohérence interne et avec les autres éléments déterminants de la situation, de leur pertinence pour modifier les degrés de liberté des acteurs et les « rapports de force », de leur capacité mobilisatrice) dans la formation sociale historique donnée, et dans la conjoncture actuelle de ses contradictions ; et celle de nous rallier aux diverses et multiples alternatives « progressives » (dans un sens non-linéaire, c'est-à-dire surtout libératrices et éclairantes pour les sujets concernés) dans les confrontations décisives.

Pour illustrer ce que je veux dire, je peux ici faire référence surtout à trois exemples historiques :

- la Première Guerre mondiale, qui opposait en tant qu'alternatives : le wilhelminisme, les impérialismes libéraux, le bolchevisme (après la banqueroute du réformisme social-démocrate devant les nationalismes)
- la Seconde Guerre mondiale qui opposait le nazisme, l'américanisme/fordisme, le stalinisme (qui avait historiquement écarté de la scène réelle le trotskisme et le socialisme de gauche) ;
- la guerre froide qui opposait de la même manière le soviétisme, le fordisme, et le tiers-mondisme (jusqu'à ce que la nouvelle gauche s'y ajoute tardivement sans jamais devenir une des alternatives réellement en compétition)

Il est encore difficile de dresser un bilan fiable de ce processus de production et sélection des alternatives dans l'histoire réelle. On pourra peut-être dire que la crise finale du fordisme a été préparée, d'une manière certainement non-linéaire, par tout un ensemble de processus de crises, avec leurs alternatives spécifiques et leurs décisions souvent fragiles : par la fin des empires coloniaux, la fin des dictatures fascistes (Franco, Salazar, Pattakos), la fin des modèles keynésiens d'une social-démocratie modernisatrice, la crise et le renouveau partiel du mouvement communiste stalinien (communisme réformateur de l'est, eurocommunisme), l'essor et la crise de la nouvelle gauche (maoïsme, trotskisme, guévarisme). Ces processus, tous ensemble, n'auraient pas encore donné ce résultat définitif sans l'intervention de deux autres facteurs majeurs : la formulation, l'ascension et la consolidation d'un néolibéralisme autoritaire, capable de mobiliser la dynamique des marchés pour un projet politique de choix de société radicalement individualiste, et contre toute forme de solidarité institutionnalisée ou bien organisée, ainsi que l'émergence de nouveaux mouvements sociaux radicaux explicitement non-socialistes et « autonomes » (féministes, écologistes, tiers-mondistes, libertaires).

Ce constat historique a des conséquences stratégiques importantes. D'abord, il en résulte que la distinction courante entre « alternatives au capitalisme » et « alternatives dans le capitalisme » soulève bien des difficultés. Bien qu'il soit toujours nécessaire d'essayer de distinguer les pratiques concrètes, qui mettent en question les limitations de fait des pratiques et structures existantes, et celles qui s'attaquent à des limitations « du système », il n'en est pas moins incontestable que ceci ne peut s'appliquer au niveau de conceptions stratégiques totalisantes. Si l'on ne veut pas tomber dans des pratiques religieuses qui s'occupent d'un « au-delà » inaccessible, les alternatives à sélectionner sont et seront toujours « dedans », à l'intérieur du système – même celles qui cherchent une issue pour le surmonter ou le briser.

Ce qui ne veut aucunement dire que nous ne puissions plus, d'une manière rationnelle, nous prononcer sur des alternatives stratégiques. Avec Clausewitz, nous devrions débattre sur les objectifs ultimes qui devront orienter nos luttes, sur la caractéristique générale de la phase concrète des luttes que nous menons (défensive/offensive), et sur les enjeux décisifs de nos confrontations avec l'adversaire. Il y a au contraire tout un espace de débats stratégiques féconds qui nous est ainsi ouvert, en opposition aux conceptions dogmatiques qui ne laissent pas d'espace véritable. Il faut rappeler ici que certaines sont carrément allées jusqu'à affirmer qu'il n'y avait pas matière à des discussions de stratégie, la stratégie – de révolution violente – étant clairement définie, il ne s'agissait plus que des débats tactiques : comment réaliser l'unité politique du prolétariat et comment, éventuellement, la compléter par des alliances de classes.

Ceci veut dire, pourtant, si je l'ai bien compris, qu'il ne sera plus possible de classer des pratiques concrètes d'un point de vue stratégique – ni en tant que révolutionnaires ou réformistes (pourvu qu'il soit encore possible de redonner un sens tangible à cette distinction usée), ni en tant que pratiques « transcendants » ou « immanentes » au « système ». Ceci semble impliquer, assez directement, qu'autant les idées d'un « saut révolutionnaire » au sens fort – c'est-à-dire de l'immanence d'un « tout faux » à la transcendance d'un « tout vrai » est aussi criticable que l'idée inverse, selon laquelle « il n'y a pas de vrai dans le tout faux ». Très probablement, ceci signifiera que les pratiques « alternatives » seront toujours « à oser », constituant des « paris » sans garantie préalable possible.

Peut-être la manière la plus intelligente de s'y prendre serait-elle d'effectuer une critique de l'approche caractéristique des ingénieurs appliquée au problème de la pratique politique, qui a tant marqué les débats de la gauche historique depuis Saint-Simon (avec son idée, il est vrai, séduisante pour les intellectuels, de la technocratie). Il y aura toujours des conceptions straté-

giques et tactiques qui ne fonctionnent pas du tout, qui seront, donc, clairement « fausses ». Mais ceci n'implique nullement qu'il existe une « manière de faire optimale » (« *one best way* », disait Taylor), une « ligne juste » comme le prétendait le « léninisme ». Il existe toujours une pluralité d'options stratégiques et tactiques possibles, qui sont à préférer ou à délaisser selon une pluralité de critères, d'intérêts, d'anticipations, de validations. Ceci n'enlève pas leur rationalité aux choix politiques, bien au contraire : ceci nous permet de voir la rationalité même d'une diversité d'options politiques en compétition – même d'un point de vue de classe ou de mouvement très explicite et clair !

## 5. Points de vues et perspectives

Les traditions socialistes et communistes, si nous y regardons bien, ne nous ont pas vraiment « laissé en héritage » des solutions aux problèmes que nous essayons de cerner ici. Il s'agit plutôt, dans cette tradition, de reformulations énigmatiques et paradoxales des problèmes à résoudre, qui donnent certes à penser, bien plus qu'elles ne nous offrent des concepts à utiliser. Qu'est-ce que peut bien vouloir dire le paradoxe d'une « dictature du prolétariat » qui est censée être, en même temps, une forme de démocratie directe de masses ? Que nous dit aujourd'hui la boutade d'Engels, selon laquelle « la révolution est la chose la plus autoritaire du monde » – et en même temps la forme incontournable de l'émancipation sociale universelle ? Et l'autre boutade d'Engels, selon laquelle on ne peut pas « faire la révolution » – et la réponse en écho de Guevara, pour qui « c'est le devoir de tout révolutionnaire de faire la révolution » ? Qu'est-ce qu'elles signifient encore ?

La métaphore usée de Lénine, du parti « avant-garde de la classe ouvrière », qu'est-ce qu'elle peut au juste encore signifier ? Le paradoxe délibéré de Gramsci de parler de « nouveau prince » pour désigner ce même parti révolutionnaire, utilisant le concept de Machiavel pour le « parti de la philosophie de la pratique », qu'est-ce qu'il peut apporter aujourd'hui, hors de sa prison des années 1930 ? Qu'en penser ?

Reprenons une ultime tentative de penser la tâche des lumières d'une manière systématique, celle de Kant : Que pouvons nous savoir ? Que pouvons nous faire ? Que pouvons nous espérer ? D'abord, nous devons concevoir le processus historique comme un jeu stratégique à plusieurs, sans tomber dans le travers d'une « praxéologie » superficielle. La bourgeoisie aussi joue, avec une stratégie propre, qui utilise les barbaries, comme les formes de continuité « mise à jour » et même les impulsions provenant des initiatives « socialistes ». Et, de « notre côté », les sujets ne savent pas très bien ce qu'ils font. Ils se méprennent quant à leurs rôles possibles ou à la « portée » possible de leurs actions. Ils commettent des erreurs stratégiques sans les corriger. Dans un tel

jeu on ne peut pas savoir d'avance sur quelles ressources et sur quelles positions on pourra s'appuyer pour lutter contre ses adversaires. Les rapports de forces, comme l'issue des confrontations ou des phases de lutte prolongée, sont donc, par principe, imprévisibles. Chaque phase est ouverte par une « nouvelle donne » qui définit les jeux possibles à mener, comme les chances de victoires ou défaites possibles.

Plus concrètement, dans l'histoire réelle, ce ne sont pas les classes en tant que telles qui jouent. Les « sujets » historiquement réels, considérés de la manière la plus schématique possible, relèvent d'au moins trois grands groupes, depuis 1789 : la gauche politique, la droite politique, les masses « à politiser ». Ces groupes de sujets sont eux-mêmes variables et pluriels – des mouvements, des organisations, des partis, des institutions d'État, peuvent être qualifiés « de gauche, de droite, de masse ». Les résultats de leurs luttes sont imprévisibles, mais non pas foncièrement aléatoires. Ils sont plutôt du type du « *es (er)gibt sich* », de l'événement et de la trouvaille.

Il nous faudra ensuite clarifier de quel objectif et de quelle pratique nous sommes en train de parler. La « révolution », comme changement structurel profond, pensé sous des catégories métaphoriques, manque de concepts (et, peut-être, de pratiques) vraiment élaborés. Nous parlons de « transition » dans un registre « dromologique » (Virilio), qui nous renvoie, peut-être à une tâche classique de la tactique militaire, celle de « se forcer un passage sur un obstacle sous la résistance d'un ennemi » (Clausewitz). Nous parlons aussi de « transformation » dans un registre « ergologique » (Platon/Aristote/Marx), qui nous installe dans la position d'un « démiurge » à l'intérieur de l'histoire. Et nous parlons encore de « métamorphose », dans un registre « mythologique » élaboré (de Homère à Hölderlin et Aragon)? S'y ajoutent encore des registres métaphorologiques moins élaborés, mais peut-être plus pertinents: celui d'une rupture dans un processus, ou celui d'un « saut qualitatif », ainsi que de miettes d'un registre théologique traditionnel, quand on parle d'un « au-delà » du « capitalisme », ou d'une « transcendance » par rapport au « système ».

Il nous faudra, de manière urgente, surmonter cette indéfinition. J'y vois trois voies principales possibles.

1. S'appuyer sur les pratiques nouvelles du mouvement social pluriel, pour penser la pluralité des contradictions à résoudre et y trouver des réponses politiques nouvelles et efficaces.
2. Relire les textes classiques, de Marx et des marxistes, pour y retrouver toutes leurs richesses et leurs insuffisances.
3. Nous élever à la hauteur d'un débat millénaire sur les bases d'une philosophie politique de la « liberté égale » (l'« égaliberté » de mon vieil ami Balibar) qui a travaillé à l'élaboration des conditions de possibilité d'un « État », d'une

« communauté », d'une « société », qui « réalise » cette « égaliberté » pour tous et pour toutes, sans créer en même temps des mécanismes « totalitaires » de pouvoir, qui feront en sorte de « reproduire des êtres égaux plus égaux que les autres » (Orwell).

Dans une telle perspective nous devrions « relire » le fameux adage de Marx de « la société sans classes ». Cela requiert certainement un effort d'interprétation. Il ne peut s'agir d'une société d'égaux sans différences, étant donné le poids de nos différences dans le processus précaire de nos identités, et l'irréductibilité effective de certaines différences (sexuelles, d'âge, de génération, de langue, de culture profonde). Mais, même si nous faisons l'effort philosophique nécessaire pour écarter les malentendus qui entourent encore les notions d'égalité et de différence, pour penser clairement la distinction entre l'égalité et l'identité, et entre leurs opposés, la non-égalité (c'est-à-dire la différence au sens terminologique) et la non-identité, c'est-à-dire l'altérité ou la diversité, encore une fois dans un sens terminologique spécifique, l'idée d'une telle « société sans classes » restera sous-déterminée.

D'abord, elle n'a été vraiment pensée que pour les relations de domination/exploitation organisées autour d'un rapport d'extraction/d'appropriation d'une plus-value (ou plutôt, d'un « plus-produit ») par les dominants au dépens des dominés. Quid des formes de dominations différentes de ce modèle? De la domination productiviste de l'« industrie » sur les autres pratiques humaines, ainsi que sur les êtres en dehors de l'espèce humaine? De la domination patriarcale? Ou même de la domination néocoloniale ou néo-impérialiste?

Ensuite, son rapport à l'autre catégorie fondamentale de Marx pour caractériser les sociétés post-capitalistes est resté presque entièrement impensé. Je veux parler de l'idée, pourtant fondamentale de l'« *Absterben des Staates* », dont la difficulté de traduction « *withering away* »/« dépérissement », souligne les difficultés conceptuelles. Même si nous réussissons à en lever quelques malentendus, comme ceux sur l'autoritarisme et l'antiautoritarisme – qui se retrouvent sur l'idée simpliste qu'une pratique sociale cohérente pourrait être, soit imposée par une autorité, soit remplacée par une cohésion spontanée, au lieu d'envisager le jeu complexe, de bas en haut et de haut en bas, dans un processus d'hégémonie, de leadership, et de convergence active. Ce sont de grandes questions sans réponses. Il s'agit généralement des relations entre la domination et le pouvoir, entre la politique, le droit et l'État, entre la violence et l'ordre, tant dans des communautés humaines concrètes qu'au sein de l'espèce humaine dans son universalité.

Des dimensions entières d'une philosophie politique de la liberté égale restent donc à reconstruire. Il serait naïf, et peu efficace, de s'y aventurer avec des

moins vides. Des grandes traditions restent à redécouvrir – des sophistes grecs et des « petits prophètes » juifs, via les grands philosophes arabes de la « gauche aristotélicienne », jusqu’aux débuts véritables de la philosophie politique des Lumières, chez les « scolastiques » franciscains, chez les « humanistes », chez les « légistes » qui ont reconstruit le droit romain pour la tradition moderne, dans les littératures « *della ragione dello stato* » ou « *de prudentia civile* », qui fleurissaient en Italie, aux Pays-Bas et dans les pays germaniques des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

Nous parlons encore du même objet, dont nous continuons de parler au présent, et non pas seulement au plus-que-parfait, comme un objet d’amour : la révolution. Elle restera un objet d’amour, un espoir au sens fort, même si elle sera pensée à l’avenir et pratiquée « *in a new key* ». Ceci ne diminue pas la nécessité de la repenser radicalement, sans tabous, et de fond en comble. Beaucoup de vieilles distinctions et dissensions passeront à la trappe dans ce processus de travail nécessaire. Ceci ne veut pas dire que nous tomberons spontanément d’accord sur les réponses aux nouvelles questions auxquelles nous devrions répondre. Dans un paysage nouveau, les repères usuels changeront de signification, de poids, et de priorités. Le processus sera difficile, incertain, et certainement controversé et conflictuel. Nous ne pouvons pas y échapper. À la fin, même le « nous », dont nous parlons aujourd’hui, ne sera plus le même.

Ceci a au moins une conséquence stratégique certaine, aussi simple qu’inevitable. Notre travail théorique ne sera plus jamais relié d’une manière directe à notre pratique politique. Nos projets politiques, les organisations que nous formerons pour les porter, ne seront plus jamais définissables par une référence marxienne ou marxiste. Le temps d’une politique « marxiste » ou d’un parti « marxiste » est révolu, sans appel. Sans même parler du « marxisme-léninisme » que nous devrions reconnaître comme le pseudonyme du stalinisme théorique en tant qu’idéologie de parti-appareil.

Si l’on relit les écrits de classiques comme Liebknecht ou Labriola, Luxemburg ou Plekhanov, Bauer ou Gramsci, on commencera à douter du caractère direct, « organique », de leur relation au mouvement ouvrier. On comprendra au moins qu’une telle liaison « organique » ne s’est jamais réalisée selon les modèles d’unité, de cohésion, et de subordination que les « idéologies de parti », autant de la social-démocratie allemande avant la Première Guerre mondiale, que du « parti d’avant-garde » de « révolutionnaires professionnels » de Lénine, ou de sa « réorganisation/perversion » stalinienne avaient préconisés à l’unisson. Surtout, ce travail intellectuel se n’est jamais réalisé en vase clos, sans réagir à des idées contemporaines.

Si nous parvenons à confronter d’une manière créative, honnête et intelligente, nos propres contradictions, et celles de nos traditions intellectuelles et

politiques, nous avons toutes les chances d’y faire, encore une fois, une contribution de grand poids. L’impact de Marx et des marxistes, jusqu’aux contre-feux théoriques que leurs initiatives critiques ont déclenchés, ont profondément marqué leur siècle. Si nous n’avons pas peur des confrontations et des critiques nécessaires, le monde contemporain est largement ouvert à nos initiatives critiques nouvelles.

## 6. Fin

Pour en finir de ce long discours décousu, j’ai trouvé chez Shakespeare, dans *La Tempête*, une belle formule, qui pourra anticiper, j’espère, ce que nos petits enfants pourront dire de ce que nous appelons encore, quotidiennement, faute de mieux, le « capitalisme » et la « révolution » :

*“Full fathom five thy father lies;  
Of his bones are coral made;  
Those are pearls that were his eyes:  
Nothing of him that doth fade,  
But doth suffer a sea-change  
Into something rich and strange.”*

« À cinq brasses sous l’eau gît ton père ;  
Ses os sont devenus corail ;  
Et ces perles furent ses yeux :  
Rien de lui ne s’est flétri,  
Mais tout a subi dans la mer un changement  
En quelque chose de riche et de rare. »

**Miguel Romero**

Directeur de publication de la revue *Viento Sur*,  
et membre de *Espacio alternativo*.

## L'énigme Andreu Nin

« Avec le recul historique, aujourd'hui où l'Europe connaît des luttes politiques plus ou moins pacifiques, qu'elle n'est plus plongée dans des crises graves, des situations critiques, des guerres, maintenant que cela n'a pas de conséquences, on tend à considérer les choses autrement. Mais quand un parti dans son ensemble, formé à la lutte de classe, véritablement ouvrier, opposant à toute participation gouvernementale, prend une résolution d'une telle importance [la participation au gouvernement de la Generalitat], c'est que la situation concrète l'imposait. »

Juan Andrade, *Notas sobre la Guerra civil*,  
Ediciones libertarias, Madrid, 1986.

**Entre juillet 1936 et mai 1937, la Catalogne a connu** un événement exceptionnel dans l'histoire du mouvement ouvrier du xx<sup>e</sup> siècle avec un « choc de stratégies » qui a mis aux prises tous les courants fondamentaux du mouvement ouvrier – y compris le courant social-démocrate, alors qu'aucun parti ne le représentait. Même s'il s'est produit dans une situation exceptionnelle de guerre civile, nous pouvons dans ce « choc » trouver des idées et des expériences utiles pour comprendre les rapports entre la lutte pour le pouvoir politique et les objectifs d'émancipation sociale. Aujourd'hui comme hier, ces rapports sont sans doute la question la plus controversée au sein de la gauche sociale et politique et se trouvent, aujourd'hui comme hier, au cœur de la construction de tout projet anticapitaliste.

Traduit en termes actuels, nous pouvons caractériser ainsi les principaux pôles de ce conflit.

Le courant libertaire visait à « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Il a échoué. Plus que sur une stratégie, dans la forme qu'elle a prise en Catalogne, la CNT-FAI s'est appuyée sur une « doctrine ». Une stratégie implique la définition de moyens cohérents pour atteindre des objectifs déterminés dans une situation concrète. Le courant libertaire a réalisé des actions militantes portées par un extraordinaire élan révolutionnaire qui s'inscrivaient dans la doctrine du communisme libertaire. Mais ses choix face aux principaux

événements ont répondu à des considérations de « réalisme politique » que sa propre doctrine rejetait et qui s'inscrivaient paradoxalement dans une analyse concrète très éloignée de la réalité. Soit dit en passant, on peut s'étonner que l'expérience de la CNT-FAI au cours de cette période ne soit même pas mentionnée comme référence par les personnes et les courants qui défendent aujourd'hui des points de vue proches, alors que c'est, sinon l'unique, tout au moins l'une des rares occasions où ces idées ont été mises à l'épreuve, à grande échelle et avec des résultats de grande portée.

Le courant stalinien, PCE-PSUC, voulait pour ainsi dire « prendre le pouvoir pour ne pas changer le monde ». Il a gagné. Dans la situation révolutionnaire de juillet 1936, la « prise du pouvoir » a pris la forme d'une « contre-révolution » démocratique dans le processus de reconstruction de l'État républicain. Faire barrage à la révolution socialiste au nom d'un programme et d'un gouvernement démocratiques bourgeois est au cœur de la stratégie social-démocrate en Europe au xx<sup>e</sup> siècle. Le stalinisme, de ce point de vue, a mis en œuvre un programme social-démocrate, avec ses méthodes propres qui ont pris une forme particulièrement brutale dans la Catalogne des années 1936-1937. Le plus intelligent des commissaires politiques de l'Internationale communiste, Togliatti, l'a résumé ainsi dans l'un de ses rapports dès août 1936 : « Le parti a compris très bien une chose : il faut développer une politique cohérente pour élargir et renforcer ses positions dans l'armée, dans la police, dans l'appareil d'État, etc. Le renforcement des positions du parti dans l'armée, en tout premier lieu, et dans l'appareil d'État est une des principales garanties de la victoire. »<sup>1</sup>

Le POUM, enfin, a incarné la stratégie marxiste léniniste classique : « prendre le pouvoir pour changer le monde ». Il a aussi échoué. Mais contrairement à la CNT-FAI, le POUM avait, lui, une stratégie qui justifiait ses choix politiques. C'est ce qui permet de déterminer si cette stratégie était adaptée à la situation et aux objectifs d'émancipation auxquels il s'identifiait et d'examiner dans un esprit critique la cohérence des décisions prises avec cette stratégie.

Un très grand nombre de livres et d'articles ont traité ces questions, de façon spécifique ou dans le cadre d'analyses plus globales. Certains sont excellents tels, entre autres, les travaux de Pelai Pagès, Durgan, Tosstorff, Bolloten, Fraser, Godicheau ou Pozo, auxquels il faut ajouter ceux de certains protagonistes majeurs comme Nin, Andrade, Solano, Gorkin ou encore Gironella<sup>2</sup>.

J'ai choisi de me limiter ici à une période très brève – septembre-décembre 1936 – et à un thème concret – la participation d'Andreu Nin au gouvernement de la *Generalitat*. Cette participation pose pour le moins de sérieux problèmes de cohérence avec les fondements de la politique du POUM mais aussi avec les résolutions et les déclarations qu'il a adoptées jusqu'à la veille même de la formation du gouvernement. La contradiction est encore plus flagrante



entre les déclarations de Nin lors de sa prise de fonction au ministère de la Justice : « Je viens pour légaliser ce que les masses ont conquis dans la rue. » et, dans les jours qui ont suivi, son rôle décisif dans le démantèlement du comité de Lleida que le POUM considérait, sans aucun conteste et à juste titre, comme « une conquête des masses ».

Pourquoi, au-delà du parti lui-même, un révolutionnaire intelligent et intègre comme Andreu Nin a-t-il agi ainsi ? Il y a là une énigme à laquelle je ne trouve pas d'explication satisfaisante. Peut-être seul Nin lui-même aurait-il été en situation de l'élucider mais – et c'est ce qui est plus énigmatique encore – dans aucun de ses textes il n'a donné d'explication sur ces contradictions. Même dans son texte de bilan de la politique du POUM dans la guerre civile – « Le problème des organes de pouvoir dans la révolution espagnole »<sup>3</sup> – sa participation au gouvernement de la *Generalitat* est complètement esquivée. Cet article se propose donc, plus qu'une réponse à cette énigme, d'établir un dialogue impossible avec la mémoire d'un camarade.

### Protéger l'unité du parti ?

L'explication la plus simple de l'entrée de Nin dans le gouvernement de la *Generalitat* tient à la situation interne du POUM qui a incontestablement influencé ces décisions. Le POUM était un parti de création très récente issu d'une fusion encore précaire<sup>4</sup>. Son principal dirigeant, Joaquim Maurin, était emprisonné et avait été remplacé par le « dirigeant de la minorité », Andreu Nin, qui pouvait sans doute compter sur le respect des militants mais qui, comme l'a dit Andrade, était un « *secrétaire politique diminué* ».

Refuser d'entrer dans le gouvernement de la *Generalitat*, alors que même la CNT s'apprêtait à le faire, était une décision très risquée qui aurait fait du parti la seule opposition de gauche et, qui plus est, à l'extérieur du gouvernement. Une décision de cet ordre aurait pu mettre en danger l'unité du parti et on comprend facilement que la direction du POUM ait attaché une grande valeur à cette unité. Mais cette explication n'est pas du tout satisfaisante. Elle laisse de côté beaucoup trop de questions importantes.

On peut ainsi s'interroger sur la faiblesse de l'opposition à la décision d'entrer dans le gouvernement adoptée lors du plénum du Comité central le 15 septembre, qui s'est limitée à Juan Andrade et Enrique Rodríguez<sup>5</sup> et à des réserves exprimées par des secteurs de la JCI (Juventud Comunista Ibérica - Jeunesse communiste ibérique, l'organisation de jeunesse du POUM) et des comités de Lleida et de Barcelone ; ou encore s'étonner des conditions posées, « l'hégémonie ouvrière » ou encore un « programme socialisant », conditions purement formelles dans la mesure où elles étaient largement acceptées.

Il est vrai qu'à ce moment-là, quelques semaines avant la constitution du gouvernement le 26 septembre, on ne discutait que d'éventualités et pas de réalités avérées, même si une partie du CC, pour le moins, devait savoir qu'il s'agissait de faits pratiquement consommés (nous y reviendrons). Ce qui est par contre véritablement extraordinaire et difficile à justifier par des « raisons internes », c'est le fait que Nin, alors qu'il venait tout juste de prendre ses fonctions, accompagne le chef du gouvernement Tarradellas venu dissoudre le comité de Lleida (le 30 septembre). Le président Companys était convaincu qu'ils seraient accueillis sous les balles, mais ils réussirent rapidement et facilement à convaincre le comité de se placer sous l'autorité du gouvernement et de disparaître.

Alors qu'il devient évident que le programme réel du gouvernement, ou tout au moins son objectif prioritaire, est la dissolution du Comité central des milices antifascistes (CCMA) – le 1<sup>er</sup> octobre – et dans la foulée celle de tous les comités et leur remplacement par des « conseils municipaux » dépendants de la *Generalitat* – le 9 octobre – pourquoi le parti ne réagit-il pas ? Pourquoi ne se forme-t-il pas une « opposition de gauche » à cette orientation ? Pourquoi n'avoir pas compris que la force politique la plus menacée et la plus affaiblie par ces mesures était le POUM lui-même ? Comment Nin a-t-il pu penser que son action à Lleida ne « *freinait* » pas mais au contraire « *donnait corps à la révolution* » ?

La seule explication au plan interne est celle qu'avance Tosstorff. Au gouvernement, Nin aurait protesté « en vain » contre la dissolution des comités et le parti aurait alors décidé de « saboter » la mise en pratique du décret, en s'appuyant sur la force du POUM dans chaque localité<sup>6</sup>. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la réalité a pris une tout autre tournure. Il faut donc chercher d'autres explications.

### Éviter l'isolement ?

Quand la situation impose à une organisation politique d'agir « à contre-courant », elle prend le risque d'un isolement qui ne laisserait indifférente qu'une secte. Cette question avait de quoi préoccuper au plus haut point le POUM, une organisation marxiste révolutionnaire née d'un processus d'unification plus limité que ce qui avait d'abord été envisagé, avec des forces militantes appréciables mais réellement influentes dans la seule Catalogne où dominait, par ailleurs, très largement la CNT-FAI ; une organisation exposée en permanence à des circonstances exceptionnelles, la tension et l'urgence d'une pré-guerre civile d'abord, un processus révolutionnaire au sein de la guerre civile ensuite, caractérisé par une dualité de pouvoir dans le camp « républicain ». Le POUM s'est toujours efforcé d'éviter l'isolement en cherchant activement le

rapprochement, l'accord, la convergence pratique ou organique avec la CNT ou la majorité de ses militants. Toute étude sérieuse des rapports entre le POUM et la CNT doit porter sur la période qui va de la formation du Front populaire à l'après mai 1937. Cela n'est pas envisageable dans les limites de cet article mais il faut néanmoins exposer quelques considérations générales avant d'aborder les problèmes concrets concernant la *Generalitat*.

La CNT était sans conteste le courant hégémonique du mouvement révolutionnaire en Espagne. Vouloir construire un parti révolutionnaire en l'ignorant aurait été simplement absurde. Pour le POUM, sa politique en direction de la CNT était – à juste titre – fondamentale. Mais quelle politique ?

La CNT était une « organisation mouvement », une confédération avec une réelle autonomie des diverses instances – locales, régionales,... – mais avec une direction stricte qui « n'osait pas dire son nom » et des dirigeants dotés d'une autorité très affirmée. En politique, la CNT agissait pour son propre compte sans s'allier à aucune autre organisation, si on excepte le cas de l'Alliance ouvrière en 1934 dans les Asturies<sup>7</sup>. Son idéologie et sa doctrine étaient marquées par une hostilité à l'encontre de « la politique » et en particulier des partis politiques qualifiés de « marxistes autoritaires ». Mais par-dessus tout, particulièrement en Catalogne, le mouvement libertaire était bien plus qu'une organisation : c'était une culture, des « coutumes mises en commun » et transmises de génération en génération depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>.

Cette description sommaire permet de se faire une idée sur l'ampleur de la tâche que s'était fixée le POUM. Il faut aussi reconnaître que ce parti – et Nin plus particulièrement, par ses capacités intellectuelles et son expérience militante – réunissait des conditions hautement favorables pour répondre à cette situation.

Selon la tradition communiste classique, la réponse aurait consisté à réaliser des expériences pratiques communes permettant de gagner la majorité des militants de la CNT, en rupture avec au moins une partie de leur direction. Mais c'était à mon avis totalement irréaliste de penser que la majorité ou même ne serait-ce qu'une partie significative des militants de la CNT pourraient devenir « marxistes ». Ce que je crois possible, par contre, c'est que les militants de la CNT, sur la base de leur expérience, en soient venus à considérer le POUM comme un parti dont le « marxisme » n'avait rien à voir avec celui des autres partis qui se disaient marxistes. La politique concrète du POUM en était la preuve, une politique radicalement opposée à celle de ces partis et proche, au contraire, des aspirations et des objectifs des militants libertaires. Les comités étaient le lieu et le cadre organisationnel où ce projet aurait pu se réaliser, sous la forme d'une « alliance », sans parti hégémonique, et qui ne s'inscrirait certainement pas dans ce que j'ai appelé la « tradition communiste

classique ». Si cette possibilité existait, elle a disparu avec la dissolution des comités. Il faut aussi reconnaître que ce processus, loin d'être harmonieux et naturel, aurait été confronté à des affrontements sévères, avec la direction de la CNT-FAI en particulier.

La politique du POUM, en réalité, dès la formation du Front populaire, a plutôt consisté à « accompagner » la CNT en évitant tout conflit pratique avec sa direction sur les questions importantes. Elle s'est fondée parfois sur une appréciation erronée de la situation réelle de la CNT : c'était une erreur de croire que la CNT était sur le déclin au moment de la constitution du FOUS<sup>9</sup> en 1936 ou de juger sa politique « très proche » de celle du POUM à la veille même de l'exclusion de Nin du gouvernement, en décembre, décidée avec l'appui indirect de la CNT.

On ne sait pas à quoi aurait conduit le refus du POUM de participer au gouvernement de la *Generalitat* et, par-là même, à la dissolution du CCMA et des comités. Mais ce qui est sûr, c'est qu'au terme de sa participation au gouvernement de la *Generalitat*, le POUM s'est trouvé plus éloigné de la CNT et plus isolé que jamais.

### Quel pouvoir ?

Une troisième possibilité d'explication de ces problèmes se trouve dans l'orientation du POUM sur la question du pouvoir politique. À mon avis, c'est la plus importante des trois. C'est pourquoi il me semble nécessaire, avant d'aller plus loin, de poser un certain nombre de jalons.

En premier lieu, c'est à juste raison qu'Andrade met en garde – dans le texte cité en prologue à cet article – sur les « regards différents » que l'on porte sur les faits quand on se trouve dans des situations elles-mêmes très différentes. Soixante-dix ans après, il est effectivement difficile sinon impossible d'apprécier l'ensemble des facteurs qui ont conditionné et contraint la pratique du POUM. Mais Andrade va trop loin quand il nous demande de considérer que la situation concrète a « obligé » le POUM à prendre ces décisions. Je ne mets nullement en cause le caractère révolutionnaire du POUM, à mes yeux incontestable<sup>10</sup>. Il ne s'agit pas de juger mais d'essayer de comprendre.

En second lieu, s'il est vrai qu'une révolution est toujours un événement exceptionnel, le produit de la confluence de conditions éphémères, instables et extraordinaires, il faut comprendre que les conditions nationales et internationales de la guerre civile espagnole ont configuré une situation qui rendait très improbable une hégémonie révolutionnaire dans le camp républicain. La clé de cette improbabilité réside pour moi dans trois considérants.

D'une part, seule l'URSS a apporté de façon significative l'aide matérielle et le soutien international indispensables, ce qui a logiquement contribué à renfor-

cer l'influence du stalinisme et de ses partis – le PCE et le PSUC – et leur a permis de conquérir l'hégémonie au sein du gouvernement républicain et dans la conduite de la guerre.

D'autre part, le rapport de forces politiques était très défavorable pour le POUM. Le modifier, en changeant substantiellement et dans un sens révolutionnaire les rapports tissés entre les institutions politiques et militaires républicaines, les comités, le PSOE, le PCE-PSUC et la CNT-FAI, était une tâche extrêmement difficile que la seule application d'une « ligne correcte » ne suffisait pas à résoudre. Mais c'était un objectif possible. Pourquoi le POUM ne s'est-il pas engagé dans cette voie, alors que se jouaient non seulement l'issue de la guerre mais sa propre existence ? C'est toute la question.

Enfin, la poursuite de la guerre, les problèmes de désorganisation, les difficultés graves en matière d'approvisionnement ou d'armement et l'avancée des troupes franquistes dans les premières semaines du mois d'août ont posé dans le camp républicain des questions urgentes de centralisation, de discipline et de réorganisation générale sur le plan militaire, économique et politique. Il fallait trouver à ces problèmes une réponse cohérente avec le développement du processus révolutionnaire. À nouveau, c'était une tâche particulièrement difficile. Mais c'était bien « la » tâche, au cœur du « choc des stratégies ». Le POUM n'a pas perdu cette bataille : il n'a pas su la situer et, en fait, il ne l'a pas livrée.

Abordons maintenant le point central de la question, la politique du POUM face au pouvoir. Reprenons l'analyse de Nin sur les événements de mai 1937 : « [...] les comités qui, loin d'être des organismes strictement prolétariens étaient des organes du Front populaire, pouvaient-ils jouer le rôle de soviets ? Il ne faut pas perdre de vue que "tous" les partis et les organisations antifascistes faisaient partie de ces comités, d'Action catalane – un parti clairement bourgeois et conservateur – jusqu'à la FAI et le POUM. Le Comité central des milices, formé sur les mêmes bases, ne pouvait pas être l'embryon d'un pouvoir révolutionnaire face au gouvernement de la Généralité, vu que ce n'était pas un organe prolétarien mais "d'unité antifasciste", une sorte de gouvernement élargi de la Généralité. Il n'y avait pas de dualité de pouvoir. Il s'agissait de deux organes analogues quant à leur composition sociale et leur finalité. On aurait pu parler de dualité de pouvoir si le Comité central des milices et le gouvernement de la Généralité avaient eu des compositions sociales différentes. Mais comment pouvaient-ils s'opposer alors que l'un et l'autre étaient, au fond, équivalents ? »<sup>11</sup>

Ce qui est essentiel dans ce paragraphe, c'est l'affirmation que le Comité central des milices et le gouvernement de la *Generalitat* étaient « équivalents » et les comités des « organes du Front populaire ». Comment Nin peut-il avoir écrit cela ?

Les études de Godicheau et, particulièrement, de Pozo González permettent aujourd'hui une connaissance précise de la réalité des comités et du CCMA. C'est vrai que le CCMA a fait l'objet d'une caractérisation mythique dans les analyses de la guerre civile émanant de courants révolutionnaires. Ce n'était pas à proprement parler un organisme représentatif des comités. Il n'était pas élu par eux mais résultait d'un pacte entre les partis qui avaient formé la coalition du Front populaire. Par contre c'était bien un organisme dont l'autorité reposait sur les comités – qui détenaient le pouvoir réel – et il prenait des décisions sur tous les aspects de la vie sociale, économiques aussi bien que militaires ou autres, qui étaient en général acceptées par les comités.

Le binôme CCMA-comités était donc vraiment un pouvoir alternatif à celui de la *Generalitat*. L'Esquerra Republicana faisait effectivement partie des deux mais elle n'avait pas la moindre influence au sein du CCMA alors que ses dirigeants Companys et Tarradellas étaient à la tête de la *Generalitat*.

Peu importe s'il fallait ou non parler de « dualité de pouvoirs ». L'essentiel est qu'il y avait deux pouvoirs « incompatibles » – ce qu'affirmait aussi la CNT – non pas pour des raisons administratives mais parce qu'ils répondaient à des dynamiques de classe et à des objectifs politiques contradictoires. La *Generalitat* et les forces politiques qui la soutenaient – à commencer par le PSUC – voulaient reconstruire l'État républicain. Le CCMA représentait la possibilité d'instaurer le pouvoir des comités – sur lesquels il reposait – et de réaliser dans leurs rangs l'alliance entre marxistes révolutionnaires et libertaires. Companys et le PSUC ont bien compris où était l'enjeu et la première tâche du « gouvernement d'unité antifasciste » a précisément consisté à liquider les organismes unitaires qui avaient réussi à vaincre « le fascisme » dans les premiers jours de la guerre.

Au-delà du texte de Nin, on dispose de preuves patentes que le POUM n'a pas analysé correctement la nature du CCMA. Son représentant en son sein, Rovira, n'était pas un dirigeant central du parti contrairement à Nin qui, lui, a été chargé de le représenter au sein du Conseil d'économie<sup>12</sup>. En outre et c'est pour ainsi dire plus inquiétant encore, la décision de dissoudre le CCMA a été prise dès le 10 septembre (Godicheau avance même que la CNT l'avait adoptée dès le 17 août<sup>13</sup>) et maintenue secrète alors que se menaient les négociations pour la formation du gouvernement, tout cela avec l'accord du POUM. La décision formelle de dissoudre le CCMA a été prise, rappelons-le, le 1<sup>er</sup> octobre.

Le POUM n'a pas analysé non plus correctement le rôle dévolu au gouvernement de la *Generalitat*, certes réduit à l'ombre d'un pouvoir effectif pendant les premiers mois de la guerre, dans une situation où les comités « étaient les maîtres de la Catalogne ». Le 6 septembre, dans un discours au théâtre Gran Price de Barcelone, en tous points extraordinaire à part le passage que je veux

relever ici, Nin s'exclame : « Si la dictature du prolétariat est le pouvoir exercé uniquement et exclusivement par la classe ouvrière [...] alors, je vous le dis, aujourd'hui, en Catalogne, nous avons la dictature du prolétariat. »<sup>14</sup> Solano a justifié cette phrase, prononcée dans le cadre d'un meeting, en la présentant comme une formule pédagogique à l'adresse des anarchistes. Si c'est le cas, en particulier pour le courant libertaire qui a toujours rejeté et méprisé le pouvoir politique, alors ce n'était pas une bonne pédagogie que d'oublier l'État républicain – la *Generalitat* – qui bien qu'affaibli et désarticulé, n'avait pas disparu et travaillait activement à sa reconstruction.

Ces erreurs d'analyse révèlent un problème de fond dans la conception du pouvoir qu'avait le POUM – et Nin – au moins sur une question essentielle : un pouvoir politique révolutionnaire doit émerger « par en bas » et quel que soit le système institutionnel, le pouvoir effectif doit s'incarner dans des organismes unitaires de base, ouverts à la participation démocratique des personnes, des courants, des mouvements sociaux et politiques qui s'engagent réellement dans la construction d'une nouvelle société. Dans chaque pays, à chaque époque, ces organismes et cette « nouvelle société » auront des dénominations et des caractéristiques très variées. Dans ce sens, Nin avait raison de critiquer l'application à la réalité espagnole du « modèle des soviets ». Mais je pense qu'il avait tort de croire que l'existence ici de puissants syndicats rendait inutile la constitution d'organismes spécifiques pour exercer un pouvoir d'un « type nouveau » capable de porter des objectifs d'émancipation.

Quelques jours après l'exclusion du POUM du gouvernement de la *Generalitat*, dans une résolution adoptée par son Comité central réuni à Barcelone du 12 au 16 décembre, le POUM a appelé à lutter pour une « *asamblea constituyente* » formée des représentants élus par « les comités d'usine et d'ateliers, les assemblées paysannes et les délégués du front ».<sup>15</sup> En juillet et plus encore en septembre, qu'il ait pu ou non être atteint, cet objectif correspondait à la situation réelle, à l'expérience des masses et aux moyens disponibles. En décembre, ces « comités » avaient disparu et cet appel était de la pure propagande, un écran de fumée. Le POUM qui défendait maintenant cette orientation, certainement avec conviction, avait résolument contribué à la priver de tout fondement concret.

C'est tout à fait possible que Nin ait écrit cette résolution.

Ce même Nin qui affirmait dans le discours au Price : « Nous nous trouvons à une étape décisive de notre révolution. Malheur à nous si nous ne savons pas tirer profit de cette conjoncture ! »

Ce même Nin qui s'était rendu à Lleida pour convaincre ses camarades de dissoudre leur comité.

Ce même Nin qui a fait partie pendant trois mois du gouvernement de la *Generalitat* et même de sa « commission permanente », en développant un travail appréciable au ministère de la Justice mais en collaborant aussi à la reconstruction de l'État républicain au prix de durs affrontements avec les comités rebelles qui n'acceptaient pas leur dissolution. Pourquoi ?

Traduit de l'espagnol par Robert March

- 1 Togliatti, P. (1980) « Informe del 30 de agosto a la dirección de la Internacional Comunista », in *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone, Crítica.
- 2 La revue *Viento Sur* ([www.vientosur.info](http://www.vientosur.info)) a publié dans son n° 93, outre le présent article, des contributions de Durgan, Ealham, Pagés, Tosstorff, Solano, Andrade... et une bibliographie.
- 3 Nin, A. (2007) « El problema de los órganos de poder en la revolución española », in *Viento Sur*, n° 93.
- 5 Le POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista – Parti ouvrier d'unification marxiste) a été fondé le 29 septembre 1935 avec l'unification du BOC (Bloc Obrero i Camperol – Bloc ouvrier et paysan) et de l'IC (Izquierda Comunista – Gauche communiste). Il comptait quelque 10 000 membres mais il ne représentait une force significative qu'en Catalogne, en particulier dans la région de Lleida et de Tarragona. La grande majorité de ses militants provenait du BOC dont le leader, Joaquim Maurín, est devenu celui du nouveau parti. Maurín faisait une tournée de meetings en Galice quand a éclaté la guerre civile et il y a été arrêté.
- 5 Juan Andrade et Enrique Rodríguez étaient des dirigeants de l'Izquierda Comunista. À la demande de Nin, Andrade s'était incorporé à la direction du POUM en Catalogne. Rodríguez était le principal dirigeant du parti à Madrid.
- 6 Tosstorff, R. (1998) « Nin como líder del POUM », article consultable sur le site de la fondation Andreu Nin [www.fundanin.org](http://www.fundanin.org).
- 7 Le 5 octobre, une grève générale a répondu à l'entrée au gouvernement de ministres de la CEDA (Confederación Española de las Derechas Autónomas – Confédération espagnole des droites autonomes), le parti parlementaire le plus réactionnaire de la droite espagnole, dont le leader, Gil Robles, se posait en Duce espagnol. Dans les Asturies, un front unique formé par l'UGT et la CNT, ainsi que le BOC, l'IC et au dernier moment le PCE, a organisé un mouvement insurrectionnel qui a résisté deux semaines durant aux assauts de l'armée, dirigée par celui qui n'était encore que le commandant Franco. La répression a été brutale avec plus de 30 000 arrestations. La « Commune de Asturies » et son signe de ralliement UHP (Uníos Hermanos Proletarios – Unissez-vous frères prolétaires) sont devenus la référence morale du mouvement ouvrier, mais aucune expérience unitaire de cette portée ne s'est reproduite.
- 8 Pour le comprendre, il faut se reporter au remarquable livre de Ealham, Ch. (2005) *La lucha por Barcelona: clase, cultura y conflicto, 1898-1937*, Madrid, Alianza Editorial.
- 9 La politique syndicale du POUM était double. Hors de Catalogne, il travaillait prioritairement dans l'UGT, rarement dans la CNT. En Catalogne il disposait d'une réelle assise syndicale propre, provenant des syndicats contrôlés par le BOC qui avaient, dans leur grande majorité, été expulsés de la CNT en 1932 « parce qu'ils étaient marxistes ». Il a essayé d'y créer

une centrale syndicale alternative à la CNT et à l'UGT, alors très minoritaire et contrôlée par les staliniens du PSUC. Ce fut un échec : le POUM convoqua une « conférence d'unité syndicale » où ne participèrent que les syndicats qu'il dirigeait. En mai, ces syndicats créèrent la FOUS (*Federación Obrera de Unidad Sindical* – Fédération ouvrière d'unité syndicale) en Catalogne. Même si Nin a déclaré par la suite que ce ne serait pas une nouvelle centrale syndicale mais seulement un « regroupement organique syndical » pour aboutir à l'unification syndicale, la FOUS a bien agi comme une centrale syndicale. Elle n'a eu qu'une existence éphémère : le 2 septembre elle a « recommandé » à « tous les syndicats sous son autorité de rejoindre en bloc l'UGT ». L'objectif était de gagner des positions au sein de l'UGT pour promouvoir l'unification syndicale avec la CNT. Dans cette opération, le POUM a perdu une bonne partie de sa base syndicale considérable.

- 10 Qualifier le POUM de centriste – un concept aussi grossier qu'inutile dans la terminologie communiste – a été une lamentable erreur sectaire, reprise souvent depuis par des personnes et des organisations liées au trotskisme, à l'exception de la LCR.

- 11 Nin, A. (2007) « El problema de los órganos de poder en la revolución española », *op. cit.*
- 12 Organisme créé au tout début de la guerre, sur proposition de la CNT, pour prendre en charge l'organisation de l'économie. Il était composé de représentant de toutes les organisations et dépendait formellement du gouvernement de la *Generalitat* mais sa direction réelle était aux mains des partis ouvriers, principalement la CNT.
- 13 Godicheau, F. (2004) *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob.
- 14 Nin A. (1971) « El proletariado español ante la revolución en marcha », septembre 1936, in *Los problemas de la revolución española*, Paris, Ruedo Ibérico.
- 15 Alba, V. (1977) *La revolución española en la práctica. Documentos del POUM*, Madrid, Júcar, p. 107.

## Interventions

**Lilian Mathieu**

Sociologue, CNRS

### Les raisons de la colère : retour sur le mouvement de décembre 1995

**Les grèves et manifestations de décembre 1995** ont surpris nombre d'observateurs par leur caractère soudain et massif. Cette vague contestataire (alors la plus forte depuis Mai 68) est venue battre en brèche tout un discours convenu, médiatiquement dominant depuis le milieu des années 1980, sur la désaffection des Français à l'égard de la vie politique, leur désengagement au profit d'un repli sur la sphère privée ou la crise des organisations militantes (syndicales, spécialement). Tant pendant le mouvement que dans les mois qui l'ont suivi, de nombreux intellectuels sont intervenus pour donner leur interprétation du « sens » de la mobilisation contre le « plan Juppé ». Trois interprétations sociologiques principales peuvent être identifiées : celle d'Alain Touraine et de ses collaborateurs, qui ont perçu dans le mouvement un repli corporatiste et nationaliste devant la modernisation nécessaire des structures de la société française<sup>1</sup> ; celle des sociologues marxistes qui y ont vu la résurgence d'un conflit de classes dont l'estompement aurait été trop rapidement annoncé<sup>2</sup> ; celle de Pierre Bourdieu, enfin, qui l'a interprétée comme acte de résistance d'un modèle de civilisation fondé sur les services publics et la protection sociale<sup>3</sup>. L'objet de cet article n'est pas de revenir sur ces débats, propres au champ intellectuel et indissociables des luttes qui s'y mènent. Il procède d'une démarche qui, au moment des grèves, nous avait conduits à solliciter, sur le lieu même de leur action, les agents engagés dans la lutte pour les interroger sur leurs motivations. Il nous avait en effet semblé, devant l'inflation d'analyses de surplomb (qu'elles soient favorables ou non aux grévistes), qu'une sollicitation directe des premiers concernés pouvait être riche d'enseignements. 54 entretiens ont ainsi été conduits pendant la manifestation lyonnaise du 12 décembre 1995 (une des dernières et des plus fortes journées d'action du mouvement) auprès de salariés de divers services publics et entreprises<sup>4</sup>. Nous ne sous-estimons pas les limites de ce dispositif d'enquête : la durée réduite des entretiens empêche une analyse poussée des dispositions sociales au principe de l'engagement, de même qu'elle ne permet pas d'approfondir ce que celui-ci doit aux carrières et situations professionnelles des interviewés, ainsi qu'à leur insertion dans des réseaux de sociabilité. Pour

autant, le recueil des motivations de l'engagement sur le lieu et dans le cours même de la pratique manifestante s'avère sociologiquement pertinent, à condition d'envisager ces discours comme partie intégrante de l'action protestataire<sup>5</sup>.

À ce titre, la démarche qui inspire cet article s'inscrit dans la filiation de la réflexion de C. Wright Mills sur les vocabulaires de motifs<sup>6</sup>, dont Danny Trom a montré le potentiel pour l'analyse des mouvements sociaux<sup>7</sup>. Sans pouvoir présenter sa perspective dans le détail, signalons que, pour Mills, « les motifs ne causent pas l'action ; ils sont des accomplissements normatifs qui lient action et situation »<sup>8</sup>. Dans le cas présent, par la demande adressée aux manifestants d'expliquer pourquoi ils défilent, non seulement c'est « l'action qui se donne à saisir publiquement avec ses raisons »<sup>9</sup>, mais c'est aussi la dimension normative inhérente à l'engagement contestataire qui est explicitée. La manifestation relève en effet de ces pratiques (ou *performances*, dans le vocabulaire de Trom) dont la justification publique mobilise un ordre de motif spécifique, faisant généralement référence au bien commun et à la justice, ici d'autant plus présent que les opposants au plan Juppé ont été tout au long de leur mobilisation en butte à sa stigmatisation comme ne visant que la défense d'intérêts particuliers (en l'occurrence « corporatistes »)<sup>10</sup>. Dans ce qui n'est ici qu'une première ébauche d'analyse, deux thèmes, étroitement liés et centraux dans les entretiens comme dans les controverses sur le mouvement, retiendront notre attention : ceux du service public et du statut de fonctionnaire.

### 1. Grandeur et décadence du service public

Le mouvement de décembre 1995, rappelons-le, a véritablement débuté à la fin du mois de novembre, après que le Premier ministre Alain Juppé eut présenté à l'Assemblée nationale son plan de réforme de l'Assurance maladie – un plan rejeté par la plupart des syndicats, à l'exception notable de la CFDT, car instaurant de nouveaux prélèvements dont les salariés portaient l'essentiel de la charge et renforçant la tutelle de l'État sur la Sécurité sociale. Pour autant, si le retrait du plan Juppé a constitué la principale revendication du mouvement, d'autres motifs de mécontentement s'y sont articulés, parmi lesquels une réforme des régimes spéciaux de retraite (dont celui des cheminots) allongeant la durée de cotisation, et le contrat de plan de la SNCF, faisant supporter à l'entreprise publique le poids d'un endettement causé par le désengagement de l'État. Ces mesures (précédées, entre autres, par les augmentations de la TVA et du forfait hospitalier) prennent aussi sens dans un contexte général d'attaques contre le service public et d'hostilité à l'égard des fonctionnaires : le processus de privatisation de France Télécom, notamment, a été lancé et le ministre des Finances Alain Madelin s'est signalé au mois

d'août en dénonçant « les avantages acquis » des fonctionnaires. On comprend dès lors que, outre le fait que la grève des transports publics ait constitué l'expression la plus significative de la mobilisation, les cheminots aient été à la pointe de la lutte, et que celle-ci ait pour l'essentiel été menée par des fonctionnaires. On comprend également que les services publics et leur place dans la société française aient constitué des enjeux centraux du mouvement.

Cette centralité des services publics se retrouve tout naturellement dans les entretiens. Devant l'imposition de logiques purement comptables dans l'accomplissement de leur travail, voire devant les menaces de privatisation, le principe de l'utilité publique (à forte composante démocratique et à vocation universelle) est opposé à la seule logique de la rentabilité, créatrice d'inégalités entre citoyens : « Il faut savoir que si le contrat de plan entre en jeu c'est moins de trains, moins de lignes. Ensuite qui en pâtira, les clients. Si vous confiez des transports aux entreprises privées, une entreprise privée qui fait du transport, si c'est pas rentable elle ferme. Et point, point à la ligne. La SNCF elle maintient certaines lignes même qui ne sont pas rentables. Elle a un service à rendre ». La défense de la Sécurité sociale occupe une même place dans le discours des manifestants, à la fois du fait qu'elle est une des principales cibles du plan Juppé mais aussi de son caractère universel d'instance chargée de garantir et de protéger le bien-être de l'ensemble de la population. À travers ce qui est perçu comme sa remise en cause, c'est l'ensemble de la population qui paraît en fin de compte visée ; en conséquence, « se battre pour la Sécu », c'est aussi « se battre pour tout le monde » : « J'descends pour les plus démunis, pour tout l'monde pour la Sécurité sociale pour euh cette Sécu que j'voudrais pas perdre » ; « Aussi pour les chômeurs et les exclus en général même puisque la Sécu normalement son devoir c'est de toucher tout le monde, de protéger tout le monde ».

Ce n'est pas seulement en se présentant comme au service de l'intérêt général que les manifestants répondent au soupçon de défense d'intérêts particuliers. L'attachement à l'entreprise publique et à ses missions participe de la définition de l'identité personnelle, et entretient un sentiment de propriété et de responsabilité à son égard : « Je suis cheminot et mon outil de travail j'y tiens, c'est mon chemin de fer, j'ai fait l'école, donc j'y tiens vraiment. Je vais pas me faire casser ma boutique ». La privatisation est à ce titre perçue comme une dépossession. Parce que le travail qu'on y a effectué, parfois depuis de longues années, est envisagé comme une contribution à la prospérité de l'entreprise (et, au-delà, à celle du pays tout entier), sa privatisation est ressentie comme un déni de la valeur de cette contribution : « Je suis à France Télécom depuis 25 ans, et depuis 25 ans j'ai permis avec mes collègues que France Télécom soit aujourd'hui l'entreprise qu'elle est ».

Le thème du service public répond à l'exigence de désingularisation en affirmant que ce ne sont pas les seuls intérêts particuliers des fonctionnaires qui sont défendus, mais ceux de l'ensemble des usagers. Ce faisant, les revendications du mouvement peuvent directement se décliner dans un registre civique, en faisant référence à des notions telles que la démocratie ou la défense de la souveraineté nationale : « Si le plan Juppé passe de la façon dont il a été fait, on va assister à une grande braderie du service public, donc pour nous on pense que y'a besoin d'un service public en France fort, on ne peut pas laisser les monopoles étrangers venir sur le marché français » ; « Y'a pas de pays fort sans services publics forts ». La « casse du service public » et les privatisations sont également présentées comme créatrices de chômage ; de la sorte, protéger le service public c'est aussi lutter pour ce bien collectif qu'est l'emploi : « Nous, c'est un problème, c'est la privatisation qui a été engagée déjà depuis deux ans... Et ça concerne non seulement le secteur public mais le secteur privé, parce que si ils arrivent à leurs fins, ça sera environ, déjà rien que chez nous déjà de 20 000 à 30 000 personnes dehors. Donc il faut pas oublier que ça augmentera le chômage » (salarié France Télécom). Menace omniprésente pesant sur les plus proches, et tout spécialement sur les enfants (« Pour mon gamin qui arrive, qui va arriver sur le marché de l'emploi d'ici dix ans et qui aura rien »), voire sur soi-même (« Je vois que d'ici quoi deux ans je vais être mis à la porte » ; « Jusqu'à maintenant les matins quand je me levais, j'avais pas ce souci de me dire est-ce que j'aurai un emploi le soir mais maintenant ça vient »), le chômage constitue un leitmotiv des propos des manifestants, qui se cristallise notamment autour du non remplacement des départs en retraite. Pour autant, et à l'encontre du discours pro-gouvernemental, ceux-ci refusent de concevoir l'emploi de manière purement comptable, en faisant s'équivaloir statuts et niveaux de revenus. À l'inverse, les disparités statutaires, et spécialement l'embauche de personnels sous contrat privé et à durée limitée, sont dénoncées comme participant d'un démantèlement du service public et d'une manœuvre de nivellement par le bas. Résister à la concurrence que le management tente d'instaurer entre personnels qui réalisent les mêmes tâches mais avec des statuts et des salaires différents apparaît de fait comme un des enjeux de la lutte : « On a l'contact avec les gens qu'ils embauchent, enfin non qu'ils embauchent pas maintenant, qu'ils prennent maintenant pour deux mois, qu'ils balancent, qu'ils paient 2 800 francs par mois. (...) C'est aussi pour eux qu'on fait ça, c'est pas seulement pour nous » (postier) ; « Les chômeurs (...) dans la fonction publique on devrait en embaucher plus. C'est le gouvernement qui bloque, hein, parce que ça les arrange, quoi, nous on emploie des intérimaires » (salarié France Télécom). Allonger la durée de cotisation pour la retraite apparaît dès lors

comme une aberration, car retardant la libération de postes pour les jeunes, mais aussi imposant à des salariés vieillissants d'exercer une activité qu'ils sont moins à même d'exercer dans de bonnes conditions : « Moi je suis enseignante, je me dis que je fais un métier très beau, qui me plaît. Ceci dit je ne sais pas de quoi j'aurai l'air à 65 ans devant une classe. (...) Et ça je trouve que c'est pas normal pour les élèves non plus. Et puis moi, j'ai deux enfants, j'ai pas du tout l'intention de travailler plus pour qu'eux soient au chômage ».

## 2. Les fonctionnaires, « dernière digue » du salariat

Les entretiens ont été réalisés alors que le mouvement en était à sa troisième semaine, et depuis les premières entrées en grève (le 24 novembre à la SNCF, rapidement suivie de la Poste, de la RATP, d'EDF, de France Télécom et de l'Education nationale) le gouvernement mais surtout les médias et les intellectuels libéraux ont adopté une rhétorique disqualifiante opposant l'égoïsme des fonctionnaires arc-boutés sur leurs intérêts corporatistes archaïques au nécessaire effort de solidarité à l'égard des « exclus ». Face à cette entreprise de culpabilisation, stigmatisant leurs « privilèges », les fonctionnaires manifestants défendent leur statut en le posant en dernière digue face à ce mouvement de précarisation généralisée qui a déjà largement affecté le secteur privé. Au nivellement par le bas que représentent les différents éléments du plan Juppé, ils opposent le modèle exemplaire que leur statut constitue à leurs yeux. Il est significatif de ce point de vue de relever la récurrence, dans plusieurs entretiens, du terme de « référence » : « Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui sont dans le privé, mon mari en particulier, eh bien il peut pas faire grève, eh ben il est content que moi je la fasse. Parce que ç'que je vais gagner pour moi, ça permettra aux autres gens du privé... C'est une... Une référence en fait. Si moi j'accepte d'être mal payée, d'être mal considérée, ben un ouvrier... Qu'est-ce que ce sera encore en dessous de moi ? » ; « Bon y a des gens qui vous disent "nous on est dans le privé, on peut pas faire grève", mais c'est important parce que peut-être que si nous on gagne, ces gens pourront peut-être se mobiliser, parce qu'ils vont pouvoir nous avoir comme référence. Et je tiens beaucoup à ces références ».

La fonction publique est ainsi décrite comme un des derniers bastions à n'avoir pas été dévasté par le mouvement de précarisation de l'emploi qui a largement frappé le secteur privé et qui a considérablement réduit sa capacité à se mobiliser. Les salariés du privé occupent en effet une position de faiblesse dans le rapport de forces qui les oppose à leurs employeurs, qui rend leur engagement dans le mouvement périlleux et leur impose de renoncer implicitement à leur droit de grève. Pour plusieurs manifestants, la crainte du licenciement explique la quasi-absence de salariés du privé à leurs côtés : « Mais,

moi je comprends très bien qu'y ait des gens qui bougent pas, parce que... Bon, déjà y'a beaucoup de gens qui sont dans une situation précaire, qui sont pas sûrs de garder leur boulot, ils ont un p'tit contrat de quelques mois, bon ben, ils peuvent pas s'le permettre »; « Moi je pense que le service public actuellement est en grève pour le service privé qui actuellement ne peut pas être en grève et qui subit trop de pression par le patronat ».

Du fait de cette inégale capacité à résister à des mesures gouvernementales nuisibles pour l'ensemble des salariés (tant du public que du privé), les fonctionnaires se considèrent comme investis d'une responsabilité de délégués, comme implicitement mandatés pour exprimer dans la rue non seulement leur protestation propre, mais aussi celle de ceux qui ne peuvent faire grève, et qui expriment leur soutien par d'autres moyens (notamment par les sondages)<sup>11</sup> : « C'qui est significatif, c'est le soutien de la population. Quand on regarde les sondages, bon ben, les gens, même s'ils sont gênés, ils soutiennent quand même le mouvement ». En conséquence, leur engagement est décrit par les manifestants comme chargé d'une forte composante éthique. Celle-ci leur impose de s'engager dans un mouvement qui dépasse leur simple personne individuelle ou leur statut professionnel, mais qui est chargé d'une portée beaucoup plus générale. Il s'agit, conformément à la logique de la délégation, de « ne pas décevoir » les autres salariés qui « comptent sur nous » et à l'égard desquels on se sent investi d'une lourde responsabilité : « Et puis les gens du privé comptent sur nous, en fait. Ils nous ont un petit peu délégués. Eux peuvent pas bouger, mais... Ils comptent sur nous pour qu'on bouge »; « Ce qu'il faut savoir, et y'en a beaucoup qui le savent, c'est que quand les fonctionnaires se battent, c'est pas pour défendre leurs privilèges, c'est pour défendre des acquis qui concernent tout le monde. (...) Si on prend des claques et qu'on dit merci Monsieur Juppé, dans le privé ils vont y laisser des plumes aussi ».

La reconnaissance de leur situation plus favorable que celle des salariés du privé n'empêche pas les fonctionnaires d'en relativiser l'importance. Certes, ils disposent de la sécurité de l'emploi, mais ils refusent de considérer comme des « privilèges » les différents avantages catégoriels (vacances et horaires hebdomadaires réduits des enseignants, âge de la retraite, réductions de tarifs à la SNCF et France Télécom, etc.) dont ils peuvent bénéficier, qui prennent plutôt pour eux le statut de *compensations* en regard des contraintes (salaires modestes, mobilité géographique, horaires décalés) de leurs différents métiers. Ce qui est alors dénoncé est la remise en cause de ces compensations par le gouvernement. Loin de rétablir comme il l'affirme une injustice entre secteurs public et privé, celui-ci vient au contraire en créer une, détruire un équilibre : « On parle toujours des acquis mais c'est vrai que moi quand je suis

rentrée dans l'enseignement, c'était parce que y avait la sécurité de l'emploi, parce qu'y avait les vacances, parce qu'y avait la retraite, entre autres. Parce que le métier est dur! Donc il fallait qu'on ait des compensations. Et puis petit à petit, on nous grignote tout : on nous a déjà grignoté les vacances, on nous grignote... Bon, les salaires on nous les gèle, et maintenant, on nous prend la retraite ». Aux côtés de multiples servitudes, la réussite au concours est présentée comme un des principaux *prix* acquittés pour accéder à un statut différent : « C'est vrai que nous bénéficions d'une garantie de l'emploi, c'est pas pour nous un privilège mais un acquis, suite à des concours qui sont relativement difficiles, il faut le savoir. Et il y a aussi un certain nombre de servitudes ». Mais c'est surtout le salaire qui est le plus fréquemment mobilisé comme instrument d'évaluation des conditions relatives des salariés du public et du privé. Aux salaires supérieurs du privé sont comparés les traitements restreints des fonctionnaires, qui paient leur sécurité de l'emploi par un niveau de revenus relativement modeste : « Je gagnais nettement mieux ma vie dans le privé avant. (...) J'ai travaillé à l'Air liquide. Et j'étais responsable d'un service. Et je touchais nettement plus ».

Le gouvernement avait défendu sa réforme de l'Assurance maladie en la présentant comme un effort de solidarité demandé aux « inclus » de la société salariale (aux premiers rangs desquels les fonctionnaires) à l'égard de ses « exclus ». À cette représentation duale du monde social, particulièrement prégnante dans les années 1990 et qu'avait contestée la même année Robert Castel<sup>12</sup>, les manifestants opposent une vision davantage relative, posant leurs revenus et leurs conditions d'existence en regard de ceux des plus riches et formulant des revendications de justice sociale : « Et puis être nanti, j'veux dire j'ai pas de maison, j'ai pas de tableaux, j'ai pas de... de collections. (...) J'ai un salaire correct c'est vrai, mais je pense que c'est tout le monde qui devrait avoir un salaire correct, parce que le SMIC il est trop bas »; « Y'a d'l'argent, donc il faut aller chercher là où y'a d'l'argent... Et pouvoir mieux répartir ». Dans ce refus opiniâtre des salariés de se reconnaître (et de se culpabiliser) comme « privilégiés », et dans la dénonciation de ceux qui tirent réellement profit des politiques néo-libérales (« 1 200 milliards de profits, on peut taxer les profits, on les égratignera pas si on leur met comme aux salariés 16 % de cotisations sociales »), se réalise pleinement ce *retour de la question sociale*<sup>13</sup> dont décembre 1995 aura été l'expression exemplaire.



- 1 Alain Touraine (dir.), *Le Grand Refus*, Paris, Seuil, 1996.
- 2 *L'Homme et la Société*, « lutte de classes », n° 117-118, 1995 ; Michel Vakaloulis (dir.), *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF, 1999.
- 3 Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998.
- 4 Ces entretiens ont été réalisés par des étudiants et chercheurs de l'IEP de Lyon sous la direction de Denis Barbet et Philippe Corcuff.
- 5 Nicolas Dodier a réalisé une étude comparable auprès des manifestants parisiens : « Fragments épars d'un cahier de doléances », *Mouvements*, n° 3, 1999.
- 6 C. Wright Mills, « Situated Actions and Vocabularies of Motives », *American Sociological Review*, 5 (6), 1940.
- 7 Danny Trom, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in D. Cefaï, D. Trom (dir.), *Les Formes de l'action collective*, Paris, EHESS, « Raisons pratiques », 2001.
- 8 *Ibid.*, p. 114.
- 9 *Ibid.*, p. 111.
- 10 Sur la tension entre la prétention à la généralité des causes et leur dénonciation comme singulières, cf. Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences*, partie 3, Paris, Métailié, 1990. Sur le stigmatisme du corporatisme, cf. Philippe Corcuff, « "La France est malade des corporatismes", un prêt-à-penser pour "élites" libérales, de droites et de gauche », Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée*, Paris, La Découverte, 1997.
- 11 Sur ce point, le discours des manifestants reprend la topique de la « grève par procuration » qu'exprimeraient les sondages favorables aux fonctionnaires mobilisés ; cf. sur ce point les contributions de Michel Vakaloulis et Stéphane Rozès dans M. Vakaloulis (dir.), *op. cit.*
- 12 Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- 13 Christophe Aguiton, Daniel Bensaïd, *Le Retour de la question sociale*, Lausanne, Page deux, 1997.

## Répliques et controverses



## André Grimaldi

Chef du service de diabétologie du CHU Pitié-Salpêtrière  
Auteur de *Réinventer l'hôpital public* (Paris, Textuel, 2005)

# Économie et santé réponse à André Comte-Sponville

**André Comte-Sponville a donné une conférence brillante** lors de la convention « pôles et gouvernance » qui s'est tenue au Palais des Congrès le 8 octobre 2007. Pierre Coriat m'en a transmis le texte que j'ai lu avec attention, à la recherche d'un réconfort. Le philosophe y adopte la posture modeste « du planqué de l'arrière qui n'a pas de leçon à donner » – « Vous vous battez sur la ligne de feu au point que j'ai presque envie de vous présenter... le salut chaleureux d'un planqué de l'arrière » – pour délivrer des messages de bon sens : « Il n'est pas vrai que toute mort soit un échec médical ». Sa réflexion philosophique est censée, je suppose, aider les praticiens de terrain que nous sommes à s'élever. Au risque de tomber de haut !

Examinons une à une les évidences du philosophe.

1°) « *Tant que les mortels n'accepteront pas leur essence de mortels, on aura le sentiment que la médecine échoue, y compris quand elle est au sommet* ». Et de citer Montaigne : « Tu ne meurs pas de ce que tu es malade, tu meurs de ce que tu es vivant ». Il y a derrière ce propos de grande sagesse, une certaine confusion entre deux modalités de la mort, qui ne sont pas sans évoquer les deux formes biologiques de la mort cellulaire. La première n'est que l'aboutissement de la vie, comme les feuilles tombent en automne. En un sens, mourir n'est alors que cesser de vivre. Faut-il vraiment et jusqu'où combattre ce vieillissement pour prolonger la vie ? Question pour philosophes. Mais il y a l'autre mort, celle qui interrompt prématurément l'élan de la vie avec ses activités, ses projets, ses rêves, ses relations... Cette mort inhumaine fait et fera toujours scandale. Elle est à l'origine de la médecine. Le but de la médecine, et peut-être plus largement le but de l'humanité, est de réduire le nombre de ces morts injustifiables en même temps que d'autoriser des fins de vie plus douces.

2°) « *L'hôpital c'est aussi une entreprise* » (c'est nous qui soulignons). Pour mettre les points sur les i, Comte-Sponville souligne que « dans la plupart des villes de province, l'hôpital est la plus grande entreprise de la ville », compa-

rant ainsi l'hôpital à n'importe quelle autre entreprise. Toute l'habileté et l'ambiguïté repose sur le « aussi ». En affirmant que « l'hôpital est une entreprise » Comte-Sponville va dans le sens du vent, qui veut réduire l'hôpital à une production de marchandises. La vraie question est en fait : l'hôpital est-il *d'abord* une entreprise ? La réponse pour nous est clairement non. L'hôpital répond à des besoins sociaux fondamentaux non marchands (comme la police, l'école, la justice, etc), ce n'est pas une entreprise marchande. Or, la réforme actuelle de l'hôpital cherche à transformer l'hôpital en entreprise marchande, c'est-à-dire en entreprise rentable qui peut, comme toute entreprise, faire des profits. C'est d'ailleurs ce que font les cliniques privées à but lucratif, et c'est ce marché rentable que convoitent les fonds d'investissement et les fonds de pension internationaux qui achètent des cliniques privées françaises en exigeant une rentabilité financière entre 15 et 20 %. Transformer l'hôpital en entreprise n'est pas sans conséquence sur la pratique médicale et sur l'organisation des soins. Désormais, il faut privilégier les activités médicales et les malades rentables, il faut augmenter les gains de productivité et organiser le travail à « flux tendu » comme « à la chaîne », il faut « flexibiliser » l'emploi en privilégiant les contrats à durée déterminée, il faut récompenser les praticiens rentables en les payant plus que les autres, etc.

En fait, le projet hôpital entreprise met au cœur de l'exercice médical un conflit d'intérêts. Quand les directeurs d'hôpitaux demandent aux médecins une augmentation d'activité de 3 % par an, quel sens cela a-t-il pour les malades ? En réalité, on demande aux médecins de multiplier les prescriptions et les hospitalisations plus ou moins justifiées, ou de recourir à des artifices de codage pour augmenter la tarification c'est-à-dire la facture à la sécurité sociale. C'est hélas ce qui se passe aujourd'hui quotidiennement dans à peu près tous les services hospitaliers, comme cela se passe depuis longtemps dans de nombreuses cliniques. Gageons que pour gagner des clients et conquérir des « parts de marché », on verra bientôt, sous prétexte d'information des patients, se développer la publicité hospitalière. Déjà plusieurs établissements, dont l'Institut Curie, ont embauché des directeurs de communication qui, de manière détournée, font de la publicité pour attirer le client. C'est d'ailleurs la pratique courante de l'industrie pharmaceutique dont l'objectif immédiat est de vendre des produits rentables, quelle que soit par ailleurs l'amélioration réelle du service médical rendu. Ainsi, par exemple, les industriels produisent des analogues de l'insuline deux fois plus chères que les insulines humaines produites par génie génétique. Grâce à un marketing puissant, elles ont remporté le marché important des patients diabétiques de type 2 pour lesquels ces insulines ne présentent pratiquement pas d'avantage par rapport aux insulines de la précédente génération (NPH). Dans quelques mois

les industriels vont supprimer, comme ils l'ont déjà fait, la production des anciennes insulines, moins coûteuses. Les pays riches pourront payer, les pays pauvres ne pourront pas suivre. Les enfants diabétiques insulino-dépendants en Afrique meurent actuellement, faute d'insuline (cf. la campagne mondiale de la fédération internationale du diabète). Quant à l'industrie, elle donne le change et redore son blason en finançant des ONG !

3°) « *J' ai toujours été fasciné par la singularité, je dirais presque politique, disons institutionnelle de l' hôpital, qui est un système de double pouvoir dont je ne connais pas le pilote, entre d' un côté le pouvoir médical et de l' autre le pouvoir administratif...* ». Effectivement, parce qu'il n'est pas une entreprise, l'hôpital a un double pouvoir, mais le pouvoir qui doit être prédominant est le pouvoir qui détermine la finalité de l'hôpital, c'est-à-dire le pouvoir médical. S'il s'effondre aujourd'hui, c'est que le pouvoir « féodal » des mandarins n'a été remplacé que par les petits pouvoirs des chefs de service, et les pouvoirs corporatistes des syndicats médicaux. Les chefs de services hospitaliers sont donc les premiers responsables de leur perte de pouvoir au profit du pouvoir gestionnaire administratif. Une vraie réforme aurait institué un pouvoir médical collégial avec un directeur médical, des règles de fonctionnement démocratique comportant des votes à bulletins secrets, une limitation du nombre des mandats et un droit d'ingérence dans le fonctionnement des services.

4°) « *Pour exercer du pouvoir, mieux vaut aimer un peu ça* ». Cet éloge du chef amoureux du pouvoir par un philosophe est quelque peu déconcertant. D'autant qu'il se double d'un cliché rétro sur une « *collègue, que j' aime beaucoup, femme charmante et délicieuse, qui n' aime pas le pouvoir et qui donc inévitablement a été une mauvaise directrice d' UFR* ». Les femmes, c'est bien connu, sont rarement faites pour le pouvoir, sauf quand elles ressemblent à des hommes ! Comte-Sponville aurait pu oser se poser la question de la finalité du pouvoir. On a trois raisons possibles d'aimer le pouvoir :

- 1 On peut aimer le pouvoir pour défendre un projet. C'est utile pour mobiliser les énergies réformatrices.
- 2 On peut aimer le pouvoir pour le restituer aux autres, c'est-à-dire pour jouer le rôle de régulateur favorisant les synergies entre les intelligences et les volontés des autres.
- 3 Enfin, on peut aimer le pouvoir pour soi, c'est-à-dire pour se servir ou pour asservir, car trop souvent, pour les amoureux du pouvoir comme pour les amoureux tout court, ce qui est bon c'est l'abus. D'où l'importance des règles démocratiques : tout pouvoir devrait être limité dans l'espace et dans le temps, et tout pouvoir devrait accepter un contre-pouvoir.

5°) « *On ne peut pas, au nom de la vérité de la première proposition, la santé n' a pas de prix, escamoter la vérité de la seconde proposition, elle a un coût* ». Bien que médecin, chacun sait cela et on ne peut qu'être reconnaissant à M. Comte-Sponville de nous le rappeler. On espérait cependant un peu plus. Deux questions :

- 1 Que veut dire rentabilité en médecine ? Le citoyen le plus « rentable » serait le gros fumeur, mourant brutalement d'infarctus au lendemain de sa retraite, avant même d'arriver à l'hôpital. Voilà une personne financièrement rentable : elle a payé des taxes toute sa vie et n'a pas eu le temps de consommer de soins, ni de profiter de sa retraite. Quand, grâce à des traitements médicaux coûteux, nous évitons la mort par infarctus d'un diabétique, ce qui lui donne le temps de développer une insuffisance cardiaque ischémique, et si nécessaire de bénéficier d'une transplantation cardiaque, puis d'avoir des complications des traitements immuno-suppresseurs, sommes-nous rentables ou non rentables ? Quand, au lieu d'amputer un patient, nous mettons en œuvre des stratégies médico-chirurgicales complexes deux à trois fois plus coûteuses pour sauver sa jambe, sommes-nous rentables ou non rentables ?
- 2 Quelle place faut-il laisser au conflit d'intérêt et comment le contrôler ? L'intérêt personnel ou corporatif est certes un puissant moyen de mobiliser les énergies, mais comment utiliser cette force au service d'un intérêt collectif sans manipulation ni cynisme ? Comte-Sponville se demande si les pôles permettent de faire des économies ou s'ils sont coûteux. Il n'a pas compris la philosophie de la T2A (tarification à l'activité). Sûrement parce qu'on la lui a mal expliquée. Il ne s'agit plus de savoir si on coûte ou si on économise, il s'agit de savoir si on est rentable, c'est-à-dire si les dépenses sont couvertes par les recettes ou, mieux, si les recettes dépassent les dépenses. Or, il y a des activités hospitalières mieux payées que d'autres. Ce sont en général celles qui peuvent être réalisées dans les cliniques privées à but lucratif, par exemple la chirurgie de la cataracte ou l'exérèse des mélanomes. La question pour l'hôpital est la suivante : doit-il réaliser des actes médicaux correspondant à sa double mission, d'une part sociale et d'autre part de haute performance (technique et humaine), ou doit-il chercher à faire de l'argent ? Le but des pôles est de favoriser la logique commerciale grâce à une mutualisation des moyens (gains de production) et à la recherche de « nouvelles parts de marché ». C'est tellement vrai que dans les réunions médicales de pôle, on ne parle pratiquement jamais de médecine, jamais de qualité, mais seulement de quantité !

6°) « *La question de l' articulation entre l' intérêt légitime de tel ou tel corps professionnel et l' intérêt légitime des patients et plus généralement de la nation n' est jamais explicitement posée* ». C'est justement le propre de toute situa-

tion comportant un conflit d'intérêts. On parle peu de l'articulation entre l'intérêt légitime des fabricants d'armes et « l'intérêt légitime » des peuples. Comte-Sponville, plutôt que « *d'appuyer le doigt* » sur la plaie « *des cadres santé* », accusés de corporatisme, aurait pu évoquer d'autres intérêts corporatistes, par exemple ceux des médecins libéraux. Il se dit grand partisan de la médecine libérale où le malade paie son médecin. Ainsi, pour maintenir son niveau de revenus, le médecin est amené à multiplier les actes plus ou moins utiles. Et la défense acharnée du paiement à l'acte par le syndicat des médecins libéraux se fait toujours au nom de l'intérêt des malades !

7°) « *Essayez tous un bon antidépresseur, vous allez voir que ça change quelque chose, même quand on n'est pas malade* ». L'idée se répand que grâce aux médicaments, on pourrait devenir « super normal », et A. Comte-Sponville polémique à juste titre contre ce « pan-médicalisme ». Il s'agit pour l'essentiel, d'un combat contre des moulins à vent. Tout le monde se rappelle les complications cardiaques graves provoquées par des coupe-faim pris pour perdre quelques kilos avant de s'exposer sur la plage. S'il était vrai que la prise d'un médicament rend, sans aucun inconvénient, heureux ou seulement plus heureux, au nom de quel principe faudrait-il en limiter l'usage ? La question des traitements dits de confort ou des traitements pour bien portants est double : quel est le bénéfice/risque pour l'individu, et qui doit en supporter le coût ? La société peut décider de l'ordre de ses priorités. C'est à elle de dire si le coût doit être à la charge du bénéficiaire ou s'il doit être pris en charge par la solidarité nationale. Après tout, la société a bien décidé de rembourser des cures thermales ou des pilules homéopathiques jugées médicalement inefficaces. Il est évident que la société ne peut pas tout rembourser. La sécurité sociale a été créée pour répondre aux besoins de santé des citoyens indépendamment de leurs revenus, mais il s'est en réalité toujours agi des besoins de santé socialement reconnus et non des besoins de santé personnellement ressentis.

8°) « *Toute votre vie, vous coûtez une certaine somme à la sécu, la moitié de cette somme, vous la coûtez dans les six derniers mois de votre vie. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais pour le citoyen que je suis, pour le mortel que je suis, sincèrement, ça ne me paraît pas raisonnable* ». Cette position raisonnable est celle d'un bien portant ayant une espérance de vie de plusieurs années. Toutefois, à y regarder d'un peu plus près, le fait que l'on dépense la moitié des coûts de santé de toute une vie dans les six derniers mois de sa vie, est tout à fait explicable :

1 En général, on ne sait pas quels sont les derniers mois de vie. Il est donc assez mal aisé de décider de réduire les coûts des six derniers mois.

2 Ensuite, et fort heureusement, l'immense majorité de la population ne dépense pratiquement rien pour sa santé pendant toute sa vie, sauf avant la maladie mortelle ; et, comme chacun sait, lorsqu'on a rien dépensé pendant toute sa vie, il est facile de dépenser deux fois ou trois fois ou beaucoup plus même en quelques mois. Ce n'est pas raisonnable, peut être, mais en tout cas c'est rationnel ! Quoi qu'il en soit cette affirmation selon laquelle on dépense plus de la moitié des coûts de santé dans les six derniers mois de la vie, est complètement fautive pour les 8 millions de malades chroniques, diabétiques, insuffisants cardiaques, dialysés, sidéens, polyarthritiques, coronariens, greffés, malades atteints de sclérose en plaque ou de parkinson... qui utilisent 50 % des dépenses de la sécurité sociale et dont les derniers mois de vie ne coûtent souvent guère plus cher que les mois qui ont précédé.

9°) « *La France a plus de 1 000 milliards d'euros de dette, plus de 2 000 milliards d'euros si on compte les retraites du service public* » et « *les adultes sont là pour s'occuper des enfants, on n'a jamais vu depuis 100 000 ans qu'au même titre les enfants étaient là pour s'occuper des parents* ». Comte-Sponville n'est pas économiste, moi non plus. Mais il ne devrait pas céder au fétichisme de l'argent, et s'interroger plutôt sur la signification des dettes par rapport à la richesse matérielle réellement produite. Il suffit de se rappeler que l'Argentine, pays riche, un jour a fait faillite et que son nouveau gouvernement a eu l'audace de ne pas payer ses dettes sans que pour autant les créanciers du FMI et des pays développés s'en soient plus mal portés. On a vu, et on voit aussi, comment les banques centrales fabriquent des milliards d'euros et de dollars pour faire face au manque de liquidité et pour éviter que la crise financière spéculative dite des « subprimes » ne débouche sur une réelle récession. Quant à la phrase sur les enfants qui ne sont pas là pour s'occuper des parents, elle est quasiment « post moderne ». Au contraire, du fond des âges, les adultes ont eu la double charge de leurs enfants d'une part, et de leurs propres parents d'autre part. Les trois générations ont d'ailleurs souvent cohabité sous le même toit, et ce sont les enfants qui, arrivés à l'âge du travail, devaient quitter la maison pour gagner leur vie. Le culte des anciens vient au contraire des millénaires et ce n'est que de façon très récente qu'une priorité a été accordée aux enfants. Le culte des jeunes et la relégation des vieux est d'une grande modernité.

10°) « *Le pan-médicalisme a une conséquence toute simple, c'est le trou de la sécu* ». Là encore, le propos est insuffisant. Comte-Sponville confond trou de la sécu et augmentation des dépenses de santé. L'augmentation des dépenses de santé ne creuse pas automatiquement le trou de la sécu, car ces dépenses sont bien souvent supportées par les ménages ou par les mutuelles. Le trou de la

sécu tient non seulement à l'excès de dépenses, mais aussi au manque de recettes. Or, les recettes de la sécu diminuent en période de chômage, baissent lorsque le gouvernement décide des exonérations de charges, se réduisent lorsque de nombreux revenus échappent aux cotisations, par exemple les stock options, mais aussi tout le « travail au noir ». Philippe Séguin, président de la Cour des comptes, a estimé que l'absence de taxation des stock options entraînait un manque à gagner pour la sécurité sociale de 3 milliards par an. Si on prend en compte que le marketing de l'industrie, avec 23 000 visiteurs médicaux, coûte également 3 milliards d'euros, on s'aperçoit qu'il y a là 6 milliards d'euros, soit exactement le trou de la branche maladie de la sécurité sociale.

11°) « *Ce que le corps social demande à la médecine, c'est de ne pas mourir, de ne pas vieillir, de ne pas souffrir* ». On retrouve là l'antienne culpabilisante sur les consommateurs boulimiques de soins que seraient les Français! Hélas, cette phrase excessive est fautive. Il est vrai que le corps social demande de ne pas souffrir, et il a parfaitement raison, mais il est faux qu'il refuse de mourir. Le pays est même secoué de débats récurrents sur l'euthanasie et le droit à mourir dans la dignité. Il est également faux que le corps social ne veuille pas vieillir. Chacun d'entre nous ne veut pas devenir dément et dépendant, ce qui est tout autre chose et semble assez légitime. Par contre, il est vrai que les marchands cherchent à créer un besoin artificiel de rajeunissement en promouvant la DHEA et autre pilule miracle. C'est aussi le revers de la dévalorisation des personnes âgées. On ne peut pas à la fois céder au jeunisme et reprocher aux vieux de tout faire pour rester jeunes. Il faut choisir!

12°) « *Les politiques ne vous disent pas comment vous devez soigner, ils vous disent combien vous pouvez dépenser* ». « *De quel droit? Du droit du peuple souverain, du droit de celui qui décide, c'est ce qu'on appelle la démocratie, et du droit de celui qui paie* ».

Que je sache, les médecins, pas plus que les malades, ne remettent en cause la démocratie, mais cette leçon de civisme serait bienvenue si l'on avait réellement entendu parler de la santé et de la réforme des hôpitaux lors de la campagne présidentielle. On a seulement entendu parler des franchises médicales, parfaitement inégalitaires puisqu'elles touchent plus les malades que les bien portants, plus les malades graves que les malades peu graves, plus les pauvres que les riches. De plus, le gouvernement a inventé une justification ahurissante: les franchises serviront à payer le plan Alzheimer, le plan cancer, et les soins palliatifs de fin de vie! On aurait aimé avoir l'avis de Comte-Sponville sur cette triple peine: 1<sup>re</sup> peine = je suis malade; 2<sup>e</sup> peine = je paie; 3<sup>e</sup> peine = je paie pour les autres maladies et leur prévention.

Quand il nous dit que « *l'argent que vous dépensez, n'est pas votre argent, on n'est pas dans une logique de générosité, soigner ce n'est pas votre devoir, c'est d'abord votre métier* », il oublie seulement que ce métier, c'est aussi un devoir, et c'est pour cela que nous sommes plusieurs à ne pas compter notre temps et à donner plus que nous ne recevons. Visiblement, le débat sur les valeurs, paraît-il si important lors de la campagne présidentielle française, n'était qu'un trompe-l'œil, comme le « *salut chaleureux du planqué de l'arrière* » n'était qu'une bonne manière. Le professeur reconnaissant, modeste, prudent se transforme en donneur de leçons, voire en donneur d'ordres: « *Faites votre boulot, et fermez-la!* »

13°) Enfin, « *l'hôpital est un lieu tragique parce que vous êtes confrontés à deux logiques, l'une et l'autre légitime, la logique morale (la santé n'a pas de prix) une logique économique (la santé a un coût)* ».

C'est ce qui est inscrit dans le code de déontologie: nous devons certes soigner les patients, mais au moindre coût, selon la formule du « juste soin au juste coût ». Nous avons donc un double devoir: un devoir de soin et un devoir d'économies. Mais la logique qu'il faut discuter, et que Comte-Sponville escamote, c'est la logique du profit. La santé doit-elle être un business? 23 % des hospitalisations en France ont lieu dans des cliniques à but lucratif. Ces cliniques appartiennent pour l'essentiel à des consortium internationaux dépendant de fonds d'investissements, exigeant un taux de rentabilité financière supérieur à 15 %. La Générale de Santé est en train de racheter les cliniques de la Croix Rouge, Blackstone a acheté 40 cliniques cet été. Benetton investit dans la santé. Air Liquide et Nestlé sont déjà implantés. Tout le monde se prépare à une privatisation juteuse. Qu'en dit le philosophe? Rien. Il parle seulement des choix individuels de la médecine libérale. Certes, on ne peut plus répéter sans nuance la vieille utopie « à chacun selon ses besoins », mais peut-on sans gêne la remplacer par la formule cynique « à chacun selon ses moyens », même si on est résigné, et même si on a des moyens? L'égalité d'accès aux soins est-elle devenue un concept ringard? L'ancien secrétaire général de Force Ouvrière, Marc Blondel, connu pour sa gouaille, avait cette formule qui nous paraît exprimer l'aspiration profonde des citoyens de la vieille République sans culotte: « J'accepte de gagner moins que le baron Sellières, mais je veux être soigné aussi bien que lui ». André Comte-Sponville, par empathie pour nos difficultés à avaler la pilule de la réforme de l'hôpital, a sûrement voulu nous encourager et nous apporter le témoignage d'un philosophe qui a dû en avaler bien d'autres. Nous le remercions, mais nous sommes au regret de lui dire: « Ça ne passe pas! »

Le 21 décembre 2007

## Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey

Maîtres de conférences respectivement à l'Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon et à l'Université Bordeaux IV, coprésidents d'Attac-France

### Désarmer les marchés financiers : pour quoi faire ?

**Les historiens diront plus tard pourquoi une question** aussi technique et rébarbative que la taxation des transactions de change pour lutter contre l'emprise de la finance sur les sociétés s'est répandue comme une traînée de poudre à la suite d'un éditorial d'Ignacio Ramonet, il y a maintenant dix ans<sup>1</sup>. Quelle alchimie a permis, en l'espace de quelques mois, la création d'Attac<sup>2</sup> en France et, dans un grand nombre de pays, la convergence de mouvements sociaux (de salariés, de paysans luttant pour l'accès à la terre, d'écologistes, ainsi que des « sans » de toutes sortes), débouchant sur le rassemblement de Seattle contre la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'automne 1999, puis sur les premiers forums sociaux à partir de 2001 ? L'altermondialisme était né et il allait s'opposer à ce qui passait à l'époque pour être une « pensée unique » à laquelle l'éternité était promise : le marché comme régulateur global et omniscient, sans concurrent après l'effondrement du Mur de Berlin, puisque nous étions, paraît-il, parvenus à la « fin de l'histoire » dans laquelle il n'existerait plus qu'un « choc des civilisations » mais plus de luttes de classes.

#### D'où vient l'altermondialisme ?

Comment le capitalisme mondialisé avait-il secrété ses propres contradictions et, ainsi, son opposition ? Au tournant des années 1960-1970, le capitalisme traverse une grave crise de rentabilité dont les causes sont multiples, mais parmi lesquelles figure au premier plan la difficulté à faire produire de la plus-value à des travailleurs dont l'embrigadement tayloriste est parvenu à un point limite, au moment où les innovations techniques exigent des masses de capitaux de plus en plus grandes et où les luttes anticoloniales restreignent les marges de manœuvre des puissances impérialistes.

La crise du profit n'a pas duré. Une décennie plus tard, les bases de la restructuration capitaliste sont déjà posées. Le capital a désormais le droit de se déplacer librement et tout obstacle à la circulation des produits industriels est peu à peu levé. Ensuite, viendra le tour des produits agricoles et des services. Avec le développement très rapide des marchés, la mondialisation financière s'installe et l'exigence de rentabilité s'élève progressivement. Cela est possible parce que, partout dans le monde, l'austérité salariale est imposée : la progression des salaires directs est déconnectée de celle de la productivité du travail et les systèmes de protection sociale sont remis en cause. Ainsi se réalise un programme libéral radical, dit néolibéral : dérèglementations et privatisations qui atteignent des secteurs vitaux comme la distribution de l'eau et l'accès aux connaissances, ajustement structurel draconien dans les pays du Sud sous la conduite du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le résultat fut à la mesure de la violence de la thérapie capitaliste. Explosion de la dette du tiers-monde (multiplication par 50 en vingt ans) après l'augmentation des taux d'intérêt consécutive à la décision de la Réserve fédérale états-unienne (FED) en 1979 ; crises financières à répétition ; enrichissement des classes capitalistes, gavées de dividendes, de stock-options et de plus-values boursières, et, corrélativement, appauvrissement relatif des classes pauvres, et même absolu pour tous les exclus du système : chômeurs, précaires, migrants refoulés de partout.<sup>3</sup> Et, pour couronner le tout, une crise écologique majeure, avérée, et que ne peut contrôler un système avide de profit.

C'est lorsque règne l'ordre théorisé depuis plusieurs décennies par les *think tanks* libéraux<sup>4</sup> et labellisé par le « Consensus de Washington »<sup>5</sup>, c'est-à-dire les « dix commandements » – selon l'expression employée en haut lieu – de la purge imposée aux peuples<sup>6</sup>, que des résistances au néolibéralisme émergent au Chiapas en 1994, en France en 1995, en Corée du Sud en 1996, et que l'altermondialisme fait irruption, notamment en France avec la création d'Attac en 1998, tandis que se développent les oppositions à la libéralisation des échanges voulue par l'OMC. Un déclic se produit autour de trois idées simples, taxer les transactions de change (taxe Tobin), supprimer les paradis fiscaux et annuler la dette du tiers-monde ; le tout résumé par une seule idée : « le monde n'est pas une marchandise » car les droits humains (civils, politiques, sociaux, culturels, etc.) ne doivent pas être subordonnés au droit des affaires.

Mais, plus important encore, les thématiques altermondialistes s'élargissent bientôt, pour prendre en compte les multiples aspects des dégâts de la mondialisation du capitalisme néolibéral. Le cas d'Attac est à cet égard symptomatique. Cette évolution peut se lire à au moins trois niveaux, correspondant aux mobilisations auxquelles l'association a participé et que, pour certaines, elle a animées.

- La dénonciation de la finance a très logiquement débouché sur celle de la pression qu'elle exerce sur l'emploi, les conditions de travail et la protection sociale. « La finance contre l'emploi », « les licenciements de convenance boursière » expriment la relation qui existe entre la persistance d'un chômage de haut niveau et la satisfaction toujours plus grande des actionnaires. La mobilisation sociale contre le laminage des retraites en 2003 en France place au centre du débat public la question de la répartition équitable de la richesse produite, aujourd'hui et demain. Les campagnes contre la libéralisation des services organisée par l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC montrent l'incompatibilité entre l'ouverture généralisée à la concurrence et l'accès universel aux services de base.
- Ainsi, c'est à l'intérieur des différentes composantes de l'altermondialisme que renaît une discussion sur le mode de développement dans les sociétés modernes. Face au productivisme dévastateur de la nature et face à la destruction des systèmes sociaux et culturels sous les coups de boutoir de la finance, s'esquissent des analyses et des propositions qui ne se satisfont pas des ambiguïtés entourant le concept de développement durable repris en chœur par les gouvernements les plus conservateurs et les multinationales les plus prédatrices. Certes, le consensus n'existe pas entre les tenants d'une décroissance de la production et ceux qui entendent redéfinir le développement autour de la satisfaction des besoins essentiels pour tous les êtres humains et le respect des droits fondamentaux. Mais, au moins, une chose est sûre : le bien-être ne peut plus être associé à une croissance économique éternelle, impossible de toute manière. L'humanité ne réussira pas à stopper ni même à ralentir le réchauffement climatique sans réviser de fond en comble les modes de production et de consommation, avant tout ceux des plus riches.
- Mais les changements radicaux ne peuvent être imposés de force aux populations. Tôt ou tard, l'exigence de démocratie resurgit. Le refus par nombre de citoyens d'une Union européenne dans laquelle la concurrence est la loi fondamentale, tandis que les droits sociaux restent au mieux une option et que l'intervention des citoyens est jugée inopportune, est révélateur d'une dimension essentielle de l'altermondialisme : l'aspiration à la démocratie traverse toutes les mobilisations, sur quelque sujet que ce soit. En particulier, elle a inspiré l'appropriation par une large partie de la population française du contenu du projet de traité constitutionnel européen (TCE), au point d'aboutir à son rejet. Quand les citoyens s'en mêlent – et ce fut un grand moment d'éducation populaire –, les gouvernements ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent et le discours des médias, acquis à la cause du néolibéralisme, tombe à plat.

La frustration occasionnée par la ratification à la sauvette du traité de Lisbonne en 2008, pour contourner la volonté populaire, laissera des traces : une fois encore, l'Union européenne se construit sans les peuples et au mépris de leurs aspirations.

De la démocratie à la paix, il n'y a qu'un pas. « Un autre monde » sera pacifique : tel est le sens des manifestations qui se sont déroulées dans le monde entier le 15 février 2003 alors que George W. Bush préparait sa guerre contre l'Irak. Les politiques sécuritaires au sein des pays capitalistes développés et leurs politiques guerrières à l'extérieur sont en effet partie intégrante d'un ordre mondial qui ne peut tolérer durablement que lui échappent ressources, marchés et places stratégiques.

### Vers où peut aller l'altermondialisme ?

En une décennie se sont dessinés les contours d'alternatives au capitalisme néolibéral parce que celui-ci engendre des contradictions qu'il a peine à maîtriser, comme les crises financières à répétition, la crise sociale, la crise écologique et l'exacerbation des conflits géopolitiques. Ces esquisses sont originales car, peut-être pour la première fois dans l'histoire moderne, elles ne sont pas nées d'un projet théorique *a priori* mais de pratiques concrètes de luttes contre les multiples formes d'asservissement dans le monde. En effet, si les orientations économiques et politiques majeures sont dictées par la dynamique du capital dont il résulte que l'exploitation du travail reste structurellement fondamentale en termes de conflits de classes et de répartition de la richesse, la domination des uns sur les autres ne se réduit pas à cette seule dimension. La domination des hommes sur les femmes ou bien celle du Nord sur le Sud n'ont pas été inventées par le capitalisme néolibéral, mais celui-ci les utilise pleinement, d'une part pour flexibiliser le marché du travail, d'autre part pour redéployer ses activités à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, l'altermondialisme se trouve à un tournant. Les forums sociaux qui ont été et sont sa manifestation la plus visible marquent le pas : doivent-ils être des espaces de débats et de témoignages ou bien des étapes dans la construction d'objectifs stratégiques ? Cette hésitation est au cœur de la difficulté de passer d'une phase de critique du capitalisme néolibéral à une phase de propositions alternatives. L'altermondialisme ne doit rien perdre de la radicalité de sa critique tout en construisant une cohérence aux alternatives en cours d'élaboration et en travaillant à la convergence des mouvements qui forgent celles-ci.

- Quelle cohérence ? D'une part, l'altermondialisme se situe dans une triple filiation : il prolonge et renouvelle le projet d'émancipation humaine porté

depuis plus de deux siècles par les idées des Lumières et par le mouvement ouvrier, ainsi que par les luttes pour la décolonisation et par celles pour la conquête de la démocratie et l'égalité entre hommes et femmes<sup>7</sup>. D'autre part, il s'inscrit dans une perspective nouvelle d'élargissement de la problématique d'émancipation permettant de réunir les dimensions sociale et écologique. La stratégie pour y parvenir est indiquée par un élément-clé qui relie la lutte sociale prédominante au xx<sup>e</sup> siècle et la lutte écologico-sociale du xxi<sup>e</sup>, à savoir la nécessité de socialiser la richesse et les moyens de produire la richesse : socialiser les moyens de production industriels ne suffit plus, il faut aussi rendre inaliénables les biens communs de l'humanité (eau, air, ressources rares, terre, connaissances) qui seront demain les sources principales de la richesse produite par les hommes.

Malgré la vague de privatisations, la question de la propriété collective n'a donc pas disparu de l'histoire humaine, elle s'est seulement déplacée pour s'élargir. Une nouvelle réflexion sur le socialisme est amorcée en plusieurs endroits du monde, notamment en Amérique latine, où des processus démocratiques sont en cours et où une Banque du Sud vient d'être créée. Partout, la socialisation des biens communs impliquera de restreindre drastiquement le pouvoir – et donc le droit relatif à la propriété – des actionnaires en introduisant de plus en plus de démocratie dans les entreprises et en écrétant radicalement les revenus financiers<sup>8</sup>. C'est aussi le sens de la trilogie que le *Manifeste* d'Attac portait en titre<sup>9</sup> : solidaire, écologique et démocratique. Le corollaire de la socialisation des biens communs est la socialisation d'une fraction croissante de la richesse grâce à une sphère non marchande dont la légitimité repose sur une idée simple : lorsque la collectivité anticipe l'existence de besoins sociaux (éducation, santé, transports, etc.) et qu'elle investit et embauche pour cela, les travailleurs des services non marchands produisent d'authentiques valeurs d'usage, c'est-à-dire des richesses, pendant que les impôts et cotisations, qui sont le prix socialisé des services non marchands, valident le choix démocratique qui a été fait<sup>10</sup>.

La récente crise immobilière et financière démarrée aux États-Unis au cours de l'été 2007 et qui s'est généralisée ensuite rappelle une fois encore l'urgent besoin d'une régulation mondiale très différente de celle en cours : non pas une « régulation des marchés financiers » comme y consentent en temps de crise leurs thuriféraires, mais une régulation capable d'harmoniser la satisfaction des besoins au plus près des populations et les impératifs globaux. Dans cet esprit, l'idée de taxes globales susceptibles d'assurer la préservation et le développement des biens communs de l'humanité, et l'accès de tous les humains à ces biens, fait maintenant son chemin.

- Quelle convergence ? Cette question renvoie aux alliances à former. Deux types d'alliances nous paraissent primordiales pour dépasser les contradictions existantes. La première concerne le rapport Nord-Sud. Les effets les plus délétères du libre-échange se produisent dans les pays du Sud soumis à une concurrence qu'ils ne peuvent supporter, notamment pour les produits agricoles lorsque leur autonomie alimentaire a été anéantie en même temps que leurs cultures vivrières. La solidarité internationale exige que les altermondialistes du Nord s'opposent aux accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA) ou les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), que l'Union s'efforce d'imposer. Dans le même ordre d'idées, une révision radicale de la politique agricole commune européenne est indispensable<sup>11</sup>, afin qu'elle soit non productiviste et non agressive vis-à-vis des agricultures du Sud.

La seconde alliance à nouer est entre les forces représentatives du salariat et les écologistes. Compte tenu de la double crise, sociale et écologique, l'urgence est de bâtir une convergence entre les revendications sociales, souvent immédiates, et les préoccupations écologiques qui s'inscrivent dans une perspective de plus long terme. Jusqu'ici, tout semblait opposer ces aspirations ; aujourd'hui, l'altermondialisme porte l'idée que la transformation des rapports de production ne peut se faire sans changer la production elle-même<sup>12</sup>. Dans ce cadre, un double élargissement des forums sociaux mondiaux est en cours et doit encore s'approfondir : un élargissement géographique, déjà commencé par la tenue des forums à Mumbai, Bamako, Caracas, Nairobi, et un élargissement des bases sociales par la présence de syndicats de travailleurs salariés et de paysans, et celle des mouvements des exclus.

À son échelle, Attac représente une expérience originale de convergence entre des mouvements impliqués dans différents secteurs de lutte contre le capitalisme néolibéral, dans une perspective qui est d'emblée *altermondialiste*, à travers la constitution de réseaux d'Attac en Europe et dans le monde et à travers son implication dans les forums sociaux. Cette convergence est une condition à la fois de l'avancée de l'« éducation populaire » et de la réussite de l'action. Tel est, dans le cas français, le sens de l'implication dans les mouvements sociaux qui prennent corps sur les retraites, toute la protection sociale, le logement, l'avenir des universités et le traitement odieux réservé aux étrangers.

Des taxes globales pour financer les biens communs, une fraction de la richesse légitimement socialisée, des échanges fondés sur la coopération et le respect des normes sociales et écologiques, des orientations décidées sur la



base de la démocratie au plan local comme au plan global, des droits humains respectés pour tous et toutes prennent alors du sens. Tout cela a-t-il un nom ? On ne peut encore de le dire. Peut-être s'agira-t-il du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ; seuls les peuples pourront en décider. Pour l'heure et pour notre part, nous continuerons à nous attacher à produire des moyens de l'éducation populaire. Tant il est vrai, comme le disait Marx, que « la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses »<sup>13</sup>. Sans doute, d'ailleurs, aurait-il dû dire « quand les masses s'en saisissent ». C'est tout le programme d'un altermondialisme vivant.

- 1 I. Ramonet, « Désarmer les marchés financiers », *Le Monde diplomatique*, décembre 1997.
- 2 Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens.
- 3 La montée des inégalités se vérifie partout ; pour le cas français, voir l'étude de C. Landais, « Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ? », EEP, 2007, <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/documents/htrev.pdf>.
- 4 Voir S. Halimi, *Le Grand Bond en arrière, Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004.
- 5 J. Williamson, « What Washington means by policy reform », in *Latin American Adjustment: How much has happened ?*, Washington, Institut of International Economics, 1989.
- 6 Voir Attac, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits, 2004.
- 7 Voir G. Massiah, « Evolution globale et altermondialisme », 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7657>
- 8 Voir F. Lordon, « Une mesure contre la démesure de la finance : le SLAM ! », *Le Monde diplomatique*, février 2007.
- 9 Attac, *Manifeste altermondialiste, Construire un monde solidaire, écologique et démocratique*, Paris, Mille et une nuits, 2007.
- 10 J.-M. Harribey, « Réexamen du travail productif pour théoriser la démarchandisation, Eléments pour une économie politique de l'altermondialisme », Congrès Marx International V, 2007, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/demarchandisation.pdf>.
- 11 J.-C. Kroll, A. Trouvé, « Quel projet pour l'agriculture ? », *Politis*, n° 944, 22 mars 2007.
- 12 Voir Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006.
- 13 K. Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, in *Œuvres philosophiques*, Paris, Gallimard, coll. La Pléiade, 1982.

## Lu d'ailleurs



Xavier Vigna, *L'Insubordination ouvrière dans les années 1968. Essai d'histoire politique des usines*,

Presses Universitaires de Rennes, 2007, 378 p.

**Mesurer « la politique à l'usine ».** Telle est l'ambition de Xavier Vigna dans *L'Insubordination ouvrière dans les années 1968*. Inséré dans une perspective historique, le mouvement de mai-juin 1968 est ici envisagé comme « le pivot » d'une décennie d'« insubordination ouvrière », clos par l'échec de la lutte des sidérurgistes à Longwy et Denain en 1979. Pour mener sa recherche, l'auteur a confronté des terrains locaux (les Bouches-du-Rhône, la Haute-Loire, le Nord, les Deux-Sèvres et la Seine-Saint-Denis) où la contestation ouvrière est plus ou moins importante, à une analyse nationale qui s'appuie sur des sources syndicales (CFDT et CGT) et politiques mais aussi administratives et policières. Mesurer « la politique à l'usine », c'est donc d'abord étudier les ouvriers, leur diversité, envisager les transformations dans les consciences qu'occasionnent les luttes. Le retour sur le mouvement de mai-juin 68 met en lumière une nouvelle « morphologie de la grève, le rôle de nouvelles catégories du spectre ouvrier, un rapport plus complexe aux organisations syndicales ». Emmenées souvent par des jeunes, les grèves de mai-juin sont marquées par une combativité forte, une politisation importante des ouvriers et de nouvelles formes de lutte. Non seulement l'occupation se systématisait, mais la séquestration de la direction, initiée à Sud-Aviation, devient son corollaire. Les organisations syndicales, si elle conservent une hégémonie dans le mouvement, sont de plus en plus critiquées par la nouvelle génération qui cherche d'autres perspectives et pour laquelle « les grèves de mai et juin [...] ne sont décidément qu'un début ». X. Vigna montre comment les actions ouvrières des « années 1968 » s'inscrivent dans la continuité des grèves de mai-juin. Elles sont marquées par une diffusion de la contestation à l'extérieur de l'usine, du groupe industriel à la région en passant par la ville comme c'est le cas à Laval en 1973. Par ailleurs, le répertoire des moyens d'actions s'élargit. Les ouvriers franchissent de plus en plus souvent les bornes de la légalité : des pratiques de sabotage se répandent, en particulier dans l'automobile (Sochaux, Flins) et la séquestration de la direction continue d'être un mode d'action fréquent. Enfin, des grèves productives marquent la décennie. Certaines d'entre elles, comme la CIP, font apparaître de nouveaux leaders des luttes ouvrières : les femmes.

En effet, dans son ouvrage, X. Vigna s'intéresse à ces nouveaux acteurs que sont les femmes, les OS ou les immigrés. Revenant sur les évolutions de la main d'œuvre ouvrière, il souligne les particularités de ces nouveaux acteurs souvent surexploités et marginalisés. Les ouvriers immigrés de l'usine Girosteel du Bourget, en grève en février 1972, décrivent des conditions de travail très pénibles, la faiblesse des salaires, l'iniquité des classifications, par exemple.

Mesurer « la politique à l'usine », c'est ensuite percevoir les préoccupations des ouvriers, leurs angoisses, leurs espoirs, les questions récurrentes posées à l'intérieur des usines en ce qui concerne l'emploi, les conditions de travail, le salaire. Au fond, c'est l'organisation du travail impliquant la parcellisation des tâches, le salaire au rendement et le chronométrage qui est remise en cause dans ce cycle. Dans ces conditions, les ouvriers se « bricolent » une politique faite de principes et de pratiques que X. Vigna nomme la « Charte ouvrière » et qui se caractérise entre autre par une bipartition fondamentale : « eux » et « nous ». Le « eux » se rapportant tantôt aux chefs, aux patrons, aux « jaunes », aux « gauchistes ».

Mesurer « la politique à l'usine », c'est ensuite étudier les orientations des partis et des syndicats qui interviennent dans les entreprises car dans « les années 1968 », elles sont nombreuses à investir l'usine. La séquence ouverte par les grèves de mai-juin 68 est marquée par la recomposition et la crise des organisations syndicales. La baisse constante des effectifs, l'institutionnalisation, le modérantisme dans les luttes pour ne pas gêner la stratégie d'union de la gauche, le décalage permanent entre une base, souvent jeune et combative et la direction, caractérisent l'évolution de la CGT durant la période. La CFDT, quand à elle, connaît deux temps : une première phase plus « mouvementiste » illustrée par le conflit chez LIP et une seconde plus institutionnelle et étatiste qui conduit au « recentrage » de 1979.

Finalement, c'est à la mouvance révolutionnaire qui profite cette décennie d'« insubordination ouvrière ». Toujours minoritaire mais de moins en moins marginale, l'extrême gauche s'implante dans les usines et son audience s'élargit auprès des jeunes ouvriers mais aussi auprès des nouveaux acteurs des luttes souvent peu pris en compte par les organisations syndicales.

Enfin, X. Vigna aborde les politiques de l'État et du patronat face à l'« insubordination ouvrière ». Il explique comment ils prennent en compte certaines aspirations pour tenter à la fois de couper les syndicats de leur base et enrayer la menace « gauchiste ». À la fin des années 1970, une nouvelle temporalité marquée par la crise met fin au cycle d'insubordination ouvrière ouvert par 68. « Ainsi, une décennie de coups de boutoirs ouvriers, inaugurée par les grèves de mai-juin 1968, ne parvint pas à modifier en profondeur l'ordre usinier : l'État et le patronat furent quittes à bon marché. »

L'auteur parvient donc à comprendre les mécanismes de politisation à l'usine en centrant son étude sur les premiers acteurs, les ouvriers tandis que l'historiographie a souvent tendance à envisager cette période par le prisme des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Il cherche tout au long de l'ouvrage à comprendre la fin du processus d'« insubordination ouvrière », mettant nettement en évidence les responsabilités qui incombent aux politiques syndicales relativisant ainsi les implications de la crise économique, même si elles se feront sentir progressivement.

Toutefois, bien qu'il aborde la mouvance révolutionnaire, on peut regretter qu'il consacre si peu de pages aux trotskystes dont il signale pourtant, à l'instar des courants maoïstes, la « présence pérenne » dans les usines. Sans doute étaient-ils minoritaires mais leur influence dépassait largement leur petit nombre et elle a compté dans la politisation des jeunes ouvriers combattifs et dans le décrochage qui s'est opéré vis-à-vis des stratégies syndicales. Par ailleurs, bien que les sources choisies par X. Vigna soient riches et très diverses, il aurait été intéressant de mener davantage d'entretiens oraux. Comprendre la « politique à l'usine », c'est aussi en saisir les représentations d'autant que cette décennie d'« insubordination ouvrière » est encore très présente dans les mémoires.

Même s'il ne l'aborde pas en conclusion, l'ouvrage de X. Vigna rassemble de façon vivante les différents aspects des actions ouvrières d'une décennie cruciale pour comprendre les enjeux d'aujourd'hui tant du point de vue des stratégies syndicales que des nouvelles formes de luttes ou d'organisation collective.

Fanny Gallot

## Lu d'ailleurs

Bernd Gehrke/Gerd-Rainer Horn (dir.),  
*1968 und die Arbeiter. Studien zum  
« proletarischen Mai » in Europa*  
Hambourg, VSA Verlag, 2007, 334 p.

**Ce recueil d'articles complétera utilement, pour qui veut approfondir** un regard non exclusivement centré sur la France, la lecture de ce numéro de *Contretemps*. Centré sur l'Allemagne et les pays de l'Est européen et largement orienté vers l'histoire sociale comme le souligne le titre, l'ouvrage veut faire œuvre utile à un double niveau, celui de la recherche en histoire sociale comme celui des mémoires militantes de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'ensemble est divers et varié, des pays socialistes à l'Espagne franquiste, mais une longue et utile introduction résume les enjeux qu'entendent relever les différents articles. Contre une lecture purement étudiante des événements et circonscrite à quelques mois de l'année 1968, les coordinateurs de ce recueil d'articles entendant resituer dans le temps long les luttes sociales. Alors que la Tchécoslovaquie et la France connaissent l'apogée de leurs mouvements entre mai et l'été 68, une comparaison avec l'Espagne (grève des mineurs de 1962 et forts mouvements sociaux jusqu'à la chute du franquisme) et l'Italie (deux études reviennent notamment sur les rapports entre étudiants et ouvriers) amènent au constat d'un cycle social et politique, qui va, selon les pays étudiés, du début des années 1960 à la fin des années 1970. Même dans un pays comme la France, l'article sur l'autogestion montre la profondeur des nouvelles problématiques politiques qui ont émergé pendant les années 1960 et dont l'écho se prolonge jusqu'au début des années 1980.

Les deux Allemagne font logiquement l'objet d'une attention particulière. Bien qu'en décalage et avec une intensité bien moindre qu'en France, on lira avec attention les contributions qui montrent que le monde germanique n'est pas resté extérieur à la conflictualité sociale, évidemment selon des modalités très différentes selon que l'on se situe en RDA (contestations contre l'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie et les mutations du monde du travail qui affectent ce qui était le pays le plus industrialisé avec la Tchécoslovaquie des pays du « socialisme réel ») ou RFA (où une vague de grèves sauvages en 1969 hors des structures syndicales porte des contestations qui remettent en cause jusqu'à la discipline de fabrique). La situation du monde du travail tchécoslovaque, comme celle des conflits sociaux en Pologne pendant les années 1968-

1970, sont étudiées avec attention. Les spécificités de l'Europe de l'Est sont ainsi soulignées à travers l'étude de leurs mondes ouvriers. L'ensemble offre ainsi un panorama élargi qui permet de remettre en cause une lecture purement occidentale des événements. De l'Espagne franquiste à la Pologne du « socialisme réel », c'est une grande diversité d'univers sociaux qui sont touchés par les bouleversements d'un long « mai des prolétaires » à l'échelle d'une décennie, selon des modalités très différentes, mais dont aucun pays ne semble avoir été complètement exclu.

Jean Ducange

Lu d'ailleurs

**Tanguy Guillème**

CREM Université Nancy 2

Marie-Claude Blais,  
*La solidarité. Histoire d'une idée.*  
Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Idées,  
2007, 347p.

**Si la solidarité est devenue un mot passe-partout pour décliner** des formes d'activités sociales alternatives au ronronnement administratif et capitaliste actuel, elle évolue pourtant dans un flou dommageable à sa signification. Le mérite de l'ouvrage de Marie-Claude Blais est de dépoussiérer ce qui fut, dans le tournant 1900, la doctrine phare d'une série d'acteurs et penseurs républicains qui formèrent le parti radical (1901) et élaborèrent une troisième voie censée résister à la fois à l'égoïsme de l'individualisme libéral, au socialisme collectiviste et au désir unificateur des Eglises. Il se pourrait que nous soyons aujourd'hui en train de rejouer la même pièce, sans les Radicaux qui n'en sont plus.

Un siècle après la Révolution de 1789, « la question sociale » est à l'ordre du jour : comment créer du lien social dans un contexte de désaffiliation (ruine de la fonction sociale du christianisme et des appartenances corporatistes), de solitude des individus, de souveraineté égoïste de l'*homo œconomicus*, du fait de l'accroissement du mépris des classes sociales entre elles ou plutôt de l'ignorance des compétences et aspirations de chacun. Plutôt que de laisser la violence résoudre d'elle-même les problèmes, plutôt que de croire béatement dans les apports du progrès des technologies de communication, des hommes politiques font le pari de la solidarité.

Ils sont optimistes et croient en l'avenir républicain. Pour cela, ils disposent de tout un héritage éclectique de penseurs auprès desquels ils vont bricoler une doctrine sociale afin de ne pas réduire la compréhension du politique sous la seule forme de l'affrontement, du *distinguo ami/ennemi*, de la défiance généralisée. Marie-Claude Blais retrace la genèse plurielle de ce mouvement, puisque les gens se citent, et se récitent, se contredisent aussi, et repère deux grandes sources d'inspiration : ceux qui œuvrent pour un équivalent laïque, au fond pour une transposition des concepts chrétiens et de l'idée de charité mais qui visent une religion nouvelle, et ceux qui se nourrissent des apports scientifiques en tous genres pour étayer la maison du peuple.

Il s'agit de se détacher de la vieille image de l'union mystique de tous les hommes en Dieu et de construire une autre harmonie (Charles Fourier), le monde moderne est encore plein d'une espérance, il faut une religion de l'avenir, de la vie selon les termes de Pierre Leroux. Mais on insiste sur l'idée de dette entre les générations, la vacuité crée l'effroi : on a perdu un soutien métaphysique d'explication du monde mais aussi d'autorité, de hiérarchie, de tradition, tout ce qui contribuait à la cohésion sociale. Leroux, mais aussi Constantin Pecqueur (auteur redécouvert, que Marx avait longuement médité) échafaude dans les années 1840 une recherche de l'unité perdue. On le sait, depuis les travaux de Miguel Abensour, que l'esprit d'utopie est plein d'une richesse créative, du moment d'ailleurs que ces auteurs prennent en compte l'histoire et l'état matériel des sociétés. Mais l'unité ne se fera pas seulement sur une base politique, nationale, ni seulement entre prolétaires (en cela elle se distingue de l'idée de fraternité) mais de manière universelle : on a un mot pour cela, le socialisme dont Leroux est l'inventeur. Elle est une philosophie avant d'être une politique et repose sur la loi de solidarité. On y pense l'idée de justice distributive (notons que les radicaux seront les défenseurs acharnés de l'impôt progressif), d'assistance et de secours mutuels.

Cependant c'est la Science qui impulse l'injonction solidaire : la biologie naissante permet d'insister sur le lien organique entre les hommes, il existe une interdépendance naturelle des êtres vivants entre eux et avec leur milieu. Le darwinisme montre que les organismes supérieurs sont associés et non pas seulement agrégés, le principe d'association est la condition générale du progrès, d'une meilleure santé sociale. On est en plein dans le sophisme naturaliste que dénoncera plus tard G.E. Moore, à croire qu'une chose plus évoluée est bonne. La société est assimilable à un organisme, elle constitue un « milieu moral », l'homme est bien un animal social, qui ne peut s'individualiser que par la société. Là encore Marx sera rejoint par Tarde, Taine, Renan ou Durkheim, s'agissant de contrer l'individualisme né avec la Déclaration de 1789. La sociologie va fournir un autre appui à l'idée de solidarité morale : le lien organique est social (solidarité sociale). On retrouve l'idée de dette, nous sommes débiteurs les uns des autres, des anciens, des contemporains, l'ethnologie est venue souligner la vieille idée de Saint Thomas d'Aquin, on croit rendre ce que l'on a reçu : la vie, les biens, l'amour... on le doit aux morts, aux vivants, à la cité, à l'État.

Qui dit dette dit devoir strict à l'égard de la collectivité. Renouvier (auquel Marie-Claude Blais avait consacré son précédent ouvrage) ajoute même l'idée de devoir envers soi-même. Ces devoirs, nous les pensons aujourd'hui comme étant contradictoires car ils ne sont des devoirs qu'envers des entités abstraites, des principes impersonnels ou sont de simples préceptes de pru-

dence. Pourtant, à l'époque, cette idée permet de défendre l'idée de solidarité personnelle, où l'homme malgré ses habitus, ses habitudes détient une capacité de réflexion et de délibération qui le rend fondamentalement libre. La solidarité devra donc se faire sur une base plus volontariste et artificielle que le simple jeu des milieux naturel, moral (au sens de mœurs) et social.

Le droit, les apports de la science juridique constituent les outils de réalisation de la solidarité qui ne peut être assurée par la simple interdépendance biologique, morale et sociale. Ce qui ruine selon nous les espoirs du libéralisme économique (régulation automatique par le marché, à l'époque les harmonies économiques de Bastiat, de Molinari) mais aussi les transcendances immanentes (injonction morale envers le visage d'autrui issues de Lévinas). Le problème central posé à la solidarité reste la question du mal, fondement de toute la philosophie politique depuis Machiavel et Hobbes : sa présence, son insistance malgré le progrès, la possibilité même d'une solidarité dans le mal. Marie-Claude Blais présente à ce propos les analyses d'un instituteur, Roger Cousinet, qui dénonce l'esclavage de la solidarité enfantine dans la classe : non pas désir de s'entraider mais gréganisme, obéissance, servitude volontaire qui devient seconde nature et future faiblesse de l'adulte.

Le droit donc, doit faire passer la solidarité dans les faits. Il fallait un homme de terrain, d'administration, un éphémère avocat républicain, sénateur de la Marne, plusieurs fois ministre, qui comme préfet du Tarn en 1882 a refusé d'envoyer l'armée pour mater la grève des mineurs de Carmaux : Léon Bourgeois. Il a peur de la violence révolutionnaire et s'inquiète du marxisme grandissant mais plus encore du boulangisme, c'est pourquoi il promeut avec ténacité et succès la doctrine de la solidarité. En 1896, il publie son ouvrage phare, *Solidarité*, qui va assurer la fortune sociale de la notion.

Léon Bourgeois va devoir défendre sa doctrine, il montre qu'elle peut être à la base d'une organisation positive, qu'elle permet de fonder les règles d'un nouveau droit, le droit social, qu'elle est le contenu de l'idéal formel de la justice. Le noyau dur de ses réflexions est l'idée de quasi-contrat. Bourgeois est un héritier des thèses d'Alfred Fouillée, de son idée moderne du droit, où le contrat est marque de civilisation : liberté, fidélité, confiance, le contrat est en son fond, implicite, qui relie les individus entre eux, contrat signé par la seule acceptation de la vie en société, par le simple fait de consentir à agir avec les autres. Pas besoin de signature réelle, de convention et qui ne dit mot consent. La solidarité est donc une obligation née du fait de rester dans une société donnée. On retrouve ici la « position originelle » de John Rawls ou la défense socratique à ne pas fuir la peine de mort prononcée par la cité à son encontre. Du coup, Bourgeois opère une re-définition de l'État : il ne peut être une substance extérieure, une personne supérieure aux individus comme le voudrait un cer-

tain collectivisme ; il ne peut être qu'une grande société d'actionnaires. Même chose pour la Société, elle n'est que les individus qui la composent. Durkheim reprendra cet éloge de l'avancée du droit contractuel et du recul du droit pénal, insistera comme Bourgeois sur la nécessité d'un État pour assurer l'égalité et le respect de ces contrats internes à tous les domaines sociaux.

Si l'État doit être l'arbitre de la justesse et de la justice de ces contrats entre les individus, s'il doit, et l'Affaire Dreyfus l'a souligné, faire passer le droit des individus avant toute chose (les Radicaux ont mis du temps à réagir), il faut pour ces derniers insister sur l'idée de responsabilité des individus entre eux tout en maintenant un arbitre social. Un « socialisme libéral », la formule est de Bourgeois, montre la volonté de concilier les libertés individuelles (notamment le droit de propriété) et une action sociale de l'État. Il est dommage que le livre de Marie-Claude Blais n'insiste pas davantage sur les mesures prises par un tel projet lors de l'exercice du pouvoir par des Radicaux. Certes, il y a une « imprécision sur les fonction de l'État-nation », un flou dans les notions émises par les Socialistes et les Radicaux ensemble : « propriété solidaire », « démocratie économique », certes les expérimentations sont nombreuses (coopératives, mutualités, bourses du travail, banques populaires) mais elles débordent le projet radical au fond assez timoré.

On a parfois l'impression que la solidarité constitue un mot porteur, une étiquette susceptible de conduire un élan d'entraide, d'empathie et de sympathie généralisée mais qu'il fut appliqué par des forces sensiblement éloignée des Radicaux. Toujours est-il qu'ils ont su accompagner des initiatives fortes, dont l'exemple le plus actuel encore est celui des Universités Populaires. Marie-Claude Blais accorde une place relative au rêve de pénétration de l'idée solidaire par l'éducation, c'est pourtant ici que la doctrine est entraînant.

Puisque l'obligation forcée à la solidarité n'est pas souhaitable, que son oubli est toujours patent au regard des égoïsmes, il faut enseigner, donner à sentir et faire comprendre l'éthique solidaire. Les alliés de Léon Bourgeois sont Ferdinand Buisson, Charles Seignobos, Emile Boutroux, Gabriel Séailles, la Ligue de l'enseignement, tous activeront la passion de l'école républicaine, mobiliseront les hussards de toutes sortes. Toute la morale, laïque, civique, gratuite, sacrificielle, philosophique y sera enseignée jusqu'à la disparition même des cours de morale.

Ces mêmes acteurs, au niveau national et local développeront la solidarité entre les classes sociales, entre le monde ouvrier et la bourgeoisie, enseigneront et rendront performative l'idée de solidarité au sein des Universités populaires, du moins jusqu'en 1914. Ensuite la bourgeoisie, et son catholicisme social reprendront le dessus. Il y eut aussi, sur le plan culturel, le théâtre populaire, la création du théâtre de Bussang.

Cependant l'auteur ne se penche pas assez sur ce mouvement solidariste dans son ensemble, notamment sur le grand mouvement coopératif que l'on connaît avec les travaux de Jean Gaumont. Les hommes appartenaient souvent à plusieurs nébuleuses et ne concevaient pas une action qui soit monologique, elle était syndicale, coopérative, politique, éducative, ils dessinaient sans le savoir un type d'intellectuel ordinaire, humble mais dont la volonté de rapprocher les lieux et les citoyens était d'une grande consistance, solide, de ce *solidum* qui craint la parcellisation des tâches et le saupoudrage, qui travaillent pour les plus démunis.

Par ailleurs, il est difficile de percevoir la pertinence d'une telle doctrine républicaine, non pas que le républicanisme soit inutile, en témoigne plutôt sa force et son originalité dans les travaux de Quentin Skinner, de Philip Pettit, de Claude Nicolet ou de Marcel Gauchet, mais plutôt du fait même d'un épuisement de son idée du à l'affaiblissement de la puissance publique. Les doctrinaires républicains avaient une conception du monde cohérente, ils étaient activistes et normatifs, voulaient faire du citoyen un participant actif et informé en vue de construire un nouvel ordre social volontaire (même s'ils ont longtemps fermé la politique aux femmes). Il n'est pas sûr que cette confiance accordée à la spontanéité auto-organisatrice de la société soit aujourd'hui pertinente, au vu d'une défiance généralisée des secteurs sociaux entre eux. Les apôtres de la solidarité défendaient l'idée d'un État renonçant à sa prééminence souveraine mais encore efficace, plutôt État légal qu'État de droit, gratifiant ceux qui œuvraient pour le public (avec un régime spécial de retraite) : un État des services publics, celui que théorisait en 1901 Léon Duguit. Ce que Charles Gide (que Blais nous aide enfin à reconnaître) appelait « l'expression visible du lien invisible qui unit les hommes vivant dans une même société ». Or force est de constater, depuis le début des années 1980, que cette forme républicaine se réduit à peu de chagrin devant la dérégulation généralisée opérée par l'économie libérale, devant la dévalorisation de la fonction publique et des services d'intérêt général.

Si les espoirs d'une reconquête du social par lui-même ne peuvent s'inscrire ni dans l'individu, ni dans l'État, ni dans la Société, peut-être est-il une utopie d'une solidarité plus circonscrite, plus humble au sein d'associations, de syndicats, d'entreprises, d'universités solidaires, populaires où le « je » et le « nous » se complètent, s'expérimentent. Les citoyens y trouveront un élan qui a déserté les institutions publiques et privées.

## Tanguy Wuillème

CREM Université Nancy 2

Ruwen Ogien, *La liberté d'offenser. Le sexe, l'art et la morale*  
Paris, La Musardine, coll. L'attrape-corps,  
2007, 135p.

Combien sont appréciables les auteurs qui ont de la suite dans les idées, qui traquent leur sujet avec persévérance, rigueur, aussi avec humour. Ruwen Ogien lutte contre ce qu'il appelle « la panique morale » et épuise l'ensemble des arguments du moralisme et du paternalisme ambiant, notamment quant à la représentation de la sexualité. Son travail avait connu un premier jalon avec la parution de *Penser la pornographie* (2003) mais un certain nombre de critiques, chaque fois nouvelles, l'obligent à démontrer le désir de réprimer qui s'y cache et à présenter en contrepoint les linéaments de son « éthique minimale ».

Ruwen Ogien opère une distinction entre deux types d'adversaires : d'une part, il se positionne contre les moralistes qui croient dans la supériorité d'une conception substantielle du bien, qui pensent aussi que l'Etat doit défendre et promouvoir certaines normes, certaines valeurs et au besoin, pour défendre cette morale positive (approuvée par le plus grand nombre), peut stigmatiser, voire criminaliser un certain nombre de conduites. On le voit en France à propos du mariage homosexuel, de la dépénalisation de l'usage des drogues douces, de la liberté de se prostituer, de certaines pratiques sexuelles, de l'euthanasie, de la valeur du travail... D'autre part, on trouve également les paternalistes qui, eux, ne cherchent pas tant à protéger les gens d'eux-mêmes au nom de la morale positive d'une société donnée mais qui font plutôt appel à des principes universels comme le respect de la « dignité » humaine ou de la « nature » humaine. Dans les deux cas, on nie le droit de personnes adultes à décider par elles-mêmes de ce qu'elles feront de leur propre vie et on juge immoraux leurs comportements.

Dans cet ouvrage, il se concentre sur les discours ayant trait au statut moral et politique des représentations sexuelles explicites, qu'elles soient visuelles ou écrites et il repère à l'œuvre une véritable censure, un vrai désir de réprimer. Mais au nom de quoi ? Ruwen Ogien avait déjà réfuté les arguments mettant l'accent sur l'aspect criminogène de la pornographie (incitation à passer à

l'acte), sur leurs aspects attentatoires à la dignité des femmes, sur leurs prétendues conséquences pathogènes (addiction, dépression), sur une atteinte prétendue au bon épanouissement de la vie sexuelle. Cette fois, il s'attarde sur deux types d'arguments jugeant immoral le porno : sur son obscénité, sa vulgarité présumées et sur les conditions de sa fabrication.

La pornographie doit, selon ses contempteurs, être censurée parce qu'elle serait obscène : elle choquerait, provoquerait des réactions affectives de dégoût et des comportements d'évitement. Ruwen Ogien souligne qu'il en va peut-être du contraire : au vu de son succès, elle attirerait le regard, les individus éprouveraient plutôt une ambivalence à son égard (répulsion et attraction mêlées), cela ne serait en faire quelque chose de purement abject. Il se peut que certains spectacles « gore » étonnent par leur inventivité ou leur outrance mais cela reste d'appréciation subjective, comme de manger des vers de terre ou des escargots. Rien d'inné dans la répulsion, tout est affaire de sensibilité. Non rétorquent les moralistes, certains spectacles porteraient atteinte à nos valeurs et à nos principes les plus sacrés. Ruwen Ogien reconnaît que l'on peut être révolté intellectuellement par certaines œuvres (moquant l'inceste, les camps d'extermination, les enfants battus...) mais cela ne signifie pas que l'on soit dans l'incapacité psychologique ou conceptuelle de voir ces œuvres comme de l'art, encore moins de les considérer comme une menace pour la santé mentale et morale de tous. Peut-être même aide-t-elle non tant à désacraliser ce qui y est représenté, qu'à désacraliser l'art en lui-même ou ceux qui se prennent trop au sérieux. Or désacralisation ne veut pas dire dévalorisation, notamment en ce qui concerne la sexualité.

Il n'existe pas de critères évidents, stables, unanimement reconnus qui permettraient de faire le partage entre ce qui possède une valeur artistique et ce qui n'en a pas, c'est pourquoi il est difficile de comprendre le jugement fait par la justice sur les œuvres pornographiques. Laisser de prétendus experts juger de la qualité et de la moralité d'une œuvre pornographique ne manque pas de poser des problèmes au regard de la neutralité esthétique, de la reconnaissance de son statut d'œuvre. Pourquoi ne serait-ce pas de l'art ? Pourquoi ne pas respecter la liberté d'expression ?

À son encontre, on invoque les valeurs du Beau mais aussi on l'accuse de provoquer des réactions lascives. Là encore en quoi est-ce mal d'avoir pour but (supposé) unique de donner une satisfaction aux passions sensuelles ? Il se peut qu'ici la catégorie d'obscène soit une stratégie élitiste pour mieux discriminer certains goûts, certaines satisfactions au détriment d'autres jugées plus élevées pour l'être humain.

Les contempteurs de l'obscénité pornographique insistent sur les dégâts que provoquerait ce spectacle. Ruwen Ogien entend faire la différence entre un

préjudice et une offense : un préjudice est grave et concret, consistant dans une atteinte à l'intégrité physique d'autrui, à ses biens matériels, ou à ses droits fondamentaux ; une offense est une atteinte à des choses abstraites ou symboliques (heurter des convictions religieuses ou morales), provoquer des émotions négatives comme le dégoût, la gêne. Cependant il se peut que la frontière ne soit pas si assurée lorsque l'offense est inévitable, systématique ou trop intense : en ce qui nous concerne, si on obligeait quelqu'un à assister à une représentation pornographique, ou s'il n'y avait que des spectacles de dévalorisation répétée d'un sexe par rapport à l'autre.

Les représentations sexuelles explicites ne sont que des offenses, à moins d'être forcé de les regarder mais cela tombe alors sous le coup de la loi. C'est pourquoi l'auteur dénonce l'intolérance présente dans la censure et défend la liberté d'offenser.

Tolérer signifie accepter la possibilité même de ce qui nous déplaît chez les autres, en l'occurrence leur goût et préférence sexuelles (actes et représentations), à condition qu'elles soient le fait de personnes majeures et consentantes.

Or c'est précisément sur ces deux adjectifs que portent de nouveau les critiques faites à Ogien : Geneviève Fraisse ou Michela Marzano (pour ne sélectionner qu'elles) insistent sur l'ambiguïté du consentement (à voir ou à pratiquer), en contestent la cohérence ou l'authenticité (certains agiraient sous la contrainte), puis elles en critiquent même la valeur (des choses ne se font pas, même si on y a consenti), cela permet de stigmatiser les jeux sado-masochistes, la prostitution, etc. Mais là encore, que serait un vrai consentement ? Une décision purement rationnelle, parfaitement informée, autonome du point de vue matériel et psychologique, la question est ouverte de savoir qui peut réellement se prévaloir de conduire sa vie ainsi. Les critères d'exigence semblent impossibles à réunir, la sexualité est-elle sans contrainte aucune, ni sociale, ni biopolitique, ni physique ou émotionnelle, ni inconsciente ?

Ruwen Ogien affirme là les critères de son éthique minimale en vue de respecter les conduites sexuelles visées par ces critiques : conformément aux avancées du libéralisme politique, un premier point insiste sur la neutralité à l'égard des conceptions substantielles du bien (sexuel), le deuxième, central, le principe de non-nuisance, est négatif, il s'agit de ne pas causer de dommages à autrui, le dernier, positif, consiste à accorder la même valeur à la voix et aux intérêts de chacun.

Si certains contestent le consentement, ils tentent également d'alerter sur l'effet néfaste de la pornographie sur la jeunesse. Ruwen Ogien avait déjà traité ce problème dans son précédent ouvrage, ici il s'attarde sur le nouvel argument des protecteurs : le sexe ne serait plus si répugnant mais serait une merveille qu'il faudrait protéger. La sexualité doit être « bien » pratiquée pour

être heureuse (point trop de masturbation, de collectionnite, de sexe pour le sexe...), il y aurait un ordre de la nature à respecter (rejet de la sodomie, respect de l'ordre symbolique...), et il ne faut traiter autrui comme un objet, pour satisfaire son appétit (évocation de la réciprocité, croyance dans la symétrie absolue...). Ces arguments qui se veulent moraux ne le sont pas, tout au plus peuvent-ils être prudents mais ne sauraient en aucun cas constituer des normes absolues.

La tolérance doit aussi s'accompagner de la liberté d'offenser, et ceci quelle que soit la qualité esthétique de l'offense. Certes la production pornographique n'atteint pas des sommets qualitatifs mais elle s'inscrit dans la tradition d'un *ars erotica* où l'on peut apprendre quelque chose du sexe, satisfaire sa curiosité, où même les féministes y trouvent une absence d'hypocrisie, un réalisme non négligeable. Il faut cependant garder l'idée de fiction même s'il y a un réalisme plus conséquent dans ce type de représentation.

La critique dans un second temps se concentre sur la fabrication de l'objet pornographique, la nouveauté de cet ouvrage est dans la réponse à celle-ci : les acteurs seraient surexploités, humiliés, taxés de déviants moraux car feraient cela pour l'argent, on les verrait de partout à la télévision, dans la rue, on serait en état de « viol permanent » et la consommation de ces produits enrichiraient des producteurs véreux et mafieux. D'une part, la réalité n'est pas celle-ci, il existe des contrats de travail, les individus sont consentants, le spectateur n'est pas pris par surprise et l'espace public est sans doute pollué par d'autres aspects que les libertins seraient aussi en droit de ne pas supporter dans le cadre de nos sociétés pluralistes. La censure politique, économique étant ce qu'elle est, tout cela relève de l'argumentation du pire et contribue peut-être à rendre plus attractif (goût de l'interdit, du tabou) ce type de représentation.

Le texte de Ruwen Ogien constitue bien un plaidoyer pour une acceptation moins puritaine de la représentation de la sexualité, pour une tolérance réelle des désirs et des goûts de chacun en la matière (notamment du droit des femmes et des dites minorités sexuelles), à condition de respecter les principes de son éthique minimale. Il reste cependant des questions en suspens.

La première concerne la possibilité de préjudice, non physique (soit consenti, soit illégal) mais psychologique. À aucun moment Ruwen Ogien ne cite ou ne se confronte avec des études empiriques sur les impacts possibles, sur la psyché des individus et en l'occurrence des esprits les moins mûrs, de ces spectacles excessifs (forte accessibilité sur le Net et sur la téléphonie mobile). Ces études existent-elles ? Pointent-elles des possibilités de malaise, de perte des limites, au vu de la misère sexuelle ambiante qui vient peupler nos prisons et hante le tourisme sexuel ou le récit désenchanté de nombreux écrivains ?



Le raisonnement est identique en ce qui concerne ceux qui travaillent au sein de cette industrie : est-ce une voie souhaitable, par exemple pour nos enfants d'y travailler ? Serait-on prêt à soutenir l'idée que les métiers du sexe sont des voies ordinaires ? Il n'en va pas seulement du statut social de la pornographie mais d'une question de morale. Il se pourrait qu'une autre définition de la morale soit ce que l'on saurait capable de soutenir face à ses enfants sans baisser les yeux (comme exemple à suivre ?), sans regretter un acte passé.

Deuxième interrogation : ne sommes-nous pas encore dans la justification du geste ouvert par le marquis de Sade et du militantisme sexuel des années 1970 pour qui tout est possible, que la libéralisation entraînerait la liberté. Cette voix nous dit de ne pas nous effaroucher pour si peu, n'étant que du sexe, libérateur de surcroît, vos barrières pudibondes doivent tomber. Le problème ici n'est pas moral, certes mais il réside dans le recul de la pudeur, de la courtoisie, de la séduction, de l'équivoque et de l'opacité, dans la progression d'une sorte de signalétique du porno (objets fétichistes, tatouages, piercings, maquillage, vocabulaire, ostentation du porno chic...) qui ouvre sur un nouveau conformisme (par exemple de l'excitation) et une pauvreté de l'expérience.

Il y a bien eu démocratisation de la représentation pornographique à tel point qu'elle est devenue inévitable, on est entré dans un devenir voyeur de la société. Il faut défendre la liberté pornographique, mais faire en sorte qu'elle n'ait pas le monopole des formes de la relation à la sexualité. Le paradoxe est qu'il est étonnant de conduire une lutte contre la censure au moment où celle-ci est de partout débordée par les nouvelles technologies de communication, où ce qui était jugé obscène est devenue *on/scene*, présente sur la scène de la vision. Les plus libérés aiment bien passer pour des proscrits et défendre les orphelins millionnaires. Il est peut-être acquis que la transgression ait définitivement achevé sa longue carrière même si on essaie encore de croire qu'elle n'est pas assez visible.

C'est pourquoi il serait souhaitable d'étudier la forme et les contenus de ces objets pornographiques, notamment dans le cas français de s'inspirer des *Porn studies* (titre d'un ouvrage dirigé par Linda Williams, Duke University Press, 2004, voir aussi *Hard Core: Power, Pleasure and the « Frenzy of the Visible »*, University of California Press, 1989) et de prendre au sérieux cette industrie culturelle, d'en étudier les genres, les typologies, d'en analyser les mises en scène du plaisir et du pouvoir.

## Livres reçus (et recommandés) par Contretemps

- Antoine Artous, Didier Epszjtan, Patrick Silberstein (coord.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 30 euros.
- Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Albin Michel, 22 euros.
- Daniel Bensaïd, *Un nouveau théologien*, Bernard-Henri Lévy, Lignes, 12 euros.
- Daniel Bensaïd et Alain Krivine, *1968, fins et suites*, Lignes,
- Françoise Blum (éd.), *Les Vies de Pierre Naville*, Septentrion, 23 euros.
- Alain Brossat, *Bouffon imperator*, Lignes, 10 euros.
- Dominique Dammame, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'atelier, 27 euros.
- Régis Debray, *Un candide en Terre sainte*, Gallimard, 22 euros.
- Quynh et J.-C. Delaunay, *Lire le capitalisme contemporain*, Le Temps des cerises, 30 euros.
- François Denord, *Néo-libéralisme, version française*, Démopolis, 24 euros.
- Boris Gobille, *Mai 68*, La Découverte, 8,50 euros.
- Georges Labica, *Théorie de la violence*, Paris, Vrin, 22 euros.
- Itzakh Laor, *Le Nouveau Philosémitisme européen*, La Fabrique, 17 euros.
- Stéphane Lavignotte, *Vivre égaux et différents*, Éditions de l'Atelier, 14,90 euros.
- Mahmood Mamdani, *La CIA et la fabrique du terrorisme islamiste*, Démopolis, 22 euros.
- Christophe Prochasson, *L'Empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*, Démopolis, 24 euros.
- Emmanuel Renault, *Souffrances sociales*, La Découverte, 26,50 euros.
- Jean-Marc Rouillan, *Chroniques carcérales, 2004-2007*, Agone, 10 euros.
- Sophie Wahnich, *La Longue Patience du peuple. 1792, Naissance de la République*, Payot, 27,50 euros.
- Immanuel Wallerstein, *L'Universalisme européen*, Démopolis, 15 euros.
- Michel Warshawsky, *Programmer le désastre*, La Fabrique, 9 euros.
- Idith Zertal, *La Nation et la Mort. La Shoah dans le discours et la politique d'Israël*, La Découverte, 12 euros.